

**REPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE**  
**Honneur - Fraternité - Justice**



**STRATEGIE DE CROISSANCE ACCELEREE ET DE PROSPERITE  
PARTAGEE (SCAPP) 2016-2030**

**RAPPORT DE MISE EN ŒUVRE DU PLAN D' ACTIONS  
DE LA SCAPP POUR L' ANNEE 2019**

**OCTOBRE 2020**

# SOMMAIRE

LISTE DES GRAPHIQUES .....	6
LISTE DES FIGURES.....	6
LISTE DES ENCADRES.....	6
RESUME ANALYTIQUE .....	7
<b>I. INTRODUCTION .....</b>	<b>16</b>
<b>II. EVOLUTION DE L'ECONOMIE MAURITANIEENNE EN 2019 .....</b>	<b>18</b>
2.1 ANALYSE SECTORIELLE .....	18
2.2 FINANCES PUBLIQUES.....	20
2.3 ECHANGES EXTERIEURS.....	21
2.4 MONNAIE ET PRIX.....	21
<b>III. LEVIER STRATEGIQUE 1 : CROISSANCE FORTE, DURABLE ET INCLUSIVE .....</b>	<b>22</b>
3.1 CROISSANCE PLUS DIVERSIFIEE DES SECTEURS PORTEURS .....	22
3.2 SECTEUR PRIVE ET PRATIQUE DES AFFAIRES .....	52
<b>IV. LEVIER STRATEGIQUE 2 : CAPITAL HUMAIN ET SERVICES SOCIAUX.....</b>	<b>82</b>
4.1 RELEVEMENT DE L'ACCES ET DE LA QUALITE DE L'EDUCATION ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE 82	
4.2 AMELIORATION DES CONDITIONS D'ACCES AUX SERVICES DE SANTE.....	92
4.3 L'EMPLOI POUR TOUS ET PROMOTION DE LA JEUNESSE ET DU SPORT.....	103
4.4 MEILLEURE RESILIENCE DES COUCHES LES PLUS VULNERABLES .....	107
<b>V. LEVIER STRATEGIQUE 3 : RENFORCEMENT DE LA GOUVERNANCE .....</b>	<b>120</b>
5.1 GOUVERNANCE POLITIQUE, SECURITE, PAIX ET COHESION SOCIALE .....	120
5.2 ETAT DE DROIT, DROITS HUMAINS ET JUSTICE .....	127
5.3 CAPTURE DU DIVIDENDE DÉMOGRAPHIQUE .....	138
5.4 TRANSFORMATION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE .....	143
5.5 GOUVERNANCE ECONOMIQUE ET FINANCIERE .....	148
5.6 DEVELOPPEMENT LOCAL ET DE LA DECENTRALISATION .....	156
5.7 GOUVERNANCE ENVIRONNEMENTALE ET REDUCTION DES CATASTROPHES .....	163
<b>VI. BESOINS DE FINANCEMENT DU PLAN D'ACTION DE LA SCAPP .....</b>	<b>170</b>
<b>VII. MATRICE DES INDICATEURS DE SUIVI DE LA SCAPP .....</b>	<b>172</b>

## SIGLES

AEP	Alimentation en Eau Potable
AFE	Accord de Facilitation des Echanges
ANJE	Allaitement Nourrisson et Jeune Enfant
ANRI	Agence Nationale de la Recherche et de l'Innovation
ANRPTS	Agence Nationale du Registre des Populations et des Titres Sécurisés
ATPC	Assainissement Total Piloté par la Communauté
BCM	Banque Centrale de Mauritanie
BM	Banque Mondiale
CAC	Centre d'Accueil des Citoyens
CAM	Crédit Agricole de Mauritanie
CAON	Cellule d'Appui à l'Ordonnateur Nation du FED
CDHAHRSC	Commissariat aux Droits de l'Homme, à l'Action Humanitaire et aux Relations avec la Société Civile
CDS	Comités de Développement Sectoriels
CEC	Comité Elargi de Concertation
CEP	Contrat Exploration Production
CERFIP	Cellule des Etudes et Réformes des Finances Publiques
CFPE	Centre de Formation de la Petite Enfance
CIAM	Centre International d'Arbitrage de Mauritanie
CIP	Comité Interministériel de Pilotage
CIR	Cadre Intégré Renforcé
CMU	Couverture Maladie Universelle
CNRADA	Centre et du Développement Agricole
CPN	Couverture prénatale
CRD	Comité Régional de Développement
CRENAS	Centre de Récupération Nutritionnelle en Ambulatoire pour Sévère
CRENI	Centre de Récupération Nutritionnelle en Interne
CS :	Chantier Stratégique
CSU	Couverture Sanitaire Universelle
CTC	Comité Technique de Coordination
DCEP	Direction de la Coopération, des Etudes et de la Programmation au MIDECE
DC-SCAPP	Direction de la Coordination de la SCAPP
DD	Dividende Démographique
DGAPE	Direction Générale d'Appui au Processus Electoral
DGB	Direction Générale du Budget
DGCT	Direction Générale des Collectivités Territoriales
DGD	Direction Générale des Douanes
DGERSE	Direction Générale des Etudes, des Réformes et du Suivi-Evaluation
DGIPCE	Direction Générale de l'Investissement Public et de la Coopération Economique
DGPSD	Direction Générale des Politiques et Stratégies de Développement
DPAE	Direction de la Prévision et de l'Analyse Economique au MEI
DPCID	Direction de la Programmation, de la Coordination Intersectorielle et des Données au MEDD
DPCIS	Direction de la Programmation, de la Coopération et de l'Information Sanitaire au MS
DPSC	Direction de la Planification, du Suivi et de la Coopération au MHA
DPSP	Direction de la Promotion du secteur privé à la DGSP/MEI
DUE	Délégation de l'Union Européenne

EPU	Examen Périodique Universel
FED	Fonds Européen pour le Développement
FMI	Fonds Monétaire International
FRD	Fonds Régional de Développement
GCM	Garde Côtes Mauritanienne
GEV	Gestion Efficace des Vaccins
GU	Guichet Unique
HCRSI	Haut Conseil de la Recherche Scientifique et de l'Innovation
IDE	Investissements Directs Etrangers
IMROP	Institut Mauritanien de Recherches Océanographiques et de Pêche
INPC	L'Indice National des Prix à la Consommation
IPC	Indice de Perception de la Corruption
IPS	Indicateurs de Prestation de Services
LOLF	Loi Organique des Lois des Finances
MASEF	Ministère des affaires Sociales, de l'Enfance et de la Famille
MCIT	Ministère du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme
MDR	Ministère du Développement Rural
MEDD	Ministère de l'Environnement et du Développement Durable
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MEI	Ministère de l'Economie et de l'Industrie
MFPTEMA	Ministère de la Fonction Publique, du Travail, de l'Emploi et de la Modernisation de l'Administration
MHA	Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement
MHUAT	Ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de l'Aménagement du Territoire
MIDEC	Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation
MJS	Ministère de la Jeunesse et des Sports
MPER	Ministère des Pêches et de l'Economie Maritime
MPERi	Ministère du Pétrole, de l'Energie et des Mines
MS	Ministère de la Santé
NASMO	Notes Annuelles Sectorielles de Mise en Œuvre de la SCAPP
ODD	Objectifs de Développement Durable
OMC	Organisation Mondiale du Commerce
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ONISPA	Office National d'Inspection Sanitaire des Pêches
ONS	Office National de la Statistique
ONSER	Office National des Services d'Eau en milieu Rural
PAGOURDEL	Programme d'Appui à la Gouvernance Régionale et au Développement Local
PAMIF	Projet d'Appui à la Modernisation de l'Infrastructure Financière
PAMO-FED	Projet d'Appui à la Mise en Œuvre du FED
PAT	Plan d'Action Triennal
PIP	Programme d'Investissement Public
PNDA	Plan National de Développement Agricole
PNIDDLE	Programme National Intégré d'Appui à la Décentralisation, au Développement Local et l'Emploi des Jeunes
PNISER	Programme National Intégré pour le Secteur de l'Eau en milieu Rural
PNUD	Programme des Nations pour le Développement
PPP	Partenariat Public-Privé
RAMO	Rapport Annuel de Mise en Œuvre de la SCAPP

RIMRAP	Renforcement Institutionnel en Mauritanie vers la Résilience Agricole et Pastorale
SCAPP	Stratégie de Croissance Accélérée et de Prospérité Protégée
SCN	Système de Comptabilité Nationale
SGRDDP	Stratégie de Gestion Responsable pour Un Développement Durable des Pêches et de l'Economie maritime
SIGPTS	Système Intégré de Gestion des Populations et des Titres Sécurisés
SNAJ	Stratégie Nationale d'Accès à la Justice
SNFAD	Stratégie Nationale de Formation des Acteurs de la Décentralisation
SNIG	Stratégie Nationale d'Institutionnalisation du Genre
SNJSL	Stratégie Nationale de la Jeunesse, des Sports et des Loisirs
SNIM	Société Nationale Industrielle et Minière
SNIS	Système National d'Information Sanitaire
SNPE	Stratégie Nationale de la Protection de l'Enfant
SNPS	Stratégie Nationale de Protection Sociale
SONUB	Soins Obstétricaux et Néonataux d'Urgence B
SONUC	Soins Obstétricaux et Néonataux d'Urgence C
SSE	Système de Suivi Evaluation
SWEDD	Sahel Women's Empowerment and Demographic Dividend (Projet Autonomisation des Femmes et Dividende Démographique)
SYDONIA	Système Douanier Automatisé
TADAMOUN	Agence Nationale de lutte contre les séquelles de l'esclavage, de l'insertion et de lutte contre la pauvreté
TBS	Taux Brut de Scolarisation
TIC	Technologies de l'Information et de la Communication
UE	Union Européenne
UNFPA	Fonds des Nations-Unies pour la Population
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
ZEP	Zones d'Education Prioritaires
ZES	Zone d'Emménagement Spéciale
ZLECA	Zone de Libre Echange Continentale Africaine

## LISTE DE TABLEAUX

Tableau 1 : Montants alloués pour l'exercice 2019	P.26
Tableau 2 : Montants alloués pour 2019 avec source de financements	P.28
Tableau 3 : Superficies cultivées et production brute de céréales	P.29
Tableau 4 : Plan d'action 2020	P.49
Tableau 5 : Récapitulatif du bilan des activités pour l'accès à l'assainissement familial	P.77
Tableau 6 : Récapitulatif du bilan des activités pour l'accès à l'assainissement des lieux publics	P.77
Tableau 7 : Évolution du budget consacre au relèvement de la qualité de l'éducation	P.85
Tableau 8 : Évolution du budget consacre au Relèvement de la qualité de l'éducation et de la formation professionnelle (mru)	P.86
Tableau 9 : Évolution du budget consacre a l'amélioration de la qualité de l'enseignement supérieur et de recherche scientifique (MRU)	P.88
Tableau 10 : Evolution du budget consacre au développement de la formation professionnelle	P.90
Tableau 11 : Répartition du budget relèvement de la qualité de la formation professionnelle par intervention 2019	P.92
Tableau 12 : Financement des interventions en 2019 (source : LFs 2016, 2017, 2018 et 2019)	P.113
Tableau 13 : Nombres d' enrôlements par l'ANRPTS et de documents sécurisés produits	P.124
Tableau 14 : Répartition du PIP 2018 -2020 selon les leviers stratégiques de la SCAPP	P.174
Tableau 15 : Répartition du financement acquis du PIP 2018- 2020 selon le type	P.174

## LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Evolution des superficies cultivées et productions brutes de céréales	P.30
Graphique 2 : Evolution des superficies cultivées et productions brutes de riz	P.31
Graphique 3 : Taux de couverture des besoins par la production nationale en céréales	P.31
Graphique 4 : Importations de céréales (en T) selon les saisons agricoles	P.32
Graphique 5 : Taux de croissance et part de l'agriculture dans le PIB	P.33
Graphique 6 : Évolution du % PIB réel et la part de la branche PIB nominal globale	P.34
Graphique 7 : Taux de croissance et part du secteur de l'élevage dans le PIB	P.36
Graphique 8 : % de la croissance de la valeur ajouter de l'Élevage	P.37
Graphique 9 : Taux de croissance et poids dans le PIB du secteur de la pêche	P.42
Graphique 10 : Croissance et poids de l'extraction des minerais métalliques	P.44
Graphique 11 : Taux de croissance et part dans le PIB du secteur industriel	P.45
Graphique 12 : Croissance et poids dans le PIB du secteur du commerce	P.46
Graphique 13 : taux de croissance et poids du secteur des transports	P.73
Graphique 14 : Indice de Qualité des Infrastructures	P.73
Graphique 15 : Principaux indicateurs relatifs à l'éducation (primaire et secondaire)	P.87
Graphique 16 : Evolution des taux de réussite aux examens nationaux	P. 87
Graphique 17 : Répartition du PIP 2018-2020 selon les leviers stratégiques de la SCAPP	P. 172

## LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Changement attendu selon la vision de la SCAPP	P.18
---	------

## LISTE DES ENCADRES

Encadré 1 : la nouvelle stratégie d'aménagement et de développement durable et maritimes pour la période 2020-2024	P.41
Encadré 2 : Profil de l'emploi en Mauritanie	P.151
Encadré 3 : le registre social	P.159
Encadré 4 : le Programme de transferts sociaux TEKAVOUL	P.160
Encadré 5 : La réforme de la LOLF	P.160
Encadré 6 : Réalisations du PNIDDLE	P.163

## RESUME ANALYTIQUE

Le présent document constitue le Rapport Annuel de suivi de la Mise en Œuvre (RAMO) de la Stratégie de Croissance Accélérée et de Prospérité Partagée (SCAPP 2016-2030) pour l'année 2019. Son élaboration s'inscrit dans le cadre de l'obligation de reporting stipulée par le décret n°2019-085 sur l'organisation du système de formulation, de suivi et évaluation de la SCAPP.

## LA VISION DE DEVELOPPEMENT PROMUE PAR LA SCAPP

La vision de développement promue par la SCAPP cherche à favoriser une croissance économique accélérée et diversifiée, inclusive et réductrice des inégalités et durable, dans un cadre de bonne gouvernance. Elle est déclinée en trois leviers stratégiques : (i) la promotion d'une croissance forte, durable et inclusive ; (ii) le développement du capital humain et l'accès aux services sociaux de base ; et (iii) le renforcement de la gouvernance dans toutes ses dimensions.

Le rapport décrit d'abord la situation économique du pays en 2019 avant d'aborder, par la suite, les chantiers stratégiques composant chacun des trois leviers stratégiques, en passant en revue les différentes interventions, en termes d'objectifs et orientations stratégiques fixés par la SCAPP, les principales réalisations, y compris les réformes, le financement alloué aux secteurs, les perspectives et recommandations pour faire face aux contraintes et défis. Le rapport analyse, également, le degré d'atteinte des résultats attendus et les progrès enregistrés, notamment par rapport aux Objectifs de Développement Durable (ODD).

Pour chacun des trois leviers stratégiques, les principaux points saillants pour l'année 2019 sont résumés ci-après.

## LEVIER STRATEGIQUE 1 : CROISSANCE FORTE, DURABLE ET INCLUSIVE

« L'objectif de ce levier est de promouvoir une croissance économique forte, partagée et durable, participant au plein emploi productif et au travail décent pour tous (ODD 8) ».

Cet objectif est réalisé à travers, trois chantiers et plusieurs interventions :

- **PROMOTION D'UNE AGRICULTURE A LA FOIS PRODUCTIVE, COMPETITIVE ET DURABLE** : i) les actions pilotées par le Ministère du Développement rural ont permis notamment la réalisation d'un taux de 96% de l'objectif de mise en valeur des superficies en riz et céréales traditionnelles, et un taux de réalisation de 88% de la production programmée, soit 428.888 tonnes ; ii) les actions pilotées par d'autres acteurs ont permis la réalisation de diverses actions telles que la protection des pâturages contre les feux de brousse.
- **ACCROISSEMENT DES RETOMBÉES DU SECTEUR DE L'ELEVAGE : IL FAUT NOTAMMENT NOTER, DANS LE** cadre de la mise en œuvre du Plan National de Développement de l'Elevage (PNDE 2017- 2025), la réalisation d'actions prioritaires dans les deux domaines suivants : celui de la santé animale et celui de l'amélioration de la production animale et des infrastructures d'appuis.
- **PRESERVATION DU PATRIMOINE MARIN ET L'INTEGRATION DE LA PECHE DANS L'ECONOMIE NATIONALE** : il faut noter la mise en place d'un programme de suivi régulier des espèces marines d'intérêt économique et/ou biologique, l'adoption par l'assemblée nationale du projet de loi portant code mauritanien de la

**pêche continentale et de l'aquaculture**, l'évolution positive de la cible 14.4 de l'ODD 14 (réglementer la pêche), la redynamisation ou la poursuite de la réhabilitation des infrastructures portuaires ou de commerce, l'adoption d'un plan de gestion et développement de la pêche continentale, domaine d'activités des pêcheurs artisanaux pour la promotion d'une croissance pro-pauvre tournée vers les filières à fort potentiel d'emplois et de revenus (ODD8).

- **PROMOTION ET MISE EN VALEUR DU POTENTIEL MINIER ET PETROLIER** : i) en ce qui concerne le secteur du pétrole, de l'énergie et du gaz, la présence d'Exxon Mobil, de Total, de BP et de Shell, au niveau de l'offshore mauritanien et l'intérêt croissant pour d'autres à rejoindre le pays, ouvrent de nouvelles perspectives de développement pour le secteur pétrolier et place le pays comme une destination privilégiée d'investissement. ii) en ce qui concerne le secteur minier, il a enregistré d'importants progrès marqués par diverses réformes et réalisations visant notamment, l'ouverture du secteur à l'initiative privée, le développement des acquis géologiques, la diversification des ressources minérales, puis le développement et l'encadrement de la petite exploitation minière, et l'exploitation artisanale de l'or. Cette dernière, se développe à une grande vitesse, et constitue un réel défi environnemental pour le Département.
- **IMPULSION DU SECTEUR INDUSTRIEL** : des projets d'appui sont actuellement mis en œuvre afin d'améliorer la compétitivité de l'économie du pays, développer une industrie de pointe et l'entrepreneuriat, améliorer les compétences et créer des emplois décents et répondant aux besoins du marché et, enfin, poser les bases d'une croissance diversifiée et durable pour tous.
- **PROMOTION DU COMMERCE ET CONSOLIDATION DES CONDITIONS D'UN FONCTIONNEMENT EQUILIBRE ET TRANSPARENT DES MARCHES** : i) signature et poursuite de la mise en œuvre par la Mauritanie d'accords visant la facilitation des échanges avec les marchés nationaux, régionaux et internationaux en vue de promouvoir la production brute et transformée de tous les secteurs; ii) mise en place d'un système d'informations commerciales ; iii) adoption d'une législation spécifique à la concurrence et à la compétitivité ; iv) développement du commerce électronique ; et v) mise en place d'un centre de promotion des exportations pour la Mauritanie.
- **Redynamisation et développement de l'activité touristique** : malheureusement, peu de projets de grande envergure susceptibles de transformer le secteur ont connu un début de véritable mise en œuvre, faute de financement
- **Promotion D'UN ARTISANAT CREATIF, conservateur de mémoire et générateur de revenus et d'emplois décents** : lancement du projet de création de la cité de l'artisanat à Chinguitty qui vise à permettre aux artisans de pouvoir exposer leur production toute l'année durant, et adoption du projet du décret portant organisation des Journées Nationales de l'Artisanat Mauritanien (JONAM) qui vise la promotion et la valorisation de l'artisanat national en reconnaissance de sa valeur symbolique et de son importance économique et sociale.
- **ACCELERATION DES REFORMES ENGAGEES POUR L'AMELIORATION DU CLIMAT ET DE LA PRATIQUE DES AFFAIRES** :
  - **DANS LE DOMAINE DE LA JUSTICE** : promotion par le gouvernement d'une Stratégie Nationale d'Accès à la Justice (SNAJ), publication par la Banque mondiale le 24 octobre 2019 de son indice annuel de la facilité de faire des affaires, connu sous le titre Doing Business, attribuant à la Mauritanie un score de 51.1/100, soit une amélioration de 1,7% sur l'année précédente, ouverture dans toutes les wilayas de bureaux pour rapprocher les prestations de la justice de



- ses usagers et consécration du principe de l'assistance judiciaire, lancement officiel des activités du centre international pour la médiation et l'arbitrage ;
- **DANS LES AUTRES DOMAINES** : poursuite du développement du commerce électronique, démarrage du programme Khadamaty qui vise la modernisation de l'administration par l'accès rapide aux documents, annonce de la création d'un conseil supérieur de l'investissement pour contribuer à l'amélioration du climat des affaires, l'attraction des investissements et l'appui au partenariat entre les secteurs public et privé.
  - **Renforcement du partenariat public-privé** : réalisation par le département de l'emploi, de la jeunesse et des sports d'une enquête exhaustive pour cibler toutes les occasions d'emploi disponibles en vue d'identifier le déficit de compétences et les actions à mettre en œuvre pour combler les insuffisances constatées par la formation professionnelle et technique.
  - **Promotion du secteur financier solide et inclusif** : adoption d'instructions pour aligner les normes nationales aux normes internationales et de règles de contrôle et de suivi des actions bancaires afin de lutter contre la fraude et le blanchiment d'argent sales, acquisition d'un logiciel informatique permettant l'utilisation du plan comptable spécifique à la Microfinance ; dans le domaine Développement du réseau GIMTEL et des Terminaux de Paiement Electronique (TPE), il faut signaler l'acceptation des paiements des Visas d'entrée des étrangers sur TPE, l'intégration de la BMI dans le réseau interbancaire, l'émission de cartes internationales du type Mastercard en Mauritanie par la BPM, BNM, BAMISi, la certification du GIMTEL conforme à la norme de sécurité PCI-DSS, l'adhésion au réseau International Union Pay International et le lancement de l'acceptation des cartes UPI sur les Terminaux de paiement GIMTEL, le paiement en E-commerce par cartes GIMTEL, le déploiement de Terminaux de Paiement « sans contact », et les interconnexions avec la SGM pour l'interopérabilité avec les cartes GIMTEL.
  - **Développement de l'investissement privé et des investissements directs étrangers** : la réalisation de cet objectif est attendue à travers la mise en œuvre des actions suivantes : i) mobiliser les appuis nécessaires à l'émergence d'entreprises mauritaniennes compétitives et l'installation d'entreprises étrangères en Mauritanie ; ii) rendre l'économie mauritanienne plus attractive aux IDE, en développant un système d'information permettant de faire connaître le potentiel économique du pays. Comme on le voit, cet objectif et les actions préconisées pour le mettre en œuvre sont quasiment similaires aux objectifs des interventions 1, 2 et 3 de ce CDS 2, et aux actions préconisées pour leur mise en œuvre. Ainsi, pour le bilan de cette intervention 4, il faut se référer à ceux des interventions 1, 2, et 3.
  - **PROMOTION DE LA CREATION DES PME** : i) distribution entre octobre et novembre 2019, par la Caisse de Dépôt et de Développement, d'un montant global de l'ordre de 23 millions d'anciennes ouguiyas pour le financement de projets individuels et de coopératives dans la wilaya de l'Inchiri. Ainsi, un grand nombre de coopératives féminines et de jeunes ont pu bénéficier de financements y compris certains pour des jeunes chômeurs ; ii) lancement d'un centre de promotion des jeunes et l'éradication de l'extrémisme en Assaba le 13 décembre 2019, dont l'objectif est la mise en œuvre de projets de développement à l'intention des jeunes et des femmes. Le centre comprend actuellement une salle informatique ; iii) annonce par le Ministre de l'Emploi, de la Jeunesse et des Sports de la mise en place prochaine de l'initiative « Mon projet mon avenir », qui vise la création de microprojets au profit des jeunes qui porte sur le financement et l'accompagnement de la création/extension de 500 micro et petites entreprises (MPE) au cours des cinq prochaines années.
  - **Garantie de la disponibilité des services énergétiques** : les actions suivantes ont été programmées : i) renforcement des programmes d'électrification et d'extension de réseaux, et particulièrement en

milieu rural ; ii) accélération de la stratégie de raccordement des zones de production au réseau électrique et mise en place d'un système moderne de transmission et de transport de l'électricité dans les principaux centres de consommation ; iii) poursuite des efforts visant l'augmentation de la production de d'électricité avec un mix énergétique largement renouvelable.

- **Renforcement des investissements en infrastructures des secteurs de l'équipement et des transports** : le bilan est le suivant : i) signature, entre la Mauritanie et le Fonds arabe pour le développement économique et social, d'un accord de prêt de plus de 6 milliards de nouvelles ouguiyas pour relier le réseau routier national avec le Mali (Tidjikja-Goudia-92 km ; Goudai-Boumdeld-70 km ; Kankossa-Leboulli -97 Km ; Leboulli-Gabou-99 km) ; ii) le Koweït a accordé à la Mauritanie un prêt de 10 millions de dinars koweïtiens (32,8 millions de dollars US) pour la réalisation d'une route de 150 kilomètres, qui reliera la ville de Nema à celle de Nbeiguet Lehwach, dans une zone enclavée de l'est mauritanien, fortement peuplée et regorgeant de ressources ; iii) construction à Sélibaby (financement national) d'une gare routière et d'un complexe commercial, renfermant un pavillon pour la commercialisation des céréales et d'un abattoir moderne ; iv) coup d'envoi de la réhabilitation de l'axe routier Aleg – Boutilimit de la route de l'Espoir (financement national) ; v) adoption du projet de décret portant approbation et déclarant d'utilité publique le Schéma Directeur d'Aménagement et d'Urbanisme (SDAU) de la ville de Nouakchott.
- **Développement du secteur de l'hydraulique** : l'année 2019 a été marquée par la consolidation des efforts engagés, par l'Etat, à l'effet d'améliorer la prise en charge du secteur par la matérialisation des programmes en matière de construction d'infrastructures d'eau potable et d'assainissement. Le Gouvernement, a pris à cet effet des dispositions pour rendre accessible à toute la population l'eau potable, l'assainissement et œuvrer à pérenniser les ressources en eau du pays à travers plusieurs programmes de développement. Par ailleurs, pour ce qui concerne l'amélioration de la Gouvernance du Secteur, il faut noter : l'élaboration de la Nouvelle stratégie de gestion des AEP par l'ONSER (Office National des Service d'Eau en milieu Rural), et la réalisation de Schémas Directeurs régionaux d'AEP dans les wilayas du Gorgol, du Guidimagha, de l'Assaba, du Hodh El Gharbi, du Hodh El Chargui dans le cadre du projet « Eau potable et Assainissement dans les 5 Wilayas de Mauritanie ».
- **Promotion de l'innovation et des Tic** : il est à noter : i) l'organisation de plusieurs ateliers dans le domaine de la formation, la recherche et le transfert de technologies ; ii) la participation des cadres du Ministère de l'Enseignement de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et des Technologies de l'Information et de la Communication à de multiples séminaires sur la gestion de l'internet, la cyber sécurité et l'économie numérique ; iii) l'élaboration de textes juridiques portant sur la gestion efficace des TICs et l'amélioration de la qualité de ses services ; iii) la construction de plus de 1300 km de tronçons du réseau national haut débit en fibre optique et pose de 190 km de conduites prévus dans le cadre du projet .

## LEVIER 2 : CAPITAL HUMAIN ET SERVICES SOCIAUX

Le levier stratégique N°2 comporte quatre chantiers stratégiques à savoir : (i) Relèvement de la qualité de l'éducation et de la formation professionnelle ; (ii) Amélioration des conditions d'accès aux services de santé ; (iii) Emploi pour tous et promotion de la jeunesse, de la culture et du sport ; (iv) Meilleure résilience des couches les plus vulnérables.

Pour garantir à tous une éducation de base, d'au moins 9 ans, assise sur un enseignement préscolaire élargi et de qualité, diverses actions ont été menées aussi bien au niveau du préscolaire qu'au niveau du cycle primaire. Pour le préscolaire, il y a eu la réalisation et l'équipement de plusieurs jardins d'enfants ainsi que la formation des monitrices et éducatrices en plus des efforts sur la plan de l'encadrement

pédagogique (Finalisation et traduction en français du programme du préscolaire et du guide de la monitrice par exemple). Par rapport au cycle primaire, les efforts ont porté sur diverses actions dont notamment : la réalisation d'infrastructures, le recrutement de nouveaux enseignants, la motivation du personnel ainsi que sur l'élaboration et l'affinement des outils et approches pédagogiques ainsi que l'organisation de campagnes de sensibilisation impliquant toutes les parties prenantes pour la préparation de la rentrée scolaire, dans le but d'améliorer la qualité de l'enseignement.

Pour ce qui est du cycle secondaire, il y a lieu de mentionner la réalisation d'un certain nombre d'actions dont notamment : la construction de 10 collèges, de 3 lycées, et d'un Lycée d'excellence, le recrutement de 1280 prestataires, en plus du lancement d'un programme de réhabilitation et d'extension des infrastructures existantes (12 lycées et collèges clôturés), etc.

Pour assurer une formation technique et professionnelle de qualité, diverses actions ont été conduites au niveau des infrastructures, des programmes d'enseignement et de l'acquisition des équipements. Par ailleurs, de nombreuses mesures ont été prises pour assurer la bonne gouvernance de la dimension professionnelle.

Pour ce qui est des perspectives, elles sont nombreuses, il y a lieu d'en citer notamment : le renforcement du primaire et du secondaire à travers l'amélioration de l'accueil et l'amélioration des conditions de confort des établissements existants et la résorption du déficit en enseignant par la formation initiale et un recrutement massif. Pour la formation professionnelle, il s'agira d'assurer la formation initiale des formateurs de la FTP et de mettre en place un large dispositif d'apprentissage, d'alternance et de formation qualifiante avec les entreprises.

Pour ce qui est du cycle secondaire, il y a lieu de mentionner la réalisation d'un certain nombre d'actions dont notamment : la construction de 10 collèges, de 3 lycées, et d'un Lycée d'excellence, le recrutement de 1280 prestataire, en plus du lancement d'un programme de réhabilitation et d'extension des infrastructures existantes (12 lycées et collèges, clôturés), etc.

Pour assurer une formation technique et professionnelle de qualité, diverses actions ont été conduites au niveau des infrastructures, des programmes d'enseignement et de l'acquisition des équipements. Par ailleurs, de nombreuses mesures ont été prises pour assurer la bonne gouvernance de la dimension professionnelle.

Pour ce qui est des perspectives, elles sont nombreuses, il y a lieu d'en citer notamment : le renforcement du primaire et du secondaire à travers l'amélioration de l'accueil et l'amélioration des conditions de confort des établissements existants et la résorption du déficit en enseignants par la formation initiale et un recrutement massif. Pour la formation professionnelle, il s'agira d'assurer la formation initiale des formateurs de la FTP et de mettre en place un large dispositif d'apprentissage, d'alternance et de formation qualifiante avec les entreprises.

Pour l'intervention relative à l'amélioration de l'accès, de la qualité et de la pertinence de l'enseignement supérieur, les efforts ont porté sur la réalisation d'infrastructures et l'amélioration du cadre juridique.

Pour la promotion de l'enseignement originel et lutte contre l'analphabétisme, diverses actions ont été menées au cours de l'année portant sur l'ouverture de 26 Mahadras pilotes dans plusieurs wilayas. Pour ce qui est du volet alphabétisation il y a eu l'organisation de diverses sessions et la préparation de systèmes de certification ainsi que l'acquisition d'outils et d'équipements pédagogiques.

Pour ce qui est relatif à l'amélioration des conditions d'accès à la santé au cours de l'année 2019 l'effort a continué pour l'augmentation de la couverture sanitaire en termes de construction d'infrastructures et d'équipements. Mais cet effort fait à face à une forte demande, ce qui réduit sensiblement la réponse à un système de santé résilient.

Il en va de même pour les ressources humaines en santé, malgré l'effort très important de recrutement, la demande se fait sentir notamment pour les catégories socio-professionnelles de base et au niveau déconcentré.

La gouvernance du secteur a connu à la fin de l'année une amélioration sensible à travers la mise en place d'un processus de planification axé sur les résultats et à travers le principe de redevabilité instauré avec la réorganisation du Ministère autour de la mise en application des 32 mesures du Programme du Président de la République pour le secteur de la santé.

Ces mesures ont engendré un esprit de réforme au sein du département axé sur la mise aux normes des structures et l'assurance de la qualité du médicament à travers la réorganisation et l'application de la loi pharmaceutique et les développements de nouvelles initiatives de gratuité pour les indigents, les femmes enceintes, les malades en réanimation, le transport au cours de l'évacuation sanitaire.

D'autres réformes sont en vue pour élaborer un plan de développement d'infrastructures couplé d'un plan de développement des ressources humaines à travers les données de l'étude de la carte sanitaire. L'expérimentation de nouvelles approches pour la couverture de santé universelle, la mise aux normes des structures notamment les structures hospitalières en ce qui concerne l'accueil, les urgences, la maternité et la pédiatrie sont des réformes déjà amorcées en fin 2019.

Pour ce qui est de la promotion de l'emploi productif et du travail décent pour tous, il y a eu la mise en œuvre d'un certain nombre d'action au niveau du cadre juridique incorporant le secteur de l'emploi ainsi que la mise à niveau et l'amélioration des infrastructures sportives et de jeunesse.

Sur le plan de la gestion des ressources humaines d'importants efforts ont été menés pour améliorer le niveau de performance du personnel et pour la formation de nouvelles promotions de jeunes au niveau de l'Institut Supérieur de la Jeunesse et des Sports.

Sur le plan de la promotion de la jeunesse et des sports diverses activités ont été menées au cours de l'année pour relever le niveau du sport et de la jeunesse au niveau du pays. Aussi diverses infrastructures ont été construites au cours de cette année pour améliorer le niveau de réponse aux besoins des jeunes. Dans le cadre du volet emploi, il y a lieu de noter la préparation de la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de l'Emploi (SNE) ainsi que l'insertion de plusieurs dizaines de jeune, l'opérationnalisation du Système d'Information sur l'Emploi mis en place au niveau de l'ANAPEJ ;

Pour ce qui est du chantier stratégique des mesures spécifiques d'inclusion sociale diverses réalisations ont été accomplies ayant trait aux diverses interventions relatives à ce chantier.

En matière de sécurité alimentaire et de nutrition les efforts ont porté sur l'amélioration et la sécurisation de l'accès des populations à la sécurité alimentaire à travers EME, l'opération Ramadan et le programme d'assistance au Cheptel ainsi que celui destiné aux intrants agricoles, etc ;

Dans le cadre du volet protection sociale diverses actions ont été menées au niveau du Ministère des Affaires Sociales de l'Enfance et de la Famille et au niveau de la Délégation Générale à la Solidarité Nationale et à la Lutte Contre l'Exclusion « TAAZOUR ».

Dans le domaine de la promotion féminine et du genre : Il y a eu l'organisation de plusieurs ateliers de formation et de renforcement des capacités du personnel et des responsables des coopératives féminines. En matière d'enfance et de la famille, les principales activités mises en œuvre ont porté notamment sur l'élaboration et finalisation de la Stratégie Nationale de Protection de l'Enfant.

Il y a eu en outre, la mise en place d'un paquet d'actions en faveur de la promotion du statut de la femme:

- La première stratégie nationale de lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles, ainsi que celle de la promotion de l'entrepreneuriat féminin ;
- La mise en place de 05 plateformes multisectorielles de lutte contre les VBG ;
- L'adoption en conseil des Ministres du Projet de Loi-cadre de lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles ;
- L'autonomisation de 6000 femmes et l'insertion économique de 3800 personnes vivant avec un handicap, dont plus 60% de femmes ;
- La formation en AGR pour 201 jeunes filles vulnérables et leur utilisation comme agent de changement social sur les Pratiques néfastes telles que les MGF et le mariage d'Enfant ;
- Le premier compendium national sur les compétences féminines et ;
- L'observatoire national sur les droits des femmes en Mauritanie.

Dans le cadre de l'approvisionnement en eau potable et à l'assainissement, les grands programmes à dimension régionale ont été poursuivis et consolidés pour améliorer l'accès des populations à l'eau potable.

Pour ce qui est de l'intervention « Promouvoir les secteurs du bâtiment et de l'habitat », les actions entreprises ont constitué une continuité de programmes nationaux déjà existants pour améliorer l'accès des populations à un habitat décent. Le programme Regroupement des Localités constitue un pas important vers la rationalisation de l'accès aux services de base pour près de 4000 ménages à travers plusieurs wilayas.

### LEVIER 3 : RENFORCEMENT DE LA GOUVERNANCE

D'importantes réformes ont été entreprises en vue de moderniser l'administration territoriale, la rapprocher des citoyens et d'améliorer la qualité de ses services. Ces réformes ont porté notamment sur la réorganisation des structures, le renforcement des effectifs et des capacités de l'encadrement, la révision du découpage administratif, la création de nouvelles circonscriptions administratives et la mise en place d'un statut particulier des administrateurs.

En ce qui concerne la protection des jeunes contre la radicalisation, la promotion de cette importante composante démographique s'est traduite essentiellement par la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de la Jeunesse et des Loisirs. A cet égard, d'intenses campagnes de sensibilisation et d'information ont été menées notamment en matière de promotion de la jeunesse et la cohésion sociale. Une réflexion a été menée pour adopter des textes portant sur l'organisation et le développement de l'éducation Physique et des Sports et le bon fonctionnement et la gestion des maisons des jeunes.

La Mauritanie a ratifié la majorité des traités internationaux relatifs à la protection des droits humains et à l'accès à la justice (ODD 16). Pour ce faire, le cadre juridique a été révisé et la stratégie nationale d'accès à la justice (SNAJ) a été élaborée. Parallèlement, des progrès notables en matière d'indépendance et d'accès à la justice, de renforcement de l'état de droit, de renforcement des capacités des acteurs judiciaires, d'amélioration de l'administration pénitentiaire et de protection judiciaire de l'enfant ont été enregistrés.

La politique intégrée des droits de l'homme s'est alignée sur les ODD en mettant l'accent sur la promotion des droits de l'Homme et de la cohésion sociale, le suivi des engagement internationaux en tenant compte des recommandations de l'EPU dans la présentation des rapports nationaux aux organes de traités, le renforcement de l'action humanitaire sur le territoire national et la résilience et la prévoyance humanitaire face aux risques de catastrophes. Grâce à ces efforts, la Mauritanie a été élue au siège du Conseil des Droits de l'Homme pour le mandat 2020-2022.

Le gouvernement mauritanien s'est engagé à intensifier les investissements en faveur de la jeunesse en tant que principal levier pour l'exploitation du dividende démographique. En effet, l'engagement politique en faveur de la capture du dividende démographique s'est traduit par une accélération des politiques pro dividende démographique, notamment à travers l'élaboration de la politique nationale de population, ainsi que la préparation de l'Observatoire National du Dividende Démographique. Ce qui permettra d'améliorer le niveau d'autonomisation des femmes et des adolescentes, d'accéder plus facilement aux services de santé reproductive, infantile et maternelle de qualité, et d'accroître la génération et le partage des connaissances des capacités et de la coordination régionale.

L'administration a connu des progrès notables, notamment à travers l'optimisation de l'administration publique, l'amélioration de la gestion du personnel de l'Etat et l'utilisation grandissante des moyens et services électroniques grâce aux plusieurs actions qui ont contribué au développement de l'infrastructure et de la plateforme électronique. En effet, afin de rendre l'administration plus efficace, une commission technique a été mise en place pour la révision du cadre juridique et réglementaire régissant la gestion des personnels des collectivités décentralisées, du système de retraite dans la Fonction Publique et fixant les règles et les modalités pratiques d'organisations des élections professionnelles dans Fonction Publique. En matière de gestion des finances publiques, les autorités ont procédé à la rénovation du cadre légal des finances publiques à la lumière des principes édictés par la nouvelle loi organique relative aux lois de finances promulguée en 2018. Ce nouveau dispositif modernise le processus de préparation du budget de l'Etat, instaure de nouvelles exigences en matière de sincérité budgétaire et comptable, d'efficacité des

contrôles sur l'exécution du budget de l'Etat ainsi que le principe de redevabilité et de reddition des comptes des gestionnaires.

Quant à la soutenabilité et la viabilité de la dette publique, elle a continué à être améliorée grâce à la mise en place du Cadre institutionnel de formulation, de sélection et de programmation de l'investissement public ainsi que des rapprochements faits avec les entreprises publiques et les recouvrements de la dette rétrocédée.

Dans le domaine de lutte contre la corruption, plusieurs actions ont été réalisées ces dernières années dans le cadre de la Stratégie Nationale de Lutte Contre la Corruption (SNLCC), notamment dans le domaine de l'information et de la sensibilisation. D'autres actions de grandes importances ont également été réalisées. Ces actions concernent essentiellement l'adoption du Code des Marchés publics, le respect des normes de l'ITIE et la création d'un parquet anticorruption.

Sur le plan de la mise en œuvre des différents dispositifs de gouvernance économique, un outil d'élaboration du cadrage macroéconomique a été mis en place. Aussi, parmi les actions pour le renforcement de l'outil statistique, il y a lieu de noter la création d'un nouvel Institut Supérieur des Métiers de la Statistique (ISMS), la réalisation de deux enquêtes nationales majeures (EPCV) et (EDSM), l'actualisation de l'annuaire statistique de Mauritanie 2017 et du répertoire des entreprises de pêche ainsi que la révision et la migration des comptes nationaux suivant le SCN 2008. Ces réalisations sont accompagnées de la production et la publication des statistiques conjoncturelles, dont la rénovation de l'IPI, la production de l'INPC et de l'ICC.

Les élections municipales et régionales en 2018 ont permis de concrétiser le nouvel échelon de décentralisation, régie désormais par la Loi organique relative à la Région. Dans le domaine du renforcement de la décentralisation, l'accent a été mis sur l'élaboration de la Stratégie Nationale de la Décentralisation et du Développement Local (SNDDL) ainsi que la Stratégie Nationale de Formation des Acteurs de la Décentralisation (SNFAD). En parallèle, d'importants projets d'appui aux communes visent à l'émergence de collectivités locales viables territorialement et financièrement, à l'amélioration durable des conditions de vie des populations rurales et à un ancrage des politiques publiques au niveau local. Parmi ces programmes, le Programme d'appui au Développement Economique local et aux Initiatives Communales (DECLIC) intervenant dans trois régions de Mauritanie (Gorgol, Assaba et Guidimakha) a été lancé en 2019.

En matière d'exploitation intégrée des écosystèmes, les autorités publiques ont mis en œuvre un ensemble cohérent de lois relatives à l'exploitation durable des écosystèmes. Elles ont axé leurs efforts sur la finalisation de la quatrième communication nationale sur le changement climatique d'une part et sur des missions de contrôle, de surveillance et l'inspection environnementale ainsi que l'examen des Etudes d'Impact Environnemental (EIE) et Plans de Gestion Environnementale (PGE) de plusieurs projets de développement publics et privés d'autre part. Le Plan d'Action pour 2020 prévoit de promouvoir la synergie des projets et programmes, dans le cadre d'une approche globale et intégrée, visant à améliorer l'efficacité et l'impact des interventions. Sa mise en œuvre sera axée sur l'approche participative communautaire, la concertation et, l'intégration des questions de genre. Un suivi périodique du plan d'action sera effectué afin d'apprécier la mise en œuvre des actions, sur la base des indicateurs retenus.



## I. INTRODUCTION

La Stratégie de Croissance Accélérée et de Prospérité Partagée (SCAPP) est la vision stratégique de développement de la Mauritanie pour la période 2016-2030 et sert de cadre de référence pour toutes les actions de développement entreprises par l'Etat, les organismes publics et socioprofessionnels ainsi que les Partenaires Techniques et Financiers (PTF) au cours de la période 2016-2030. Elle intègre l'Agenda 2030 et les cibles classées prioritaires pour le pays parmi les Objectifs de Développement Durable (ODD) ainsi que l'agenda 2063 de l'Union Africaine.

La SCAPP a pour but de bâtir une société prospère, forte, inclusive et économiquement durable qui répond aux besoins fondamentaux de tous les citoyens, et leur assurer un mieux-être. Elle est basée sur une vision de développement favorisant une croissance économique accélérée et diversifiée, inclusive et réductrice des inégalités et durable dans un cadre de bonne gouvernance.

Cette vision se décline en trois leviers stratégiques correspondant aux objectifs stratégiques retenus pour assurer une prospérité profitable à tous : (i) la promotion d'une croissance forte, durable et inclusive ; (ii) le développement du capital humain et de l'accès aux services sociaux de base ; et (iii) le renforcement de la gouvernance dans toutes ses dimensions. La stratégie est mise en œuvre à travers des plans quinquennaux dont le premier couvrant la période 2016-2020 est composé de 15 chantiers stratégiques, à mettre en œuvre à travers 59 interventions prioritaires correspondant à des réformes, des programmes, des projets ou des actions significatives.

La loi d'orientation n°2018-021 relative à la SCAPP et le décret n°2019-085 en date du 6 mai 2019 fixent le cadre légal régissant la mise en œuvre de la SCAPP. Le décret initie et consacre la réforme du système de suivi évaluation (SSE) de la SCAPP et vise à le rendre plus performant, à travers notamment la mise en place du nouveau dispositif institutionnel et des nouveaux mécanismes de reporting dont le rapport annuel de mise en œuvre (RAMO) de la SCAPP est le principal produit.

Le présent rapport constitue le RAMO de la SCAPP au titre de 2019. Il a été élaboré sur la base des Notes Annuelles Sectorielles de suivi de la Mise en Œuvre (NASMO) de la SCAPP relatives aux chantiers et interventions stratégiques des différents CDS. Les NASMO ont été élaborées sur la base, notamment, de la documentation fournie par les ministères sectoriels, les agences de l'Etat et les partenaires au développement ainsi qu'à partir des informations obtenues lors d'entretiens avec les fournisseurs de ces documents.

Le processus d'élaboration des NASMO et du RAMO est pleinement participatif, les CDS étant composés de représentants des administrations publiques, de la société civile, du secteur privé et des PTFs. A cela s'ajoute le processus de concertation, de partage et de validation du RAMO à travers les instances officielles formées par le Comité Technique de Coordination (CTC), le Comité Elargi de concertation (CEC) comprenant notamment les représentants des PTF, de la société civile et du secteur privé, les Assises du RAMO avec la participation des autorités déconcentrées et décentralisées ainsi que le Comité Interministériel de Pilotage (CIP).

Le rapport comprend, outre le résumé exécutif et l'introduction, de grandes parties consacrées chacune à l'un des trois leviers stratégiques, déclinées en des sous-parties traitant des chantiers et des interventions qui composent ces leviers. Chaque intervention est abordée, après un bref rappel des objectifs et orientations stratégiques fixés par la SCAPP, suivi par les principales réalisations, y compris les réformes, le financement alloué au secteur, les perspectives et recommandations pour faire face aux contraintes et défis.



A chaque fois que l'information est disponible, l'analyse est faite sur le degré d'atteinte des résultats de développement et les progrès enregistrés par rapport aux objectifs stratégiques fixés et ceux des ODD, notamment en termes d'évolution des indicateurs retenus par la SCAPP, y compris les indicateurs ODD. L'approche tient compte de l'intersectorialité des chantiers et des ODD et de la transversalité de certaines thématiques. Les contraintes et défis majeurs sont aussi relevés, le cas échéant les synergies identifiées.

Le présent rapport est le dernier du plan quinquennal 2016–2020 qui arrive à son terme. Les prochains rapports porteront sur les réalisations du plan 2021–2025 qui sera élaboré après l'évaluation prochaine du premier plan d'action de la SCAPP.

Figure 1 : Changement attendu selon la vision de la SCAPP



## II. EVOLUTION DE L'ECONOMIE MAURITANIENNE EN 2019

En 2019, l'activité économique nationale a été marquée par une accélération de la croissance à la faveur de la dynamique de la branche extractive et du secteur primaire notamment l'agriculture et la pêche. Ainsi, l'activité économique a enregistré une croissance de 5,9% du PIB réel contre 2,1% en 2018. Hors industries extractives, la croissance du PIB réel s'est établie à 3,6%, en 2019, contre 3,5% en 2018. En valeur, le produit intérieur brut s'est accru de 10,9% pour s'établir à MRU 278,9 milliards, en 2019, contre MRU 251,5 milliards en 2018. Du côté de la demande, la croissance de l'économie nationale a été tirée principalement par une forte dynamique des investissements et une hausse de la consommation des ménages au cours de l'année 2019.

### 2.1 ANALYSE SECTORIELLE

#### 2.1.1 LE SECTEUR PRIMAIRE

En 2019, la croissance du PIB réel du secteur primaire s'est accélérée à 11,4% après avoir connu une légère reprise de 0,7% en 2018. Cette hausse est liée principalement à la bonne orientation de l'activité agricole, à la reprise observée au niveau de l'activité des pêches et, dans une moindre mesure, à l'évolution de l'activité d'élevage. La bonne dynamique du secteur s'est traduite par le renforcement de sa contribution à la croissance du PIB réel global, soit 2,3 points, en 2019, contre 0,1 point 2018. Le PIB nominal du secteur primaire s'est établi à MRU 54,7 milliards en 2019 au lieu de 50,4 milliards en 2018, portant la part du secteur à 19,6% du PIB nominal global.

##### 2.1.1.1. L'AGRICULTURE

La reprise de la croissance enregistrée au niveau de l'activité agricole en 2018 s'est renforcée en 2019, en dépit de la baisse de la production de l'agriculture sous pluie liée au déficit pluviométrique. L'amélioration de la production agricole provient essentiellement de l'expansion des aménagements des superficies et de l'amélioration des rendements des cultures irriguées, entraînant ainsi une hausse du PIB réel de l'agriculture de 19,7% après celle de 19,5% en 2018. Le PIB nominal de l'agriculture s'est établi à MRU 14,7 milliards en 2019, soit une augmentation de 22,1% portant la part de la branche à 5,3% du PIB nominal global contre 4,8% en 2018. Quant à la part de la branche agriculture dans le PIB nominal du secteur primaire, elle s'est établie à 27% en 2019 au lieu de 24% en 2018.

##### 2.1.1.2. L'ELEVAGE

Après la décélération de 0,5% observée en 2018, l'activité d'élevage a connu une reprise modeste avec une croissance de la valeur ajoutée réelle de 3% en 2019, en raison d'un manque important de pâturage dans les zones agro-pastorales du pays entraîné par le déficit pluviométrique observé ces deux dernières années. Le PIB nominal de l'élevage s'est établi à MRU 28 milliards, soit 10% du PIB nominal global et 51% du PIB du secteur primaire en 2019. Sur les cinq dernières années, la part de l'activité d'élevage dans le secteur primaire s'est stabilisée autour de 52% et autour de 10,6% du PIB nominal global.

##### 2.1.1.3. LA PECHE

En 2019, l'activité de la branche des pêches a enregistré, selon les estimations provisoires, une croissance réelle de 20%, après deux années consécutives de fortes baisses, en 2018 (-12,9%) et en 2017 (-23,8%). En terme nominal, le PIB de la branche «pêche» a enregistré une légère baisse de 0,9% pour s'établir à MRU 1,2 milliards, soit 4,2% du PIB global et 21,3% du PIB nominal du secteur primaire. Ce recul découle de la baisse du niveau des prix à l'exportation des poissons à l'exception des céphalopodes dont le prix a augmenté de 7%.

#### 2.1.2 LE SECTEUR SECONDAIRE

En 2019, le PIB réel du secteur secondaire a connu une reprise avec une hausse de 8,7% après une baisse de 2,5% en 2018. Cette croissance est tirée principalement par l'activité des industries extractives,

notamment les minerais métalliques (fer et or). En termes de contribution à la croissance du PIB réel global, le secteur secondaire s'est largement bien comporté avec un apport de 2,1 points au lieu de l'incidence négative sur la croissance de 0,6 point observée en 2018. En terme nominal, le PIB a augmenté de 27% pour s'établir à MRU 78,2 milliards en 2019, soit 28% du PIB nominal global.

#### 2.1.2.1. LES ACTIVITES EXTRACTIVES

Les activités d'extractions ont été marquées par une forte progression liée aux différents projets d'extensions notamment au niveau de la SNIM et de la société Tasiast. La reprise de la croissance a été relativement forte avec une progression de 27% en 2019, après quatre années de baisse consécutive avec un pic à (- 9,5%) pour l'année 2018. En valeur, le PIB des industries extractives s'est accru de 70,7% pour s'établir à MRU 41,9 milliards traduisant une augmentation des ventes en raison de la bonne tenue de la production et des conditions favorables sur le marché international des produits de base.

#### 2.1.2.2. LES MINES

En 2019, la production de la SNIM s'est accrue de 14% pour s'établir à 12,2 millions de tonnes contre 10,7 millions tonnes en 2018. Ainsi, la valeur ajoutée réelle de l'activité d'extraction du fer est ressortie en hausse de 13,9% marquant une reprise par rapport aux baisses enregistrées au cours des deux années précédentes.

En terme nominal, le PIB des mines a atteint MRU 19,1 milliards, soit une progression de 71,1% par rapport à 2018, ce qui porte sa part dans le PIB global à 6,9%, et à 24,4% dans le PIB du secteur secondaire, niveau atteint pour la dernière fois en 2014.

S'agissant de la production de l'or, elle a atteint 432 mille onces en 2019, soit une hausse de 45,5% par rapport à 2018. Cette augmentation de la production de l'or provient de l'amélioration de la production de la société Tasiast estimée à 391 mille onces en 2019 contre 251 mille onces en 2018, soit une hausse de 56%, sous l'effet du projet d'expansion de la phase I. Quant à la production de l'or par «MCM», elle a enregistré une baisse de 10,6% pour s'établir à 41 mille onces en 2019 contre 46 mille onces en 2018. S'agissant du minerai de cuivre, la production s'est stabilisée à 29,6 mille tonnes, soit une hausse de 5,3% par rapport à 2018.

Ce bas niveau de production traduit la faiblesse de la teneur en cuivre du gisement. La valeur ajoutée réelle de l'activité du sous-groupe minier (MCM, Tasiast) a enregistré une hausse de 43,7% en 2019 due principalement à la forte augmentation de la production et des exportations de l'or. En terme nominal, le PIB du sous-groupe s'est accéléré de 70,2% portant sa contribution à la formation du PIB global à 5,5% et à 20% du PIB nominal du secteur secondaire. En pourcentage du PIB nominal global, le PIB (or-cuivre) a représenté 5,5% en 2019 contre 3,6% en 2018.

#### 2.1.2.3. LES INDUSTRIES MANUFACTURIERES

L'activité des industries manufacturières s'est rétractée, pour la deuxième année consécutive, en raison principalement de la baisse de la production des produits alimentaires telle que la transformation des produits de la pêche et la fabrication des pâtes alimentaires. En 2019, le PIB réel manufacturier a reculé de 4,4% après 2,1% en 2018, en dépit de la hausse de la production et de la distribution d'eau et d'électricité. Hors eau et électricité, le PIB réel des unités manufacturières a baissé de 9%. Le PIB nominal de la branche des industries manufacturières s'est établi à MRU 26,3 milliards en 2019, soit une baisse de 2,9% par rapport au niveau de 2018, portant sa part dans le PIB nominal global à 9,4% contre 10,7% en 2018. La valeur ajoutée de la production et distribution d'eau et d'électricité est ressortie en hausse de 7,9% après une hausse de 3,6% en 2018.

#### 2.1.2.4. LE BATIMENT ET LES TRAVAUX PUBLICS

Après avoir enregistré une reprise en 2018, l'activité du secteur des « bâtiments et travaux publics » (BTP) s'est repliée avec un PIB réel en baisse de 1,5% en 2019. La valeur ajoutée nominale a faiblement progressé de 0,8% pour s'établir à MRU 10,1 milliards en 2019 et représenté 3,6% du PIB global, contre 4% en 2018.

### 2.1.3 LE SECTEUR TERTIAIRE

En dépit du ralentissement de sa croissance réelle à 2,9% en 2019 du fait essentiellement de la décélération de la croissance du groupe commerce, autres services, transport administrations publiques, l'activité du secteur tertiaire demeure le principal moteur de la croissance de l'économie mauritanienne sur les cinq dernières années. Ainsi, sa contribution à la croissance globale a légèrement reculé pour s'établir à 1,3 contre 2 points en 2018. En valeur, le PIB du secteur tertiaire a enregistré une hausse de 5% pour atteindre MRU 119,8 milliards, soit 42,8% du PIB nominal en 2019 au lieu de 45,3% en 2018.

#### 2.1.1.1 LES TRANSPORTS ET LES TELECOMMUNICATIONS

En 2019, la valeur ajoutée réelle des activités des transports et télécommunications a affiché une hausse de 6,3%, soit une accélération par rapport à 2018. Cette évolution est liée principalement à l'augmentation du chiffre d'affaires des télécommunications de 45,8% après une baisse de 0,3% enregistrée en 2018. Quant à l'activité des transports, elle a connu une décélération avec une progression de 2,2% de son PIB réel contre 5,8% en 2018. Le PIB nominal des transports et télécommunications a atteint, en 2019, MRU 17 milliards contre MRU 15,9 milliards en 2018, soit une hausse de 6,9% portant la part du PIB du sous-groupe à 6,1% dans le PIB nominal global et à 14,2% dans le PIB nominal du secteur tertiaire.

#### 2.1.1.2 LE COMMERCE

En 2019, la valeur ajoutée réelle des activités du commerce n'a progressé que de 1,3% contre une hausse de 2,7% en 2018, reflétant une décélération continue de la croissance réelle de son PIB depuis 2017. En terme nominal, le PIB de l'activité s'est élevé à MRU 35 milliards au lieu de MRU 34 milliards en 2018, soit 12,5% du PIB nominal global et 29% du PIB nominal du secteur tertiaire.

#### 2.1.1.3 LES AUTRES SERVICES

En 2019, l'activité des autres services a été marquée par un ralentissement de la croissance réelle de son PIB avec une progression de 2,9% après une reprise de 5,6% enregistrée en 2018. S'agissant de la valeur ajoutée nominale, elle s'est chiffrée à MRU 48,6 milliards, soit une hausse de 3,8%, pour une contribution au PIB nominal global de 18,1%. L'activité des autres services a également représenté 41% du PIB nominal du secteur tertiaire en 2019.

#### 2.1.1.4 LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

Le ralentissement de la croissance du PIB réel de l'activité des administrations publiques s'est poursuivi en 2019, avec une croissance de 2,6%, contre une progression de 5% en 2018 et 12,7% en 2017. Cette évolution est liée aux efforts de rééquilibrage budgétaire et des réformes entamées depuis 2016. Le PIB courant des administrations publiques a connu une hausse de 9,5% pour atteindre MRU 19,1 milliards. La contribution du PIB réel des administrations publiques à la formation du PIB nominal total est demeurée stable à 6,9% ces deux dernières années.

## 2.2 FINANCES PUBLIQUES

En 2019, le budget de l'Etat a enregistré un important solde excédentaire primaire de 1,7 % du PIB hors secteur extractif (hors dons), le solde global atteignant 2,1% du PIB hors industries extractives. Ces ratios sont en baisse par rapport à l'année précédente où ils étaient respectivement de 3,5% et 2,5%.

Néanmoins, les recettes de l'Etat, y compris les dons, ont atteint 57,5 milliards MRU en 2019 contre 56,8 milliards MRU en 2018. En effet, l'exécution budgétaire de l'année 2019 s'est traduite par une moins forte

mobilisation des recettes de l'Etat qui ont atteint, hors dons et pétrole, 53,1 Milliards MRU contre 55,6 Milliards MRU en 2018, soit une régression de 2,5% entre les deux années. L'effort de mobilisation de recettes fiscales a été maintenu avec 35,4 milliards MRU en 2019 contre 35,2 milliards MRU.

Quant à la dette publique extérieure, hors dette passive, elle représente 48,2 % du PIB en 2019, en diminution de 3,1 points de pourcentage par rapport à 2018.

## 2.3 ECHANGES EXTERIEURS

En 2019, la position extérieure de la Mauritanie s'est améliorée de 23,7% par rapport à 2018, les réserves de change ayant atteint 1.136 millions de dollars à fin décembre, correspondant à environ 5,3 mois d'importations non extractives, en hausse par rapport à 918 millions de dollars un an plus tôt. Cette performance a été rendue possible notamment suite à une nette amélioration de 20,7% des termes de l'échange.

Le solde des transactions courantes s'est amélioré en 2019 avec un déficit estimé à -10,6 % du PIB contre un déficit évalué à -13,8% en 2018. Si l'on exclut les importations de capital extractif financées sur ressources extérieures, le déficit du solde courant est de -277 millions \$ contre -606 millions \$ en 2018. Au niveau des recettes d'exportation, celles provenant des minerais de fer et de l'or ont continué leur progression à la hausse avec respectivement 831 millions \$ (+63,6%) et 596 millions \$ (+41,9%) tandis que les exportations de cuivre ont été relativement stables à 145 millions \$ et celles de produits de la pêche (712 millions \$) ont accusé une baisse. Le pays n'est plus exportateur d'hydrocarbures suite à la fermeture du puits Chinguetti.

Principaux produits d'exportation (en millions \$)

	2016	2017	2018	2019
Minerais de fer	418	496	508	831
Hydrocarbures	87	65	11	0
Cuivre	138	139	148	145
Or	289	370	420	596
Produits de la pêche	421	625	750	712

Quant à l'investissement direct étranger net, il est passé de 772 millions \$ en 2018 à 884 millions \$ en 2019, soit une hausse de 14,5% en un an.

## 2.4 MONNAIE ET PRIX

En 2019, l'inflation est restée faible avec une hausse moyenne annuelle des prix à la consommation de 2,3 % contre 3,1% en 2018 (2,7% contre 3,2% si l'on compare les fins de période).

La masse monétaire a enregistré une hausse de 17,6 % en 2019 pour atteindre 83,5 milliards MRU contre 71 milliards MRU en 2018. Cette dynamique de la masse monétaire a essentiellement résulté, d'une part, d'une forte augmentation des avoirs extérieurs nets qui se sont établis à 17,7 milliards MRU en 2019 contre 10 milliards MRU en 2018, notamment en raison de l'accumulation de réserves brutes des autorités monétaires et, d'autre part, d'un accroissement des crédits à l'économie qui se sont établis à 78,8 milliards MRU en 2019 contre 67 milliards MRU en 2018, soit un niveau d'accroissement de 17,5 %, sous l'effet des concours bancaires au secteur privé.

### III. LEVIER STRATEGIQUE 1 : CROISSANCE FORTE, DURABLE ET INCLUSIVE

L'objectif de ce levier est de promouvoir une croissance économique forte, inclusive et durable, participant au plein emploi productif et au travail décent pour tous (ODD 8) ». Cet objectif est réalisé à travers les 3 objectifs spécifiques suivants<sup>1</sup>:

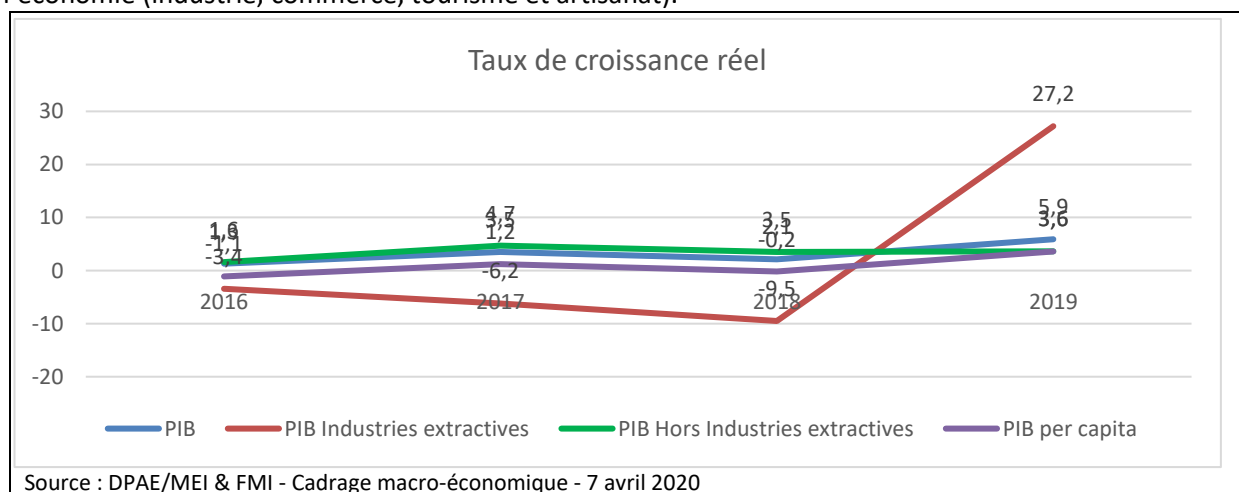
- Promouvoir la diversification et la transformation économiques.
- Développer les infrastructures de soutien à la croissance.
- Promouvoir un secteur privé compétitif.

Chacun de ces objectifs spécifiques est suivi par un Comité de Développement Sectoriel (CDS) pour sa mise en œuvre. Chaque CDS est composé des acteurs l'administration de l'Etat, des partenaires techniques et financiers, et des organisations de la société civile impliqués dans la mise en œuvre de ses chantiers constitutifs. Chaque CDS fait l'objet d'une note annuelle de mise en œuvre (NASMO) dont leur synthèse constitue le présent rapport annuel de mise en œuvre de la SCAPP. Chaque NASMO est structurée autour des interventions qui la composent regroupées par chantier stratégique, interventions réalisées sous forme de réformes, de programmes, de projets ou d'actions significatives dans le cadre de programmes d'actions quinquennaux dont le présent, celui de 2016-20.

Le présent rapport porte sur ces interventions regroupées en chantiers stratégiques afin d'en présenter (i) les objectifs, (ii) le bilan opérationnel pour l'année 2019 (iii), les contraintes, défis, et difficultés rencontrées ainsi que (iv) les orientations et programmation pour 2020.

#### 3.1 CROISSANCE PLUS DIVERSIFIEE DES SECTEURS PORTEURS

Les interventions programmées dans ce chantier visent, d'une part, à redynamiser et promouvoir des secteurs à fort potentiel de croissance et d'emploi, en particulier la transformation et l'optimisation de chaînes de valeurs afin d'augmenter la valeur ajoutée locale (agriculture, élevage, pêche et industries extractives) et, d'autre part, à exploiter rationnellement le potentiel d'autres secteurs pour l'équilibre de l'économie (industrie, commerce, tourisme et artisanat).



Le bilan en termes de résultats de ce chantier, pour 2019, est présenté ci-après, pour chacune des huit interventions prioritaires qui le composent.

<sup>1</sup> Document SCAPP, Volume 2, P 33



### 3.1.1 UNE AGRICULTURE PRODUCTIVE, COMPETITIVE ET DURABLE

#### 3.1.1.1 OBJECTIF

L'objectif de cette intervention est de jeter les bases de l'intensification et de la diversification des activités agricoles qui tiennent compte des impacts du changement climatique. Elle vise à augmenter le rendement et améliorer la productivité des exploitations agricoles, y compris les exploitations familiales, les femmes et les petits producteurs, en cohérence avec le Plan National de Développement Agricole – PNDA (2016-2025).

#### 3.1.1.2 REALISATIONS

La mise en œuvre des actions programmées au cours de cette campagne agricole ont contribué à l'atteinte des résultats résumés ci-dessous :

- Mise en valeur d'une superficie en riz et céréales traditionnelles de 300.145 hectares sur un objectif de 312.913 hectares, soit un taux de réalisation de 96%.
- Une production brute estimée à 428.888 tonnes sur un objectif de 487.483 tonnes, soit un taux de réalisation de 88%. La production nette est estimée à environ 282.432 tonnes dont 176.134 tonnes en riz blanc.

#### AU NIVEAU DE L'IRRIGUE

- Les superficies mises en valeur en riz ont atteint 62.829 hectares dont 31.047 en campagne hivernale et 31.782 en contre saison chaude, avec un taux de réalisation de 93,7 % par rapport à l'objectif retenu qui était de 67.008 hectares. Ces superficies mises en valeur au cours de cette campagne ont connu une augmentation de 16% par rapport à celles de 2017-2018 qui étaient de 54.116 ha.
- La production brute est estimée à 322.590 tonnes, soit un taux de réalisation de 92.64% par rapport à l'objectif retenu qui était de 348.206 tonnes et une augmentation de 10,5% par rapport à la production de la campagne 2017-2018 qui était de 291.963 tonnes.
- Le rendement moyen pour cette campagne est estimé à 5,1 T/ha contre un rendement moyen de 5,6 T/ha l'année dernière. Cette régression du rendement moyen est due à la baisse de celui de la campagne hivernale estimé à 4,04 t/ha.

#### AU NIVEAU DU PLUVIAL

- Les superficies mises en valeur ont atteint 237.316 hectares avec un taux de réalisation de 97 % par rapport à l'objectif retenu qui était de 245.905 hectares. Cette superficie a connu une augmentation de 62% par rapport à la campagne 2017-2018 qui était de 146.925 ha. L'atteinte de cet objectif est essentiellement liée aux importantes précipitations enregistrées au cours de cette campagne par rapport à la campagne précédente.
- La production brute en céréales traditionnelles est estimée à 106.298 tonnes, soit un taux de réalisation de 76% par rapport à l'objectif retenu de 139.277 tonnes et une augmentation de 76% par rapport à la production de la campagne 2017-2018 qui était de 60.364 tonnes.

#### AUTRES REALISATIONS POUR LE SOUS-SECTEUR DE L'AGRICULTURE :

- Un programme d'aménagement est en cours sur :
  - 5700 de nouveaux périmètres.
  - 2300 ha de remise en état de l'extension du périmètre de Boghé.
  - 1300 ha consécutifs aux travaux de curage de Laouija.
  - Reprise des travaux sur 3500 ha au niveau de la cuvette de R'kiz.
 Soit un total de 12 800 ha (50% de l'objectif global du programme quinquennal (25000 ha)).
- Axes hydrauliques :
  - Reprise des travaux de curage et recalibrage de 44 km sur Laouija. Travaux terminés, préparation mise en eau.

- Reprise des travaux de Koundi ; Curage et recalibrage sur 36 km, Travaux en cours.
- L'entretien des axes hydrauliques réalisé cette année a permis une alimentation régulière des périmètres au cours de la précédente campagne et sera poursuivi et consolidé pour les prochaines campagnes agricoles.
- Construction /réhabilitation des barrages /Seuils et digues filtrantes :
  - Lancement des travaux de 74 barrages dont 30 sont achevés avant l'hivernage permettant ainsi de mettre en valeur plus de 2366 ha.
  - Préparation des travaux du Grand barrage de Bergatani au Hodh El Gharbi,
  - Lancement des travaux de construction de 169 seuils en gabions, de digues filtrantes et cordons pierreux et 15 bassins de rétention.
- Protection des zones de cultures : Mise en place de 373 kml de clôture en barbelés et l'acquisition de 350 kml de grillage est en cours. Ce qui permettra la protection de 9200 ha.
- Appui pour les cultures en zones pluviales, Le programme d'appui visant à améliorer les systèmes de production en zone pluviales engagé sera élargi au cours de cet hivernage. Dans ce cadre il y'a eu l'acquisition de 600 tonnes de semences traditionnelles
- Cultures maraichères :
  - Conduite de la campagne nationale de contre saison froide sur 1300 ha et lancement de la campagne maraichère en contre saison chaude sur 2700 ha, 1000 ha seront équipés d'ombrières, Des semences maraichères hybrides seront acquises au cours de cette contre saison et des équipements de pompes seront acquis et des forages réalisés pour améliorer les systèmes d'irrigation.
- Mise en œuvre d'un programme de développement des oasis sur 2000 ha, sur les 300 ha en cours dont 30 sont déjà réalisés.
- Préparation d'une campagne agricole 2020/2021 innovante accès sur l'amélioration des rendements et une meilleure et efficace intervention de l'Etat.

En 2019, les montants alloués au levier 1 sont présentés ci-après :

**Tableau 1 : Montants alloués pour l'exercice 2019**

Projets et programmes	Bailleurs	Nature de financement	Montant alloué en 2019 (MRU)
Projet de Développement d'une Résilience face à la Récurrence de l'Insécurité Alimentaire en Mauritanie (PDIANSM)	BID	Prêt	28570000
	BID-Istisnaa	Prêt	45880000
Programme de renforcement la Récurrence de l'Insécurité Alimentaire au Sahel (P2RS)	BAD-FAD	Don	130000000
Projet de lutte contre la Pauvreté dans l'Aftout Sud et le Karakourou II (PASK II)	FEM FIDA	Don	20000000
		Don	55200000
		Prêt	53450000
Projet d'Appui Régional à l'Initiatif au Sahel (PAEIS)	BM-IDA	Quasi-don	154000000
Projet de Développement des filières Inclusives (PRODEFI)	FIDA	Don	172500000



Projet d'Aménagement de la cuvette orientale de lac de R'Kiz	FSD	Prêt	172100000
Projet de Gestion Intégrée des Ressources en Eau du Fleuve Sénégal (PGIRE II)	IDA-BM	Quasi-don	100000000
Mise en place d'un système de catalogage pour l'usage des terrains dans la wilaya du Brakna	AECID	Don	16400000
Extension et réhabilitation du Canal Kondi	FSD	Prêt	75000000
Renforcement institutionnel en Mauritanie vers la résilience agricole et pastorale (RIMRAP)	UE-11°FED	Don	131430000
Projet Régional d'Appui au Pastoralisme au Sahel	BM-IDA	Don	400000000

Sources : PIP

Ce tableau présente les montants alloués pour l'année 2019 par projets et programmes, par bailleurs et par nature de financement.

Les montants programmés dans les projets et programmes **du PIP** en 2019 pour l'agriculture et le génie rural, non compris l'hydraulique villageoise est à l'ordre de 2252,19 M.MRU et repartis par sous-secteur comme suit :

**Tableau 2 : Montants alloué pour 2019 avec sources de financements**

Projet	Sous-secteur	Objectifs	Période	Source de Financement	Montant (M.MRU)
Programme de Renforcement de la Résilience à l'Insécurité Alimentaire et Nutritionnelle au Sahel (P2RS)	Agriculture /Elevage	Contribuer à la réduction de la pauvreté et à l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations des zones ciblées/Accroître, sur une base durable, la productivité et les productions agro-sylvo-pastorales et halieutiques en Mauritanie.	2015-2021	BAD	553.94
Projet Régional d'Appui au Pastoralisme au Sahel (PRAPS)	Elevage	Améliorer l'accès à des moyens et services de production essentiels et aux marchés pour les pasteurs et agro-pasteurs dans des zones transfrontalières et le long des axes de transhumance des 6 pays Sahéliens et améliorer la capacité des gouvernements de ces pays à répondre à temps et de manière efficace en cas de crise pastorale ou d'urgence éligibles	2016-2021	BM	
Projet d'Appui Régional à l'Initiative pour l'Irrigation au Sahel (PARIIS)	Agriculture	Améliorer la capacité des parties prenantes à développer et gérer l'irrigation et d'accroître les superficies irriguées en suivant une approche régionale basée sur les « solutions » dans les six pays membres de cette initiative dite 2iS.	2018-2024	BM	
Projet de Gestion Intégrée des Ressources Eau (PGIRE II)	Agriculture	Renforcer l'intégration régionale entre les pays riverains du Bassin du fleuve Sénégal à travers l'OMVS pour le développement des usages à buts multiples des ressources en eau du bassin du fleuve Sénégal et d'impulser la croissance et l'amélioration des moyens de subsistance des communautés.	2014-2021	BM	

Projet	Sous-secteur	Objectifs	Période	Source de Financement	Montant (M.MRU)
Amélioration de la résilience agropastorale à travers l'amélioration des rendements des ovins et caprins (ARARCOC)	Elevage	Promotion de la pratique de l'élevage du petit bétail, notamment les caprins et les ovins	2019-2021	Espagne	
Projet de mise en place d'un système de catalogage pour l'usage des terres dans la wilaya du Brakna	Agriculture	Réalisation d'un plan d'aménagement et d'une carte cadastrale			
Projet de développement des filières inclusives (PRODEFI)	Agriculture /Elevage	Améliorer les revenus et la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations rurales pauvres dans ses zones d'intervention. Son objectif spécifique est d'inclure les ruraux pauvres dont les femmes et les jeunes dans des filières rémunératrices et résilientes.			
Projet de Lutte Contre la Pauvreté dans l'Aftout Sud et le Karakoro II (PASK II)	Agriculture	Contribuer à construire, dans la zone du Projet, un tissu économique et social basé sur la valorisation des ressources naturelles qui soit durable, et inclusif des ménages ruraux pauvres, en particulier des femmes et des jeunes, par: (i) la restauration des sols, la mobilisation et le contrôle des eaux de surface; (ii) des systèmes durables et efficaces d'agriculture, d'élevage et de valorisation des ressources sylvo-pastorales; (iii) la mise en place d'un « partenariat local », orienté vers la réduction de la pauvreté, et dont les populations cibles seront des acteurs à part entière.			
Etude d'aménagement Infrastructures hydrauliques générales Koundi 1 à 5	Agriculture	Mettre en place les conditions pour l'exploitation rationnelle de la zone du Koundi 1 à 5			
Projet d'Aménagement de la cuvette orientale du Lac R'Kiz	Agriculture	Aménagement d'un périmètre hydro-agricole de 2400 ha			
PDRI-Elevage	Elevage	Appui à la promotion de l'élevage			
PDRI- Protection des Végétaux	Agriculture	Appui à la protection des végétaux			
PDRI-Développement des Filières et du Conseil Agricole	Agriculture	Appui au développement de filières agricoles			
PDRI-Infrastructures et Aménagement Rural	Agriculture	Appui à l'aménagement rural			
Renforcement Institutionnel en Mauritanie vers la Résilience Agricole et Pastorale (RIMRAP)	Agriculture /Elevage	Ambition de fédérer l'ensemble des acteurs du secteur tout en renforçant les structures de l'Etat, tant au niveau central que régional dans un objectif global d'amélioration de la résilience des populations les plus vulnérables.			
RIMDIR	Agriculture	Améliorer durablement et équitablement l'accès aux services et infrastructures productives et énergétiques des populations les plus vulnérables			

Le PIP avait programmé en 2019 pour l'agriculture et le génie rural (non compris l'hydraulique villageoise dont les actions sont répertoriées dans le bilan du CDS 3) un budget de 2252,19 M.MRU (voir annexe 2).

En perspective, un certain nombre d'accords de financement portant sur le développement rural permettront la réalisation d'actions dans le secteur. Ainsi :

- La Mauritanie et l'Union européenne ont signé mercredi, 23 octobre 2019, à Nouakchott, un protocole d'accord sur la mise en œuvre de la deuxième phase du programme de l'Alliance Mondiales contre les Changements Climatiques (AMCC+) qui consiste à soutenir toutes les initiatives d'adaptation aux changements climatiques, en renforçant la coordination et le suivi des enjeux associés à ces changements, en adoptant surtout de bonnes pratiques d'adaptation et de gestion durable des systèmes agropastoraux existant dans les cinq Wilayas du littoral sahélo-saharien : Trarza, Brakna, Gorgol, Kaédi, Guidimagha et Assaba. Le montant alloué pour cette seconde phase du programme d'une période de quatre ans (2019/2022) est de 6 millions d'euros, soit 250 millions MRU.
- Un autre programme financé par l'Union Européenne a été signé avec le Gouvernement en 2019 afin de poursuivre les actions du RIMRAP (400 M.MRU en 2019) et du RIMDIR. Il s'agit du RIMFIL, programme d'appui aux filières agricoles et pastorales productives, pour un montant de 18 M€ (725 millions de MRU). Il permettra à la Mauritanie de mettre en valeur ses filières porteuses (Lait, cultures de décrue) mais également de promouvoir les filières, notamment locales, qui pourraient générer d'autres revenus ou être labellisées.
- Signature et lancement du PACAO (programme d'appui à la compétitivité en Afrique de l'Ouest), financé par l'Union Européenne pour un montant de 4 M€ (161 millions de MRU) dans le cadre du Programme Indicatif Régional du 11<sup>e</sup> FED, destiné à améliorer la performance et la croissance des chaînes de valeurs ciblées : volaille (Nouakchott), cuirs & peaux (Nouakchott) et gomme arabique (Guidimakha & Assaba) en soutenant les associations professionnelles et les acteurs principaux.
- Signature d'une convention de financement entre la Mauritanie et la Société internationale islamique de financement du commerce (ITFC) portant sur une enveloppe de 600 millions dollars américains, soit l'équivalent de 22 milliards MRU. Ce financement sera accordé sur une période de cinq ans à partir de 2020, soit une moyenne annuelle de 120 millions de dollars et servira, entre autres au renforcement de capacités permettant l'amélioration de l'agriculture.
- Signature entre la Mauritanie et le groupe de la Banque Islamique de Développement d'une convention de financement relative au projet d'appui à la transformation agricole en Mauritanie dont le coût est de 52,92 millions d'euros fournis par le gouvernement mauritanien et la Banque Africaine de Développement. Le projet a pour but d'élever le niveau de production des petits agriculteurs et la commercialisation de leurs produits à travers l'obtention d'intrants et la facilitation de l'accès aux marchés grâce à l'appui à la chaîne de production agricole (Production, conservation, commercialisation etc..).

### 3.1.1.3 DEFIS ET CONTRAINTES

**Au niveau de la promotion d'une agriculture à la fois productive, compétitive et durable**, les superficies mises en valeur ont augmenté, aussi bien pour l'agriculture irriguée que pour les cultures pluviales. Mais les défis majeurs à surmonter sont l'entretien et l'usage efficace des infrastructures, pour les deux catégories de cultures, les variations de la pluviométrie pour les cultures pluviales, et la rentabilité des produits ainsi que l'utilisation non contrôlée, voire abusive, des pesticides et autres produits agro-chimiques pour les deux types de cultures.

**En ce qui concerne l'ODD 2**, les actions mentionnées ci-dessus n'ont cependant pas permis d'éviter l'augmentation de la prévalence de l'insécurité alimentaire en Mauritanie.

### 3.1.1.4 PERSPECTIVES

#### AU NIVEAU DU SECTEUR AGRICOLE EN GENERAL

Un des objectifs fixés par la SCAPP consiste en la satisfaction des besoins nationaux et l'amélioration des revenus des travailleurs agricoles en donnant notamment la priorité à l'accélération des programmes de l'agriculture irriguée. De même, la couverture des besoins en produits à forte demande locale sera élevée à 114% pour le riz, 6 % pour le blé, 42 % pour les produits maraichers, les importations des produits

agricoles connaîtront une nette diminution et un excédent de la production en riz de 27582 tonnes sera exporté.

En premier lieu, il importe de mentionner que le secteur agricole employait environ 109.800 personnes en 2017, soit 16,2% de l'emploi total, selon les résultats de l'enquête sur l'emploi et le secteur informel (ENESI) réalisée par l'ONS.

Le tableau ci-dessous retrace l'évolution des superficies cultivées et de la production brute de céréales pour les quatre dernières saisons agricoles dont les trois dernières sont couvertes par la période de mise en œuvre du premier plan d'action de la SCAPP.

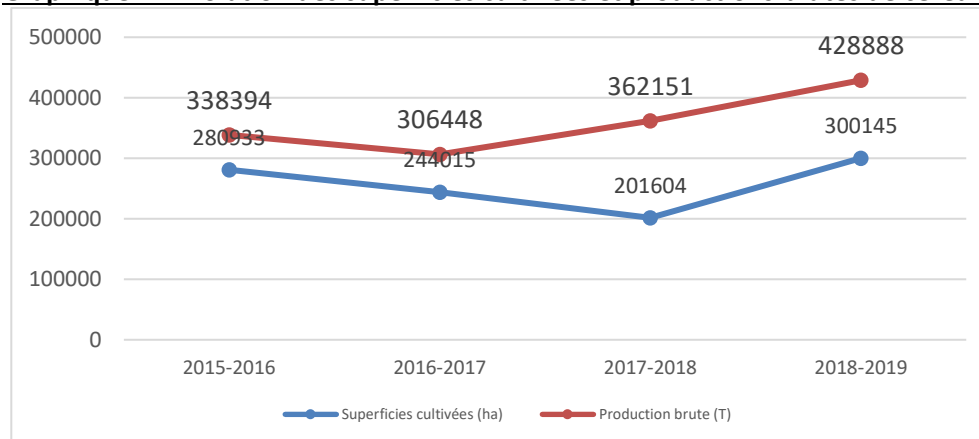
**Tableau 3 : Superficies cultivées et production brute de céréales**

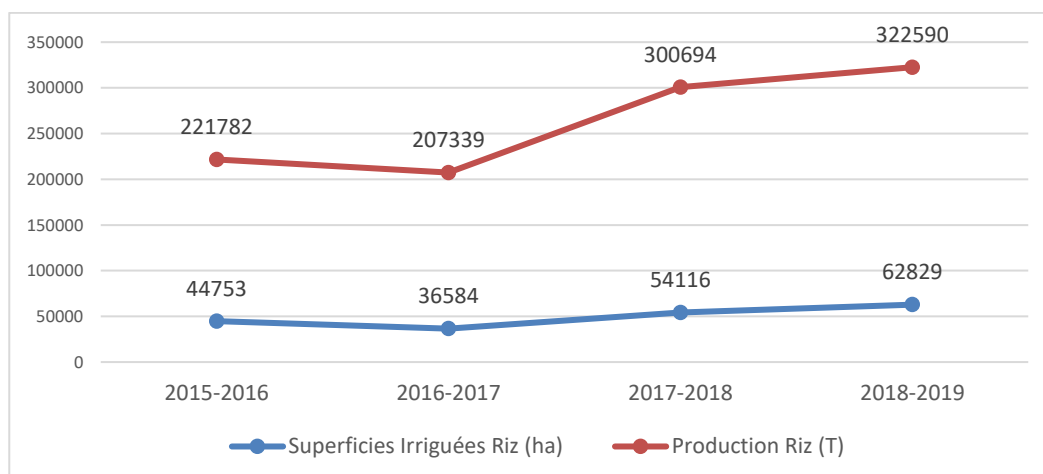
Années	Superficies cultivées (ha)	Production brute (T)	Superficies Irriguées Riz (ha)	Production Riz (T)
<b>2015-2016</b>	280 933	338 394	44 753	221 782
<b>2016-2017</b>	244 015	306 448	36 584	207 339
<b>2017-2018</b>	201 604	362 151	54 116	300 694
<b>2018-2019</b>	300 145	428 888	62 829	322 590

Les surfaces irriguées emblavées en culture de riz au cours de la saison agricole 2018-2019 ont atteint 62 829 ha, soit en proportion 91,3% de la cible 2020 établie à 68.804 hectares (hivernage et contre saison). L'effort devrait donc être maintenu pour que les 6000 ha restants puissent être emblavés, en fin de période des deux prochaines saisons (2019-2020 et 2020-2021), en sus des réalisations actuelles. Ce qui est à la portée du secteur dès lors que la progression sur les trois dernières années a été en moyenne de 6 025 ha par an.

En termes de production, celle du riz a atteint 322 590 tonnes au cours de la saison 2018-2019 alors que la cible 2020 est fixée 366.000 tonnes pour le riz paddy, soit un volume supplémentaire de 43 410 tonnes à produire au cours de la saison agricole 2020-2021, à comparer avec la progression moyenne annuelle de 33 600 T enregistrée au cours des trois dernières saisons. Les cibles fixées dans ce domaine seront très probablement atteintes comme il ressort de l'examen des graphiques ci-dessous montrant une tendance, bien que sur courte période, à l'amélioration sensible des superficies et productions brutes.

**Graphique 1 : Evolution des superficies cultivées et productions brutes de céréales**

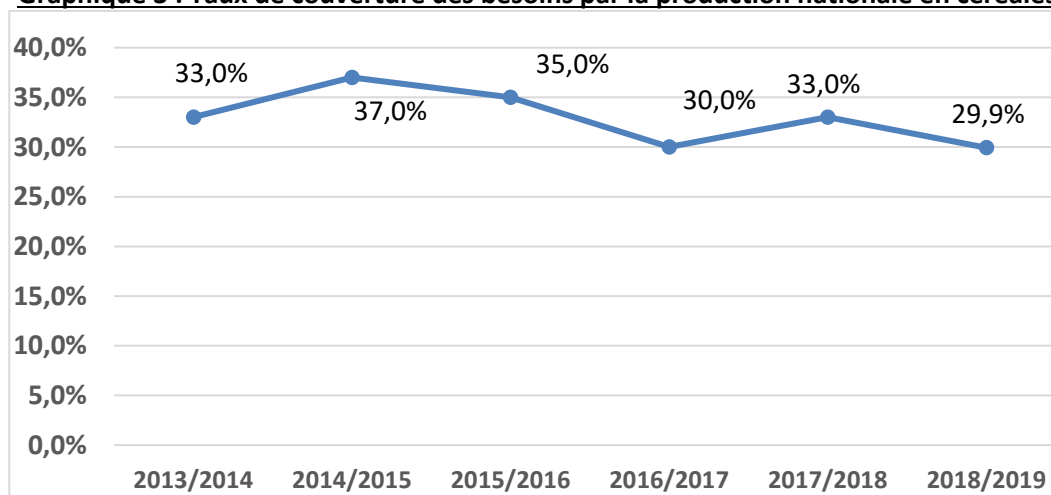


**Graphique 2 : Evolution des superficies cultivées et productions brutes de riz**

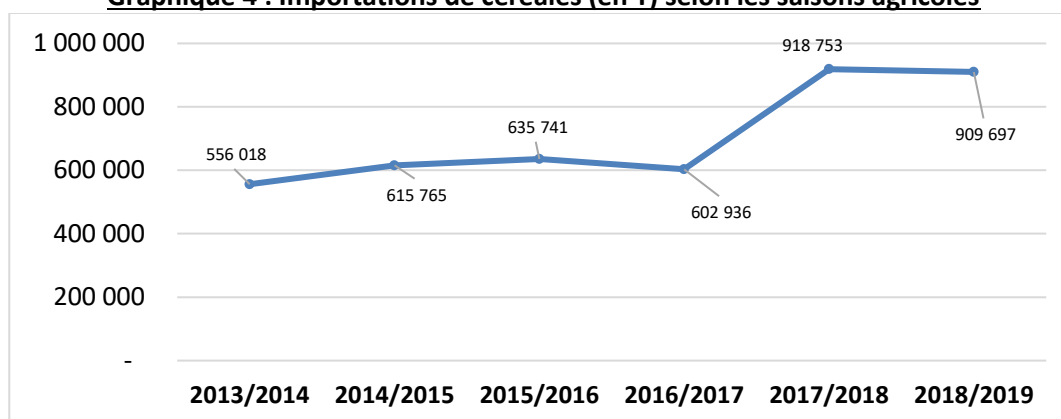
Source : MDR

Le rendement du riz est estimé à 5,1 tonne/hectare au cours de la campagne écoulée 2018-2019, en régression par rapport à l'année précédente dont le rendement avait atteint 5,6 T/ha, tiré à la baisse par celui de la campagne hivernale estimée à 4,04 t/ha. La cible étant fixée par la SCAPP à 5,3 t/ha, il y a lieu de maintenir l'effort d'amélioration du rendement moyen, la saison 2017-2018 ayant donné lieu à de bonnes récoltes en riz.

En ce qui concerne le taux de couverture des besoins en riz blanc, il se situe à 71,6%, à comparer avec la cible 2020, fixée à 114%, qui ne sera probablement pas atteinte dans les 3 années restantes de la période du plan d'action. En fait, au niveau de toutes les céréales prises ensemble, le taux de couverture des besoins par la production nationale est en moyenne de 34% ces dernières années et ne semble pas pouvoir s'améliorer de sitôt. Concomitamment, les importations de céréales sont en nette augmentation, à l'inverse de l'objectif de diminution de ces importations.

**Graphique 3 : Taux de couverture des besoins par la production nationale en céréales**

Source : SIM/OSA/CSA

**Graphique 4 : Importations de céréales (en T) selon les saisons agricoles**

Source : SIM/OSA/CSA

### AU NIVEAU DE L'IRRIGUE

L'agriculture irriguée a connu, au cours des dernières campagnes, une grande affluence suite aux réalisations du gouvernement qui ont encouragé les acteurs à investir dans ce domaine. Ce qui a permis une augmentation importante des superficies mises en valeur annuellement.

Pour maintenir cette évolution positive, les activités mises en œuvre annuellement seront d'avantages renforcés. Parmi ces activités on peut citer :

- La poursuite des travaux d'aménagement et de réhabilitation des périmètres agricoles, de l'entretien et de la maintenance des axes hydrauliques pour améliorer l'hydraulicité de ces axes et le désenclavement des zones de production agricole.
- L'approvisionnement des marchés en intrants agricoles (engrais et herbicides) à des prix subventionnés à hauteur de 50% pour les coopératives villageoises et 40% pour les producteurs privés.
- La mise en œuvre de lutte intégrée contre les oiseaux granivores à travers la lutte alternative et le traitement terrestre et aérien.
- La poursuite de l'octroi des besoins en financement de campagne par le Crédit Agricole de Mauritanie (CAM) pour les agriculteurs éligibles et l'exclusion de ceux en impayés de tout nouveau financement et de toutes les facilités relatives aux subventions des intrants agricoles (engrais et herbicides).
- La poursuite des mesures de protection de notre production en riz pour faciliter son écoulement sur le marché national et ce à travers la surtaxation du riz importé. » (Bilan MDR de la campagne agricole 2018-2019, et le programme de la campagne agricole 2019-2020, P 3).

### AU NIVEAU DU PLUVIAL

Une attention particulière est accordée à l'agriculture pluviale à travers plusieurs études réalisées pour la construction, la réhabilitation et la remise en état des barrages, pour la maîtrise des eaux de surface et l'alimentation des nappes souterraines dans l'objectif d'augmenter les superficies mises en valeur.

En vue de créer les conditions favorables à la production, le Département envisage la poursuite des efforts relatifs à :

- La réhabilitation des barrages, digues et diguettes et la réalisation de seuils en gabion.
- La protection des cultures contre la divagation des animaux par la mise en place de fils en barbelé et de grillages.
- L'appui en semences traditionnelles (Sorgho, Mil, Maïs, Niébé).
- L'appui en matériel de labour et de semis.
- La distribution des produits de lutte contre les sautereaux et la sésamie et la formation des agriculteurs sur leur utilisation. » (Bilan MDR de la campagne agricole 2018-2019, et le programme de la campagne agricole 2019-2020, P 4).

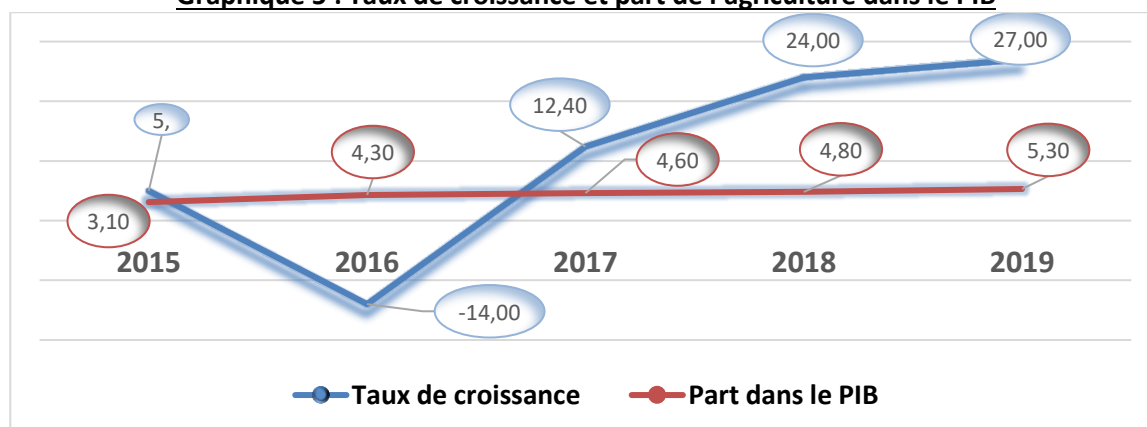
Les objectifs ci-dessus, aussi bien pour l'irrigué que pour le pluvial, sont programmés sur la base des prévisions du Plan National de Développement de l'Agriculture (PNDA 2016-2025) et leur atteinte reste tributaire du niveau de la pluviométrie et des autres données climatologiques.

Il faut souligner l'appui qui s'adresse, indistinctement, aussi bien aux secteurs de l'agriculture pluviale et irriguée, qu'à celui de l'élevage. Il s'agit de :

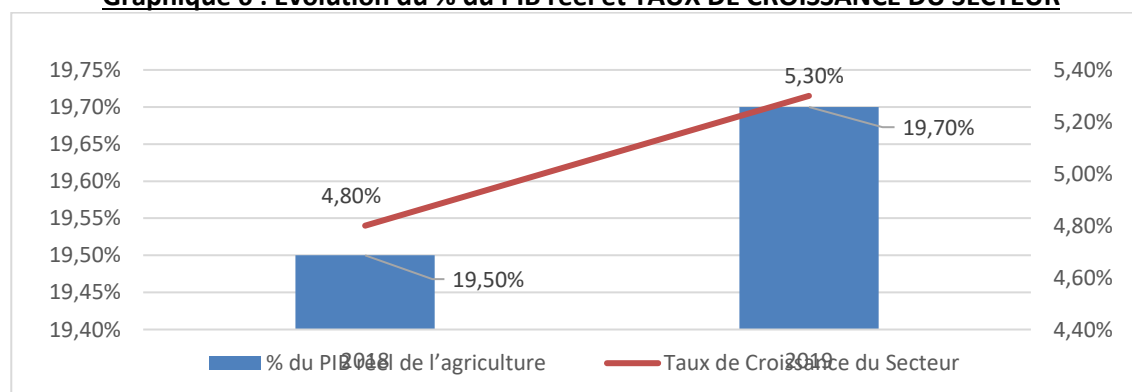
- Le **RIMDIR**, qui doit renforcer les infrastructures rurales de production : 27 M€ (1.105 M.MRU) pour les infrastructures productives « directes » + 8M€ (**UE**) complétés par 4 M€ (**AFD**) pour les infrastructures énergétiques (donc 12 M€ = 491 M. MRU). Ce programme a démarré en 2019 et se termine en 2023.
- Le **RIMFIL** qui doit directement travailler sur les filières de production (Lait, maraîchage, filières diverses locales). La convention a été signée en juin 2019 mais le démarrage des activités devrait se faire début 2020 jusqu'en 2024. Son montant est de 18M€ (737 M. MRU).
- Le **WACOM**, qui doit travailler directement sur la compétitivité des filières de production (peaux & cuir, maraîchage, gomme arabique). D'un montant de 4 M€ (164 M MRU), il a démarré cette année (2019) pour une durée de 4 ans aussi.

Pour le RIMDIR et le RIMFIL, une partie importante du financement est également réservée à la formation des acteurs et à l'accompagnement des politiques de l'Etat.

**Graphique 5 : Taux de croissance et part de l'agriculture dans le PIB**



**Graphique 6 : Évolution du % du PIB réel et TAUX DE CROISSANCE DU SECTEUR**



Source : DPAE/MEI & FMI - Cadrage macro-économique - 7 avril 2020

### 3.1.1.5 RECOMMANDATIONS

Les solutions aux défis mentionnés plus haut pourraient être :

- i) la formation et le renforcement des capacités des ressources humaines chargées de l'utilisation et de l'entretien des infrastructures, mais aussi de celles chargées de leur programmation et de leur suivi.
- ii) la solution des problèmes de propriété foncière pour garantir la stabilité aux exploitants ; iii) la protection raisonnable du marché national face à la concurrence des produits importés, notamment ceux qui sont subventionnés par les gouvernements de leurs pays d'origine.
- iii) le maintien dans la durée et le renforcement des mesures permettant le financement des coûts d'exploitation et l'accès aux intrants, à des prix raisonnables.
- iv) les mesures pour éviter les défrichements anarchiques et promouvoir l'agroforesterie, à travers des bonnes pratiques agricoles, la biodiversité indispensable à une production alimentaire de bonne qualité nutritive (lutte contre les ravageurs et préservation de la fertilité des sols), promouvoir les pratiques d'adaptation au changement climatique et la régulation des flux d'importation des produits chimiques (pesticides, herbicides, engrais) et le contrôle de leurs applications sur les parcelles.

## 3.1.2 Retombées du secteur de l'élevage

### 3.1.2.1 OBJECTIFS

L'objectif de l'intervention dans le secteur de l'élevage, d'ici 2020, est d'asseoir, tout en tenant compte des impacts du changement climatique, les bases de l'intégration de ce secteur à l'économie à travers l'augmentation de la production de ses filières, la valorisation de ses produits, l'amélioration du revenu de ses producteurs et des opportunités d'emploi qu'il génère.» (Document SCAPP, Volume 2, P 70). La mise en œuvre de l'intervention est l'objet du Plan National de Développement de l'Elevage (PNDE 2017- 2025), en phase avec les orientations de la SCAPP.

### 3.1.2.2 REALISATIONS

Dans le cadre des orientations stratégiques évoquées ci-dessus, le bilan 2019 établi par le Ministère du Développement Rural, souligne la mise en œuvre d'actions dans deux domaines :

- La santé animale
- L'amélioration de la production animale et des infrastructures d'appuis.

Les actions réalisées en 2019 sont les suivantes :

- Elargissement de la campagne de vaccination à travers l'augmentation des équipes et la durée.
- Mise en œuvre d'un programme de construction de 150 parcs de vaccination dont 73 achevés.
- Construction 105 Puits et forages dont 87 réalisés.
- Réalisation de 18 marchés à bétail et 27 abattoirs.
- Elargissement de la campagne d'insémination artificielle à travers sa proximité des éleveurs et un meilleur ciblage du bénéficiaire.
- 45 mini laiteries sont en cours de construction.
- Préparation d'un programme national de développement des cultures fourragères.
- Lancement d'une campagne nationale de protection des pâturages contre les feux de brousse après la dernière saison des pluies, avec un plan d'action détaillé. Le plan gouvernemental de protection des pâturages piloté par les ministères de l'Environnement et du Développement rural, comporte, cette année, 4 volets dont la réalisation de 300 kilomètres de nouveaux pares-feux et l'entretien de 10.450 anciens pares-feux. Il prévoit aussi la sensibilisation des citoyens autour de la nécessité de préservation du couvert végétal par les moyens appropriés, la coordination, le suivi et le contrôle des activités programmées.

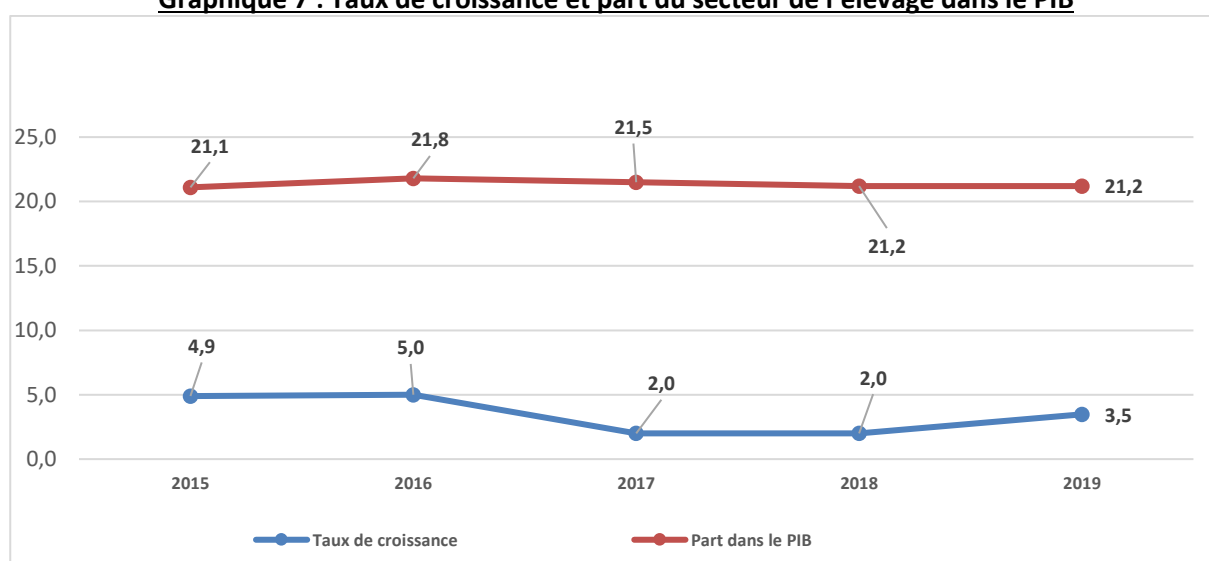


- Tenue à Nouakchott d'un atelier régional sur la restauration des écosystèmes forestiers et pastoraux en Afrique du nord qui a abouti à des résultats ayant permis de définir les potentialités des écosystèmes forestiers et pastoraux, les méthodes scientifiques et techniques de leur restauration, de leur exploitation et de leur valorisation ainsi que la définition des acquis et des insuffisances du cadre stratégique, juridique, organisationnel et institutionnel actuel en plus de celui de la coopération régionale en relation avec les écosystèmes forestiers.

A signaler que dans le cadre de la coopération avec l'Union Européenne, le Département du Développement rural a bénéficié de plusieurs programmes :

- Le RIMRAP (Renforcement Institutionnel en Mauritanie vers la Résilience Agricole et Pastorale), programme de 27M€ (1,1 milliards de MRU) a réalisé une centaine d'actions agricoles et pastorales dans 4 régions du pays (Assaba, Guidimakha et les 2 Hodhs). Ces actions représentent pour 2019 un montant d'environ 4 M€. Ce sont essentiellement des micros-barrages, des parcs à vaccination, des jardins maraîchers, des mini laiteries, des formations. De plus, au niveau d'un oasis de 30 hectares, 2400 plants de palmiers qui ont été plantés au profit de 180 familles avec la priorité donnée aux franges les plus pauvres.
- Lancement à Aioun du programme de sécurité alimentaire de formation, d'insertion, de renforcement de la résilience et de l'emploi (SAFIRE) supervisé par le ministère de l'emploi, de la jeunesse et des sports (10 M Euros, 400 M MRU). Ce projet a pour objectif l'augmentation du niveau d'insertion sociale à travers l'appui à la formation professionnelle, l'accompagnement des jeunes vers l'emploi, le renforcement de la résilience à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle et la promotion des complémentarités économiques et sociales entre territoires urbains et ruraux et les opportunités liées aux dynamiques migratoires. Il intervient dans le Hodh Echargui (4 C), le Gorgol (6 C), le Guidimakha (1C), le Brakna (11 C), le Trarza (1C) et Nouakchott (7 Moughataas).
- Le RIMDIR (Programme de renforcement des Infrastructures rurales et énergétiques) lancé en 2019 intervient dans 4 régions (Assaba, Guidimakha et les 2 Hodh), pour un montant de 35 M€ (1,4 milliards de MRU). Les infrastructures rurales (élevage et agriculture, désenclavement) vont contribuer à atteindre les objectifs présidentiels d'irrigation des terres et de constructions de micros-barrages notamment. Par ailleurs, les investissements vont contribuer à augmenter les rendements agricoles et à générer des ressources financières à travers des infrastructures productives (mini laiteries par exemple). Enfin, les infrastructures énergétiques (8 M€ sur les 35 + 4 M€ apportés par l'AFD) permettront d'opérationnaliser les activités de conservation et transformation. En 2019, le RIMDIR est déjà intervenu sur une dizaine de sites de micros-barrages.

**Graphique 7 : Taux de croissance et part du secteur de l'élevage dans le PIB**



### 3.1.2.3 FINANCEMENT

Le PIP avait programmé pour le secteur de l'élevage un budget de 657,33 M.MRU pour 2019. Les financements réalisés sont rapportés dans la partie relative au développement rural, en général, plus haut.

### 3.1.2.4 DEFIS ET CONTRAINTES

Au niveau de l'accroissement des retombées du secteur de l'élevage, des actions ont permis des progrès aussi bien au niveau de l'amélioration de la santé animale, qu'à celui de la création d'infrastructures de production et de transformation. Les défis sont les mêmes que ceux mentionnés pour l'agriculture.

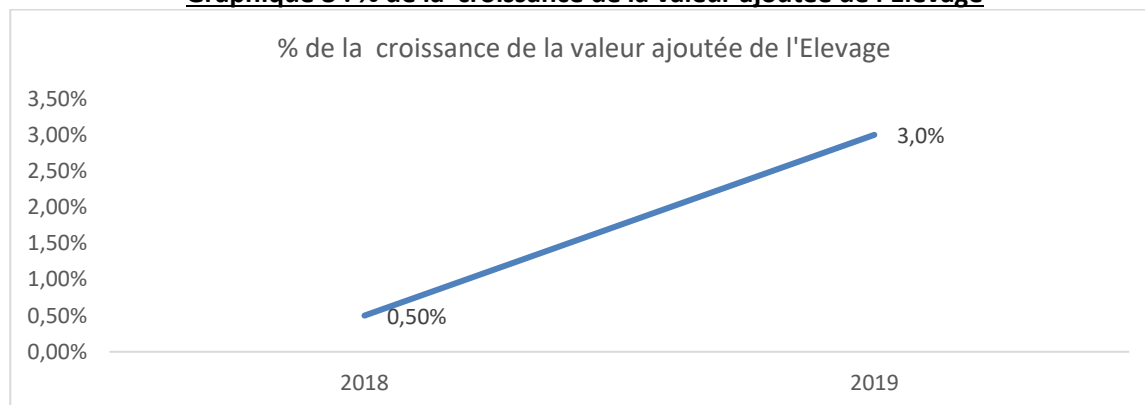
### 3.1.2.5 PERSPECTIVES

Dans le domaine de l'élevage, les perspectives sont la poursuite de la mise en œuvre du Plan National de Développement de l'Elevage (PNDE 2017- 2025) en intensifiant la mise en œuvre des actions dans les domaines de la santé animale, de l'amélioration de la production animale et des infrastructures d'appuis.

### 3.1.2.6 RECOMMANDATIONS

Les recommandations sont les mêmes que celles mentionnées pour l'agriculture, auxquelles il faut ajouter des mesures pour réduire les émissions de gaz à effet de serre en provenance du secteur de l'élevage qui contribue pour 65% aux émissions totales du pays (Inventaire national des Gaz à effet de serre- 2018).

**Graphique 8 : % de la croissance de la valeur ajoutée de l'Elevage**



Source : DPAE/MEI & FMI - Cadrage macro-économique - 7 avril 2020

## 3.1.3 Patrimoine marin et intégration de la pêche dans l'économie

### 3.1.3.1 OBJECTIFS

S'agissant de l'intervention prioritaire relative à la préservation du patrimoine halieutique et l'intégration de la pêche, du CDS 1 de la SCAPP, elle a été déclinée en axes d'intervention dans le plan d'action 2016-20 dont il s'agit de faire, ici, le bilan de la mise en œuvre en 2019 par le Ministère de le Pêche et de l'Economie Maritime. Ces interventions sont encadrées par la Stratégie de Gestion Responsable pour un Développement Durable des Pêches et de l'Economie maritime (SGRDDP) pour 2015-2019.

### 3.1.3.2 REALISATIONS

#### **PRESERVER LA RESSOURCE ET SON ENVIRONNEMENT**

A travers cet axe d'intervention les résultats visés par la SCAPP sont l'amélioration de la gouvernance du secteur de la pêche, la préservation et la conservation de la ressource, l'intégration du secteur à l'économie nationale, la gestion des risques environnementaux (ODD15), la préservation de la biodiversité marine et côtière, la réduction des risques de catastrophes, la promotion d'une croissance pro-pauvre tournée vers les filières à fort potentiel d'emplois et de revenus (ODD8) et l'instauration effective d'un cadre d'incitation favorable à l'investissement privé.

Pour ce qui concerne la préservation, la conservation de la ressource et la gestion des risques environnementaux (ODD 15), une série de lois et de décrets adoptés entre 2015 et 2017 par le gouvernement visant ces résultats ont continué à être mis en œuvre en 2019 pour assurer l'atteinte de ces résultats.

Pour le bilan 2019, les actions menées sont les suivantes :

- Dans le cadre d'une exploitation durable des ressources halieutiques, l'Institut Mauritanien des Recherches Océanographiques et des Pêches (IMROP) a mis en place un programme de suivi régulier des espèces marines d'intérêt économique et/ou biologique. Ce programme consiste à la couverture de la zone d'exploitation par des campagnes des navires de recherche et l'embarquement d'observateurs scientifiques à bord des navires de pêche. Ce programme permet un suivi dynamique de l'état de la ressource et sert notamment à délimiter les zones de concentration des espèces vulnérables comme les juvéniles. Cette nouvelle approche a permis, récemment, le réaménagement de la pêche pélagique côtière, la redéfinition des zones appropriées de pêche et la fermeture définitive de la pêche des concombres de mer.
- L'environnement marin et côtier a fait l'objet de plusieurs activités ces derniers mois par la signature d'un protocole avec le Parc National de Diawling pour le suivi du milieu et la caractérisation de certains sites vulnérables de cette Aire Marine Protégée. Le Protocole avec le Banc d'Arguin est en activité depuis plusieurs années.
- En outre l'IMROP vient de réceptionner le navire de recherche AMRIGUE qui était en réparation après une longue période d'arrêt. Les principaux laboratoires de chimie, de biologie et d'environnement sont en cours de réfection, la réception est prévue en février 2020. Cette réhabilitation des laboratoires permettra de renforcer les outils d'analyse et de la recherche.
- L'assemblée nationale a adopté le projet de loi portant code mauritanien de la pêche continentale et de l'aquaculture qui vient en application de la stratégie nationale de gestion responsable en vue d'un développement durable pour le secteur de la pêche et de l'économie maritime 2015-2019. La pêche continentale est pratiquée dans huit wilayas du pays et plus de 470 sites de pêche sur plus de 25 plans d'eau ont été recensés et leur production dépasse 23 000 tonnes à même d'assurer 21000 opportunités d'emploi.
- Réunion du conseil d'administration du Fonds fiduciaire pour le Banc d'Arguin et la Biodiversité Côtière et Marine (BACoMaB) qui est un mécanisme de financement durable créé pour soutenir les efforts du Gouvernement en matière de conservation de la biodiversité et de développement des zones bénéficiaires en Mauritanie. Les fonds du BACoMaB proviennent de l'Etat Mauritanien, de la Coopération Allemande (KfW), de l'Agence Française de Développement (AFD), de la Fondation MAVIA, du Fonds Français pour l'Environnement Mondial (FFEM) et de l'Union Européenne. Le conseil d'administration vient d'approuver le programme de subventions au profit des Aires Marines Protégées en Mauritanie pour l'année 2020 pour un montant total de 460.000 € au bénéfice des activités de surveillance, de restauration écologique et conservation de la biodiversité marine et côtière du Parc National du Banc d'Arguin, du Parc National du Diawling et du Programme de Conservation du Phoque Moine. En outre, le BACoMaB et l'Agence Française de Développement ont signé une convention de financement d'un montant total de 5 millions d'Euros destinés à renforcer le fonds de dotation du BACoMaB (4.8 millions) et de réaliser une étude sur la faisabilité de nouvelles aires marines protégées en Mauritanie (0.2 millions).
- Concernant l'ODD 14 « Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable », la cible 14.4 connaît une évolution positive (Indicateur ODD 14.4.1). Il s'agit de la cible ODD : « D'ici à 2020, réglementer efficacement la pêche, mettre un terme à la surpêche, à la pêche illicite, non déclarée et non réglementée et aux pratiques de pêche destructrices et exécuter des plans de gestion fondés sur des données scientifiques, l'objectif étant de rétablir les stocks de poissons le plus rapidement possible, au moins à des niveaux permettant d'obtenir un rendement constant maximal compte tenu des

caractéristiques biologiques ». On note, cependant, une légère tendance à l'acidification dans la baie de Nouadhibou, même si elle semble encore supporter les effets de la pollution entropique. » (Revue Nationale Volontaire Mauritanie, P 74). Quant à la cible ODD 14.5 « D'ici à 2020, préserver au moins 10 pour cent des zones marines et côtières, conformément au droit national et international et compte tenu des meilleures informations scientifiques disponibles », la surface des aires marines protégées, est passée de 5,4 % de la surface totale en 2015 à plus de 12% en 2019 (Indicateur ODD 14.5.1).

#### *INTEGRATION DU SECTEUR A L'ECONOMIE NATIONALE*

Concernant la redynamisation de l'activité du Port de Tanit, des améliorations du plan de lotissement existant ont été opérées dans le cadre d'un nouveau plan approuvé par le Conseil des Ministres. Ces améliorations ont permis de libérer une partie de la zone sud du Port soumise aux risques d'érosion et d'élargir les voies pour faciliter l'accès au Port. De même une zone résidentielle permettant de recaser les opérateurs de pêche a été créée. De plus, les efforts menés jusqu'ici par le Département ont permis de booster les activités de pêche au niveau du port. Ainsi, les débarquements sont passés de 130 tonnes en moyenne pour les mois d'août et septembre 2019 à plus de 7.000 tonnes actuellement. Le nombre de navire visitant le port connaît une amélioration en progression, on compte 27 navires côtiers et 846 embarcations environ tous débarquant à Tanit. De même plus de 300 opérateurs qui étaient en activité dans des campements de pêche situés entre Nouakchott et Nouamghar ont été installés provisoirement par la Direction du Port en attente de leur installation définitive dans la zone résidentielle qui vient d'être créée.

Marché de Poisson de Nouakchott : la réhabilitation du marché de Poisson de Nouakchott se poursuit pour faire face à la demande de plus en plus importante des débarquements. Le financement de ces travaux est assuré par la Banque Mondiale à travers le Projet PRAO.

Port de N'Diogo : poursuite des travaux de construction d'un port de pêche, de commerce et de marine en eau profonde ; Ces investissements dans les infrastructures de débarquement auront un effet incitatif pour l'investissement privé, en général, car elles sont l'une des conditions essentielles pour l'exercice de leurs activités. Toute la question est de savoir quelles mesures supplémentaires prendre pour mettre le privé national sur un pied d'égalité avec le privé étranger, mieux doté en ressources d'investissements et en personnels qualifiés.

#### *SURVEILLANCE DES PECHEES ET SAUVETAGE EN MER*

Concernant la Surveillance des pêches un redéploiement des unités de la Garde Côtes Mauritanienne a été effectué le long du littoral pour assurer une surveillance de proximité, suivre les activités de pêche, les débarquements pour la centralisation des quantités pêchées dans le cadre du suivi des quotas de pêche. Les unités de surveillance seront renforcées par le navire hauturier qui vient de finaliser les travaux de carénage.

Pour le suivi des activités de captures navires en temps réel, le journal électronique de pêche (JEP) est devenu opérationnel et la quasi-totalité de la flotte hauturière est équipée de balise pour la transmission automatique des données.

Pour ce qui du sauvetage en mer, la GCM a déployé des moyens humains et matériels en coordination avec les services concernés pour contribuer à la recherche et au sauvetage des naufragés d'une pirogue gambienne à son bord un nombre indéterminé de candidats à l'immigration illégale et qui avait échoué le 04/12/2019 au nord de la Guerra. Cette opération a permis de :

- Sauver 87 personnes.
- Récupérer 74 corps qui ont été transportés et enterrés conformément aux enseignements de la Charia.

- Mais malheureusement il n'a pas été possible d'identifier le nombre de portés disparus.

Par ailleurs, la GCM a intercepté le 06/12/19, une deuxième pirogue de nationalité gambienne au large de Nouamghar (Bang d'Arguin), transportant 192 personnes dont onze femmes et deux enfants. Après avoir reçu les premiers soins, ils ont été tous convoyés et mis à la disposition de la police nationale à l'entrée de Nouakchott.

Pour la gestion de l'accident du naufrage du navire IVAN GOLUBETS, survenu le 21 juillet 2019 non loin du Cap blanc, et après un mois d'intervention, 26 tonnes de fioul sur les 506 tonnes présumées dans les tanks, ont pu être pompées. La quasi-totalité de fiouls se serait échappée à travers les nombreuses fissures relevées le long de la coque qui gisait depuis six mois sur le fond de la mer.

Des légères fuites émanant de la zone du naufrage, sont souvent signalées par les unités de la Marine Nationale et de la Garde Côtes Mauritanienne qui assurent une permanence sur les lieux. Une nouvelle expertise de l'état de l'épave est envisagée en parallèle au déclenchement d'une procédure judiciaire à l'encontre du propriétaire du navire pour la réparation des préjudices environnementaux, écologiques et économiques.

#### *SUIVI DE LA QUALITE SANITAIRE DES PRODUITS DE LA PECHE*

La Direction de la Santé des consommateurs de l'Union européenne (UE) effectue, régulièrement, des visites d'inspection dans les pays exportateurs des produits alimentaires vers l'Union Européenne, en vue de s'assurer de la conformité des produits aux exigences en matière d'hygiène et de salubrité de l'UE. La dernière mission d'inspection dans notre pays a eu lieu en janvier 2011.

L'agrément délivré par l'Office Alimentaire et Vétérinaire (OAV) de l'Union Européenne permet, non seulement l'accès de nos produits au marché de l'Union européenne, mais conditionne, également, l'accès à d'autres marchés plus importants, tels que celui du Japon, de la Russie et de la Chine ....

Compte tenu des enjeux de cette mission, Le Comité Technique Interministériel, présidé par le Premier Ministre, a été réactivé, de même que les Commissions Régionales de Supervision des Travaux de Mise aux Normes Sanitaires, présidées par les Walis de Nouakchott Ouest et de Dakhlet Nouadhibou.

Sous l'impulsion de ces structures, des actions de mise aux normes sanitaires ont été engagées au niveau des usines, des navires et des sites de débarquement. Au-delà des aspects liés au système d'inspection - tant en termes de procédures que des ressources humaines - l'environnement relatif aux usines et aux sites de débarquement, reste toujours déterminant dans la réussite de cette mission. A cet effet, des efforts importants ont été déployés, en coordination avec les autorités administratives et de la Zone Franche de Nouadhibou, dans le cadre d'une large campagne d'assainissement et de nettoyage, tant au niveau du Marché au Poisson de Nouakchott, de l'EPBR, qu'au niveau des zones industrielles.

Ces efforts ont permis le bon déroulement de la mission d'audit de l'OAV, dans des conditions satisfaisantes selon le rapport de la mission d'audit des inspecteurs de l'Union européenne transmis au Département.

Concernant l'avancement du projet de construction du siège de l'ONISPA et de ses laboratoires d'analyses à Nouadhibou, la séance de dépouillement des offres et la signature du contrat était programmée le 20 mars 2020 à Tokyo (Japon), cependant, suite à la pandémie du COVID 19, cette séance a été reportée.

### *DEVELOPPEMENT DE LA SOCIETE DES CHANTIERS NAVALS DE MAURITANIE*

Pour son développement, la Société Chantiers Navals de Mauritanie a fait l'objet récemment de deux communications en Conseil des Ministres relatives à sa situation et à ses perspectives de d'épanouissement :

- Une première communication présentée en Conseil des Ministres le 19 décembre 2019 à l'issue duquel avait été institué un comité technique regroupant des représentants de plusieurs départements ministériels et institutions étatiques à l'effet d'identifier des mesures de nature à solutionner de manière durable le problème structurel de trésorerie de l'entreprise.
- Une deuxième communication présentée le 7 février 2020 pour examiner les propositions du comité notamment celle relative à l'établissement d'une convention avec la Caisse de Dépôt et de Développement (CDD) pour le rachat de la créance client de l'entreprise. Ce rachat permettra le financement de son besoin en fonds de roulement moyennant le partage à parts égales entre la CNM et la CDD de la marge bénéficiaire réalisée sur chaque embarcation.

Par ailleurs, le développement des infrastructures de débarquement conjugué à l'objectif de domiciliation des captures affiché par les pouvoirs publics ont induit une forte demande sur des embarcations pontées fabriquées suivant des normes et offrant la sécurité et le confort requis. Afin d'apporter une réponse adéquate à la forte demande, un décret a été promulgué, portant l'organisation et réglementation de l'exercice de l'activité de chantiers Navals en Mauritanie. Il régit également les modalités de contrôle, de suivi et de retrait de l'agrément par l'Autorité Maritime Compétente.

En ce qui concerne le Port du PK 28, et dans le cadre du développement des infrastructures de débarquement, la convention de financement du port du Pk28 au Sud de Nouakchott vient d'être approuvée par l'Assemblée Nationale.

Pour la sécurisation des titres professionnels des marins, et pour faire face à la falsification, une opération distribution des nouveaux livrets maritimes sécurisés répondant aux normes internationales a été présidée par le Ministre le 15 janvier à Nouadhibou. A cet effet, la sélection, qui a été menée à la lumière des contrôles statutaires, a abouti à 6.223 candidats à l'obtention du livret professionnel maritime.

Pour ce qui concerne la promotion d'une croissance pro-pauvre tournée vers les filières à fort potentiel d'emplois et de revenus (ODD8), un plan de gestion et développement de la pêche continentale, domaine d'activités des pêcheurs artisanaux, a été adopté et est en cours de mise en œuvre et aurait eu pour résultats l'augmentation du potentiel de production de poissons des mares et du fleuve, et la création de plusieurs milliers d'emplois en milieu rural. Ainsi le gouvernement a adopté le 19/09/2019 un projet de loi portant Code de la Pêche dans les eaux Continentales et de l'Aquaculture qui vise la valorisation du potentiel que recèle ledit sous-secteur en permettant de créer d'importantes opportunités d'emplois pour les jeunes et les femmes, contribuant efficacement à la lutte contre la pauvreté, la malnutrition et la migration des populations du terroir vers les centres urbains.

Pour développer les outils de production de la pêche artisanale, le chantier naval national construit des navires avec une conception et expertise totalement nationale à un rythme de quatre à cinq navires par mois, et la construction d'un autre type de navire destiné à la pêche côtière pélagique est déjà à un stade avancé. Les Chantiers Navals comptent également développer, dans le cadre de leur politique commerciale, un service après-vente, ainsi que la mise en place d'un dispositif d'entretien-réparation des embarcations pouvant, à terme, permettre de réaliser le carénage de la flotte.

Concernant la distribution de poisson aux populations nécessiteuses, la SNDP, a déjà mobilisé les fonds d'investissement nécessaires, et conçu les grandes lignes de son plan d'exécution, pour étendre le réseau de distribution à tous les chefs des Moughataas non encore approvisionnées en poisson au prix

subventionné, conformément au plan d'actions du Gouvernement. Ainsi, quatre nouveaux centres de distribution seront ouverts, avant juillet 2020. Il s'agit de Djiguenni, Kankossa, Maghtaa Lehar et R'kiz. Certains équipements ont été déjà réceptionnés notamment un camion frigorifique d'une capacité de 40 tonnes pour assurer l'acheminement des produits dans des conditions d'hygiène et de salubrité satisfaisantes

En ce qui concerne l'ODD 8 (Promotion d'une croissance économique soutenue, partagée et durable) les résultats que nous venons de mentionner n'ont cependant pas permis d'améliorer de manière importante le chômage. Malgré les politiques publiques volontaristes, le chômage n'a reculé que modestement, justifiant l'adoption par le Gouvernement d'une Stratégie Nationale pour l'Emploi couvrant la période 2019-2030.

#### *REVISION DES ACCORDS DE PECHE*

Concernant l'accord de partenariat avec l'Union Européenne, les deux parties ont déjà mené trois tours de négociations pour le renouvellement de l'accord de pêche RIM-UE, le quatrième tour est prévu au mois de février 2020. Il est envisagé de signer le nouvel accord avant le mois de juin 2020 pour laisser le temps aux instances législatives des deux parties pour son approbation.

Quant à l'accord de pêche RIM – Sénégal, ce protocole a été prorogé d'un an à la demande de la partie sénégalaise lors de la visite du Ministre Sénégalais de la pêche effectuée, du 01 au 03 décembre 2019. Cette prolongation est assortie des conditions suivantes : i) l'engagement de la partie sénégalaise de prendre les mesures appropriées pour une révision des procédures de contrôle et le respect des dispositions du protocole ; ii) le paiement des redevances du 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> trimestre 2019 et le 1<sup>er</sup> trimestre 2020 ; et, iii) l'annulation des amendes mineures et qui ne sont pas liées à la préservation de la ressource.

#### *DONNEES SOCIOECONOMIQUES DU SECTEUR*

Par rapport à la consolidation des données statistiques du secteur pour l'année 2019 : la production globale de la pêche pour l'année 2019 a atteint 1.210.729 tonnes dont 53% capturé dans le cadre du régime national. Les exportations pour l'année 2019 ont atteint 877.863 tonnes pour une valeur de 37.373.307.717 MRU. Les céphalopodes représentent 6% en quantité et 45% en valeur. Les redevances non fiscales liquidées par le Ministère, en 2019, ont atteint 9.563.528.347 MRU enregistrant une progression de 6% par rapport à 2018.

La production globale de la pêche pour les cinq premiers mois de 2020 est de 264 704 tonnes soit une régression de 41% par rapport à la même période de 2019. Les exportations ont connu une diminution relativement importante en volume et en valeur durant les cinq premiers mois de 2020 par rapport à la même période de 2019, respectivement 297.895 tonnes, pour une valeur de 11 738 060 465 et 354.618 tonnes, pour une valeur de 17 209 808 755 MRU

Les recettes générées par le secteur ont connu une régression de 29% sur les cinq premiers mois de 2020 par rapport à la même période de 2019, respectivement 305 151 284 MRU et 855 851 835 MRU

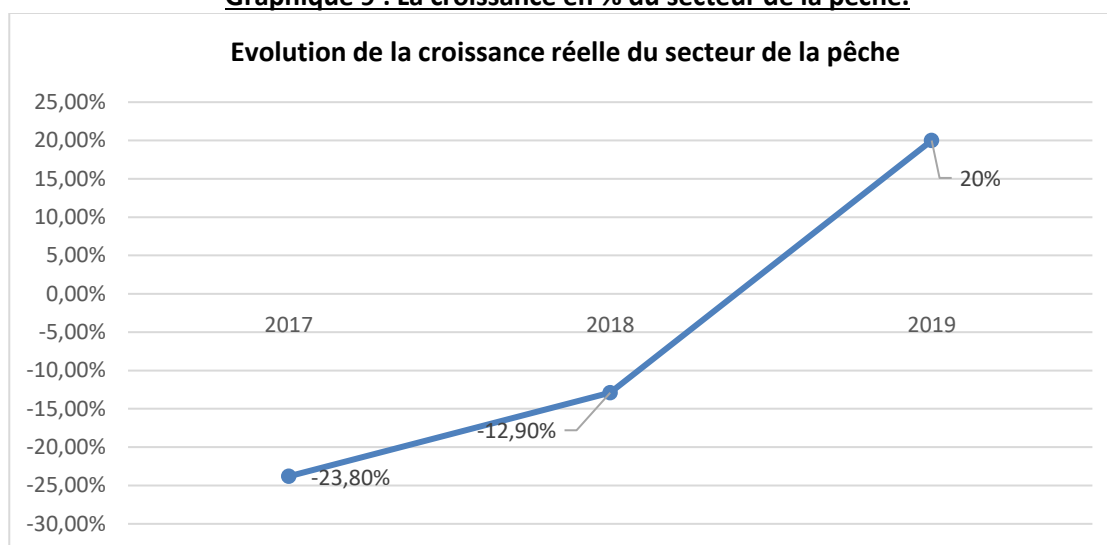
#### **3.1.3.3 FINANCEMENT**

Le PIP a programmé un budget de 199,25 M.MRU pour le secteur de la pêche pour l'année 2019.

#### **3.1.3.4 DEFIS ET CONTRAINTES**

Les défis sont la capacité institutionnelle et le respect des lois et règlements en matière de préservation de l'environnement et de la ressource, d'une part, et d'autre part, la capacité à mobiliser les ressources financières nécessaires au développement du secteur national et sa résilience face aux exploitants étrangers.



**Graphique 9 : La croissance en % du secteur de la pêche.**

Source : DPAE/MEI & FMI - Cadrage macro-économique - 7 avril 2020

### 3.1.3.5 PERSPECTIVES

#### *PROMOUVOIR LA COMPETITIVITE DES FILIERES DE LA PECHE*

Pour promouvoir la compétitivité des filières de pêche mauritanienne, des mesures doivent être prises, au moins dans trois domaines :

- La mise en place d'infrastructures de débarquement et de parcs industriels dotés des équipements nécessaires pour la transformation des produits halieutiques : comme on vient de le voir des initiatives sont en cours de mise en œuvre dans le domaine des investissements dans les infrastructures de débarquement, mais la mise en œuvre doit être accélérée pour produire les effets escomptés. S'agissant des parcs industriels, ils sont pratiquement inexistant ; ceux du pôle de développement du Pk 28 commencent à peine à être fonctionnels.
- Des mesures fiscales incitatives : tout est à faire.
- Des taux bancaires normaux : les taux appliqués aux prêts bancaires, en général, en Mauritanie, y compris aux professionnels du commerce et de l'industrie sont trop élevés.

Des mesures sont programmées pour 2019 et les années d'après, par le ministère, qui vont dans le sens de l'amélioration de la compétitivité du secteur ; il s'agit de la construction du Port Polyvalent N'Diogo, d'un port pour la pêche artisanale et Côtière au Pk 28 au Sud de Nouakchott, de l'extension du marché de poissons de Nouakchott, de la construction des laboratoires et du siège de l'ONISPA à Nouadhibou, et la construction d'un quai pour l'accostage des navires de la GCM.

#### *RENFORCER LA GOUVERNANCE DU SECTEUR*

Le renforcement de la gouvernance du secteur suppose la mise en place d'un pilotage stratégique, la poursuite de l'initiative de transparence pour une gestion durable des ressources, la consolidation du système d'information, la coordination et l'harmonisation des statistiques, la rationalisation des capacités des institutions de formation, et la lutte contre les menaces qui pèsent sur la biodiversité marine et côtière.

Pour ce qui concerne les réformes d'une manière générale, un processus international d'évaluation de la stratégie Nationale 2015-2019 a été lancé, et les réformes qui s'imposent seront prises à la lumière des recommandations et des observations des experts.



**ENCADRE 1 : LA NOUVELLE STRATEGIE D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLE ET INTEGRE DES PECHEES MARITIMES POUR LA PERIODE 2020-2024**

Le secteur des pêches maritimes en Mauritanie génère des retombées économiques et sociales importantes qui lui confèrent un rôle clé dans l'économie nationale. Il est considéré comme une source durable de croissance et d'emplois. Sa vulnérabilité par rapport à beaucoup d'aléas interpelle pour la mise en place de mesures permettant son développement durable.

C'est dans ce cadre que la présente Stratégie d'Aménagement et de Développement Durable et intégré du Secteur des Pêches Maritimes a été préparée afin de guider l'action publique dans le secteur pour la période 2020-2024 et ajuster les objectifs du développement des pêches maritimes aux orientations de la politique du Gouvernement en termes de (i) préservation de la ressource et de son environnement marin et côtier, (ii) de création de la richesse, d'emplois, (iii) de renforcement de la sécurité alimentaire et (iv) d'instauration d'une bonne gouvernance du secteur.

L'élaboration de la nouvelle Stratégie d'Aménagement et de Développement Durable et Intégré du Secteur de la Pêche Maritime 2020 – 2024 a suivi un processus rigoureux et inclusif qui a commencé par -l'évaluation externe de la stratégie précédente. Les résultats de cette évaluation ont été restitués lors d'une journée nationale regroupant l'ensemble des opérateurs et parties prenantes du secteur des pêches. Cette évaluation a permis de mettre en relief les réussites et relever les principales insuffisances de sa mise en œuvre.

Les éléments de cadrage de cette nouvelle stratégie y compris les principales conclusions de l'évaluation, la méthodologie et les étapes de son élaboration ont fait l'objet d'une communication en Conseil des Ministres en date du 17 octobre 2019, marquant ainsi le début du processus de son élaboration.

A cet effet, un pool d'experts nationaux a conduit les études approfondies, couvrant les trois thématiques retenues (durabilité de la ressource, chaînes de valeur et gouvernance du secteur).

Les rapports thématiques, établis suivant une approche consensuelle et concertée, ont permis de dégager les chantiers prioritaires à mettre en œuvre dans les cinq années à venir. La restitution de ces rapports s'est effectuée lors de journées nationales de concertation tenues à Nouadhibou les 13, 14 et 15 janvier 2020. Ces journées ont suscité un grand intérêt de la part de l'ensemble des parties prenantes du secteur, manifesté à travers le nombre important et sans précédent des participants.

Par la suite, un travail de synthèse et de rédaction du document final de la stratégie a été réalisé par un groupe restreint d'experts nationaux et consolidé à travers l'appui d'une expertise internationale.

Le document final de la stratégie a été adopté en conseil des Ministres le 23 juillet 2020.

### **3.1.4 Mise en valeur du potentiel minier et pétrolier**

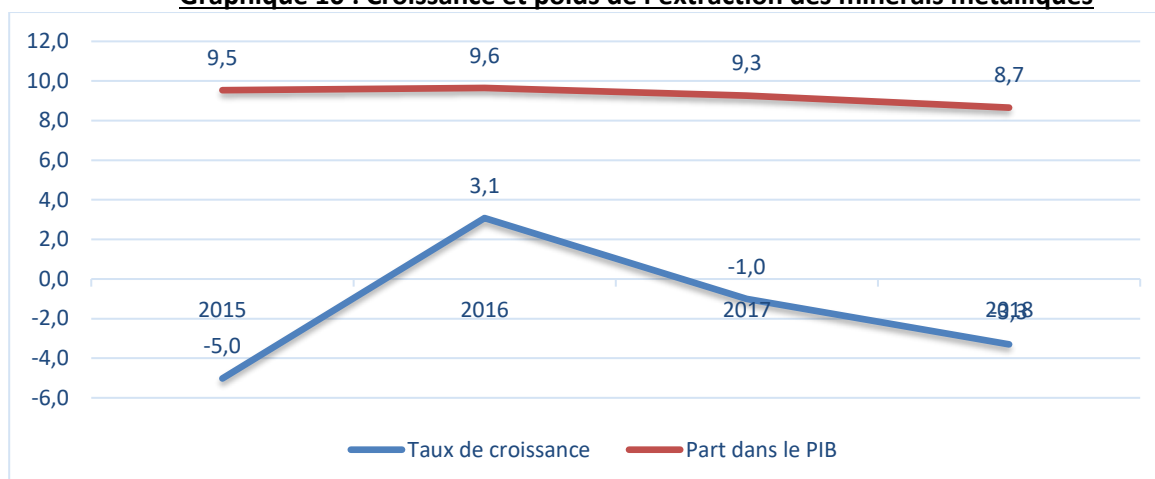
#### **3.1.4.1 OBJECTIFS**

La SCAPP fait reposer la réalisation de l'objectif de la promotion et de la mise en valeur du potentiel minier et pétrolier sur les actions suivantes : l'augmentation de la découverte et de la production des mines et hydrocarbures, une meilleure intégration de la production et de la commercialisation des mines et des hydrocarbures dans l'économie nationale, une gestion transparente des ressources tirées des mines et des hydrocarbures, l'adoption et la mise en œuvre de lois et règlements pour encourager et sécuriser l'investissement privé, assurer le respect de l'environnement et le principe de la gestion durable des ressources.

#### **3.1.4.2 REALISATIONS**

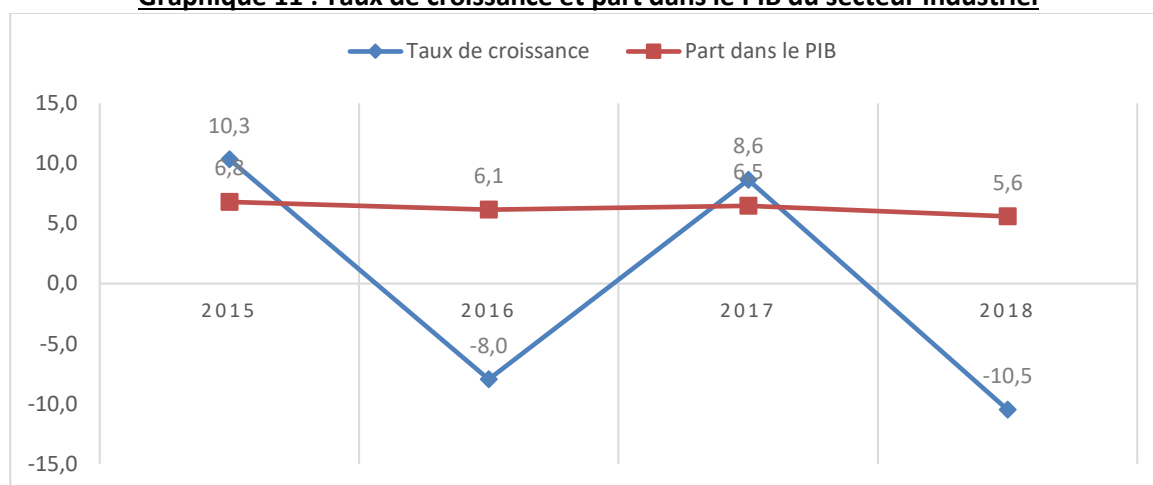
La SCAPP vise la réalisation de ces actions à travers un plan d'actions 2016-2020. Au cours de l'année, 2019, certaines de ces actions ont été réalisées par le Ministère du Pétrole, de l'Energie et des Mines (MPeMi).

**Graphique 10 : Croissance et poids de l'extraction des minerais métalliques**



Source : DPAE/DGERSE/MEI

**Graphique 11 : Taux de croissance et part dans le PIB du secteur industriel**



Source : DPAE/DGERSE/MEI

### **SECTEUR DU PETROLE, DE L'ENERGIE ET DU GAZ**

La présence d'Exxon Mobil, de Total, de BP et de Shell, au niveau de l'offshore mauritanien et l'intérêt croissant pour d'autres à rejoindre le pays, ouvrent de nouvelles perspectives de développement pour le secteur pétrolier et place le pays comme une destination privilégiée d'investissement.

Ce contexte a permis de diversifier la présence des opérateurs et d'améliorer de manière considérable les termes économiques et contractuels avec les opérateurs.

Le projet de développement du champ Grand Tortue Ahméyim, avance de manière satisfaisante et l'Opérateur a finalisé son schéma de développement afin de produire la première goutte de gaz en 2021 en assurant une alimentation du marché domestique en gaz.

D'autre part, le développement du champ gazier de Banda, dans une optique de génération de l'électricité à partir du gaz, reste une priorité pour le Gouvernement qui continue les discussions avec les partenaires intéressés par le projet.

En 2019, les actions suivantes ont été réalisées dans le secteur du gaz : Un groupe d'investisseurs dans le domaine du Gaz (Serval Group) envisage de lancer les projets suivants : la création d'une cité industrielle

pour le développement des industries liées au gaz et au pétrole, la construction d'une raffinerie de pétrole, et la création d'une unité de production de fer (Aciérie).

### SECTEUR DES MINES

Ces années, le secteur minier a enregistré d'importants progrès marqués par diverses réformes et réalisations visant notamment, l'ouverture du secteur à l'initiative privée, le développement des acquis géologiques, la diversification des ressources minérales, puis le développement et l'encadrement de la petite exploitation minière, et l'exploitation artisanale de l'or. Cette dernière, se développe à une grande vitesse, de manière anarchique, couvre de larges territoires et constitue un réel défi pour le Département.

Afin de renforcer l'ouverture et la promotion du secteur minier, des efforts ont été déployés d'une part dans le cadre de l'amélioration de la gestion du cadastre minier par la mise en place d'un système d'information et de numérisation des données en rapport avec les titres miniers, la modernisation de la salle du cadastre minier et d'autre part par la mise en place d'un Portail Géo-scientifique en ligne permettant ainsi de mettre en valeur le potentiel minier de la Mauritanie et de garantir l'accessibilité des données nécessaires aux potentiels investisseurs.

Dans le cadre de la diversification des ressources, de nouveaux permis d'exploitation ont été octroyés pour des groupes de substances variés : l'Or, le Phosphate, le Quartz, le Sable noir, et l'Uranium en intégrant le principe de la participation de l'État à hauteur de 10% à 20%. S'ajoute à cela, l'institution d'un comité au niveau du département, chargé de développer et de promouvoir les minéraux dits stratégiques.

Dans le cadre du développement et de la promotion de l'investissement local, un couloir pour la petite exploitation minière a été créé, où sont enregistrés près de 152 opérateurs nationaux.

S'agissant du développement et de l'encadrement de l'activité d'exploitation artisanale de l'or, d'importantes réalisations sont à constater dont notamment l'élaboration d'un Arrêté conjoint n°02/2018 portant organisation de l'activité d'exploitation artisanale de l'or, et le Décret 134-2017 portant création du statut de la petite exploitation minière.

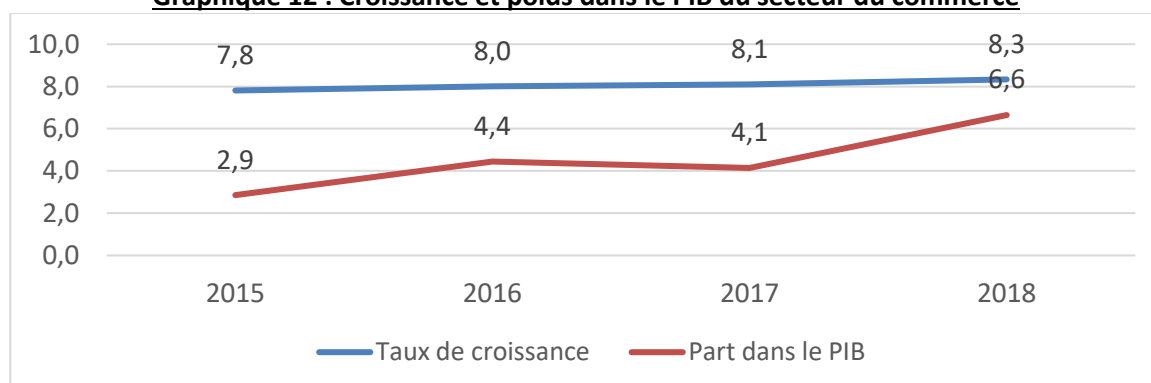
S'ajoute à cela, l'institution de couloirs dédiés à l'exploitation artisanale de l'or à Ahmeyim, et à Gluéb N'dour, et la création de deux centres de services pour le traitement des roches au niveau de Chami et à Zouerate. Pour mieux gérer les retombées de cette activité, des comptoirs de proximité, gérés par la BCM pour la commercialisation de l'or ont été institués.

Dans le cadre du renforcement des acquis géologiques, des projets de sélection et de cartographie à petite échelle (1/50.000 et 1/100.000) pour les zones favorables sont en cours de développement. Cela permettra de développer des connaissances supplémentaires détaillées du potentiel géologique et minier au niveau de certaines zones faiblement explorées.

Dans le cadre de la promotion du secteur, le Département organise périodiquement des rencontres et forums permettant la vulgarisation des informations relatives à l'activité minière. Parmi ces événements, on peut citer l'exposition Mauritanides dont la dernière édition a été organisée en Décembre 2018.

D'autre part, une stratégie de communication du secteur minier a été mise en place pour permettre au Département de réagir à tous les événements avec une communication adéquate.

Concernant le domaine minier, le nombre actuel des titres miniers de recherches est de 134, dont 78 en vigueur et 56 demandes en instance, le nombre de permis d'exploitation est de 20 dont 12 en phase de développement et 8 en production, le nombre de demande de permis d'exploitation en instance est de 7.

**Graphique 12 : Croissance et poids dans le PIB du secteur du commerce**

Source : PIP 2018-2020 DGIPCE/MEI

### 3.1.4.3 FINANCEMENT

Le PIP a programmé un budget de 23,35 M.MRU pour le secteur des mines hors SNIM en 2019.

Il faut noter la signature d'un accord cadre de financement entre la Mauritanie et la Société Islamique de Développement du Secteur Privé (SIDSP). Par cet accord, cette société filiale du groupe de la Banque Islamique de Développement (BID) va mobiliser les fonds nécessaires au financement de la part de la Mauritanie dans l'exploitation du projet relatif au champ gazier la "Tortue Ahméyim ».

Le Budget d'investissement consolidé pour l'année 2020 atteint 31,507 milliards d'ouguiyas pour un total de 281 projets, soit une hausse de 3,472 milliards d'ouguiyas en valeur absolue et 12,38% en valeur relative, dont le secteur de la SNIM est doté d'une enveloppe de 0,93 milliard d'ouguiyas du BCI, soit 2,95% du BCI 2020, qui servira à la réalisation des travaux de réhabilitation du minerai GUELB.

### 3.1.4.4 DEFIS ET CONTRAINTES

Les défis du secteur des mines et des hydrocarbures restent l'implication des investisseurs nationaux dans le secteur et sa valorisation locale par des activités de transformation afin de garder un maximum de bénéfices des activités d'exploitation au niveau national, d'une part, d'autre part, l'imposition d'un maximum de règles pour éviter la dégradation de l'environnement et renforcer les retombées au niveau des communautés locales.

### 3.1.4.5 PERSPECTIVES

#### SECTEUR DES HYDROCARBURES

Comme perspectives, il y a :

- Le démarrage des travaux de développement de la première phase du champ gazier Grand Tortue Ahméyim (GTA), après la décision finale d'investissement prévue en décembre 2018 avec l'objectif de la mise en production du champ en 2021/2022.
- Priorité du Département dans le court terme pour la promotion des zones encore sous explorées des bassins côtiers et de Taoudenni.
- Démarrage de la deuxième phase du plan d'abandon du champ Chinguetti afin de procéder au bouchage définitif et sécurisé des puits conformément au plan validé par le CIM.
- Au niveau de l'aval pétrolier, amélioration des conditions de l'approvisionnement du pays par des actions qui vont continuer au-delà de 2019, pour la construction de nouvelles installations de réception (chargement/déchargement) ainsi que l'extension des capacités de stockage au niveau de la zone sud et la réhabilitation des capacités de stockage de la zone nord ; ce qui apportera une amélioration des conditions ainsi que la sécurisation des approvisionnements du Pays en produits pétroliers.

- Mise en place de nouveaux textes qui se poursuivra au-delà de l'année 2019 afin d'améliorer le cadre organisationnel du secteur et renforcer la sécurité du public et des biens tout en garantissant la protection de l'environnement.
- Poursuite en 2019, et si nécessaire au-delà de cette date, du programme d'assainissement des activités de distribution des produits pétroliers (vente illicite et enfûtage clandestin à Nouakchott et dans certaines villes de l'intérieur).

### SECTEUR DES MINES

Comme perspectives, il y a :

- Finalisation de la refonte globale du code minier en cours pour améliorer l'attractivité du secteur minier et accroître ses retombées économiques. Dans cette perspective, le Département va poursuivre l'élaboration d'une nouvelle stratégie minière dont la mise en œuvre permettra une meilleure visibilité du secteur ainsi que le développement des infrastructures géologiques et minières.
- Mise en œuvre d'une stratégie de communication du secteur minier pour permettre au département de réagir à tous les événements avec une communication adaptée.
- Projet de création d'une structure, au sein du Département, pour renforcer l'activité d'encadrement de l'exploitation artisanale de l'or. Aussi, de nouvelles zones, dédiées à l'orpaillage, seront créées ainsi que la mise en place de comptoirs pour la commercialisation des productions artisanale. En outre, en concertation avec le MEDD et d'autres Départements concernés, le secteur envisage d'identifier une zone spécifique d'implantation des unités industrielles de traitement des résidus d'orpaillage qui soit adaptée au contexte environnemental et socio-économique local.
- Réflexions en vue de renforcer les structures en charge du contrôle par l'acquisition de nouveaux outils (Drones et matériels de laboratoires).
- De nouveaux projets sont en cours d'évaluation, tels que les projets d'uranium au Tiris Zemmour et de fer à Dakhlet Nouadhibou dans le cadre du régime d'exploitation minière.
- Réflexions pour la poursuite de l'amélioration des infrastructures géologiques par la réalisation d'une cartographie à petite échelle afin de permettre de vulgariser le potentiel géologique et minier et de promouvoir le développement de nouveaux projets miniers.
- Le secteur continuera à promouvoir le potentiel géologique et minier de notre pays, à travers la participation aux forums miniers régionaux et internationaux et l'organisation de salons et de journées locales d'information.

#### 3.1.4.6 RECOMMANDATIONS

Les solutions aux défis mentionnés, plus haut, qu'il s'agisse de la participation des investisseurs nationaux et de la promotion des activités de transformation des matières premières, d'une part, ou de la préservation de l'environnement, d'autre part, cela exige une forte mobilisation des pouvoirs publics car les premières exigent des investissements lourds, souvent hors de portée du secteur privé, et la seconde, une amélioration du cadre réglementaire, l'établissement des normes nationales, et un renforcement des compétences.

### 3.1.5 Impulsion au secteur industriel

#### 3.1.5.1 OBJECTIFS

La SCAPP recherche la réalisation de l'objectif d'impulsion au secteur industriel à travers les actions suivantes : la mise en place d'une nouvelle stratégie industrielle incitatrice à l'investissement et d'un dispositif de pilotage fondé sur le partenariat Privé-Public - l'amélioration du climat des affaires, du parachèvement des réformes à caractères administratif et financier, du renforcement des capacités en matière de normalisation et de suivi de l'industrie, de l'aménagement de zones et de domaines industriels, de la création de structures techniques d'appui au développement du secteur et du renforcement de la fonction de recherche technologique dans le secteur industriel.

Cette stratégie qui vise l'atteinte des objectifs fixés par l'agenda pour un développement durable à l'horizon 2030 a été déclinée par le plan d'action 2016-20 de la SCAPP en axes d'interventions suivants : valorisation du potentiel industriel de l'élevage, de l'agriculture, de la pêche et des ressources minérales; amélioration de la qualité et de la compétitivité des entreprises et la création et l'aménagement des zones industrielles ; diversification de la production industrielle, y compris en exploitant les opportunités; mise en place d'un environnement susceptible d'orienter des investisseurs vers les secteurs productifs.

### 3.1.5.2 REALISATIONS

En vue de la réalisation de l'objectif d'impulsion au secteur industriel les projets/réformes sont adoptés ou mis en œuvre sont présentés ci-après.

- Le projet d'appui à la mise à niveau des entreprises est actuellement mis en œuvre afin d'améliorer la compétitivité de l'économie du pays en permettant à de nombreuses entreprises d'opérer les choix pour faire face à la concurrence sur les différents marchés et tirer profit des opportunités d'exportation qu'offrent les marchés régionaux et mondiaux.
- Cadre Programme pays pour le développement industriel : le Cadre de Programmation Pays de l'ONUDI vise à renforcer l'action du SNU en Mauritanie à travers l'assistance technique spécifique mise en place par l'ONUDI pour développer une industrie de pointe qui permettra la mise en place du contexte économique requis afin de favoriser l'investissement de la part des entreprises du secteur privé et des différents acteurs du développement, de stimuler le progrès, l'innovation et l'échange technologiques ; développer l'entrepreneuriat, améliorer les compétences et créer des emplois décents et répondant aux besoins du marché et enfin poser les bases d'une croissance diversifiée et durable pour tous.
- Formulation de projet de catégorie 2 en vue de son approbation par le CIR, avec comme objectif de mobiliser dans un délai très court des projets porteurs sur une période de deux ans.
- Organisation par le ministère délégué auprès du ministre de l'économie et de l'industrie, d'une journée de formation sur la propriété industrielle, en coopération avec l'Organisation Africaine de la Propriété Intellectuelle et la Faculté des sciences juridiques et économiques de l'Université de Nouakchott Al-Asriya. Cette formation, d'une journée, entre dans le cadre du programme de sensibilisation et d'éveil continu au sujet de l'importance de la propriété industrielle, de sorte que tous les acteurs des deux secteurs public et privé, soient conscients des mesures juridiques nécessaires pour enregistrer les brevets d'invention et la protection des droits.
- Démarrage des activités de la coordination des programmes emploi (CPE). Ce qui va permettre de regrouper toutes les initiatives de financement des projets emploi, en particulier celui des jeunes, au sein d'une seule structure de gestion, dans le cadre du Programme national pour l'emploi qui constitue le bras opérationnel de la mise en œuvre de la stratégie nationale pour l'emploi.
- Organisation par Kosmos Energy du premier pitch du Mauritania Innovation Challenge (KIC) à Nouakchott, le samedi 2 et le dimanche 3 novembre 2019. Le Mauritania Innovation Challenge est une compétition d'affaires qui donne aux jeunes porteurs de projets l'opportunité de développer les compétences nécessaires pour améliorer leurs entreprises dans le but de les rendre plus viables et plus innovantes. Les gagnants bénéficieront d'un financement de démarrage, d'un appui à l'incubation et d'un encadrement supplémentaire, l'ensemble étant conçu pour leur donner les compétences et les outils nécessaires au lancement de leurs entreprises.

Le rythme de la croissance du secteur industriel au cours des dernières années a évolué en dents de scie avec parfois des taux négatifs.

### 3.1.5.3 FINANCEMENT

Le PIP a programmé pour le développement industriel, tous secteurs confondus, un budget de 6593,37 M.MRU, pour 2019.

Le Budget d'investissement consolidé pour l'année 2020 atteint 31,507 milliards d'ouguiyas pour un total de 281 projets, soit une hausse de 3,472 milliards d'ouguiyas en valeur absolue et 12,38% en valeur relative, dont le secteur Développement industriel (hors SNIM), reçoit une enveloppe globale de 8,35 milliards d'ouguiyas, soit 26,51% du total d'investissement. Ce montant sera consacré fondamentalement à des activités de promotion, de diversification et de renforcement de ce secteur pour qu'il joue son rôle de contributeur important à la croissance et de pourvoyeur d'emplois.

#### 3.1.5.4 DEFIS ET CONTRAINTES

Le défi est le problème de ressources humaines compétentes et des ressources financières pour satisfaire les besoins en investissements.

#### 3.1.5.5 PERSPECTIVES

La valorisation et la modernisation du secteur industriel sont réalisées à travers l'amélioration des infrastructures et des services de base et la mise à jour des cadres régissant le secteur :

- Amélioration des infrastructures et des services de base. Ainsi les actions suivantes sont entrain d'être mises en œuvre : mise en œuvre du programme Cadre Intégré Renforcé (CIR) ; mise en œuvre du projet d'appui à la mise à niveau des entreprises ; mise en place de nouveaux laboratoires dans le domaine de l'énergie, et la certification de l'or ; mise en place du programme pays pour le développement industriel.
- Mise à jour des cadres régissant le secteur. Ainsi, les actions suivantes sont en train d'être mises en œuvre : organisation du prix de la qualité ; mise en place des organes de l'infrastructure de qualité ; adoption du décret organisant le Comité Technique de Coordination (CTC) des agréments ; finalisation du cadre réglementaire de la normalisation et de la qualité ; accréditation des laboratoires de métrologie.
- Mise en place du code à barre industriel (préfixe pays) dont l'objectif est de permettre l'identification et la traçabilité des produits mauritaniens afin de permettre leur commercialisation à l'étranger.
- Mise en place du Registre Central du Commerce (RCC).

#### 3.1.5.6 RECOMMANDATIONS

La solution aux défis réside dans la mise à la disposition des partenaires techniques ou des projets nationaux de ressources humaines compétentes et motivées pour une réception efficace du transfert de technologie d'une part, et la gestion efficace des ressources financières mobilisées, d'autre part.

### 3.1.6 Commerce et fonctionnement des marchés

#### 3.1.6.1 OBJECTIFS

Comme il est précisé dans le document de la SCAPP : « L'objectif de cette intervention est de créer les conditions d'ouverture des marchés nationaux, régionaux et internationaux devant les produits mauritaniens. » (SCAPP, Volume 2, P 80).

#### 3.1.6.2 REALISATIONS

La mise en œuvre de l'intervention est recherchée à travers les actions suivantes, reprises par le plan d'actions 2016-20 :

- Facilitation des échanges avec les marchés nationaux, régionaux et internationaux en vue de promouvoir la production brute et transformée des secteurs de la pêche (poissons, produits transformés frais, ...), de l'agriculture (céréales, légumes, fruits, produits forestiers non ligneux), de l'élevage (viande, lait et produits dérivés, sous-produits de l'élevage, ...) de l'industrie et de l'artisanat.
- C'est dans ce cadre que la Mauritanie a organisé avec l'appui de l'OMC un atelier de concertation pour préparer la mise en œuvre de l'accord et faire des recommandations. L'Accord vise à accélérer le mouvement, la mainlevée et le dédouanement des marchandises, y compris les marchandises en transit. Il prévoit aussi des mesures permettant à la Mauritanie d'avoir une



coopération effective avec les douanes et les autorités compétentes de l'ensemble des pays membres de l'OMC pour la facilitation des échanges et le respect des procédures douanières. Il comporte par ailleurs des dispositions relatives à l'assistance technique et au renforcement des capacités dans ce domaine et contribuera également à améliorer la transparence, à renforcer les possibilités de participer aux chaînes de valeur mondiale, et à limiter les possibilités de corruption.

- Il faut signaler aussi la poursuite de la mise en œuvre du Cadre Intégré Renforcé (CIR) qui a démarré en 2018, et qui est un programme global d'aide pour le commerce des pays les moins avancés dont la Mauritanie est membre. Ce programme vise à aider les pays en voie de développement à jouer un rôle plus actif dans le système commercial mondial et à surmonter les obstacles au commerce relatifs à leur offre.
- La Mauritanie a également signé et ratifié des accords dits AA-CEDEAO et ZLECA (Zone de Libre Echange Continentale Africaine) qui devraient avoir des conséquences importantes pour le pays. L'objectif est de contribuer au développement économique durable du pays à travers une intégration régionale poussée et une meilleure participation à l'économie mondiale.
- Mise en place d'un système d'informations commerciales : un projet a été mis en place et vise à répondre à la volonté du département de moderniser et d'unifier le système d'informations tant au niveau du ministère que de la chambre de commerce.
- Mise en place du Plan stratégique du commerce à moyen terme.
- Adoption d'une législation spécifique à la concurrence et à la compétitivité pour créer des conditions favorables au développement du commerce, encourager la baisse des prix, stimuler l'investissement et les exportations, et contribuer à la formalisation des PME. Dans ce cadre une législation relative à la concurrence, adoptée en 2012, est mise en œuvre actuellement.
- Une loi sur la Protection des Consommateurs a été élaborée.
- Les deux lois (sur la Concurrence et sur la Protection des Consommateurs) ont été alimentées par des stratégies (déjà réalisées) pour assurer leur mise en œuvre effective.
- Création d'un portail d'affichage sur les prix de produits de première nécessité (blé, sucre, lait en poudre et l'huile) qui permet de se renseigner et renseigner sur l'évolution des prix de ces produits et voir s'ils dépassent le seuil des prix fixé par le Ministère du Commerce et du tourisme.
- Développement du commerce électronique : l'idée de mettre en place un service a été émise en 2018 mais n'a pas été encore créé. Le service travaillera, d'abord, sur la digitalisation des services du ministère, mais devra organiser par la suite, des séminaires de formation pour le renforcement des capacités des entreprises dans les modes de création et de gestion des plateformes électroniques sur lesquelles elles pourront commercialiser leurs produits.
- Appui du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD au Gouvernement mauritanien pour la mise en œuvre des accords de libre-échange de la CEDEAO et la ZLECA, à travers la réalisation d'une étude approfondie de leur impact sur la structure et l'évolution de son économie. Cette évaluation permettra aux décideurs nationaux l'identification et la compréhension des enjeux de ces accords de libre-échange signés par la Mauritanie, ainsi que la définition des politiques d'accompagnement supplémentaires qui agiraient directement sur la compétitivité de la structure économique du pays.
- Mise en place d'un centre de promotion des Exportations pour la Mauritanie (Document de Projet déjà prêt pour la mise en place physique du Centre).
- Migration du tarif douanier Mauritanie vers celui de la CEDEAO (TEC) et entrée effective de l'Accord (Déjà fait).
- Mise en place, en cours, d'un Comité National d'Agrément des produits mauritaniens pour la CEDEAO.
- Elaboration d'une stratégie nationale pour la ZLECA.
- Etude en cours sur la mise en place d'un Guichet Unique pour le Commerce Extérieur.
- Mise en place, en cours, du Système REX pour les Exportations vers l'Union Européenne. Le démarrage de son fonctionnement est prévu pour le 30 juin 2020.

- Mise en place du Plan stratégique du commerce à moyen terme.
- La réalisation de l'Enquête sur l'affichage des prix des produits dans les grandes surfaces, du suivi quotidien des prix des produits de première nécessité, du contrôle des produits périmés dans les structures de vente, de l'organisation et de la participation à des événements promotionnels et commerciaux (foire, salons et exposition), et de la création de supports promotionnels (CD-ROM, dépliants, guide, carte ...).

### 3.1.6.3 FINANCEMENT

La mise en œuvre de cette intervention se fait essentiellement par la signature d'accords commerciaux ou l'adoption et la mise en œuvre de textes juridiques qui ne nécessitent pas la mobilisation de grands financements. La seule action qui nécessitait un financement conséquent était le projet de développement de l'agrobusiness qui, n'ayant pu mobiliser les financements nécessaires à sa mise en œuvre, a été abandonné, au profit d'idées d'autres projets comme le Cadre Intégré Renforcé, ou le Centre de Promotion des Exportations.

Le PIP a programmé un budget de 3 M.MRU pour le secteur pour 2019, entièrement financé par des ressources nationales.

### 3.1.6.4 DEFIS ET CONTRAINTES

Le défi, ici aussi reste un problème de ressources humaines compétentes et motivées pour la mise en œuvre et le suivi des accords et des projets. A ce défi, il faut ajouter celui du financement des projets ; ainsi le projet de développement de l'agrobusiness a été abandonné par manque de financement. La solution demeure la formation, la conscientisation et la motivation des ressources humaines, en plus de la mobilisation des pouvoirs publics pour l'obtention des financements nécessaires à la mise en œuvre des actions programmées.

### 3.1.6.5 PERSPECTIVES

De nombreuses actions initiées en 2018 attendent leurs mises en œuvre en 2019-2020. Il s'agit de :

- La mise en place du Système d'informations commerciales.
- La mise en application de l'Accord d'Association avec la CEDEAO et avec la ZLECA.
- Une poussée dans le processus de négociation quant à l'Accord de libre-échange avec la Zone Arabe de Libre Echange et également l'Accord bilatéral de libre-échange avec la Turquie. La finalisation du dernier accord est bloquée, à l'heure actuelle, par la crise sanitaire consécutive au COVID-19, qui empêche les mouvements de personnes et mobilise toutes les énergies.
- La formation sur l'aide au commerce.
- L'évaluation et l'actualisation de la matrice de l'Etude Diagnostique sur l'intégration du commerce.

Comme on le voit, si nombre de ces actions visent la promotion des produits mauritaniens sur les marchés, certaines parmi elles cherchent à protéger le consommateur contre des hausses excessives des prix ou des produits nuisibles à leur santé.

### 3.1.6.6 RECOMMANDATIONS

La solution demeure la formation, la conscientisation et la motivation des ressources humaines, en plus de la mobilisation des pouvoirs publics pour l'obtention des financements nécessaires à la mise en œuvre des actions programmées.

### 3.1.7 Redynamisation de l'activité touristique

#### 3.1.7.1 OBJECTIFS

« L'objectif de cette intervention est la création d'un cadre favorable à la reprise du tourisme à grande échelle. Elle vise, d'ici 2020, à jeter les bases d'un tourisme durable, qui crée des emplois et met en valeur la culture et les produits locaux. » (SCAPP, Volume 2, P 181).

#### 3.1.7.2 REALISATIONS

La réalisation de l'intervention est recherchée à travers le maintien d'une offre touristique basée sur les produits naturels et culturels et l'intéressement de la demande locale, en développant les infrastructures touristiques et en renforçant les capacités des professionnels du secteur. Les résultats recherchés sont le développement de l'activité touristique en termes de création d'un cadre favorable à la reprise du tourisme à grande échelle, la modernisation du secteur, l'augmentation du nombre de lits et d'emplois créés par le secteur.

Pour atteindre ces résultats le ministère du Commerce et du Tourisme a initié les projets suivants : projet de promotion des produits touristiques naturels et culturels de Mauritanie ; projet de promotion du tourisme local ; création d'une école de formation aux métiers du tourisme.

Malheureusement peu de projets de grande envergure susceptibles de transformer le secteur ont connu un début de véritable mise en œuvre, faute de financement. Les seules actions réalisées ont été :

- Promotion du tourisme à grande échelle : Des journées de réflexion et de concertations ont été organisées avant le démarrage de la saison touristique. Il s'agissait d'initier une vaste campagne de communication auprès des différents acteurs du secteur et de marquer sa présence dans les événements inscrits dans l'agenda international. L'un des objectifs étaient aussi d'identifier les obstacles rencontrés, essayer de les surmonter pour faire décoller le secteur.
- La mise en place d'un projet d'Ecotourisme dans le Banc d'Arguin.
- L'organisation du festival des villes anciennes pour promouvoir le tourisme : Chinguetti, Ouadane, Oualata, et Tichitt.
- Campagne de contrôle et de suivi des établissements touristiques (Projet de classification hôtelière).
- Campagne de contrôle sur le respect des normes sanitaires pour les restaurants.
- Mise en place d'un outil de collecte informatisé (information touristique).
- Participation de l'Office National du Tourisme au salon du Grand BIVOUAC en France.
- Formation en matière d'écotourisme pour les agences de voyage et les cadres de l'Office National du Tourisme.
- Création d'un Registre pour les Guides Accompagnateurs touristiques.
- Démarrage de la saison touristique : Les vols Charters en provenance de la France ont commencé leurs rotations hebdomadaires.

S'agissant du nombre de touristes, la Mauritanie a accueilli 3800 touristes étrangers en 2018-2019, contre 1488 en 2017- 2018, soit une hausse de 231,2% ; et le pays espérait doubler ce chiffre au cours de la prochaine saison touristique, avant que ne survienne la crise sanitaire du COVID-19, qui malheureusement risque de peser sur le secteur.

#### 3.1.7.3 FINANCEMENT

Le secteur connaît un sérieux problème de financement dû au caractère informel de la plupart des activités qui y sont réalisées.

#### 3.1.7.4 DEFIS ET CONTRAINTES

Le grand défi de ce secteur est le caractère informel de la majorité de ses activités et la faible disponibilité de statistique complète sur le tourisme qui limitent sa capacité à mobiliser les financements nécessaires à son développement.

### 3.1.7.5 PERSPECTIVES

En termes de perspectives, on peut citer :

- La classification des structures hôtelières.
- L'organisation de la saison touristique dans l'objectif de doubler le nombre de touristes cette en 2020.
- La participation aux salons internationaux du tourisme pour exposer les produits touristiques Mauritaniens.
- Projet de réalisation d'une "Ecole Formation Touristique".
- Améliorer le système d'informations : Mise en place d'un outil de suivi pour les statistiques du tourisme (nombre de lits, de touristes et de nuitées).
- Organisation de journées de promotion " tourisme et investissement".
- Préparation à l'exposition universelle.
- Organisation récente de journées de réflexion par le Ministère du Commerce et du Tourisme, destinées à assurer un nouveau démarrage du tourisme en Mauritanie par la mise en place d'une stratégie pour la modernisation du tourisme dans le pays.

### 3.1.7.6 RECOMMANDATIONS

Comme nous venons de le voir dans le bilan, les projets initiés au cours de la période précédente pour assurer le développement du secteur n'ont pu être mis en œuvre faute de financements. Pour changer cette situation, il faudrait, entre autres, faire un effort de formalisation des activités du secteur, et poursuivre les actions pour améliorer l'image du pays en termes de sécurité, même si le Quai d'Orsay a allégé les restrictions de voyage et a déclassé la Mauritanie de la zone rouge ; ce qui signifie que les touristes peuvent aller dans toutes les zones, avec des voyagistes, sans soucis. Cela constitue un espoir de relance pour le secteur.

Il faut utiliser les opportunités de développer l'écotourisme, notamment au niveau des trois Parcs nationaux et de certaines zones d'intérêt écologique (GuelRichatt).

## 3.1.8 Artisanat générateur de revenus et d'emplois

### 3.1.8.1 OBJECTIFS

« L'objectif de cette intervention, d'ici 2020, est de jeter les bases d'un artisanat créatif, conservateur de mémoire et créateur d'emplois. ». (Document SCAPP, Volume 2, P 82).

### 3.1.8.2 REALISATIONS

La réalisation de cet objectif est recherchée à travers l'amélioration du cadre de pilotage institutionnel et le renforcement des infrastructures de base du secteur et des capacités des artisans et de leurs organisations.

Dans ce cadre, la réalisation des actions suivantes peut être mentionnée en 2019 :

- Lancement du projet de création de la cité de l'artisanat à Chinguetti qui vise à permettre aux artisans de pouvoir exposer leur production toute l'année durant. Le projet englobe la construction d'une cité au cœur de la ville comprenant différents stands et une salle d'exposition, ce qui va permettre de préserver les produits et de favoriser une atmosphère appropriée et de bonnes conditions pour les acteurs concernés.
- Adoption du projet du décret portant organisation des Journées Nationales de l'Artisanat Mauritanien (JONAM) qui vise la promotion et la valorisation de l'artisanat national en reconnaissance de sa valeur symbolique et de son importance économique et sociale.

### 3.1.8.3 FINANCEMENT

Le ministère a beaucoup de mal à trouver les financements nécessaires à la mise en œuvre des projets qu'il élabore.

Le PIP a programmé un budget de 1 M.MRU pour le secteur en 2019, entièrement financé par des ressources nationales.

#### 3.1.8.4 DEFIS ET CONTRAINTES

Le défi est la capacité du ministère à mobiliser les financements nécessaires au développement du secteur. Ainsi, à l'heure actuelle, il a beaucoup de mal à monter un projet relatif à un Système de Crédits pour les Petites Unités de Productions Artisanales (PUPA).

#### 3.1.8.5 PERSPECTIVES

En termes de perspectives, on peut citer :

- La participation à l'exposition internationale de Chine.
- La construction de maisons et/ou d'espaces d'artisanat dans plusieurs wilayas.
- La construction d'une Exposition nationale d'artisanat, comprenant un village artisanal.
- L'équipement des maisons d'artisanat en logistiques de production.
- La réalisation d'une formation en technique, en gestion et en promotion de l'artisanat, ainsi que le renforcement des capacités de la Direction chargée de l'artisanat à travers des sessions de formation.
- La réalisation d'une stratégie nationale pour le développement de l'artisanat.
- La revue du code de l'artisanat, en vue de l'adapter aux conditions du secteur de l'artisanat et des métiers, par la réduction des structures organisationnelles et la définition des liens de tutelle.
- La mise en place et l'encadrement de journées nationales de l'artisanat.
- La poursuite des programmes de renforcements des capacités en gestion des organisations professionnelles.
- La quête de l'appui et la généralisation du système de microcrédits dans le domaine de l'artisanat, en collaboration avec les partenaires techniques.
- La poursuite de l'organisation d'expositions portant sur l'artisanat et les métiers, au niveau sous régional et international (Expositions - Salons).

#### 3.1.8.6 RECOMMANDATIONS

S'il y a un secteur qui a besoin le plus de la mobilisation des pouvoirs publics c'est bien celui de l'artisanat qui ne suscite que peu d'intérêts de la part des secteurs financiers et même des partenaires techniques et financiers. Son salut réside dans la mobilisation des pouvoirs publics.

## 3.2 SECTEUR PRIVE ET PRATIQUE DES AFFAIRES

« L'objectif global visé par ce chantier est la promotion d'un secteur privé performant et inclusif au service de la croissance, de la création d'emplois et de la réduction de la pauvreté. » (SCAPP, Volume 2, P 83).

Cinq (5) principales interventions sont programmées au niveau de ce chantier : l'accélération des réformes engagées pour l'amélioration du climat et de la pratique des affaires ; le renforcement du partenariat public-privé ; la promotion du secteur financier solide et inclusif ; le développement de l'investissement privé et des investissements directs étrangers ; la promotion de la création des PME.

### 3.2.1 Accélération des reformes du climat des affaires

#### 3.2.1.1 OBJECTIFS

« L'objectif de cette intervention, d'ici 2020, est de donner un nouvel élan au secteur privé, afin qu'il prenne effectivement le relais du secteur public dans la création de richesses. ». (Document SCAPP, Volume 2, P 83).

### 3.2.1.2 REALISATIONS

Le bilan 2019 relatif à l'intervention indique la mise en œuvre d'actions dans les différents domaines de réalisation de l'objectif.

#### *DANS LE DOMAINE DE LA JUSTICE*

Les actions suivantes peuvent être citées :

- Adoption d'un projet de décret fixant le siège et le ressort territorial des Cours d'Appel Commerciales de Nouakchott et de Nouadhibou. Cette réforme permettra de renforcer les capacités des ressources humaines et institutionnelles des juridictions commerciales et de les doter des moyens juridiques de règlement rapide et efficace des litiges.
- Promotion par le gouvernement d'une Stratégie Nationale d'Accès à la Justice (SNAJ) qui met en place un système global et intégré organisant des composantes clefs de l'accès aux services de la prestation, du contrôle de la qualité de l'aide offerte. Elle évite le fractionnement de l'action des organisations de la société civile, du barreau et des autres acteurs intervenants dans ce domaine.
- Publication par la Banque mondiale le 24 octobre 2019 de son indice annuel de la facilité de faire des affaires, connu sous le titre Doing Business, attribuant à la Mauritanie un score de 51.1/100, soit une amélioration de 1,7% sur l'année précédente.
- Ouverture dans toutes les wilayas de bureaux pour rapprocher les prestations de la justice de ses usagers et consécration du principe de l'assistance judiciaire en permettant à chaque justiciable, sans moyens de payer les honoraires de sa défense, de se voir commettre gratuitement un avocat pour assurer sa défense devant les juridictions pour recouvrer ses droits. Les ressources financières nécessaires à cette assistance juridique ont été déjà programmées au titre du budget de 2020.
- Lancement officiel des activités du centre international pour la médiation et l'arbitrage dédié au suivi des procédures relatives à la médiation et à l'arbitrage pour dénouer, de manière professionnelle et discrète, les conflits dans le domaine des affaires et offrir une protection juridique à l'investissement dans le pays.
- Démarrage du « Projet Médiation Agropastorale en Mauritanie » dont les activités s'étendront sur trois ans et interviendront pour la résolution des conflits agropastoraux dans les deux Hodhs et les zones frontalières avec le Mali.
- Elaboration d'un cadre de concertation avec les partenaires techniques et financiers intervenant dans la justice.
- Mise en place du cadre d'échange entre les acteurs de la justice « concertations judiciaires » ;
- Elaboration du Cadre de concertation avec le secteur privé.
- Elaboration de fiches de procédures simplifiées à l'adresse des justiciables (actuellement en voie de traduction en pulaar, soninké et wolof).
- Elaboration d'un guide du justiciable en langue arabe actuellement en voie de traduction en pulaar, soninké et wolof.
- Mise en place des commissions chargées de l'informatisation du registre de commerce.
- Elaboration d'une circulaire sur le rôle de Ministère Public dans les affaires relatives à la protection des investisseurs.
- Création d'une commission chargée de la communication au sein du Ministère de la Justice.
- Elaboration de la stratégie de communication du Ministère de la Justice.

#### *DANS LE DOMAINE DE LA SIMPLIFICATION DES PROCEDURES FISCALES*

L'allégement des impôts et l'élargissement de leur assiette - la redynamisation de la cellule de suivi et de facilitation - la création d'interface avec les investisseurs publics et privés intéressés par les PPP et les ZES - la mise à disposition d'informations économiques, juridiques, commerciales et techniques - la mise en œuvre de la feuille de route visant l'amélioration de la place du pays dans le classement Doing Business.

Les actions suivantes peuvent être citées :

- Poursuite du développement du commerce électronique.

- Démarrage du programme Khadamaty qui vise la modernisation de l'administration par l'accès rapide aux documents : permis de conduire, carte grise, visite technique dont la délivrance s'effectue désormais par un message convoquant le propriétaire après le parachèvement des procédures. Les activités de cette structure débiteront au niveau du ministère des Transports pour être, par la suite, élargies successivement aux autres secteurs.
- Annonce de la création d'un conseil supérieur de l'investissement pour contribuer à l'amélioration du climat des affaires, l'attraction des investissements et l'appui au partenariat entre les secteurs public et privé.
- Ainsi dans le rapport de Doing Business de 2019, la Mauritanie a gagné 2 places en 2019, passant de la 150<sup>ème</sup> place en 2018 à la 148<sup>e</sup> en 2019 sur la facilité à faire des affaires ; sur le classement général, elle est passée de la 176<sup>e</sup> place en 2015 à la 150<sup>e</sup> en 2018, puis à la 148<sup>e</sup> place en 2019. Depuis la mise en place de la BDD du GU (en 2015) 15328 entreprises ont été créées, toutes formes juridiques confondues. Toutefois, bien que ces résultats soient encourageants, la densité de création d'entreprise reste faible en Mauritanie, et inférieure à celle de la plupart des pays pairs.
- En ce qui concerne le commerce transfrontalier l'intégration du Manifeste électronique en format XML, a grandement accéléré les procédures réduisant considérablement le temps de la préparation des formalités douanières à l'import (documents import).
- Ainsi, la préparation des formalités à l'import d'un Manifeste qui reprend 400 connaissances prenait (en saisie manuelle)  $400 \times 5 = 2000$  minutes, soit 33 heures environ, s'effectue actuellement grâce au nouveau système en quelques secondes et bien avant l'arrivée du bateau.
- Le Port Autonome de Nouakchott a développé et mis en place un système permettant l'intégration automatique du manifeste numérique. Grâce à ce système, les consignataires soumettent depuis 2018 le manifeste sous format XML compatible SYDONIA (Système Informatique Douanier) au lieu du support papier. Ainsi, l'introduction des données du manifeste dans le système d'information portuaire qui nécessitait 2 à 4 jours de saisie dans le cas des porte-conteneurs, s'effectue actuellement en quelques secondes. Cette soumission électronique du manifeste implique, d'autre part, une diminution conséquente des coûts de la procédure grâce à l'élimination de volumes importants de documents papier.

### 3.2.1.3 FINANCEMENT

En 2019, le gouvernement a programmé un montant de 200 000 US\$ pour le financement des actions de mise en œuvre de ce CDS.

### 3.2.1.4 DEFIS ET CONTRAINTES

#### DANS LE DOMAINE DE LA JUSTICE

- La politique sectorielle souffre d'un manque de moyens de planification et de programmation, dans le domaine des ressources humaines et matérielles, dû à la faiblesse de la culture même de planification.
- Faible efficacité et manque d'indépendance des institutions judiciaires selon le Global Competitiveness Index (GCI, ou indice mondial sur la compétitivité), qui examine l'environnement opérationnel des entreprises et la compétitivité des économies, et qui place la Mauritanie à la 131<sup>ème</sup> place sur 140 économies évaluées.
- La dualité des sources de droit (charia et autres sources) qui se retrouve dans tous les domaines, notamment la formation juridique des magistrats, est un handicap pour la promotion d'un droit adapté aux situations très évolutives des réalités économiques. Ainsi, le système bancaire est toujours confronté à la question de la légalité du taux d'intérêt qu'il applique aux prêts qu'il accorde à ses clients, car le taux d'intérêt est illicite au regard du droit islamique.

#### DANS LE DOMAINE DE LA SIMPLIFICATION DES PROCEDURES FISCALES

- L'allégement des impôts et l'élargissement de leur assiette - la redynamisation de la cellule de suivi et de facilitation - la création d'interface avec les investisseurs publics et privés intéressés



par les PPP et les ZES - la mise à disposition d'informations économiques, juridiques, commerciales et techniques - la mise en œuvre de la feuille de route visant l'amélioration de la place du pays dans le classement Doing Business.

- Le manque de données fiables sur les entreprises est un handicap à la mise en place de politiques efficaces pour le développement du secteur privé.
- Faiblesse du dialogue public-privé, qui pourrait être amélioré par la création, en 2019, d'un Conseil Supérieur d'Amélioration du Climat des Affaires, et d'un Comité Technique de Suivi des Réformes du Climat des Affaires.
- Difficulté pour les paiements des impôts (procédures et montants), pour le raccordement à l'électricité, l'obtention de prêts et le règlement de l'insolvabilité.
- Le manque de concurrence dû au fait que les marchés privés montrent de fortes tendances oligopolistiques avec la domination d'entreprises puissantes et bien connectées, et au fait que le Gouvernement intervient dans l'économie via les sociétés d'État.
- Capital humain très faible : le pays se classe en effet à la 151ème place sur 157 économies sur l'Indice du Capital Humain (Human Capital Index) publié en octobre 2018 par la Banque mondiale.
- Absence d'un cadre institutionnel du Climat des Affaires.

### 3.2.1.5 PERSPECTIVES

#### *DANS LE DOMAINE DE LA JUSTICE*

- En 2019, l'Union Européenne a décidé de soutenir le ministère de la Justice pour la mise en place de la politique sectorielle de la justice, en fournissant les financements et les appuis techniques nécessaires à la mise en œuvre des actions programmées pour une plus grande efficacité du fonctionnement des services. Cette nouvelle politique sectorielle remplace le plan d'actions arrivé à terme en 2017.
- Un ensemble de réformes en cours de discussion permettra de consacrer la spécialisation des juridictions commerciales. En effet, une loi spécifique portant création, organisation et fonctionnement des juridictions commerciales (tribunaux de commerce, chambres commerciales des cours d'appel, et de la cour suprême) a été adoptée.
- A long terme, la volonté affirmée des autorités d'informatiser la chaîne commerciale permettra de réduire les délais et d'améliorer la qualité de **la justice commerciale**.

#### *DANS LE DOMAINE DE LA SIMPLIFICATION DES PROCEDURES FISCALES*

- L'allègement des impôts et l'élargissement de leur assiette - la redynamisation de la cellule de suivi et de facilitation - la création d'interface avec les investisseurs publics et privés intéressés par les PPP et les ZES - la mise à disposition d'informations économiques, juridiques, commerciales et techniques - la mise en œuvre de la feuille de route visant l'amélioration de la place du pays dans le classement Doing Business.
- Mise en place en février 2019 d'un Conseil Supérieur d'Amélioration du Climat des Affaires et d'un Comité Technique de Suivi des Réformes du Climat des Affaires, pour l'implication systématique du secteur privé dans la préparation et la conduite des réformes du climat des affaires.
- Mise en place d'une Cellule PPP (cadre institutionnel) et élaboration des directives et procédures opérationnelles pour le traitement des projets PPP, suite à la promulgation d'une loi relative au Partenariat Public-Privé (PPP) le 6 février 2017.
- Préparation par le gouvernement et ses agences de plusieurs réformes importantes pour améliorer le climat des affaires : les textes d'application du code de l'urbanisme qui permettront d'améliorer la qualité de la réglementation relative à la construction (notamment les permis de construire) - les décrets d'application du Code des droits réels, qui permettront notamment de définir les règles de la copropriété - la numérisation des titres fonciers, des titres de propriété et du cadastre à Nouakchott et dans le reste du pays - la mise en service par la BCM d'un Bureau d'Informations sur le Crédit (BICR), le 27 février 2019 qui a pour mission de collecter des données

sur l'historique des crédits et de traiter les informations collectées afin d'offrir aux établissements financiers divers services et produits à valeur ajoutée pour l'analyse, l'évaluation et la gestion des risques - la mise en place d'une solution de télédéclaration qui permettra aux contribuables de déclarer leurs impôts en ligne (cette solution est offerte sous forme de pilote depuis mars 2019) ; une solution permettant le télépaiement sera développée ultérieurement - la dématérialisation de la procédure d'immatriculation et d'enregistrement des sociétés au Guichet unique de création d'entreprise - la mise en place d'un Guichet unique intégral du commerce transfrontalier regroupant les procédures administratives du Port et de la Douane.

- Soutien de la Banque Mondiale pour l'amélioration du climat des affaires à travers les projets suivants : (i) le Projet d'Eco-pole halieutique de Nouadhibou, (ii) une série d'Appuis Budgétaires (un premier programme clos et un deuxième en cours d'élaboration), (iii) le Projet de Gouvernance du Secteur Public (PGSP), (iv) la Revue du Secteur Foncier, (v) le Projet sur les Villes Productives et Résilientes, et (vi) le projet d'assistance technique de la Société Financière Internationale (IFC) sur le climat des affaires et l'entrepreneuriat, qui bénéficie d'un important soutien financier du gouvernement du Japon.

### 3.2.1.6 RECOMMANDATIONS

#### *DANS LE DOMAINE DE LA JUSTICE*

Les efforts en cours doivent être maintenus, voire renforcer, pour augmenter la capacité des ressources humaines, la mobilisation et l'utilisation rigoureuse des ressources financières, le renforcement de l'indépendance de l'autorité judiciaire, et l'harmonisation des sources de droit (Charia et autres).

#### *DANS LE DOMAINE DE LA SIMPLIFICATION DES PROCEDURES FISCALES*

L'allègement des impôts et l'élargissement de leur assiette - la redynamisation de la cellule de suivi et de facilitation - la création d'interface avec les investisseurs publics et privés intéressés par les PPP et les ZES - la mise à disposition d'informations économiques, juridiques, commerciales et techniques - la mise en œuvre de la feuille de route visant l'amélioration de la place du pays dans le classement Doing Business.

Les efforts en cours doivent être maintenus, voire renforcer, pour l'élaboration de statistiques fiables sur les entreprises, le fonctionnement efficace du Conseil Supérieur d'Amélioration du Climat des Affaires, et du Comité Technique de Suivi des Réformes du Climat des Affaires, la simplification des procédures fiscales et l'allègement des impôts, un accès plus facile aux infrastructures nécessaires au fonctionnement des entreprises (électricité, eau, etc.), la simplification des procédures bancaires et la baisse des taux d'intérêts, l'appui aux PME face aux entreprises puissantes et oligopolistiques, et le renforcement de la compétence des ressources humaines.

### 3.2.2 Renforcement du partenariat public-privé

#### 3.2.2.1 OBJECTIF

L'objectif de l'intervention est de « Renforcer le partenariat public-privé et impulser les échanges dans le domaine des affaires. ». (SCAPP, Volume 2, P 84).

#### 3.2.2.2 REALISATIONS

La réalisation de cet objectif est recherchée à travers la mise en œuvre des actions suivantes : i) le renforcement, d'une part, des capacités des administrations publiques devant jouer un rôle de premier plan dans le partenariat public – privé et, d'autres part, celles de la Chambre de Commerce, de l'Industrie et de l'Agriculture de Mauritanie et les autres organisations patronales, y compris les fédérations des petits producteurs et des artisans pour donner aux organisations patronales des capacités d'apporter un appui de qualité à leurs adhérents dans divers domaines, pour éviter que leur rôle ne continue à être réduit aux revendications syndicales ; ii) le développement de la coopération avec des chambres de commerce étrangères, suivant le modèle des chambres de commerce françaises internationales, installées dans plusieurs pays et offrant aux entreprises les opportunités d'échanges réciproques fructueux afin de

drainer des Investissements Directs Etrangers, notamment des pays partageant avec la Mauritanie des opportunités d'affaires intéressantes.

Dans le cadre du bilan 2019, il faut souligner, notamment :

- Organisation les 21 et 22 Octobre 2019 de journées de concertation sur la Formation Technique et Professionnelle qui ont regroupé les responsables du Ministère de l'Education Secondaire et de la Formation Technique et Professionnelle, des représentants des administrations sectorielles compétentes, l'Autorité de la Zone Franche de Nouadhibou, les acteurs du monde académique et de la recherche pédagogique, le secteur privé, les partenaires au développement et les organisations de la société civile impliqués dans la formation et l'insertion professionnelles. Ces concertations visaient à promouvoir un nouveau mode de gouvernance et de partenariat, mais aussi asseoir un cadre de dialogue inclusif et continu ayant pour finalité la responsabilisation des parties prenantes et l'insertion des jeunes mauritaniens. A la fin des travaux, une convention de partenariat initiale a été signée entre le Ministère de l'Education Secondaire et de la Formation Technique et Professionnelle et le Patronat.
- Réalisation prochaine, sous l'égide du Projet Appui à la Migration Equitable pour le Maghreb (AMEM), d'une enquête pilote sur les besoins en main d'œuvre dans le secteur des bâtiments et travaux publics (BTP) en Mauritanie. Le but est de fournir, entre autres, des données sur la projection des entreprises en matière de recrutement à court terme, les métiers recherchés, la disponibilité des compétences sur le marché du travail, qu'elles soient étrangères ou locales, et éventuellement les raisons de la non-disponibilité des compétences recherchées.
- Le département de l'emploi, de la jeunesse et des sports a effectué une enquête exhaustive pour cibler toutes les occasions d'emploi disponibles en vue d'identifier le déficit de compétences et les actions à mettre en œuvre pour combler les insuffisances constatées par la formation professionnelle et technique. Le gouvernement mettra en place, avant la fin de l'année, dans le cadre du programme national de l'emploi, une coordination spécifique pour toutes les opportunités d'emploi et ce, dans le but de réaliser des projets productifs pour les jeunes qui sont susceptibles de créer des emplois et d'absorber le chômage. Il sera également mis en place, à Rosso, un guichet pour l'emploi pour identifier les opportunités et les financements disponibles et les solutions susceptibles d'avoir de l'intérêt pour les jeunes handicapés.
- Signature d'un accord de subvention destinée au financement du projet d'appui à la cellule Partenariat Public-Privé (PPP). D'un montant de 16.228.000 d'ouguiya MRU soit l'équivalent de 395.806 euros, le projet a pour objectif global d'appuyer la cellule partenariat public-privé et d'accompagner et de former la nouvelle équipe aux outils PPP et de les appuyer dans la mise en place de leur offre de service afin de favoriser le développement de projets PPP transparents, durables et soutenables en Mauritanie.
- Déclaration de Nouakchott pour un partenariat public-privé stratégique au développement du Sahel. En collaboration avec le Centre International de l'Entreprise Privée (CIPE), l'Union des Patronats du G5 Sahel et l'Union des Chambres de Commerces et d'Industries du G5 Sahel ont organisé le 9 et 10 décembre 2019 à Nouakchott une conférence régionale sous le thème « impact de l'insécurité sur le développement du secteur privé dans l'espace G5 Sahel. » La conférence a abouti aux 4 axes de plaidoyers suivants :
  - i) La mise en place d'un cadre de dialogue public-privé formel, inclusif et de haut niveau au sein du G5 Sahel.
  - ii) L'assurance d'une participation du secteur privé du G5 Sahel aux marchés du Programme d'Investissement Prioritaire avec une préférence des entreprises et groupement du G5 Sahel en vue d'un impact durable.
  - iii) Mise en place à l'échelle régionale d'un programme d'appui et d'accompagnement des entreprises et secteurs affectées par l'impact de l'insécurité.
  - iv) Elaboration de stratégies à l'adresse des femmes et des jeunes opérateurs économiques, en priorisant les femmes et les jeunes dans les zones rurales et les zones défavorisées.

Les experts des organisations partenaires et de CIPE travailleront sur une feuille de route qui sera présentée aux prochaines opportunités de plaidoyer au niveau du G5 Sahel.

En plus de ces actions, il faut se rappeler toutes celles entreprises par le gouvernement et qui ont été mentionnées, plus haut, dans la partie de ce rapport relative à l'intervention concernant « l'accélération des réformes engagées pour l'amélioration du climat et de la pratique des affaires », et qui ne manqueront pas d'impacter sur le renforcement du PPP, en renforçant le rôle du secteur privé dans l'économie mauritanienne.

### 3.2.2.3 FINANCEMENT

S'agissant du financement, toutes les données relatives à l'intervention 1 « l'amélioration du climat et de la pratique des affaires » concernent également l'intervention 2.

### 3.2.2.4 DEFIS, CONTRAINTES, ANALYSES

Les défis sont :

- La faible capacité en ressources humaines et financières de l'administration pour appuyer le secteur privé, en général, donc le partenariat public- privé, aussi.
- Le cantonnement de la Chambre de Commerce, de l'Industrie et de l'Agriculture de Mauritanie et les autres organisations patronales, des fédérations des petits producteurs et des artisans dans un rôle de revendications syndicales.

### 3.2.2.5 PERSPECTIVES

Comme le souligne un rapport de la Banque Mondiale, « Si la création de ces structures (**Cellule PPP**), constitue une avancée notable, il demeure que le dialogue public-privé reste perfectible. En particulier, ce dialogue ne semble pas suffisamment inclusif et représentatif. En effet, le principal interlocuteur privé des autorités mauritaniennes est le patronat mauritanien (il est d'ailleurs le seul représentant du secteur privé dans le Conseil Supérieur). Ainsi, les PME, les femmes ou encore les jeunes ne sont que trop rarement consultés, alors même qu'ils et elles sont (ou devraient être) les premiers bénéficiaires de la plupart des réformes. Des structures comme le Club des Entrepreneurs de Mauritanie ou la Jeune Chambre de Commerce de Mauritanie devraient être soutenues et plus régulièrement impliquées dans les processus de réforme. ». (Rapport Banque Mondiale, « La situation économique de la Mauritanie », Mai 2019, P 32 ».).

L'amélioration du climat et de la pratique des affaires est un processus, dont le renforcement du partenariat public-privé sera une conséquence, et non une action ponctuelle. Comme dans tout processus, une des clés du succès est la persévérance dans la mise en œuvre des actions programmées et l'organisation d'un suivi méthodique et régulier du processus de leur mise en œuvre. Autrement dit, les pouvoirs publics doivent inscrire leurs actions dans la durée et l'effort continu.

### 3.2.2.6 RECOMMANDATIONS

Les efforts en cours doivent être maintenus, voire renforcer pour améliorer la capacité en ressources humaines et financières de l'administration pour appuyer le secteur privé, en général, donc le partenariat public- privé, aussi.

Il faut renforcer la capacité de la Chambre de Commerce, de l'Industrie et de l'Agriculture de Mauritanie et les autres organisations patronales, y compris les fédérations des petits producteurs et des artisans pour donner aux organisations patronales des capacités d'apporter un appui de qualité à leurs adhérents dans divers domaines.

La chambre de commerce doit accorder une grande attention au développement de la coopération avec des chambres de commerce étrangères, suivant le modèle des chambres de commerce françaises internationales, installées dans plusieurs pays et offrant aux entreprises les opportunités d'échanges

réciroques fructueux afin de drainer des Investissements Directs Etrangers, notamment des pays partageant avec la Mauritanie des opportunités d'affaires intéressantes.

Comme le recommande la Banque Mondiale « des structures comme le Club des Entrepreneurs de Mauritanie ou la Jeune Chambre de Commerce de Mauritanie devraient être soutenues et plus régulièrement impliquées dans les processus de réforme. ».

### 3.2.3 Promotion d'un secteur financier solide et inclusif

#### 3.2.3.1 OBJECTIF

L'objectif est de préparer l'évolution du secteur financier pour le rendre performant et inclusif au service de la croissance, de la création de l'emploi et de la réduction de la pauvreté.

#### 3.2.3.2 REALISATIONS

Bilan opérationnel pour l'année 2019 :

#### *AU NIVEAU DE LA POLITIQUE MONETAIRE ET DE CHANGE*

La BCM a fixé un nouveau cadre opérationnel de sa politique monétaire. Le nouveau cadre opérationnel de la politique monétaire fixe :

- Les mécanismes d'interventions de la BCM par des opérations Open Markets à court ou long terme (Injections de la liquidité contre collatéral et Reprises de liquidité contre BBCM ou à blanc).
- Les recours de derniers ressorts : qui représente une demande à l'initiative de la banque primaire pour avoir recours à la liquidité à très court terme (24h).
- Elargissement du cadre de collatéral contre opérations de refinancement : en plus des Bons du Trésor mauritanien, et des bons BCM, la BCM a élargi son cadre de collatéral accepté contre les opérations de refinancement pour inclure les Créances Privées des Banques sur la clientèle Entreprise.

Afin de coordonner sa politique monétaire avec ses objectifs de croissance, la BCM a procédé à 2 baisses de son Taux directeur :

- Une première baisse, pour passer de 9% à 6.5%, (avec une facilité de prêt marginal de 9% et une facilité de dépôt de 0%).
- Une deuxième baisse, pour passer de 6.5% à 5%, (avec une facilité de prêt marginal de 6.5% et une facilité de dépôt de 0%).

En matière de politique de change :

- La BCM a élaboré une instruction permettant aux banques de la place de faire des adjudications de gros à double sens sur le marché organisé. Le principe est que les banques participantes au marché de change organisé sont tenues de présenter un seul ordre d'achats ou de ventes, assortis des mêmes taux pour le compte de leurs clientèles.
- La BCM a relevé le seuil des cessions directes de devises entre une banque primaire et sa clientèle (hors marché de change organisé) à un plafond de 300.000 USD.
- la BCM a changé les modalités de cessions directes de devises entre les banques primaires et leurs clientèles pour supprimer le plafond précédemment défini par l'instruction Gr 11/2018, avec la mise en place du système du Netting (qui consiste à ce que une banque primaire ne ramène au marché de change organisé qu'un seul ordre à sens unique (achat ou vente de devise), après une compensation interne des ordres d'achat et de vente de leurs clientèles.

*AU NIVEAU DU SECTEUR FINANCIER*

- Adoption d'une instruction règlementant la participation au système d'échange des informations sur les crédits.
- Adoption d'une instruction alignant la norme prudentielle de la liquidité aux normes bale 3.
- Adoption d'une instruction alignant la norme prudentielle de la solvabilité aux normes bale 3.
- Création d'un comité chargé de la mise en place d'un cadre réglementaire pour les sociétés d'assurance et la CDD.
- Adoption de plusieurs instructions relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Ces instructions ont pour objet de mettre notre cadre réglementaire en la matière en conformité avec les standards internationaux.
- Adoption d'une instruction portant réglementation des commissaires aux comptes des banques et établissements financiers.
- Réalisations en collaboration avec l'AFRITAC des études d'impact des normes bale 3 sur les banques.
- Réalisation de quelques inspections thématiques sur place pour toutes les banques.
- Acquisition d'un logiciel informatique permettant l'utilisation du plan comptable spécifique à la Microfinance (le réseau PROCAPEC/CAPEC a été choisi comme institution pilote).
- Mise en place d'une stratégie d'assainissement des IMF à travers un audit externe (procédure de sélection du cabinet en cours).
- Signature d'une convention de financement entre la Mauritanie et la Société internationale islamique de financement du commerce (ITFC) portant sur une enveloppe de 600 millions dollars américains, soit l'équivalent de 22 milliards MRU. Ce financement sera accordé sur une période de cinq ans à partir de 2020, soit une moyenne annuelle de 120 millions de dollars et servira, entre autres à soutenir le secteur privé.
- Données financières sur le taux de bancarisation et l'élargissement de l'accès aux services financiers.

A la fin 2019, le secteur financier mauritanien est composé de 18 banques, 3 réseaux et 21 institutions de micro finance, les services financiers de la poste, la caisse de dépôt et de développement, 17 compagnies d'assurance et 2 régimes de prévoyance sociale.

- Les banques commerciales comptent 7 banques islamiques, 7 à capitaux étrangers et 11 à capitaux privés mauritaniens.
- Le réseau des agences bancaire a connu l'ouverture de 36 agences en 2019, passant de 272 agences fin 2018 à 308 agences fin 2019 et couvrant tous les chefs lieu des wilayas et la quasi-totalité des Moughataas.
- Les crédits nets à la clientèle se chiffrent afin 2019 à 61 593,35 millions MRU, soit une hausse de 10,2% par rapport au stock une année auparavant.
- Les dépôts ont suivi la même tendance haussière en enregistrant, sur la même période une hausse de 10,5%, ils se chiffrent à 63 803,60 millions MRU afin 2019.
- Le taux de bancarisation s'est situé à plus de 30% en incluant les adhérents aux institutions de microfinance.
- Le secteur de la micro finance a connu en 2019, l'entrée en activité de 2 IMF de la catégorie B.
  - Les trois réseaux de la micro finance sont présents dans toutes les régions du pays. Le secteur de la microfinance affiche un encours de crédit net de MRU 0,451 milliard, en hausse de 21% par rapport à 2018,
  - En 2019, les dépôts des institutions de micro finance ont connu une progression de 1% par rapport à 2018.



### **CONCERNANT LA LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DES CAPITAUX ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME (BC- FT)**

Les actions entreprises au niveau stratégique et opérationnel ont été les suivantes :

- Une évaluation des risques du secteur financier a été entreprise par la BCM, dans le cadre de l'évaluation nationale de risques (ENR).
- La loi 2019-017 relative à la LBC/FT a été promulguée en date du 20 février 2019.
- Des textes d'application de la loi 2019-017 relative à la LBC/FT ont été entrepris. Des décrets d'application ont été entrepris en Conseil de ministres. Il s'agit de décret 2019-197 portant application de la loi 2019-017 relative à la LBC/FT, de décret 2019-198 relative au comité LBC/FT et de décret 2019-199 relatif au Comité national de lutte contre le terrorisme. Par ailleurs, des instructions à destination du secteur financier ont été entrepris par la BCM Il s'agit de : l'Instruction 06/GR/2019 du 22 novembre 2019 pour l'ensemble des institutions financières (exception faite des sociétés d'assurances et de réassurances) l'instruction 07/GR/2019 du 22 novembre 2019 pour les sociétés d'assurances et de réassurances. Dans le domaine de transport frontalier de fonds, l'instruction 08/GR/2019 du 22 novembre 2019 définit le système de déclaration pour le transport transfrontalier entrant et sortant des espèces, métaux et pierres précieuses et des instruments négociables au porteur (INP).
- Des missions d'inspection en matière de LBC/FT ont été effectuées auprès des institutions financières. Un plan d'actions (contrats-programmes) a été signé avec les banques et couvrent les aspects LBC/FT.
- Des réunions de sensibilisation ont été conduites avec les premiers responsables des banques en matière de LBC/FT et un club de conformité qui regroupe les responsables de conformité des banques pour échanger sur les enjeux et questions liées à la BC/FT.
- Création de registre national des comptes : pour centraliser l'ensemble de comptes dans le système financier mauritanien. Cette mesure vise dans la vigilance à l'égard de la clientèle et des opérations et à faciliter le gel des avoirs en comptes des criminels.

### **EN MATIERE DE TRANSFERT D'ARGENT ET LE SECTEUR INFORMEL**

- La BCM a organisé des missions sur l'ensemble du territoire mauritanien, en coopération avec les autorités publiques, en vue de faire cesser les activités illégales de transfert d'argent. Ces missions ont permis de cesser l'activité de plus de 1000 points qui pratiquaient le transfert de manière illégale.
- Par ailleurs, la BCM a autorisé 9 établissements de transferts au niveau national et, suite aux missions d'inspections a retiré l'autorisation de deux de ces établissements dont les dispositifs sont défectueux.
- Suite à l'évaluation du pays en matière de LBC/FT, un rapport de suivi en matière de LBC/FT a été soumise à Menafatf (Gafimoan) en avril 2019 et adopté en plénière et un autre rapport de suivi a été soumis fin 2019 et était prévu pour discussion fin avril 2020.
- Les efforts en matière de formation adaptée ont été accentués pour le personnel de la BCM. Ces efforts ont été étendus à l'ensemble des départements impliqués dans la LBC/FT (Ministère de la justice, Ministère des Finances, Force publique...etc.). L'ensemble des départements ont été impliqués dans l'Évaluation Nationale de Risques (ENR) en 2018 et 2019 et l'Evaluation Mutuelle du pays en matière LBC/FT à partir de fin 2016.

### **DANS LE DOMAINE DEVELOPPEMENT DU RESEAU GIMTEL ET DES TERMINAUX DE PAIEMENT ELECTRONIQUE (TPE)**

Les actions suivantes ont été réalisées ou en cours de réalisation :

- Acceptation des paiements des Visas d'entrée des étrangers sur TPE
- Intégration de la BMI dans le réseau interbancaire
- Emission de cartes internationales du type Mastercard en Mauritanie par la BPM, BNM, BAMIS.



- Certification du GIMTEL conforme à la norme de sécurité PCI-DSS
- Adhésion au réseau International Union Pay International et Lancement de l'acceptation des cartes UPI sur les Terminaux de paiement GIMTEL
- Paiement en E-commerce par cartes GIMTEL
- Déploiement de Terminaux de Paiement « sans contact »
- Interconnexion avec la SGM pour interopérabilité avec les cartes GIMTEL.

### 3.2.3.3 DEFIS ET OPPORTUNITES

#### LES DEFIS

- L'absence d'un marché financier qui permettrait de mobiliser des ressources longues pouvant être utilisées pour le financement des secteurs productifs.
- Existence d'un secteur informel de change, secteur informel de biens et services.
- Vulnérabilité par rapport aux risques de blanchiment d'argent et financement du terrorisme.
- Vulnérabilité par rapport aux risques techniques et de cyber-sécurité.

#### LES OPPORTUNITES

- Stabilité de l'environnement politique intérieur.
- Bonne appropriation des exigences liées à la conduite de la politique monétaire, de la supervision bancaire et du développement des systèmes de paiement.
- Stabilité monétaire, des cours de change et maîtrise des pressions inflationnistes.
- Développement de relations avec les partenaires au développement.
- Perspectives économiques favorables pouvant renforcer la qualité des portefeuilles et la liquidité des banques.
- Progrès technologique (blockchain, swift).
- Marché de services financiers en croissance.
- Création de Bourse de valeurs.

### 3.2.3.4 PERSPECTIVES

Les grands axes de la stratégie sectorielle 2016-2020 sont les suivants :

- Consolidation de la stabilité monétaire et maîtrise des pressions inflationnistes.
- Renforcement de la situation financière du secteur et de son rôle dans le financement de l'économie nationale et de la promotion de l'intermédiation financière.
- Renforcement de la gouvernance globale du secteur.
- Renforcement des capacités des acteurs du secteur.
- Développement et Modernisation des systèmes de paiement.
- Poursuite des efforts de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme.

### 3.2.3.5 RECOMMANDATIONS

Les efforts en cours doivent être maintenus, voire renforcer en faveur de la gouvernance du secteur et de sa situation financière, deux actions qui commandent les succès du secteur d'une manière générale.

## 3.2.4 Développement de l'investissement privé et des investissements directs étrangers

### 3.2.4.1 OBJECTIF

« L'objectif d'ici 2020 est de mettre en place une série de mesures incitatives pour encourager les investisseurs nationaux et rendre le pays attractif aux IDE. » (Document SCAPP, Volume 2, P 87).

### 3.2.4.2 REALISATIONS

La réalisation de cet objectif est attendue de la mise en œuvre des actions suivantes : i) mobiliser les appuis nécessaires à l'émergence d'entreprises mauritaniennes compétitives et l'installation d'entreprises

étrangères en Mauritanie ; ii) rendre l'économie mauritanienne plus attractive aux IDE, en développant un système d'information permettant de faire connaître le potentiel économique du pays.

Comme on le voit, cet objectif et les actions préconisées pour le mettre en œuvre sont quasiment similaires aux objectifs des interventions 1, 2 et 3 de ce CDS 2, et aux actions préconisées pour leur mise en œuvre. Ainsi, pour le bilan de cette intervention 4, il faut se rappeler ceux des interventions 1, 2, et 3.

#### 3.2.4.3 FINANCEMENTS

Les données sur le financement des actions de cette intervention sont les mêmes que celles mentionnées pour les interventions précédentes : 1, 2, et 3.

#### 3.2.4.4 DEFIS ET CONTRAINTES

Pour ce qui concerne les défis, contraintes et difficultés : i) le manque de données fiables sur les entreprises ; ii) la faiblesse du dialogue public-privé ; iii) la difficulté pour les paiements des impôts (procédures et montants), pour le raccordement à l'électricité, l'obtention de prêts et le règlement de l'insolvabilité ; iv) le manque de concurrence dû au fait que les marchés privés montrent de fortes tendances oligopolistiques avec la domination d'entreprises puissantes et bien connectées, et au fait que le Gouvernement intervient dans l'économie via les sociétés d'État ; v) la faiblesse du Capital humain ; vi) l'absence d'un marché financier qui permettrait de mobiliser des ressources longues pouvant être utilisées pour le financement des secteurs productifs ; vii) l'existence d'un secteur informel de change, secteur informel de biens et services ; viii) la vulnérabilité par rapport aux risques techniques et de cyber-sécurité.

#### 3.2.4.5 PERSPECTIVES

Comme pour le bilan, les perspectives pour cette intervention et celles des interventions 1, 2 et 3 de ce CDS 2 se recoupent et peuvent être résumées à travers les actions suivantes : i) un ensemble de réformes en cours de discussion permettant de consacrer la spécialisation des juridictions commerciales et la réduction des délais de règlement des litiges par l'informatisation de la chaîne commerciale ; ii) la volonté affirmée du gouvernement de fournir tous les efforts nécessaires pour le fonctionnement du Conseil Supérieur d'Amélioration du Climat des Affaires, du Comité Technique de Suivi des Réformes du Climat des Affaires et de la Cellule PPP ; iii) préparation par le gouvernement et ses agences de plusieurs réformes importantes pour améliorer le climat des affaires ; iv) la poursuite de la mise en œuvre de tous les projets cités dans le bilan ; iv) la poursuite du renforcement, d'une part, des capacités des administrations publiques devant jouer un rôle de premier plan dans le partenariat public – privé et, d'autre part, celles de la Chambre de Commerce, de l'Industrie et de l'Agricultures ; v) la poursuite de l'informatisation des données des secteurs bancaire, commercial et judiciaire.

#### 3.2.4.6 RECOMMANDATIONS

Comme pour le bilan et les perspectives, les recommandations pour cette intervention et celles des interventions 1, 2 et 3 de ce CDS 2 se recoupent et sont, en résumé, le maintien, voire le renforcement des actions en faveur de la gouvernance du secteur et de sa situation financière, deux actions qui commandent les succès du secteur d'une manière générale.

### 3.2.5 Promotion de la création des PME

#### 3.2.5.1 OBJECTIF

« En complémentarité avec les actions engagées pour améliorer le climat des affaires et impulser le secteur industriel, l'objectif ici est de créer un tissu de PME diversifiées et compétitives, ce qui constitue une condition essentielle pour la lutte contre le chômage. » (Document SCAPP, Volume 2, P 88).

#### 3.2.5.2 REALISATIONS

La réalisation de l'objectif est recherchée à travers la mise en œuvre des actions suivantes :

- i) Structurer le secteur informel et diminuer la précarité de l'emploi dans ce secteur ;

- ii) Augmenter l'offre de services aux porteurs de projets, étendue à une large couverture géographique au-delà des centres urbains.

La création de PME et leur développement buttent, en effet, contre la présence massive, dans les secteurs économiques, d'entreprises informelles, d'une part, d'autre part, la captation des services et des compétences offerts aux entreprises par les grosses firmes privées ou publiques. Aussi, toutes les actions mentionnées, plus haut, dans le bilan relatif aux interventions 1, 2, 3 et 4 du CDS 2 seront profitables à la création de PME, dans la mesure où ces actions visent toutes, soit à lutter contre la concurrence déloyale, soit à multiplier les services offerts aux entreprises, ceci dans le domaine fiscal ou financier. Mais, en plus, de ces actions de portée générale, la Mauritanie est encouragée, par les bailleurs de fonds, à mettre en œuvre des mesures visant spécifiquement les PME en raison du potentiel qu'elles renferment en termes de croissance et de création d'emplois. En effet, d'après le rapport 2014-2015 de la Banque Mondiale, les PME représentent 80% des entreprises du secteur formel, même si la majeure partie de la richesse nationale est encore produite par les entreprises de grande taille. Les encouragements des bailleurs de fonds sont d'autant plus justifiés que la Mauritanie est très mal classée pour ce qui concerne les actions en faveur des PME ; ainsi, elle n'occupe que le 138<sup>ème</sup> rang sur 140 dans le financement des PME, d'après le classement du World Economic Forum, Global Competitiveness Index.

Le bilan en 2019 est le suivant :

- Distribution entre octobre et novembre 2019, par la Caisse de Dépôt et de Développement, d'un montant global de l'ordre de 23 millions d'anciennes ouguiyas pour le financement de projets individuels et de coopératives dans la wilaya de l'Inchiri, dans la perspective de la commémoration du 59<sup>ème</sup> anniversaire la fête de l'indépendance. Ainsi, un grand nombre de coopératives féminines et de jeunes ont pu bénéficier de financements avec y compris des jeunes chômeurs.
- Lancement d'un centre de promotion des jeunes et l'éradication de l'extrémisme en Assaba le 13 décembre 2019, dont l'objectif est la mise en œuvre de projets de développement à l'intention des jeunes et des femmes. Le centre comprend actuellement un centre informatique.
- Annonce par le Ministre de l'Emploi, de la Jeunesse et des Sports de la mise en place prochaine de l'initiative « Mon projet mon avenir », création de microprojets au profit des jeunes qui porte sur le financement et l'accompagnement de la création/extension de 500 micro et petites entreprises (MPE) au cours des cinq prochaines années.

### 3.2.5.3 FINANCEMENTS

Les données sur le financement des PME sont les mêmes que celles mentionnées pour les interventions précédentes : 1, 2, 3, et 5.

### 3.2.5.4 DEFIS, CONTRAINTES, ANALYSES

Les défis et contraintes sont les mêmes que ceux mentionnés pour les interventions 1, 2, 3, et 4.

### 3.2.5.5 PERSPECTIVES

Les perspectives découlent de ce qui vient d'être mentionné plus haut, à savoir, amplifier et accélérer les actions d'amélioration du climat des affaires qui impactent particulièrement le développement des PME. Ainsi, comme le souligne le rapport de la Banque Mondial 2017 sur la situation économique en Mauritanie, l'accent doit être mis sur les actions suivantes :

- Redoubler d'efforts pour améliorer l'accès au crédit en réformant le droit et en développant la pratique des procédures d'insolvabilité par la mise en œuvre d'un important programme de formation et de sensibilisation aux Procédures Collectives d'Apurement du Passif (PCAP).
- Reforme le droit des sûretés qui organise l'ensemble des garanties de paiement des créances à terme, afin de réduire la masse des crédits impayés et, par voie de conséquence, augmenter les crédits disponibles.

### 3.2.5.6 RECOMMANDATIONS

Comme pour le bilan et les perspectives, les recommandations pour cette intervention et celles des interventions 1, 2, 3, 4 de ce CDS 2 se recoupent, et sont donc les mêmes.

## 3.2.6 INFRASTRUCTURES DE SOUTIEN A LA CROISSANCE

« L'objectif global visé par ce chantier est de permettre aux opérateurs économiques, chacun suivant la nature de son besoin, d'accéder aux services essentiels permettant de développer des activités économiques compétitives et ce à des coûts supportables. ». (SCAPP, Volume 2, P 89).

Quatre principales interventions sont programmées dans ce chantier : i) accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes à un coût abordable ; ii) renforcement des investissements en infrastructures des secteurs de l'équipement et des transports ; iii) développement des secteurs du bâtiment et de l'habitat ; iv) développement du secteur de l'hydraulique.

### 3.2.7 Disponibilité de l'énergie à un coût abordable

#### 3.2.7.1 OBJECTIFS DE L'INTERVENTION

Pour assurer la disponibilité de l'électricité à un coût abordable aux unités économiques, la SCAPP préconise l'amélioration des prestations de service à travers l'extension et la qualité du réseau et la diversification des sources de production de l'électricité, en privilégiant les énergies propres (notamment solaire et éolienne) tout en recherchant l'efficacité énergétique.

Il est attendu notamment une amélioration sensible de : (i) la part de l'énergie renouvelable dans le bouquet énergétique national (mix énergétique) ; (ii) du taux d'électrification en milieu urbain et rural ; (iii) du système de transport.

#### 3.2.7.2 REALISATIONS

Dans le secteur de l'électricité, la situation en 2019 est caractérisée principalement par des (i) capacités de production couvrant largement la demande en électricité, avec plus de 420 MW de capacités additionnelles installées ces dernières années, et un mix énergétique diversifié (42% d'énergies renouvelables); (ii) un taux d'électrification global de 42% et près de 300.000 abonnés, mais un taux d'électrification rurale qui demeure faible (moins de 10%); (iii) un réseau HT limité, mais avec un important programme de construction de lignes HT en cours de réalisation ; et (iv) un schéma institutionnel et légal à réformer au vu de l'évolution qu'a connu le secteur.

Les actions qui ont été menées dans le Secteur s'articulent autour des quatre objectifs suivants :

#### **RENFORCEMENT DES PROGRAMMES D'ELECTRIFICATION ET D'EXTENSION DE RESEAUX ET PARTICULIEREMENT EN MILIEU RURAL**

En matière de réseaux de Distribution, le projet d'Interconnexion avec le réseau de l'OMVS comprenant les lignes 33 kV Boutilimit-Sangrava et 90 kV Boghé-Aleg (63.000 h impactés) et les travaux du projet d'électrification Aftout Echergui (100.000 h impactés) en cours d'exécution seront mis en service respectivement en 2020 et 2021.

Par ailleurs, l'exécution des projets de boucle moyenne tension Kaédi – Sélibaby – Mbout (385.000 h. impactés), de ligne moyenne tension Rosso – Tiguent (une vingtaine de localités) et de ligne moyenne tension Kiffa – Kankossa – Sélibaby (dix localités), vont débuter en 2020. L'année 2019 a été consacrée aux études et aux contractualisations.

Il convient de signaler que le portefeuille de projets ayant fait l'objet d'études comprend également un ensemble de projets de lignes moyenne tension et basse tension réparties sur l'ensemble du pays. Ces projets prévoient l'électrification de l'ensemble des localités de plus de 500 habitants situés le long des tracés de ces lignes. Tous les efforts seront déployés pour mobiliser des ressources, nationales ou auprès de nos Partenaires au Développement, afin de financer ces projets. Il s'agit principalement des réseaux Moyenne Tension (i) Tidjikja (10 localités); (ii) Moudjéria-Echram (13 localités); (iii) Aioun (27 localités); (iv) Bassiknou (16 localités); et (v) Djiguenni (80 localités).

En outre, le projet RIMDIR (360.000h impactés) dont le financement a déjà été mobilisé (Union européenne, Agence Française de développement) et en cours de négociation auprès de plusieurs partenaires au développement (Banque Mondiale et BAD) va permettre l'accès à l'électricité aux populations vivant dans des localités isolées des deux Hodh et de l'Assaba et améliorer le taux d'électrification en milieu rural, grâce à des mini-réseaux et systèmes de production hybride solaire/thermique suivant un nouveau modèle de Délégation de Service Public dans le cadre de la loi Partenariat Public Privé (PPP).

L'objectif à terme de ces projets est d'atteindre une couverture globale en milieu urbain et de doubler à minima le taux d'électrification en milieu rural à l'horizon 2024.

#### ***ACCELERATION DE LA STRATEGIE DE RACCORDEMENT DES ZONES DE PRODUCTION AU RESEAU ELECTRIQUE ET MISE EN PLACE D'UN SYSTEME MODERNE DE TRANSMISSION ET DE TRANSPORT DE L'ELECTRICITE DANS LES PRINCIPAUX CENTRES DE CONSOMMATION.***

En matière de réseaux de Transport, l'objectif visé est de doter le pays d'un système moderne de transmission, en mesure de favoriser le transport de l'électricité dans les principaux centres de consommation du pays et de permettre les échanges d'énergie avec les pays limitrophes. C'est dans ce cadre que les travaux continuent dans la construction des lignes haute tension ci-après : (i) la ligne haute tension Nord reliant Nouakchott à Nouadhibou (composante Nouadhibou – Boulenouar (Fin prévue en Mars 2020) et composante Boulenouar – Nouakchott (Fin prévue Aout 2020)); (ii) la ligne haute tension Nord Est reliant Nouakchott à Zouerate en passant par Akjoujt et Atar (Fin prévue Décembre 2020); et (iii) la ligne haute tension Sud reliant Nouakchott à la frontière Sénégal (Fin prévue en 2021);

Par ailleurs, les études de faisabilité des lignes haute tension de (i) Chami-Akjoujt, (ii) Nouakchott-Kiffa-Néma et (iii) Tintane-Kayes seront finalisées en 2020 en vue de mobiliser les financements requis avant le lancement des DAO.

Pour ce qui concerne le raccordement à l'électricité, le Centre National de Conduite (Dispatching) de la Société Mauritanienne d'électricité (SOMELEC) a été mise en exploitation le 12/03/2019. Ce CNC doté d'un système SCADA permet de superviser, gérer et intervenir en temps réel sur le réseau de distribution d'électricité à Nouakchott.

#### ***POURSUITE DES EFFORTS VISANT L'AUGMENTATION DE LA PRODUCTION DE D'ELECTRICITE AVEC UN MIX ENERGETIQUE LARGEMENT RENOUVELABLE***

Les efforts engagés par le Ministère du Pétrole, de l'Energie et des Mines dans le secteur visant l'augmentation de l'offre, l'amélioration de l'accès, la diversification du mix énergétique pour atteindre une part des énergies renouvelables dans la production à 60% et la réduction des coûts se sont poursuivis.

En matière de production, le parc éolien de Boulenouar de 100 MW, toujours en construction en 2019, pourra injecter une partie de sa production vers Nouadhibou avec la mise en service en Mars 2020 de la composante de la ligne Haute Tension de la ligne Nouadhibou Boulenouar; de plus, le parc éolien sera raccordé au réseau interconnecté en Aout 2020 avec la mise en service de la composante de la ligne Haute Tension de la ligne Boulenouar-Nouakchott.

En outre, un portefeuille de projets en cours d'étude comprend les projets de regroupement de trois nouveaux sites de production isolés hybrides Thermique/Solaire (Tidjikja, Bassiknou et Djiguenni), sur les modèles de Kiffa et de Néma. Ces infrastructures seront réalisées une fois les financements mobilisés. Enfin un projet d'acquisition de deux nouveaux générateurs électriques d'une puissance de 5,5 MW soit au total 11 MW, pour apporter une solution au déficit en fourniture d'électricité pour la ville de Nouadhibou est en cours de mise en œuvre.

### 3.2.7.3 FINANCEMENT DE L'INTERVENTION

Le Programme d'Investissements Publics (PIP) 2019-2022 prévoit une enveloppe de **6 186,40 M.MRU** pour 2019, à comparer aux **5 380,23 M.MRU** de 2018, soit une augmentation de 14,98% (voir tableau annexe 2).

### 3.2.7.4 DEFIS, CONTRAINTES, ANALYSES

Les défis et contraintes sont les mêmes que ceux mentionnés pour les interventions 1, 2, 3, et 4.

### 3.2.7.5 PERSPECTIVES

Poursuite, en 2019 et au-delà, des efforts engagés par les autorités dans le secteur visant l'augmentation de l'offre, l'amélioration de l'accès, la diversification du mix énergétique et la réduction des coûts.

En matière de production dans le réseau interconnecté, poursuite de la construction du parc éolien de Boulenouar de 100 MW et du barrage hydroélectrique de Gouina de 144 MW (quote-part 48 MW), d'une part et, d'autre part, mise à la disposition du département par le plan d'investissement à l'étude d'un portefeuille de projets comprenant trois centrales hybrides (Tidjikdja, Bassiknou et Djiguenni) sur le modèle de Kiffa.

En matière de répartition et de distribution, ce même Plan d'Investissement comprend l'étude d'un ensemble de projets de lignes MT et BT réparties sur l'ensemble du pays. Et parmi ces projets, la boucle Kaédi-Sélibabi-Mbout a bénéficié d'un financement auprès du Fonds koweïtien.

En matière de répartition et de distribution, ce même Plan d'Investissement comprend l'étude d'un ensemble de projets de lignes MT et BT réparties sur l'ensemble du pays. Et parmi ces projets, la boucle Kaédi-Sélibabi-Mbout a bénéficié d'un financement auprès du Fonds koweïtien.

En outre, les travaux d'électrification du triangle de l'espoir (Aftout Echergui) débutés fin 2018 se sont poursuivis en 2019 ainsi que l'alimentation électrique des périmètres agricoles sur l'axe Rosso-Boghé. Par ailleurs, le projet d'Interconnexion avec le réseau de l'OMVS (ligne 33 kV Boutilimit-Sangrava, et 90 kV Boghé-Aleg) va être finalisé au cours de la même année.

En matière de Transport, l'objectif de doter le pays d'un système moderne de transmission, en mesure de favoriser le transport de l'électricité dans les principaux centres de consommation du pays et de permettre les échanges d'énergie avec les pays limitrophes, sera poursuivi à travers la mise en place des lignes ci-après qui sont en cours de construction ou de passation de marchés : une ligne haute tension Nord reliant Nouakchott à Nouadhibou, une ligne haute tension Nord Est reliant Nouakchott à Zouerate en passant par Akjoujt et Atar, une ligne haute tension Sud reliant Nouakchott à Dakar, et une ligne haute tension Est reliant Kiffa à Tintane avec un raccordement Tintane – Kayes.

Finalisation en 2019 de l'étude de faisabilité de la ligne Chami-Akjoujt et Nouakchott-Kiffa.

### 3.2.7.6 RECOMMANDATIONS

#### Restructuration du Secteur de l'électricité

Les diverses analyses conduites par des expertises internationales, en plus des audits, plans de redressement et inspections internes régulièrement menées par le département ont abouti au constat qu'un changement de structure de fonctionnement s'avérerait indispensable.

Il ressort de ces diagnostics des recommandations convergentes dont les grandes lignes discutées avec tous les acteurs visent notamment à :

- Consolider les résultats obtenus et capitaliser les efforts consentis par l'État ces dernières années en mettant en place deux entités : une société de Production et Transport (P&T) et une société de Distribution et de Commercialisation (D&C) ;
- Assainir et renforcer les capacités du secteur à tous les niveaux pour lui permettre de remplir convenablement ses missions ;
- Clarifier et étendre le rôle du régulateur à l'ensemble du secteur en procédant à la mise à jour du code de l'électricité.
- Développer une stratégie nationale pour les énergies renouvelables. Ceci est indispensable si l'on veut promouvoir l'investissement privé dans ce domaine et revoir à la hausse les engagements de réduction des émissions de gaz à effet de serre pris par le pays dans le cadre de l'Accord de Paris sur le climat. En 2021, notre pays devra présenter une nouvelle contribution déterminée nationale à la Conférence des parties sur le climat.

C'est dans ce cadre qu'une commission technique présidée par un Conseiller à la Primature et comprenant des représentants du MF, du MPME et de la SOMELEC, a été mise en place pour proposer une feuille de route pour le nouveau schéma institutionnel. La réforme envisagée se décline en deux phases :

- Une première phase consacrée à l'inventaire et la valorisation du patrimoine de la SOMELEC.
- Une deuxième phase de mise en place de deux entités opérationnelles, les sociétés de (P&T) et (D&C).
- Lutter contre la corruption dans la droite ligne des mesures prises par la Direction de la SOMELEC pour lutter contre la corruption et la faible qualité des services : port obligatoire, par les agents chargés des interventions sur le terrain, de la tenue de travail portant le sigle de la société et un numéro d'identification, et ouverture d'un numéro vert au profit des citoyens durant le week-end, les jours fériés et en dehors des heures de travail.
- Améliorer la législation dans le domaine de la fourniture de l'énergie, par des dispositions gérant les relations entre les institutions du secteur et ses usagers (redevabilité en termes d'accès et de coupure d'électricité) ; création de structures regroupant la SOMELEC et les associations de consommateurs qui seront chargées de la résolution des conflits éventuels (dommages causés par les coupures, etc.).

### 3.2.8 Renforcement des infrastructures de transport

#### 3.2.8.1 OBJECTIF

« Dans le domaine des infrastructures de transport, l'objectif sera de doter progressivement le pays d'infrastructures essentielles et de systèmes de gestion et d'entretien performants. » (Document SCAPP, Volume 2, P 91).

#### 3.2.8.2 REALISATIONS

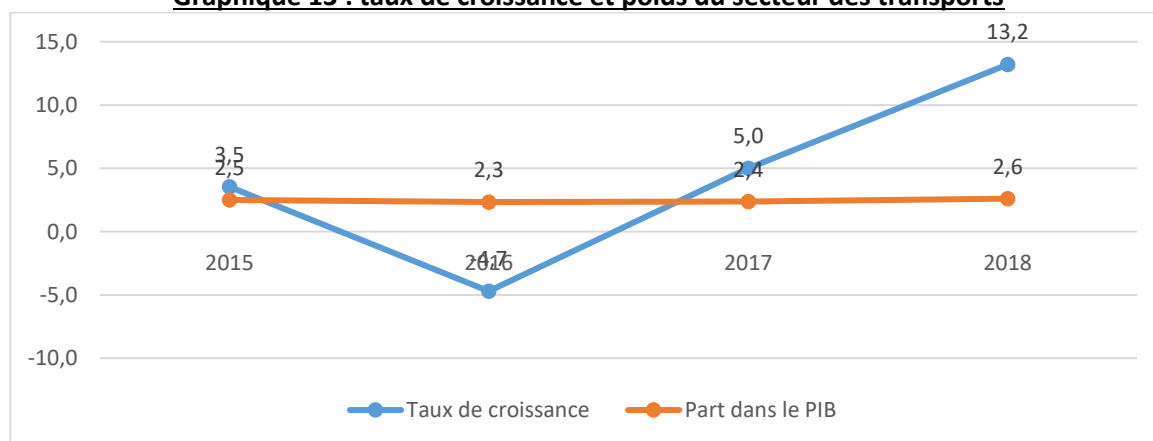
Pour la réalisation de cet objectif des actions ont été programmées en matière de construction d'infrastructures de transport, et d'amélioration des systèmes de gestion et d'entretien afin de désenclaver les zones de production, au niveau national, sous régional, régional et international, d'augmenter la compétitivité globale de l'économie mauritanienne, dans le respect des aspects environnementaux et les questions du genre pendant les études, l'exploitation des infrastructures et des équipements, conformément à la réglementation nationale.



Le bilan du secteur pour 2019 est le suivant :

- Signature, entre la Mauritanie et le fonds arabe pour le développement économique et social, d'un accord de prêt de plus de 6 milliards mru destiné au financement de quatre lots de la route Tidjikja-Kiffa-Sélibaby et la frontière malienne. Le premier tronçon reliera Tidjikja à Goudia (92 km), le second Goudia- Boumdeid (70 km), le troisième tronçon Kankossa-Leboulli (97 km) et enfin le quatrième, Leboulli- Gabou (99 km) en direction de la frontière malienne. Ces réalisations permettront un élargissement et un développement du réseau routier mauritanien et une connexion avec celui du Mali, ce qui aura des répercussions positives sur les populations de la frontière, en facilitant leurs déplacements, en améliorant leurs conditions de vie et en les fixant dans leurs terroirs.
- Le Koweït a accordé à la Mauritanie un prêt de 10 millions de dinars koweïtiens (32,8 millions de dollars US) pour la réalisation d'une route de 150 kilomètres. La route reliera la ville de Nema à celle de Nbeiguet Lehwach, dans une zone enclavée de l'est mauritanien, fortement peuplée et regorgeant de ressources.  
Le projet couvre également un volet d'approvisionnement en eau et d'appui institutionnel aux services concernés au niveau département chargé de l'Equipement et des Transports.
- Lancement de la construction à Sélibaby d'une gare routière et d'un complexe commercial, renfermant un pavillon pour la commercialisation des céréales et d'un abattoir moderne.
- Coup d'envoi de la réhabilitation de l'axe routier Aleg – Boutilimit de la route de l'Espoir. Le coût global du projet, dont la fin des travaux est prévue le 25 février 2022, est d'environ 63 232 406 910 Ouguiyas, sur un financement du Fonds Arabe de Développement Economique et Social (FADES) alors que l'exécution est assurée par la Grande Société Mauritanienne d'Exécution des Travaux.

**Graphique 13 : taux de croissance et poids du secteur des transports**



Source : DPAE/DGRESE/ME

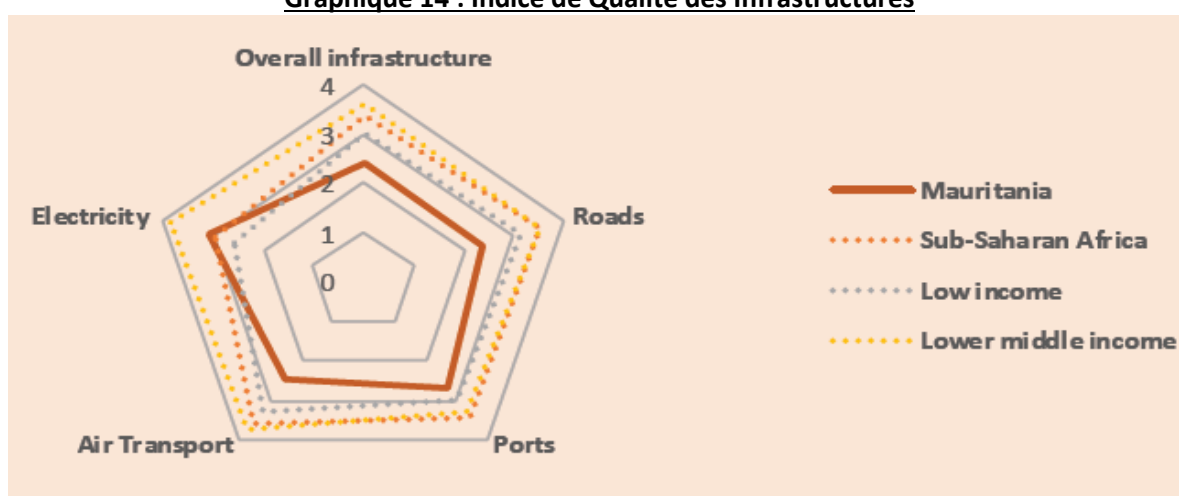
### 3.2.8.3 FINANCEMENT

Le PIP 2019-2022, prévoit une enveloppe de 8157, 63 M.MRU pour 2019, à comparer aux 10360,73 M.MRU de 2018, soit une baisse de 22,03% de M.MRU

### 3.2.8.4 CONTRAINTES ET DEFIS

L'un des défis les plus importants auquel fait face le secteur est celui de la qualité et de l'entretien des infrastructures eu égard à l'accroissement du trafic automobile et du nombre d'accidents routiers. En 2017 le taux de mortalité liée aux accidents routiers était de 44,85 décès par million de la population. Le Graphique ci-dessous montre que la qualité des routes mauritaniennes est en deçà de celles des pays africains au Sud du Sahara et celles des pays à faible revenus.

**Graphique 14 : Indice de Qualité des Infrastructures**



Source : Rapport sur la Situation Economique de la Mauritanie 2018, Banque Mondiale.

### 3.2.8.5 PERSPECTIVES DU SECTEUR DES TRANSPORTS

#### Perspectives 2020

Les perspectives d'action du MET au cours de l'année 2020 se présentent en alignement avec les mesures contenues dans les engagements de SEM le Président de la République et celles de la Déclaration de Politique Générale du Gouvernement.

- a. **Réforme juridique et institutionnelle du cadre général des mobilités** : il sera procédé durant de l'année 2020 à :
  1. L'amélioration de la cohérence de la répartition des attributions et l'optimisation des effectifs du MET
  2. La révision de la classification du réseau routier et de la gestion du domaine public routier, en tenant compte de la politique de décentralisation ;
  3. La mise en place d'un système d'entretien routier efficace fondé sur des ressources suffisantes et garanties, une programmation de qualité et des conditions d'exécution performantes ;
  4. L'amélioration du cadre juridique de la sécurité routière à travers la révision du code de la route.
  5. L'amélioration des services matérialisée par la généralisation du dispositif « *Khadamaty* » au niveau de l'ANAC.

6. La poursuite et l'achèvement de la réalisation du système de suivi géo référencée des projets mis en œuvre par le Ministère.
- b. Amélioration de la sécurité routière :** Un travail sur plusieurs fronts sera accompli pour lutter contre l'insécurité routière durant l'année 2020 notamment :
  1. La sensibilisation à très grande échelle par l'éducation, la formation et la communication directe et par les médias,
  2. Le renforcement du dispositif de sécurisation des infrastructures dans les points noirs ;
  3. L'amélioration des conditions d'obtention des permis de conduire ;
  4. L'instauration du contrôle de vitesse par radars ;
  5. la mise en place d'un dispositif de limitation de vitesse des véhicules de transport public de personnes.
- c. Dans le cadre de la construction des routes,** les projets suivants seront achevés en 2020 :
  1. Route Néma-Achemim
  2. Route Bassiknou – Fassala
  3. Route Kiffa – Boumdeid
  4. Route Nouakchott – Boumbri
  5. Programme de voirie de Nouakchott lancée en 2019
  6. Lot 1 de route RN1 - Bénichab
 En 2020 les activités suivantes seront lancées :
  1. Lot 3 de la route Nouakchott – Boutilimit ;
  2. Route Achemim – Nbeiket lehwache;
  3. Route Tidjikja – Boumdeid – Kankossa – Selibaby – Ghabou;
  4. Route Amourj – Adel Bagrou
  5. Programme de voirie de 2020 dans les quartiers périphériques de NKTT
  6. Le programme de voirie de Rosso
  7. Le programme de voirie de Selibabi.
- d. Pour ce qui est de la réhabilitation et de l'entretien Routier,**
  1. La mise en œuvre du contrat programme se poursuivra ;
  2. Un établissement dédié à l'entretien routier sera mis en place.
- e. La redynamisation de la STP pour améliorer la qualité de son offre et élargir son étendue,** sera réalisée à travers :
  1. L'acquisition de soixante-cinq (65) véhicules contre la sortie de quarante-cinq (45) véhicules du parc pour leur remise à niveau
  2. L'instauration d'une desserte régulière et continue, de façon progressive et en fonction de la disponibilité de matériel,
  3. L'augmentation du nombre de déplacement pour atteindre 6 millions en 2020.
- f. Dans le cadre du développement des réseaux favorisant les échanges régionaux et sous régionaux,** les actions suivantes seront menées en 2020 :
  1. La réhabilitation des débarcadères des Bacs à Rosso.
  2. L'avancement dans le processus de passation des marchés des travaux du pont de Rosso
  3. Le lancement d'une étude pour la réalisation d'un port sec à Gougui.
  4. La mise en œuvre du guidage Radar dans l'espace géré par la Tour de Nouakchott ;

5. Réalisation de l'étude de sécurité pour la mise en œuvre de l'ADS-B Satellite dans l'espace aérien Mauritanien (Actuellement en période d'essai. Ce projet permettra de suivre l'évolution des avions dans l'espace aérien mauritanien).

### 3.2.8.6 RECOMMANDATIONS

Les contraintes liées à la création et à l'exploitation d'infrastructures, sont, d'une part, la mobilisation des financements qui sont toujours assez lourds, et d'autre part, la disponibilisation de ressources humaines compétentes pour la mise en œuvre, et l'exploitation des investissements. La mobilisation des financements et des ressources humaines compétentes, ainsi que leur gestion rigoureuse doivent bénéficier d'une attention permanente des pouvoirs publics, à travers, notamment l'adoption d'une stratégie et sa mise en œuvre.

## 3.2.9 Développement du secteur de l'hydraulique et de l'assainissement

### 3.2.9.1 OBJECTIFS

L'objectif stratégique est de fournir l'accès à l'eau et aux services d'assainissement dans toutes les zones de production, en tenant compte des besoins spécifiques pour l'exploitation du potentiel économique de chaque zone et, ce, à des coûts abordables pour les producteurs.

Les objectifs spécifiques de l'intervention sont : i) « en milieu rural et semi urbain, porter le taux d'accès des localités de plus de 150 habitants à 100 % et le taux de raccordement des localités de plus de 600 habitants à 100 % ; ii) en milieu urbain, porter le taux de raccordement à l'eau à 100 % et de réduire les pertes techniques à moins de 20 %. » (SCAPP 2016-2020, Volume 2, P 93).

Cet objectif est poursuivi à travers : i) la mise à niveau du cadre législatif, réglementaire et normatif ; (ii) la connaissance, le suivi et la protection des ressources en eaux aussi bien pour les eaux souterraines que pour les eaux de surface ; (iii) le développement de modes d'exploitation rationnelle. Il s'agit en particulier de mettre en œuvre des projets en matière de constructions de barrages et de chenaux d'irrigation, de forage et d'installation des infrastructures et équipements d'exhaure, de pompage et de distribution pour assurer l'accès aux ressources en eau en milieu urbain, semi-urbain et rural, pour subvenir aux besoins de l'agriculture, de l'élevage, de l'industrie extractive et de l'industrie de transformation.

### 3.2.9.2 REALISATIONS

L'année 2019 a été marquée au niveau du secteur de l'Hydraulique et de l'Assainissement par la consolidation des efforts engagés à l'effet d'améliorer la prise en charge du secteur par la matérialisation des programmes en matière de construction d'infrastructures d'eau potable et d'assainissement. Le Gouvernement a pris à cet effet les dispositions pour rendre accessible à la majorité de la population l'eau potable, l'assainissement et œuvrer à pérenniser les ressources en eau du pays à travers plusieurs programmes de développement.

Le bilan des réalisations effectuées par le Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement au cours de l'année 2019, est présenté suivant les grands axes de développement du secteur.

## SOUS-SECTEUR HYDRAULIQUE

### Connaissance, mobilisation, suivi et protection des ressources en eau

- Études hydrogéologiques et géophysiques : Réalisation de 408 implantations hydrogéologiques et géophysiques par le Centre National des Ressources en Eau (300 implantations hydrogéologiques dans 68 localités) et la Société Nationale des Forages et Puits (implantations hydrogéologiques dans 44 localités).
- Réalisation de 102 forages d'exploitation pour la mobilisation de ressources en eau supplémentaires dans le cadre du contrat programme de la Société Nationale des Forages et Puits (SNFP) et projet PEPDO - FADES.

### Amélioration de l'accès à l'eau potable

- **Programme d'équipement des points d'eau en énergie solaire (BI 2019) :** acquisition de 30 équipements solaires et 20 groupes électrogènes et 10 électropompes thermiques.
- **Programme de renforcement des AEP des villes de l'intérieur (BI 2019) :** Ce programme a pour objet d'améliorer la couverture des besoins en eau des centres de la SNDE et de l'ONSER. Ainsi, les villes suivantes ont connu des actions importantes visant le renforcement de leur production et/ou de leur distribution. Il s'agit des villes de Tidjikdja, Chinguitty, Keurmacene, Oualata et Sava. De même, l'alimentation en eau potable du Parc National d'Awleiguat a été assurée à travers la réalisation et l'équipement de 5 forages et la fourniture et la pose de 5 bassins en résine. Aussi, un marché pour la mise à niveau de 20 AEP sur le Fleuve a été signé et les travaux sont en cours d'exécution.
- **Programme OMVS :** les AEP des sites de Bakaw-Lopel et de Civié à partir du Fleuve, sont en cours de réalisation.
- **Projet Aftout Chargui à partir du barrage de FomGleita :** il vise l'Alimentation en eau potable de 465 localités situées dans le triangle de l'espoir ;
  - Les travaux des lots 1 et 4 ont été achevés depuis 2016 et sont actuellement gérés et exploités par la SNDE, cette partie concerne la zone Est ;
  - Le lot 2.1 : les travaux ont été achevés et la mise en service de l'eau est imminente ;
  - Le lot 2.2 : les travaux ont atteint 96% et la mise en service de l'eau est prévue pour fin décembre 2019. Cette partie concerne la zone Nord vers Redheidhi.
  - Le lot 3-5 : les travaux ont atteint 74% la mise en service de l'eau est prévue fin janvier 2020. Ces lots concernent, Bourath, Monguel, Lexeiba, zone Ouest et Sud.
- **Projet du réseau de distribution de Nouakchott :** Il a comme objectif de doter la ville d'un réseau moderne, garantissant une couverture en débit et pression suffisants au niveau du périmètre des différents lots du projet et ce en adéquation avec l'apport des eaux des installations du projet Aftout Essahli. Le lancement officiel de ce projet a été prononcé au mois de novembre 2011. Aujourd'hui, on note la mise en service de tous les lots de la 1ère phase de ce projet (lots 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8) et un avancement significatif à plus de 95% du lot 9. Ainsi plus de 1500 km de nouveaux réseaux sont mis en service permettant de desservir plus de 70 000 ménages avec des branchements particuliers conformes aux règles de l'art, ce qui améliorerait sensiblement les conditions de vie des populations ainsi que les performances de la SNDE en mettant à sa disposition un réseau neuf, moderne, sectorisé et facile à gérer. Pour répondre à la demande potentielle en eau de la ville de Nouakchott et assurer une couverture totale en réseaux d'eau de la ville, une revue de l'étude du schéma directeur a été finalisée. Il en ressort la nécessité d'engager une 2ème phase de ce projet composée de 6 lots (lots 10, 11, 12, 4Bis, 6Bis et le pôle de distribution de Sebkhah) pour alimenter des nouveaux quartiers de Nouakchott. Les travaux de cette phase ont commencé par les lots 10 et 4Bis après la pose de la première pierre par son Excellence, Le Président de la République.
- **Projet Dhar:** Le projet Dhar fait partie des projets stratégiques de l'Etat pour la réalisation de ses objectifs de développement. Il vise l'alimentation en eau potable de certaines villes, centres et localités du Hodh Echarghui et Hodh Elgharbi, pour une population estimée à 186 368 habitants à l'horizon 2030 particulièrement, dans les centres de Néma, Timbédra, Amourj, Adel Bagrou, Achemim, Hassi Ettla et Bangou, 15 localités situées le long du parcours des conduites d'adduction ainsi que les villes d'Aioun, Aweinat et Djiguenni et ce à partir des deux champs captant Derwich et Boughla situés dans la nappe du Dhar. Les lots qui concernent la partie Nord sont entièrement achevés et mis en service permettant d'alimenter l'axe Nord, principalement les villes de Néma, Timbédra et Amourj. Pour la partie Sud, les conduites adduction (transport) sont achevées ainsi que celles de la distribution. Le marché relatif à ses stations de pompage et réservoirs est en cours de signature. La mise en service des conduites de l'axe sud en partie est conditionnée par l'achèvement de ce lot 4 qui est prévu fin 2019.

- **Programme National Intégré pour le Secteur de l'Eau en milieu Rural (PNISER)** dans les Wilayas du Gorgol, du Brakna et du Tagant) au profit d'une population estimée à 120 000 habitants, 46 forages d'exploitation ont été réalisés sur les 50 prévus, 10 systèmes d'AEP ont été réhabilités. Sur les 22 nouveaux réseaux AEP prévus, 23 sont achevés et réceptionnés. Les 8 stations pastorales prévues sont achevées et réceptionnées. Les 20 stations de pompage solaire prévues pour des périmètres maraichers, 21 forages sont réalisés, deux contrats pour la réalisation des travaux d'aménagement des 20 périmètres et un contrat pour la fourniture de 10 équipements d'exhaure sont signés et les travaux en phase démarrage. Un processus pour le recrutement d'un fournisseur pour acquérir 10 autres équipements d'exhaure est en cours. La construction de trois bâtiments d'exploitation est achevée.
- **Projet Eau et Assainissement 5 Wilayas** : (les deux Hodh, l'Assaba, le Gorgol et le Guidimagha) financé par l'Etat et l'UE & l'AFD : ce projet prévoit la réalisation de 67 systèmes d'AEP au profit de 105 000 habitants dans 84 localités. Tous les marchés ont été attribués, 46 forages d'exploitation ont été réalisés, et les travaux des AEP seront achevés et mis en services au cours du mois de décembre 2019.
- **Usine de dessalement de l'eau de mer à Nouadhibou** : l'objectif est d'augmenter la production pour satisfaire les besoins en eau de la ville de Nouadhibou en construisant une usine de dessalement de l'eau de mer pour une capacité globale de 15 000 m<sup>3</sup>/j réalisable en trois phases chacune de capacité 5000 m<sup>3</sup>/j destinée à renforcer le système d'alimentation en eau potable de la ville de Nouadhibou. Les travaux de montage du premier module (5000 m<sup>3</sup>/j) sont achevés.
- **Programme MHA- Unicef**  
Les activités qui sont menées dans le cadre du programme de coopération établi entre le MHA et l'Unicef, dans sa composante Eau, portent sur la réalisation de 20 postes d'eau solaire sur des forages manuels dans la wilaya du Guidimagha et 20 postes d'eau solaire sur des forages manuels dans la wilaya du Gorgol.
- **Programme MHA/Unicef/OIM** : ce programme intervient dans la wilaya du Hodh El Chargui et prévoit la réalisation de 13 postes d'eau solaire et 2 AEP.
- **Coopération avec la Turquie** : ce programme intervient dans la wilaya du Brakna. 27 postes d'eau solaire ont été réalisés dans le cadre de ce programme.
- **Projet Eau Potable et Développement des Oasis dans le secteur rural en Mauritanie PEPDO - FADES** : la réception et le transfert de 149 réseaux à l'ONSER sur 410 projetés dont certaines sont déjà gérés par l'ONSER et les travaux sur le reste des AEP (261) seront achevés et mis en services avant la fin de l'année 2020.
- **Projet renforcement AEP de Kiffa** : Ce projet a pour objet d'apporter une production supplémentaire pour la ville de Kiffa de 2400 m<sup>3</sup>/j, à partir du champ captant de Nekatt. Ce projet a connu la réalisation de 18 forages, un système de télégestion, une station de pompage, une station de traitement, des conduites de transport, une ligne électrique, des réservoirs et des bâtiments d'exploitation. Les travaux sont achevés à 100%.
- **Projet AEP du Nord** : Ce projet concerne l'alimentation en eau potable des villes de Nouadhibou, Zouerate, Akjoujt et Atar. Son objectif est d'assurer de la manière la plus optimale la satisfaction de la demande en eau potable aussi bien des ménages que de l'activité économique dans la zone Nord Mauritanie à l'horizon 2050. A ce stade les rapports portant sur les Etudes préliminaires, l'étude de la demande en eau et l'Avant-projet Sommaire (APS) des variantes envisageables ont été remis par le consultant. L'Avant-projet détaillé (APD) est en cours de réalisation.

#### **SOUS-SECTEUR ASSAINISSEMENT**

La Direction de l'Assainissement, assure l'élaboration et la mise en œuvre des stratégies et politiques de l'Etat en matière d'assainissement liquide. Pour l'année 2019, elle poursuit la mise en œuvre des projets d'assainissement rural suivants :

- Projet d'Assainissement dans la zone Aftout Echergui
- Volet Assainissement du Projet AEPA dans 5 Wilayas
- Programme d'Assainissement de l'UNICEF

La population touchée par ces projets d'assainissement rural, réalisés au cours l'année 2019, est estimée à 400 000 personnes.

### Accès à l'assainissement familial

Pour l'année 2019, parmi les résultats atteints, on peut en citer entre autres :

- 8 494 nouvelles latrines réalisées par les ménages
- 1112 localités assainies ;
- 396 personnes formées (Comité villageois d'hygiène et maçons)

**Tableau 4 : récapitulatif du bilan des activités pour l'accès à l'assainissement familial**

	Projet Aftout Chargui	Projet AEP 5 Wilayas	Programme UNICEF
Latrines auto construites	3521	1 806	3167
Localités assainies	432	280	410
Formation du comité villageois d'hygiène	190	40	0
Formation des maçons	142	0	24

### Accès à l'assainissement des lieux publics

Pour l'année 2019, les objectifs réalisés, on peut en citer entre autres :

- 390 blocs de latrines réalisées ;
- 435 personnes formées (gestionnaires des latrines publiques, enseignants et club d'hygiène) sur les bonnes pratiques de l'hygiène et de l'assainissement.

**Tableau 5 : Récapitulatif du bilan des activités pour l'accès à l'assainissement des lieux publics**

	Projet Aftout Chargui	Projet AEP 5 Wilayas	Programme UNICEF
Réalisation des latrines publiques	262	78	50
Formation de gestionnaires	113	35	0
Formation d'enseignants	167	30	0
Formation de clubs d'hygiène scolaire	77	13	0

### Accès à l'assainissement collectif

#### Au niveau de Nouakchott

Pour remédier aux conséquences désastreuses de la carence d'un service d'assainissement efficace à Nouakchott, le Ministère de l'Hydraulique et de l'assainissement a exécuté un ensemble d'actions qui visent à améliorer, en urgence, la situation d'assainissement et atténuer les risques d'inondation en cas de fortes précipitations avant la mise en place d'un système d'assainissement normalisé et moderne.

Les mesures menées à ce titre jusque-là par le département, ont consisté entre autres :

- Au pompage continu des eaux qui stagnent au niveau des zones basses de Sebkhah, Tevragh Zeina et Socogim/Bagdad.
- A l'édification d'un système d'évacuation des eaux qui s'accumulaient dans le sous-sol des zones basses de la ville de Nouakchott. Ce système qui s'articule autour de 33 km de caniveaux en béton armé enterrés à des profondeurs allant de 0.7 m à 3 m, 11 km de conduites en fibre de verre pour refouler les eaux collectées par les caniveaux et 4 stations de pompage d'une capacité nominale de 240.000 m<sup>3</sup> par jour. Ce dispositif qui fonctionne depuis le mois de janvier 2019 a permis de faire baisser sensiblement le niveau de la nappe superficielle et d'améliorer la capacité d'absorption du sol dans sa zone de couverture.



### Au niveau de Rosso

La ville de Rosso est actuellement dotée d'un réseau d'évacuation des eaux pluviales composé de 8 km de caniveaux à ciel ouvert, 10 km de caniveaux fermés et de 2 stations de pompage de débit global 2.700 m<sup>3</sup> par heure. Ce système dessert directement plus de 40% de la population de Rosso.

### **AMELIORATION DE LA GOUVERNANCE DU SECTEUR**

Elaboration de la Nouvelle stratégie de gestion des AEP par l'ONSER : suite à une communication en Conseil des Ministres en septembre 2016, l'ONSER va s'orienter vers la délégation de la gestion de l'eau à des entreprises choisies par appel d'offre en collaboration avec l'ARE et la cellule de PPP. Cette stratégie vise au rétablissement de l'équilibre financier de l'Office en garantissant durablement la continuité du service public au plan quantitatif et qualitatif, tout en maintenant des tarifs abordables pour le milieu rural. C'est ainsi qu'un inventaire des sites de l'Onser dans les wilayas du Gorgol, du Guidimagha, de l'Assaba, du Hodh El Gharbi et du Hodh El Chargui a été réalisé en 2019.

Réalisation de Schémas Directeurs régionaux d'AEP dans les wilayas du Gorgol, du Guidimagha, de l'Assaba, du Hodh El Gharbi, du Hodh El Chargui dans le cadre du projet 5 Wilayas. Le Schéma Directeur (SD) détaille les objectifs de la stratégie nationale sectorielle pour 2030 (SNADEA 2030) et son plan d'investissement sectoriel en termes : (i) de priorités et de modalités d'intervention, (ii) d'investissements nécessaires pour atteindre les objectifs, et (iii) d'interventions nécessaires pour atteindre les objectifs de taux de desserte en cohérence avec les normes en vigueur.

### **3.2.9.3 FINANCEMENT DU SECTEUR DE L'HYDRAULIQUE ET DE L'ASSAINISSEMENT**

Le PIP 2019-2022 a programmé une enveloppe de 2630,83 M.MRU pour 2019, à comparer aux 3051,42 M.MRU de 2018, soit une baisse de 13,78%.

### **3.2.9.4 PERSPECTIVES**

La programmation inclut les projets et activités suivantes :

#### **ACCES A L'EAU :**

- Achèvement du Projet de réseau de distribution de Nouakchott.
- Continuation de la mise en œuvre du Programme National Intégré pour le Secteur de l'Eau en milieu Rural (PNISER) dans les Wilayas du Gorgol, du Brakna et du Tagant,
- Lancement d'une seconde phase du Projet du réseau de distribution de Nouakchott composée de 4 lots
- Lancement de la phase 2 du projet DHAR concernant les travaux d'équipement, de transport et de distribution d'eau pour les villes d'Aioun et de Djiguenni.
- Achèvement des travaux lot 2,3 et Lot 5 du projet Aftout Chargui.
- Achèvement des travaux de 81 AEP prévues dans le cadre du projet 5 Wilayas et lancement de la seconde phase du projet dans les deux Hodhs.
- Achèvement des travaux de 150 AEP en cours de réalisation sur financement FADES (programme APAUS).
- Réalisation de 20 AEP dans les wilayas du Trarza et du Guidimagha.
- Réalisation des 30 forages d'exploitation équipés en solaires.
- Réalisation de 50 AEP et équipement de 30 points d'eau en solaire sur financement de l'Etat.
- Achèvement du projet de renforcement de l'AEP de Kiffa à partir du champ captant de Nekatt.
- Etude de 100 bassins de rétention d'eau à différents usages.
- Etude du Barrage de Tarf El Mahroud à Tintane.
- Etude pour assurer la sécurité et la pérennité de l'AEP de la ville de Kiffa.
- Renforcement champ captant de Boulanoir.

- Réalisation d'investissements supplémentaires pour l'amélioration des systèmes d'AEP dans le cadre du BI 2019.
- Réalisation de 80 forages supplémentaires dans le cadre du Contrat Programme avec la SNFP.

### ACCES A L'ASSAINISSEMENT

- L'amélioration du taux de couverture en assainissement en milieu rural et semi urbain se fera à travers le volet Assainissement de plusieurs projets engagés en milieu rural (Aftout Chergui, Projet cinq wilayas) avec l'appui à la construction sur la prochaine année d'environ 15 000 latrines familiales et plus de 400 latrines publiques dans les écoles, et les centres de santé. Les principales régions concernées sont les deux Hodhs, l'Assaba, le Gorgol, et le Guidimagha.
- Par ailleurs, l'année 2020 devrait voir se concrétiser de nouveaux projets d'assainissement en milieu rural.
- Les recherches de financement du volet d'assainissement des eaux usées de la ville de Nouakchott se poursuivront.
- La réhabilitation du réseau d'assainissement de la ville de Rosso
- La poursuite du pompage des mares stagnantes au niveau des points bas de Nouakchott.

### GOVERNANCE DU SECTEUR

Il est prévu dans ce cadre : (i) l'adoption de la Stratégie Nationale et des normes d'intervention pour un Accès Durable à l'Eau et à l'Assainissement à l'horizon 2030 ; (ii) la révision du cadre légal et réglementaire du secteur afin de l'adapter au nouveau contexte du secteur et aux dernières réformes et évolutions législatives ; et (iii) Le démarrage du projet de gouvernance en cours de préparation visant à renforcer les compétences du Département.

## 3.2.10 Promotion de l'innovation et des TIC

### 3.2.10.1 OBJECTIFS

Les objectifs de cette intervention sont les suivants : « i) mettre en place un système national d'innovation à même de libérer les esprits et initiatives d'innovation en faveur du développement inclusif ; ii) assurer le développement d'infrastructures de télécommunication et de technologie de l'information ; iii) mettre à niveau les bases réglementaires et institutionnelles de la Société Mauritanienne de l'Information et du secteur des télécoms ». (Document SCAPP, Volume 2, P 94).

Cet objectif est poursuivi à travers : i) la formation, la recherche et le transfert de technologie, notamment au profit des secteurs porteurs pour domestiquer la technologie et soutenir la transformation et l'industrialisation des produits de ces secteurs ; ii) la mise à niveau du cadre réglementaire, d'une gouvernance et d'un environnement adéquat dans le numérique et d'une administration électronique dématérialisée ; iii) la mise en œuvre du projet de connectivité nationale (WARCIP-Mauritanie), le développement des infrastructures de réseaux de hauts-débits à l'échelle nationale et la création de technopoles.

### 3.2.10.2 REALISATIONS

- Dans le domaine de la formation, la recherche et le transfert de technologies, le département a organisé plusieurs ateliers avec :
  - a. La Banque de technologie des Nations Unies pour les PMA au profit des participants de pays les moins avancés (PMA) pour la région de l'Afrique du Nord sur :
    - Les programmes de développement durable aux niveaux international et régional ;
    - L'Etat de la science, de la technologie et de l'innovation - expériences de pays ;
    - Le rôle des académies des sciences dans la promotion des STI dans la sous-région ;

- Créer des académies nationales et aider les académies à participer aux processus nationaux et régionaux.
- b. L'UNION AFRICAINE,
  - i. Participation à un atelier au profit des points focaux des départements ministériels. Ces ateliers ont porté sur :
    - Aperçu des concepts, institutions et perspectives historiques de la gouvernance de l'Internet,
    - Techniques de cartographie des problèmes de gouvernance de l'Internet, des parties prenantes et des points de décision,
    - Infrastructure Internet, architecture, normes, codes et protocoles,
    - Les TIC dans le développement, politiques numériques et gouvernance de l'Internet,
    - L'économie numérique et la gouvernance de l'Internet,
    - Aspects juridiques et réglementaires de la gouvernance de l'Internet,
    - Cyber sécurité et protection des infrastructures critiques,
    - Aspect socioculturel de la gouvernance de l'Internet,
    - Les aspects de la gouvernance de l'Internet liés aux droits,
    - Cartographie des institutions et des acteurs de la gouvernance de l'Internet,
  - ii. Participation aux ateliers de formation de l'UA "Atelier sur l'Harmonisation des TIC en Afrique - Comment suivre et évaluer, qui a eu lieu du 2-6 Septembre 2019 à Addis-Abeba, Forum mondial sur le cyber expertise (GFCE) du 8 au 10 octobre à Addis-Abeba".
- c. L'ESCWA :
  - i. Politiques de données ouvertes : Défis et perspectives
  - ii. Internet des objets et villes intelligentes : Politiques et applications
- d. L'UIT :
  - i. Réalisation d'un atelier de formation sur les thèmes (l'incubation et l'entrepreneuriat dans le domaine des TIC), avec l'appui de l'Union Internationale de Télécommunications (UIT), du 2 au 6 septembre.
  - ii. Participation à la 2ème Semaine régionale de la cyber sécurité organisée par l'UIT, 27-31 octobre 2019 à Mascate
- e. La GSMA :
 

Organisation de deux Ateliers de formation, avec l'appui de l'Association GSM (GSMA), au profit des experts nationaux en TIC sur les thèmes : (i) Étendre la Couverture Mobile dans les Zones Rurales et (ii) Gestion avancée du spectre pour les télécommunications mobiles, la semaine du 16 septembre 2019

  - Les cadres du Département ont assisté à de multiples séminaires sur la gestion de l'internet, la cyber sécurité et l'économie numérique.
  - Participation à la troisième session du CTS de l'Union Africaine sur la communication et les TIC (CCITC-3 du 22 au 26 oct.), revue et validation de la Stratégie de transformation numérique pour l'Afrique (2020-2030) et revue des plans d'action des programmes continentaux dans le domaine des TIC « Initiative de politique et de réglementation pour l'Afrique numérique (PRIDA) et Programme de développement des infrastructures en Afrique (PIDA) ».
  - Participation de cadres techniques aux formations de (i) Développement web-digital ; (ii) Cycle Administrateur Linux ; (iii) Communication Digital : Haut débit.
  - Elaboration des décrets d'application du CJ-SMI (décrets relatifs à : i) l'Autorité de protection des données à caractère personnel ; ii) dématérialisation des procédures de marché public ; iii) conservation des données électroniques et au filtrage ; iv) service à compétence nationale sur la Sécurité des Systèmes d'Information et v) échanges électroniques).
  - Elaboration et présentation lors d'un atelier d'un projet de loi relative à des mesures visant à réduire le coût du déploiement de réseaux de communications électroniques à haut débit.

- Présentation de réformes sur :
  - a. - l'Accès universel
  - b. - la Régulation des exploitants d'infrastructures alternatives (SNIM, SOMELEC, etc.) au regard du droit des télécoms ;
- Revue, avec l'UIT, du projet de Stratégie nationale de cyber sécurité en vue de son adoption ;
- Construction de plus de 1300 km de tronçons du réseau national haut débit en fibre optique et pose de 190 km de conduites prévus dans le cadre du projet.  
La prochaine étape est la poursuite de la construction pour la finalisation et la mise en service du réseau backbone en fibre optique
- Poursuite, en 2019, de la mise en place de la Stratégie de promotion du haut débit et d'accès universel accompagnée d'un plan d'actions opérationnel. En effet, il est reconnu que les pays disposant de stratégies nationales de développement du Haut Débit sont deux fois plus efficaces en matière de numérique que les pays qui n'en disposent pas. Dans ce sens, l'étude établit un diagnostic de la couverture actuelle du territoire par les réseaux de télécommunications et recommande de partager le pays en trois zones : i) la zone alpha, où les investissements pour le déploiement du haut débit sont rentables à 10 ans et peuvent donc être supportés par les opérateurs télécoms, ii) la zone bêta, où les investissements pour le déploiement du haut débit sont rentables entre 10 et 20 ans et nécessitent de ce fait le recours au fonds d'accès universel pour attribuer des subventions à l'exploitation et iii) la zone gamma, où ces investissements ne sont pas rentables avant 20 ans et nécessitent donc un financement plus complet par le fond d'accès universel des investissements et des déficits d'exploitation. Cette stratégie a abouti à l'élaboration d'un plan d'action validé, ce qui va permettre, en fin de cette année, le lancement d'un plan pour la couverture des localités non couvertes par les réseaux GSM et internet, dans le cadre de l'accès universel aux services de communication électronique.
- Afin d'atteindre l'objectif de passer le taux de pénétration du haut débit de 0,2% à 20% et la bande passante internationale par utilisateur internet de 3,2 à 32 kbps, la préparation de l'introduction de la technologie haut débit mobile (LTE-4G) dans le pays a été lancée en 2018, mais un seul opérateur a manifesté avec une offre insuffisante, puis une révision de l'appel d'offres a été faite en 2019 pour permettre le lancement de l'appel d'offre en 2020.
- Un projet important de sécurisation de la liaison internet internationale par câble sous-marin a été lancé. L'étude de faisabilité de ce projet a été réalisée et validée en 2019. Un accord a été conclu avec et le câble sous-marin EllaLink, afin de prévoir une unité de branchement sur ce câble en face de Nouadhibou. La recherche de financement a été entamée pour mobiliser le budget nécessaire à la construction de la liaison vers cette unité de branchement et la construction d'une station d'atterrissage.
- Afin de faire des TIC un véritable levier de développement économique, le Département a élaboré les Termes de Références d'une étude de faisabilité visant à préparer un programme e-Gouvernement permettant la dématérialisation des principales démarches administratives, la digitalisation des moyens de paiements du secteur public et la protection des données de l'Administration. Ce programme vise aussi la mutualisation des systèmes d'information et la mise en place du patrimoine numérique de l'Etat.
- Création des nouveaux sites pour les Départements ministériel créés récemment - Adaptation des sites existants avec les nouveaux besoins des Départements ministériels - Développement d'un module de publication des résultats de permis de conduire pour le ministère de l'équipement et de transport - Développement d'un module de publication et de recherche pour les services d'enseignement au profit de MEFREN et MESFTP.
- Développement d'une version initiale du portail des services publics pour contenir les procédures et formalités administratives, organisées par thèmes, par rubriques et pour supporter la publication d'un ensemble de formulaires en ligne pour les usagers.  
Prochaine étape : Collecte de contenu (formalités) et mise en ligne du site.

- Mise à niveau de l'application de Gestion de la scolarité « UNIGESCO » par l'intégration des nouvelles règles de progression pour la 2ème année de la licence au sein des établissements (FST, FSJE et la FLSH).  
Intégration des nouvelles règles de dérogations et d'exclusion (changement de l'année universitaire) dans l'application de Gestion de la scolarité « UNIGESCO ».  
Déploiement d'un serveur virtuel au sein du CREL en vue de l'hébergement d'une application de Préparation du déploiement de l'application « UNIGESCO » au sein de l'ISPLTI.
- Pour renforcer la confiance dans l'économie numérique, une stratégie nationale de cyber sécurité a été élaborée en collaboration avec l'Union Internationale des Télécommunications. Une mise à jour des licences et des outils de sécurité de l'Administration (pare-feu applicatif, analyseur de logs ...) a eu lieu dans le cadre d'un processus effectué annuellement financé sur le BCI.
- Développement d'un Portail de vérification des diplômes.  
Prochaine étape : Alimenter le portail par les établissements d'enseignement supérieur et sa mise en ligne.
- Acquisition de licences de sécurité informatique pour le parc de l'Administration et mise à jour des serveurs du Datacenter, des pare-feux et des certificats des sites web gov.mr.

### 3.2.10.3 FINANCEMENT DES TIC

Le gouvernement est entrain de rechercher le financement de la construction de plus de 4000 Kms de réseau en fibre optique en plus des tronçons prévus dans le cadre du Projet WARCIP-Mauritanie d'un montant prévisionnel 2018-2020 qui s'élève à 373,97 millions MRU, pour réaliser le maillage complet en fibre optique du pays.

### 3.2.10.4 DEFIS ET CONTRAINTES

La rareté des financements et le nombre réduit des ressources humaines techniques qualifiées restent les majeurs défis. Les financements du secteur des TIC restent essentiellement ceux mobilisables dans le cadre du Projet WARCIP-Mauritanie. Ce projet, ayant un plan d'action précis, ne permet pas de financer toutes les actions requises.

### 3.2.10.5 PERSPECTIVES

- Couverture des localités non couvertes par les réseaux GSM et internet, dans le cadre de l'accès universel aux services de communication électronique et la mise en œuvre de la Stratégie de promotion du haut débit et d'accès universel accompagnée d'un plan d'actions opérationnel.
- Préparation de l'introduction de la technologie haut débit mobile (LTE-4G) afin d'atteindre l'objectif de passer le taux de pénétration du haut débit de 0,2% à 20% et la bande passante internationale par utilisateur internet de 3,2 à 32 kbps.
- Recherche de financement du projet de sécurisation de la liaison internet internationale par câble sous-marin à travers la construction de la liaison vers cette unité de branchement et la construction d'une station d'atterrissage.
- Lancement de l'étude de faisabilité d'un programme e-Gouvernement permettant la dématérialisation des principales démarches administratives, la digitalisation des moyens de paiements du secteur public et la protection des données de l'administration afin de faire des TIC un véritable levier de développement économique. Ce programme vise aussi la mutualisation des systèmes d'information et la mise en place du patrimoine numérique de l'Etat.
- Préparation de la construction d'un nouveau Datacenter Tier-3 à Nouakchott dans le cadre du Projet WARCIP-Mauritanie. Ce Datacenter doit offrir l'environnement adéquat pour l'hébergement des applications de l'économie numérique.
- Recherche du financement de la construction de plus de 4000 Kms de réseau en fibre optique en plus des tronçons prévus dans le cadre du Projet WARCIP-Mauritanie, pour réaliser le maillage complet en fibre optique du pays.

**RECAPITULATIF DES PRINCIPALES RECOMMANDATIONS DU LEVIER STRATEGIQUE :**

Les principaux défis auxquels la mise en œuvre et le suivi des actions de ce levier sont confrontés sont la compétence et la motivation des ressources humaines des départements chargés de la gestion des différents secteurs économiques, sociaux et administratifs. La principale recommandation concernant ce levier est donc, d'une part, la formation et le renforcement des capacités des ressources humaines, d'autre part, leur conscientisation et leur motivation.

En plus de cette recommandation d'ordre général, certains secteurs nécessitent des solutions particulières pour faire face aux défis spécifiques auxquels ils sont confrontés ; ainsi :

- **S'agissant de l'agriculture**, les actions à entreprendre sont : i) la solution des problèmes de propriété foncière pour garantir la stabilité aux exploitants ; ii) la protection raisonnable du marché national face à la concurrence des produits importés, notamment ceux qui sont subventionnés par les gouvernements de leurs pays d'origine ; iii) le maintien dans la durée et le renforcement des mesures permettant le financement des coûts d'exploitation et l'accès aux intrants, à des prix raisonnables ; iv) des mesures pour éviter les pratiques favorisant les changements climatiques.
- **S'agissant du secteur de la pêche**, l'action à entreprendre est l'assainissement et l'amélioration du climat des affaires par des mesures de lutte contre la corruption et des mesures de motivation des investisseurs dans le domaine fiscal et financier.
- **S'agissant du secteur minier**, les solutions aux défis, qu'il s'agisse de la participation des investisseurs nationaux et de la promotion des activités de transformation des matières premières, d'une part, ou de la préservation de l'environnement, d'autre part, résident dans la forte mobilisation des pouvoirs publics car les premières exigent des investissements lourds, souvent hors de portée du secteur privé, et la seconde une persévérance et une ténacité face aux investisseurs.
- **S'agissant du secteur industriel**, la solution aux défis réside dans la mise à la disposition des partenaires techniques ou des projets nationaux de ressources humaines compétentes et motivées pour une réception efficace du transfert de technologie d'une part, et la gestion efficace des ressources financières mobilisées, d'autre part.
- **S'agissant du commerce et du fonctionnement des marchés**, l'action à entreprendre est la mobilisation des pouvoirs publics pour l'obtention des financements nécessaires à la mise en œuvre des actions programmées.
- **S'agissant de la redynamisation de l'activité touristique**, comme nous l'avons vu dans le bilan, les projets initiés au cours de la période précédente pour assurer le développement du secteur n'ont pu être mis en œuvre faute de financements. Pour changer cette situation, il faudrait, entre autres, faire un effort de formalisation des activités du secteur, et poursuivre les actions pour améliorer l'image du pays en termes de sécurité, même si le Quai d'Orsay a allégé les restrictions de voyage et a déclassé la Mauritanie de la zone rouge.
- **S'agissant de l'artisanat**, s'il y'a un secteur qui a besoin le plus de la mobilisation des pouvoirs publics c'est bien celui de l'artisanat qui ne suscite que peu d'intérêts de la part des secteurs financiers et même des partenaires techniques et financiers. Son salut réside dans la mobilisation des pouvoirs publics.
- **S'agissant de l'accélération des réformes du climat des affaires**, les efforts en cours doivent être maintenus, voire renforcer, d'une part, pour augmenter la capacité des ressources humaines, la mobilisation et l'utilisation rigoureuse des ressources financières, le renforcement de l'indépendance de l'autorité judiciaire, et l'harmonisation des sources de droit (Charia et autres), d'autre part, pour l'élaboration de statistiques fiables sur les entreprises, le fonctionnement efficace du **Conseil Supérieur d'Amélioration du Climat des Affaires**, et du **Comité Technique de Suivi des Réformes du Climat des Affaires**, la simplification des procédures fiscales et l'allègement des impôts, un accès plus facile aux infrastructures nécessaires au fonctionnement des entreprises



(électricité, eau, etc.), la simplification des procédures bancaires et la baisse des taux d'intérêts, l'appui aux PME face aux entreprises puissantes et oligopolistiques, et le renforcement de la compétence des ressources humaines.

- **S'agissant du renforcement du partenariat public-privé**, il faut renforcer la capacité de la Chambre de Commerce, de l'Industrie et de l'Agriculture de Mauritanie et les autres organisations patronales, y compris les fédérations des petits producteurs et des artisans pour donner aux organisations patronales des capacités d'apporter un appui de qualité à leurs adhérents dans divers domaines.
- **S'agissant de la promotion d'un secteur financier solide et inclusif**, les efforts en cours doivent être maintenus, voire renforcer en faveur de la gouvernance du secteur et de sa situation financière, deux actions qui commandent les succès du secteur d'une manière générale.

**S'agissant de la disponibilité de l'énergie à un coût abordable**, la mesure urgente à prendre est la restructuration du Secteur de l'électricité. Les diverses analyses conduites par des expertises internationales, en plus des audits, plans de redressement et inspections internes régulièrement menées par le département ont abouti au constat qu'un changement de structure de fonctionnement s'avérerait indispensable.

## IV. LEVIER STRATEGIQUE 2 : CAPITAL HUMAIN ET SERVICES SOCIAUX

### 4.1 RELEVEMENT DE L'ACCES ET DE LA QUALITE DE L'EDUCATION ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

La politique éducative adoptée traduit la vision du Gouvernement pour le développement du Secteur à long terme et sa volonté de poursuivre la réforme de 1999 et les Grandes Orientations du Programme National de Développement du Secteur Educatif. Les principaux objectifs de la politique éducative dans le court et le moyen terme sont structurés autour des trois axes stratégiques :

- Assurer un accès inclusif et équitable permettant de généraliser l'enseignement fondamental, d'élargir l'accès au premier cycle secondaire en vue de sa généralisation progressive, de réguler l'accès à la formation professionnelle et aux niveaux supérieurs pour les adapter sur le plan quantitatif et qualitatif aux besoins du marché de l'emploi aux besoins de l'économie ;
- Améliorer la qualité des apprentissages et la pertinence des formations à tous les niveaux du système et renforcer et promouvoir l'enseignement scientifique et professionnel ;
- Améliorer le pilotage et la gouvernance du secteur par une meilleure gestion des ressources humaines et matérielles, la mise en place de normes, d'outils techniques et de mécanismes institutionnels, et le développement des outils de gestion et de pilotage

Pour ce rappel ce chantier comporte six interventions :

- Garantir à tous une éducation de base, d'au moins 9 ans, assise sur un enseignement préscolaire élargi et de qualité
- Développer l'accès et la qualité du second cycle du secondaire
- Améliorer l'accès, la qualité et la pertinence de l'enseignement supérieur
- Développer la formation technique et professionnelle
- Promotion de l'enseignement originel et lutte contre l'analphabétisme et
- Améliorer la gouvernance du secteur éducatif.

#### 4.1.1 Une éducation de base à tous et préscolaire élargie et de qualité

##### 4.1.1.1 REALISATIONS

##### ENSEIGNEMENT PRESCOLAIRE



La stratégie pour le préscolaire met l'accent sur les objectifs d'élargissement de l'accès en particulier en milieu rural et pour les enfants des milieux pauvres. Elle vise, aussi, à développer une éducation parentale pour répondre aux besoins des enfants de 0 à 3 ans, et à améliorer la qualité de l'éducation préscolaire en renforçant les qualifications des éducatrices.

L'objectif en termes de couverture pour la tranche d'âge 3-5 ans est de porter le taux de préscolarisation de 9,3% en 2014 à 20% en 2030.

L'enseignement préscolaire formel pour les enfants de 4-5 ans en Mauritanie est actuellement offert essentiellement par le secteur privé, principalement en milieu urbain. Les données les plus récentes du MASEF montrent que 31632 enfants sont accueillis dans 753 établissements privés, publics et communautaires.

Au cours de l'année 2019, le Ministère de la Famille et des Affaires sociales qui en charge la promotion de l'enfance et le développement du préscolaire a entrepris plusieurs activités en vue de renforcer les capacités d'accueil et les compétences techniques des structures entités ayant en charge le volet du préscolaire et de la famille. Notamment :

- Réhabilitation de 3 jardins d'enfants publics et équipement de 8 jardins d'enfants publics à Nouakchott avec des tables, bancs, jeux de salles, nattes, tapis, futs d'eau, hygiène, etc.
- Equipement en tables, bancs et distribution des blouses et jouets aux jardins d'enfants publics de Kaédi, d'Atar, de Chinguity et d'Akjoujt.
- Création dans le cadre du programme d'urgence au Guidimagha d'une aire de jeux et distribution des jouets au jardin d'enfants public de Sélibabi.
- Finalisation et traduction en français du programme du préscolaire et du guide de la monitrice.
- Formation des 160 monitrices de jardins d'enfants publics, communautaires et privées sélectionnées au niveau de toutes les wilayas du pays à travers quatre ateliers à Aïoun, Kaédi, Nouadhibou et Nouakchott.
- Formation à Kiffa et à Nouakchott des responsables des structures préscolaires, des réseaux de la petite enfance et de centres de nutrition sur l'approche de l'intégration des soins pour le développement de l'enfant au programme national d'éducation parentale ainsi que la formation des parents des enfants.
- Organisation d'un recensement de tous les jardins d'enfants publics, privés et toutes les garderies communautaires au niveau national (Collecte des données sur le préscolaire), saisie des données et production des premiers éléments de la base de données du préscolaire.
- Organisation de visites régulières de suivi des jardins d'enfants publics (durant toute l'année scolaire).

#### **ENSEIGNEMENT PRIMAIRE**

Le principal objectif est de garantir à tous les enfants mauritaniens, à l'horizon 2030, une éducation primaire complète et de bonne qualité. (ODD 4. 4.1).

Dans le cadre du développement de l'accès à l'éducation au niveau primaire, les actions suivantes ont été entreprises au cours de l'année 2019 :

- Accélération de l'achèvement des constructions en cours de 38 écoles complètes ;
- Lancement d'un programme de réhabilitation et extension des infrastructures existantes (36 écoles, 282 salles de classes) ;
- Elaboration d'un programme prévisionnel de construction de nouvelles infrastructures sur la base de la carte scolaire révisée (15 écoles, 400 salles de classes) ;
- Réception de 20 écoles fondamentales à travers le pays ;
- Réception de 14 salles de classe au fondamental ;
- Lancement du programme de construction de l'ENI de kiffa;
- Regroupement de plus 50 écoles ;
- Entretien et la mise à niveau de 57 écoles touchées par les intempéries ;
- Recrutement de 2126 prestataires (un gap de 874 est en cours de recrutement)

- Acquisition et acheminement des intrants pédagogiques (Ardoisines, craie, kit pédagogique, manuels...) à tous les établissements d'enseignement ;
- Evacuation des bâtiments utilisés à des fins non éducatives avant le 30 septembre 2019 et la mise à niveau des écoles pour accueillir les enfants dans de bonnes conditions ;
- Acheminement des sortants des ENIs à leur lieu de travail avant l'ouverture scolaire garantissant le démarrage des enseignements au moment opportun ;
- Nomination et affectation du personnel d'encadrement (IDEN et IC) ;
- Organisation de campagnes de sensibilisation impliquant toutes les parties prenantes pour la préparation de la rentrée scolaire (APE, Syndicat, SC, PTF...) ;
- L'accélération du processus de passation de service entre les fonctionnaires nouvellement nommés et leurs prédécesseurs ;
- La levée du drapeau national le matin de l'ouverture des classes dans toutes les écoles et sur le site de l'école de Riadh supervisée par le Président de la République et les autorités régionales ;
- La préparation et la transmission des rapports d'ouverture au Ministère avant le 10 novembre 2019 ;
- La prise de mesures incitatives pour les personnels enseignants ;
- Ouverture de 17 nouveaux kiosques par l'IPN ;
- Réalisation d'une évaluation rapide de l'efficacité et de l'efficience des inspecteurs ;
- Production de divers supports de cours pour les enseignants et pour les contractuels.

En ce qui concerne, l'évolution des principaux indicateurs relative au fondamental, les principaux résultats se présentent comme suit :

- Le nombre d'élèves du public est passé de 552658 élèves en 2017/2018 à 569 384 élèves en 2018/2019 soit un taux d'accroissement de 2,9% ; Les filles représentent 50,9% des élèves ;
- Le nombre d'enseignants recensés dans les écoles publiques est de 14 945 en 2019 ;
- Le nombre d'écoles fondamentales publiques fonctionnelles est de 2939 en 2018/2019 contre 2924 en 2017/2018. Près de 60 % de ces écoles sont à structures incomplètes.
- L'encadrement de proximité est assuré par 242 Inspecteurs de circonscription.
- Le nombre de cantines scolaires s'élève en 2018/2019 à 288 cantines bénéficiant à 46566 rationnaires, soit 8% de l'effectif global des élèves.
- Au niveau de l'enseignement fondamental privé, l'effectif des élèves s'élève, en 2018/2019, à 108132 contre 102 603 élèves en 2017 / 2018 répartis entre 563 écoles, soit 16% de l'effectif total ;
- Le taux brut de scolarisation est de 103 % en 2019. En termes de disparité, Cinq wilayas enregistrent des taux inférieurs à la moyenne nationale (103 %), variant de 84,2% à 98 ,3%. Les wilayas concernées sont le Hodh Charghi, le Hodh EL Gharbi, l'Assaba, le Gorgol et le Guidimagha.
- Le Taux Net de Scolarisation est passé de 80,6 % en 2018 à 84% en 2019. En termes de disparité quatre régions enregistrent des taux inférieurs à la moyenne nationale (84%), variant de 59 % à 84 %. Ces régions sont : Guidimakha, Assaba, Gorgol, Hodh Charghi et Nouakchott sud.
- Le Taux d'achèvement du fondamental (primaire) est de 90,4% au niveau national ; avec une nette avancée pour les filles 93,6 %, contre 87,2 % pour les garçons. En termes de disparité sept régions enregistrent des taux inférieurs à la moyenne nationale, variant de 65,3% à 83,3%. Ces régions sont Assaba, Inchiri, Hodh Gharbi, Hodh Charghi, Tagant, Tiris-Zemour, Nouakchott Nord.

**Tableau 6 : Évolution du budget consacré au relèvement de la qualité de l'éducation**

Interventions	2016	2017	2018	2019
Garantir à tous une éducation de base, d'au moins 10 ans, assise sur un enseignement préscolaire élargi et de qualité	3 321 057 794	4 969 454 735	6 053 946 655	6 304 396 531
Développer l'accès et la qualité du second cycle du secondaire	350 190 943	558 860 526	644 456 516	650 876 193

Améliorer la gouvernance du secteur éducatif	94 395 946	192 244 842	246 342 276	224 147 729
--	------------	-------------	-------------	-------------

#### 4.1.2 Développer l'accès et la qualité du second cycle du secondaire

##### 4.1.2.1 REALISATIONS

Dans le domaine du développement de l'accès et de la qualité du second cycle, les réalisations au titre de l'année 2019 ont porté notamment sur

- Accélération de l'achèvement des constructions de 10 collèges, de 3 lycées, et d'un Lycée d'excellence.
- Lancement d'un programme de réhabilitation et d'extension des infrastructures existantes (12 lycées et collèges, clôturés).
- Elaboration d'un programme prévisionnel de construction de nouvelles infrastructures sur la base de la carte scolaire révisée (16 collèges).
- Réception du lycée de Barkéol.
- Finalisation du choix des sites pour la construction de dix nouveaux (10) collèges.
- Finalisation du choix des établissements bénéficiaires de la réhabilitation.
- Lancement d'une opération de maintenance des tables bancs.
- Recrutement de 1280 prestataire, 740 autres sont en cours de recrutement.
- La mobilisation des personnels d'encadrement pour enseigner et institution de nouvelles heures supplémentaires aux professeurs, regroupements de classes, etc.
- Mouvement des sortants de l'ENS et leur transport à leur lieu de travail avant l'ouverture scolaire.
- Nomination et affectation du personnel d'encadrement (Directeurs, surveillants généraux) ;
- Production des supports pour les contractuels nouvellement mobilisés.
- Production des cours pour les classes de terminales.
- Production de divers supports de cours pour les enseignants et pour les contractuels.
- Réalisation d'une évaluation rapide de l'efficacité et de l'efficience des pôles d'inspecteurs.
- Analyse approfondie, par établissement, des résultats des examens nationaux.
- Un diagnostic de la situation de la sécurité des établissements des zones urbaines périphériques est en cours.
- Identification de l'ensemble des classes pléthoriques au niveau national.
- Mise en place d'une stratégie pour limiter la pléthore des classes.

Les efforts déployés au cours de l'année ont eu des répercussions globalement positives sur l'évolution des indicateurs au niveau du cycle secondaire. Les principaux résultats se présentent comme suit :

- Le nombre d'élèves de l'enseignement secondaire général public est passé à 191040 élèves en 2018/2019 contre 178612 en 2017/2018, soit une augmentation de l'ordre de 6,5%.
- Le nombre d'établissements publics d'enseignement secondaire général en 2018 / 2019 est de 340.
- Le nombre total de professeurs du secondaire dans les établissements publics est de 4599 en 2019.
- L'enseignement secondaire privé compte 67462 élèves en 2019 repartis sur 349 établissements, le nombre d'enseignants dans le secteur privé est de 4430 enseignants.
- Le taux brut de scolarisation au premier cycle secondaire est de 49 % en 2018/19.
- Pour le second cycle secondaire ce taux est de 31% en 2018/2019.
- Pour les deux cycles réunis, le TBS est de 42% en 2018/2019, contre 39% 10 années plutôt en 2008/2009. Ce taux national cache d'importantes disparités régionales. En 2018/2019, il varie entre 17% au Hodh Charghi à 90% à Nouakchott Ouest.
- En termes d'équité de genre, la participation des filles qui était au plan global de 45% en 2010/11 a atteint en 2018/19, 50,65% au premier cycle, 50,58% au second cycle et 50,63% pour les deux cycles confondus.

**Tableau 7 : Évolution du budget consacré au Relèvement de la qualité de l'éducation et de la formation professionnelle (MRU)**

2016	2017	2018	2019
14 548 300 560	9 422 424 774	11 137 808 106	11 673 334 783

**En termes de performance du système :**

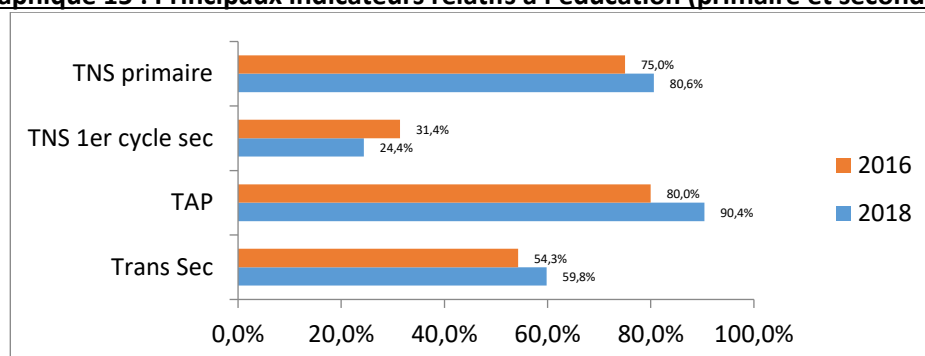
Les résultats obtenus aux examens nationaux ont connu une amélioration sensible qui s'est traduite par une inversion de la courbe après plusieurs années de recul. Les filles en bénéficient, dans certaines régions du pays à cause des cours de soutiens que le projet SWEED supporte au niveau du secondaire dans les deux hodhs, l'Assaba et le Guidimakha.

Le concours d'entrée en sixième (6<sup>ème</sup>) a connu une nette régression passant de **59,53%** en 2017/2018 à **56,98 %** en 2018/2019 qui est dû au relèvement du seuil d'admission qui est passé de **90 admis** en 2017/2018 à **95 admis** en 2018/2019.

Le taux de réussite au BEPC en 2018/2019 est de 32,80 % soit une régression de 0,36 points de pourcentage par rapport à 2017/2018 dû au seuil minimal de réussite qui est passé de 8/20 à 8,5/20.

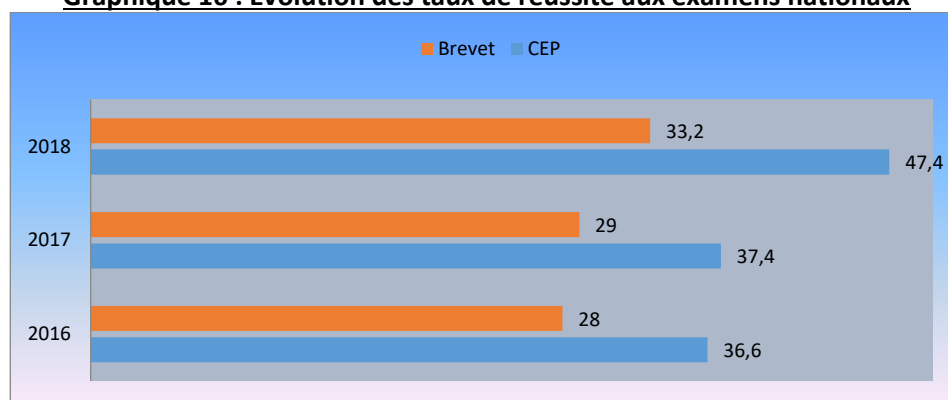
Le concours d'entrée en sixième a connu lui aussi une nette régression passant de 59,53% en 2017/2018 à 56,98 en 2018/2019 dû au relèvement du seuil d'admission qui est passé de 90 en 2017/2018 à 95 en 2018/2019. . Le taux de réussite au baccalauréat est passé **23 ,64 %** en 2017/2018 à **16,82 %** en 2018/2019 soit une régression de l'ordre de 7 points de pourcentage par rapport à l'année passée.

**Graphique 15 : Principaux indicateurs relatifs à l'éducation (primaire et secondaire)**



Source : MENFP

**Graphique 16 : Evolution des taux de réussite aux examens nationaux**



Source : MENFP

### 4.1.3 Améliorer l'enseignement supérieur et la recherche scientifique

#### 4.1.3.1 OBJECTIFS

L'objectif de l'intervention est d'améliorer la pertinence de l'enseignement supérieur par rapport aux besoins de l'économie et de la société, d'améliorer sa qualité et de jeter les bases d'une recherche scientifique prenant en compte les défis de développement du pays.

#### 4.1.3.2 REALISATIONS

##### *EN MATIERE DE CONSTRUCTION*

L'achèvement des actions suivantes était prévu en 2019 au niveau du Campus de l'Université de Nouakchott Alasriya :

- Résidences étudiants (garçon) avec équipements.
- Centre d'Enseignement à Distance (CED) avec équipements.
- Présidence de l'Université (PU).
- Bibliothèque Universitaire Centrale (BUC).
- Faculté des Sciences Juridiques et Economiques (FSJE).
- Résidences filles et mariés.
- Mosquée et commerce avec équipements.

##### *EN MATIERE DE REFORMES ET DE PILOTAGE*

Il y a lieu de citer notamment :

- Arrêté 110-2019 du 19 février 2019 portant nomination du président et des membres du Conseil National de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique.
- Arrêté 333-2019 du 06 mai 2019 portant accréditation des filières de licences de certains établissements privés d'enseignement supérieur.
- Arrêté 334-2019 du 06 mai 2019 portant accréditation des filières du diplôme national d'ingénieurs dispensées à L'École Supérieure Polytechnique.
- Arrêté 335-2019 du 06 mai 2019 portant accréditation d'une filière de licence professionnelle dispensée à l'École Supérieure d'Officiers (ESO).
- Arrêté 342-2019 du 08 mai 2019 fixant le régime des études et examens en classes préparatoires aux grandes écoles d'ingénieurs (CPGE).
- Création du DU et DIU, Arrêté 343-2019 du 08 mai 2019 fixant le cadre général du régime des études et les conditions d'obtention du diplôme universitaire et du diplôme interuniversitaire.
- Arrêté 562-2019 du 09 juillet 2019 fixant le régime spécifique de la licence professionnelle dans le système LMD.
- Décret 178-2019 du 30 juillet 2019 modifiant certaines dispositions du décret 160-2016 portant réorganisation de l'École Supérieure Polytechnique et fixant les règles de son fonctionnement.
- Arrêté 729-2019 du 06 août 2019 portant accréditation d'un master dispensé dans l'université moderne de Chinguetti.
- Création l'Institut Supérieur des Métiers de la Statistique (ISMS).
- Arrêté 835-2019 du 18 octobre 2019 portant organisation et fonctionnement de l'Institut Supérieur des Métiers de la Statistique (ISMS).

L'IPGEI confirme par ses résultats, l'excellence de sa formation plaçant 08 élèves lauréats de la prestigieuse école X de Paris. Les résultats de la classe MP étoile de l'IPGEI prend la tête de tous les pays en alignant 11 admissibles et 08 admis à X de Paris devant les candidats libanais, camerounais, ivoiriens et béninois (voir tableau).

Les efforts déjà engagés et les résultats enregistrés méritent d'être poursuivis et consolidés, dans l'objectif ultime de l'accréditation CTI (Certification de Titres d'Ingénieurs) française en 2021, prélude à l'accréditation européenne.

#### 4.1.3.3 LES DEFIS

Malgré les gros efforts consentis pour améliorer les conditions d'accueil à l'université, améliorer la qualité de l'enseignement et les conditions de travail du personnel enseignant, deux grands défis persistent. Il s'agit de la capacité d'accueil et l'adéquation entre l'offre du secteur de l'enseignement supérieur et la demande sur le marché du travail.

#### 4.1.3.4 FINANCEMENT DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Un budget de 769 millions MRU était inscrit au PIP pour la période 2018-2020 pour supporter les investissements de l'enseignement supérieur.

**Tableau 8 : Évolution du budget consacré à l'amélioration de la qualité de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique (MRU)**

Intervention SCAPP	2016	2017	2018	2019
Améliorer l'accès, la qualité et la pertinence de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique	9 271 542 281	1 607 976 705	1 833 576 960	2 034 679 990

#### 4.1.3.5 LES PERSPECTIVES/RECOMMANDATIONS

##### AU NIVEAU DU PILOTAGE

- Rendre opérationnel les structures créées comme l'AMAQ-ES et le HCRSI pour leurs missions en termes d'amélioration de la pertinence et de la qualité des formations et de la recherche.
- Les efforts déjà engagés et les résultats enregistrés méritent d'être poursuivis et consolidés, dans l'objectif ultime de l'accréditation CTI (Certification de Titres d'Ingénieurs) française en 2021, prélude à l'accréditation européenne.
- Il est prévu la création d'un institut supérieur des métiers d'énergie au sein de l'ESP est prévue en 2020.
- un Institut supérieur pour l'Enseignement de l'Arabe aux non Arabophones est prévue 2020.
- Une Université à Tidjikja avec une faculté des sciences de l'éducation est prévue en 2020.

##### AUTRES RECOMMANDATIONS

- La structuration de l'offre de formation universitaire et sa décentralisation sont deux autres objectifs à atteindre.
- La formation à la recherche est le maillon indispensable au développement de la recherche, des moyens seront alloués afin de consolider les écoles doctorales.
- La formation des docteurs doit se faire avec une exigence d'excellence ce qui nécessite que les doctorants puissent bénéficier de moyens de subsistance et des conditions d'accueil dans les laboratoires qui permettent d'atteindre ces objectifs.
- Construction et l'équipement d'un Centre Hospitalier Universitaire (CHU).

#### 4.1.4 Développer la formation technique et professionnelle

#### 4.1.4.1 OBJECTIF

L'objectif de l'intervention dans ce sous-secteur est de développer une formation technique et professionnelle de qualité tout en garantissant sa pertinence par rapport aux besoins socioéconomiques du pays.

#### 4.1.4.2 REALISATIONS

Dans ce cadre, les actions au titre de l'année 2019 ont porté notamment sur :

- Préparation du concours de recrutement pour 120 formateurs de la FTP (demande d'autorisation de recrutement adressée au Ministre des Finances).
- Le contenu du programme de formation initiale des formateurs est en cours de validation par les instances du Ministère et par les professionnels).
- Signature d'une convention de partenariat avec le secteur privé pour les nouveaux modes de formation (alternance apprentissage).
- Concertation avec les PTFs pour les inscrire dans le cadre du PTBA quinquennal du sous-secteur ;
- Accélération des constructions en cours (Réhabilitation du CFPP de Rosso en cours, celui d'Atar le contrat est signé).
- Attribution du marché de construction du CFPP de Nouakchott, à Ryad.
- Disponibilisation d'équipements nouveaux : acquisition d'un lot d'équipements réseaux informatique et télécommunication et Maçonnerie et carrelage, un autre lot d'équipements laboratoire Electronique et instrumentation de contrôle et équipement génie électrique en cours de réception.
- L'acquisition d'un lot des équipements de mécanique auto et mécanique générale est en cours.
- Attribution d'un siège à l'école des NTICs et un tableau de financement élaboré.
- Une analyse rapide des besoins en formation professionnelle des personnes handicapées est en cours.

**Tableau 9 : Evolution du budget consacré au développement de la formation professionnelle**

Intervention SCAPP	2016	2017	2018	2019
Développer la formation technique et professionnelle	604 445 439	837 555 186	943 794 280	983 693 736

**Pour l'amélioration de la qualité de la formation technique et professionnelle, les actions suivantes ont été entreprises :**

- Préparation d'un plan de formation des formateurs.
- Elaboration des outils de suivi des progressions des programmes.
- Missions de suivi de proximité, d'animation et de contrôle pédagogique (Une mission est déjà organisée et son rapport élaboré).
- Assistance technique aux établissements pour mise en œuvre des contrats-programmes (le diagnostic de 15 établissements est réalisé).
- Primes de performances (allocations d'appui) pour les Projets d'établissement (allocations accordées aux 5 Etablissements).
- Appui à la mise en œuvre de projets d'établissement (mise en place d'une commission pour appuyer les Etablissements dans l'élaboration des projets d'établissements).
- Mise en place d'un système de Certification des formateurs de la FTP (Communication en conseil des Ministre et groupe de travail sur la thématique).



#### 4.1.5 Promouvoir l'enseignement originel et l'alphabétisation

##### 4.1.5.1 OBJECTIF

Cette intervention a pour objectif d'assurer une plus grande complémentarité entre l'enseignement originel et les autres segments du système éducatif, réduire la non-scolarisation et lutter contre l'analphabétisme. Dans ce cadre, les actions suivantes ont été entreprises ayant trait aussi bien aux mahadras qu'à l'alphabétisation.

##### 4.1.5.2 REALISATIONS

Pour parvenir à l'atteinte des objectifs qui lui sont assignés, le Département a mené diverses actions au cours de l'année 2019 aussi bien en lien avec le développement de l'alphabétisation que l'amélioration des services au niveau au niveau des Mahadras.

#### *ENSEIGNEMENT ORIGINEL ET LES MAHADRA*

- Ouverture de 26 Mahadra pilotes d'interdictions dans les deux Hodhs, le Gorgol, en Assaba, au Guidimagha, au Tagant, au Brakna, à , Nouadhibou et en Adrar, portant le nombre total à 60 mahadras.
- La formation de certains des cheikhs des Mahadras à Atar, dans les deux Hodhs et à Nouakchott, sur les moyens les plus importants pour éviter les dangers de l'extrémisme et de l'extrémisme.
- Suivi et évaluation des Mahadras pilotes.
- Octroi de bourses mensuelles à 1 800 étudiants poursuivant leurs études dans les Mahadras pilotes.
- Octroi de subventions annuelles à 3 700 Mahadras.
- Octroi de subventions mensuelles à 241 Mahadras.

#### *ALPHABETISATION*

- Organisation de deux sessions de formation pour le cadre dans la préparation de systèmes de certification en coopération avec des partenaires de l'UNESCO.
- Formation des superviseurs de terrain aux méthodes de supervision dans le domaine de l'alphabétisation ; Formation de formateurs dans le domaine de l'alphabétisation.
- Acquisition d'outils et d'équipements pédagogiques.
- Inscription de 5525 étudiants.
- Ouverture de 221 salles de classe sur tout le territoire national.

#### 4.1.6 Améliorer la gouvernance du secteur éducatif

##### 4.1.6.1 REALISATIONS

#### *AMELIORATION DE LA GOUVERNANCE AU NIVEAU DE L'ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL ET SECONDAIRE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE*

L'amélioration et le renforcement de la gestion et du pilotage du système se sont caractérisés par une optimisation de l'utilisation des ressources humaines, une forte augmentation du budget alloué au secteur (arbitrage) et un renforcement de l'encadrement de proximité. Cette dynamique s'est traduite par un ensemble de mesures répondant à l'évolution des deux départements :

- L'élaboration de plans d'actions Quinquennaux.
- La feuille de route du projet de refondation du système éducatif Mauritanien proposition 2019-2020 en adéquation avec le volet éducatif du Programme électorale du Président de la République, son Excellence Monsieur Mohamed Ould Cheikh EL GHAZOUANI, résolu à engager les réformes nécessaires à la mise en place de l'école dont nous rêvons pour nos futures générations.
- L'élaboration d'un projet de décret portant attributions, organisation et fonctionnement du Conseil National de l'Éducation dont la mission est l'appui-conseil dans la veille au respect des grandes options éducatives de l'État, à la mise en œuvre des lois portant sur les réformes et

orientation du Secteur de l'Education Nationale et dans la coordination de tout le système éducatif en République Islamique de Mauritanie.

- Le rapport de présentation de modification de certaines dispositions du décret 2019-039 du 31 mars 2019 portant création des Comités de Gestion des Ecoles (COGES) et fixant leur statut type pour optimiser la gestion et le pilotage du secteur de l'éducation et améliorer la qualité des services public et rendre plus effective la décentralisation de l'administration des écoles.
- L'audit du fichier du personnel.
- L'actualisation et l'usage des outils de gestion.
- L'inventaire détaillé du patrimoine et sa prise en soin.
- La priorité dans la couverture aux établissements à grandes structures pédagogiques en particulier dans les zones vulnérables et reculées.
- L'assurance d'une couverture pédagogique de qualité pour les classes d'initiation du primaire et les classes d'examen au Fondamental.
- Un arrêt systématique du mouvement d'affectation des enseignants en cours d'année scolaire ;
- Une gestion rationnelle de la carte scolaire des wilayas de sorte à privilégier, quand cela est nécessaire, le regroupement d'écoles à cycle incomplet.
- Le suivi rigoureux de l'assiduité des fonctionnaires et application des mesures prévues à l'encontre des absentéistes et transmission hebdomadairement par courrier électronique aux Directeurs des ressources humaines, la situation des absences du personnel enseignant et de l'encadrement.
- Élaboration d'un plan de suivi de proximité indiquant le calendrier des missions d'encadrement en concertation avec le Ministère.
- Des missions de suivi de proximité, d'animation et de contrôle pédagogique de la FTP (feuilles de route en préparation).
- Un encadrement de l'enseignement privé en coordination avec les autorités administratives pour le respect du cahier de charge, à cet effet les établissements privés sont tenus de régulariser leur situation.
- Assainissement du fichier élèves.
- Elaboration d'un plan de développement des infrastructures.
- L'instauration de la pratique d'élaboration de plans d'action des DREFS et DRESFTP, assortis d'indicateurs de mesures des résultats en cours.
- L'instauration d'une pratique d'élaboration de projets d'établissements, avec prise en compte d'indicateurs de mesures de résultats (résultats des examens).
- Mise en place d'un plan de formation en vue de la professionnalisation des acteurs locaux de la formation.
- Révision du cadre réglementaire de l'organisation des examens nationaux ;
- Actualisation du rapport de diagnostic de l'organisation des examens nationaux et engagement de la mise en œuvre de ses recommandations.
- Le développement du SIGE (migration définitive des données de la gestion des ressources humaines et celle de la scolarité des élèves).
- Introduction du principe de financement basé sur les résultats pour les établissements de formation technique et professionnelle.
- Assistance technique pour le développement des contrats programmes dans le cadre du 2 FTP mobilisée.
- Elaboration du Manuel des procédures du 2FTP (Assistance mobilisée).
- Introduction du principe de financement basé sur les résultats pour les établissements de formation (Constitution d'un groupe de travail en vue de proposer les modalités de mise en œuvre).
- Mobilisation des ressources du 2 FTP (Taxe d'apprentissage affectée).

**Tableau 10 : Répartition du budget relèvement de la qualité de la formation professionnelle par intervention en 2019**

Interventions	Pourcentage
Garantir à tous une éducation de base, d'au moins 10 ans, assise sur un enseignement préscolaire élargi et de qualité	54 %
Améliorer l'accès, la qualité et la pertinence de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique	17 %
Promotion de l'enseignement originel et lutte contre l'analphabétisme	13 %
Développer la formation technique et professionnelle	8 %
Développer l'accès et la qualité du second cycle du secondaire	6 %
Améliorer la gouvernance du secteur éducatif	2 %
Total	100

De ce tableau, il ressort que l'éducation de base assise sur un enseignement préscolaire élargi et de qualité ainsi que l'amélioration de l'accès et de la qualité et de l'enseignement supérieur occupent la première et la deuxième place. L'amélioration de la gouvernance malgré son importance dans tout processus d'amélioration de la qualité de l'enseignement ne bénéficie que de 2% du budget consacré au relèvement de la qualité de l'éducation et de la formation professionnelle. La promotion de l'enseignement originel et la lutte contre l'analphabétisme est relativement bien lotie avec 13 % en 2019 bien avant la formation professionnelle et le développement de l'accès et la qualité du second cycle du secondaire.

## 4.2 AMELIORATION DES CONDITIONS D'ACCES AUX SERVICES DE SANTE

La santé et la nutrition sont abordées dans la SCAPP à travers le levier stratégique n°2 : Développer le capital humain et l'accès aux services sociaux de base, et décliné dans un objectif spécifique : Améliorer les conditions d'accès à des services de santé et de nutrition de qualité.

### **DANS LE DOMAINE DE LA SANTE**

Pour atteindre cet objectif, la stratégie a identifié quatre domaines prioritaires sur lesquels il faut agir, en conformité avec la politique sanitaire du pays d'ici 2030 et les engagements pris avec la communauté internationale (ODD) :

1. La santé de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent à travers des composantes dédiées au couple mère et enfant, à l'immunisation, la nutrition et à la santé reproductive des jeunes et des adolescents ;
2. La prévention et la prise en charge des maladies transmissibles et non transmissibles, ainsi que la gestion des urgences de santé publique ;
3. Le renforcement du système de santé par l'amélioration de la couverture sanitaire, le renforcement des compétences et des plateaux techniques des services de santé et le financement de la demande pour tendre vers la couverture sanitaire universelle ;
4. La gouvernance sanitaire par l'introduction de la gestion axée sur les résultats, la prise en compte des impacts des changements climatiques et le renforcement du financement et de la participation des acteurs du système de santé, en particulier les communautés.

Les priorités de la stratégie, prises en compte par le Plan National de Développement de la Santé pour la période 2017-2020, s'intéresseront :

1. A la poursuite des réformes engagées en guise de mesures d'accompagnement de la mise en œuvre du PNDS, en particulier dans les domaines de la gestion et de la planification des ressources humaines, financières, logistiques et des infrastructures, de l'organisation de la médecine hospitalière et de la définition d'une politique de financement de la santé basée sur les résultats dans l'objectif de la couverture sanitaire universelle.

2. Au fonctionnement des services de santé, la prévention de la maladie et la promotion de l'hygiène publique et des pratiques familiales essentielles.

Les interventions dans les domaines de la santé de la reproduction, de la mortalité maternelle et infantile, de l'espacement des naissances et, des maladies transmissibles et non transmissibles, seront mis en œuvre à travers des actions à haut impact de manière à assurer l'atteinte des ODD de la santé et seront en parfaite harmonie avec la politique de population qui mettra à profit les opportunités offertes par le dividende démographique dans notre pays.

Le renforcement du système de santé communautaire, la maintenance des infrastructures et équipements médicaux, le renforcement du suivi et du monitoring du système, et une meilleure gestion des stocks et approvisionnements en intrants ; l'augmentation du financement de la santé et développement des capacités de planification, de programmation, de mise en œuvre et de suivi-évaluation dans le secteur, s'inscrivent clairement dans les objectifs du PND 2016-2020.

Toutes ces interventions sont en conformité avec les huit (08) cibles de l'ODD 3.

La stratégie d'intervention portera spécifiquement sur :

- La prévention et la prise en charge de la maladie.
- Le renforcement du système de santé notamment à travers l'amélioration de la couverture sanitaire, du fonctionnement des services et de la gouvernance sanitaire.
- Une Stratégie nationale de financement de la santé dans l'optique de parvenir à une Couverture sanitaire universelle.
- Une politique des ressources humaines adaptée.
- Une disponibilité de médicaments essentiels de qualité.
- Un système de santé performant et réactif aux besoins des populations y compris les déterminants sociaux de la santé.

Une bonne préparation à la riposte des urgences sanitaires et une collaboration intersectorielle harmonieuse pour influencer sur les résultats de la santé.

Par ailleurs, une orientation plus accentuée des investissements vers les services de santé de base sera opérée. La part des dépenses de santé dans le budget de l'Etat connaîtra une augmentation significative pour atteindre les 15% recommandés par la conférence d'Abuja. Un système de couverture maladie universelle (CMU) sera mis en place en vue de tendre vers la gratuité des soins de santé des enfants de moins de 15 et des seniors.

Le système d'assurance santé sera élargi à des parts de plus en plus importantes des actifs. L'ensemble de ces réponses contribueront à alléger les dépenses de santé supportées par les ménages (41%), qui constituent un fardeau pour les tranches d'âges productives ; Elles permettront d'améliorer le taux d'accès aux services de santé, ainsi que les indicateurs relatifs à la santé de la reproduction et ceux en rapport avec les maladies à éliminer.

#### **DANS LE DOMAINE DE LA NUTRITION**

L'objectif du SCAPP, d'ici à 2030, est d'éliminer la faim et faire en sorte que chacun, en particulier les pauvres et les personnes en situation vulnérable, y compris les nourrissons, ait accès toute l'année à une alimentation saine, nutritive et suffisante. L'intervention dans ce domaine ciblera particulièrement la réduction du taux de l'insécurité alimentaire à 5%, en éliminant sa forme sévère, et la réduction de la malnutrition aigüe globale à 2%, d'ici 2030.

Ceci, en concordance avec le Plan national multisectoriel de nutrition 2016-2020, le PNDS 2016-2020 et la cible 1 de l'ODD 2.

Pour ce faire, d'importantes réformes seront conduites et porteront sur

1. le développement de ressources humaines qualifiées en nutrition,
2. l'accès à des produits nutritionnels de qualité à tous les niveaux,
3. l'organisation des services préventifs et curatifs de nutrition,
4. le financement adéquat de la nutrition.

La stratégie d'amélioration des conditions d'accès aux services de santé est de donner aux individus les moyens d'une vie saine et promouvoir le bien-être de tous et à tous les âges, conformément à l'ODD3, à travers :

1. Le renforcement du leadership et de la gouvernance sanitaire par une gestion effectivement axée sur les résultats à tous les niveaux, et par le renforcement du financement et de la participation communautaire et du secteur privé dans le secteur ;
2. L'amélioration de la santé de la mère, du nouveau-né, de l'enfant, de l'adolescent et du jeune à travers des composantes transversales de communication pour le développement, d'intégration et de décentralisation des services et des composantes dédiées au couple mère et enfant, à l'immunisation, à la nutrition, à la santé reproductive des jeunes et des adolescents ;
3. Le contrôle des maladies transmissibles et non transmissibles par la prévention et la prise en charge des cas et par une prévention et une gestion efficace des épidémies et catastrophes ;
4. Le renforcement du système de santé à travers ses neuf piliers, en particulier le financement de la demande en vue d'une couverture santé universelle.

Ce chantier sera mis en œuvre à travers deux interventions essentielles :

1. Améliorer la gouvernance du secteur de la santé
2. Améliorer les prestations de services du secteur de la santé

#### 4.1.7 Améliorer la Gouvernance du secteur de la santé

Dans le cadre du PNDS, il est envisagé que la gouvernance du secteur sera améliorée en agissant sur l'efficacité des structures du secteur et l'utilisation rationnelle de ses ressources, à travers :

- La promotion de la gestion axée sur les résultats, en rendant efficient le cycle de gestion des ressources et l'élaboration d'une planification stratégique des besoins du secteur de la santé sur les trois phases quinquennales de la SCAPP, 2016-2020, 2021-2025, 2026-2030.
- Le renforcement de la coordination et le suivi - évaluation à travers la redynamisation des entités chargées de coordonner les actions du secteur à tous les niveaux et la mise en œuvre d'un guide national de Suivi-Evaluation accompagnant la deuxième phase du plan national de développement sanitaire.
- La normalisation du secteur à travers la révision de son arsenal juridique et réglementaire afin de l'adapter d'avantage aux nouvelles orientations stratégiques.
- L'audit et le contrôle visant la promotion de la culture de la transparence et de la redevabilité mutuelle.
  - L'introduction du financement basé sur les résultats (FBR) suivant une approche progressive couvrant une zone pilote avant sa mise à l'échelle au niveau national.
  - L'amélioration du système des allocations de ressources afin de privilégier les interventions à haut impact sur la base d'une stratégie nationale du financement de la santé dans la perspective de la couverture sanitaire universelle.
  - Renforcement de la transparence et de la participation des communautés à la gestion du système de santé, à travers trois domaines d'interventions prioritaires : (i) la participation des communautés ; (ii) la décentralisation et la multi-sectorialité et (iii) le partenariat.
  - Le développement d'un Système National d'Information Sanitaire renforcé et intégré, cassant de fait la verticalité des systèmes d'information des programmes et structures, et régi par une action

transversale bien coordonnée.

En 2019, le secteur a continué la série des réformes programmées dans le PNDS allant dans le sens de l'amélioration de sa gouvernance et des services de santé de base et a surtout adopté de nouvelles réformes institutionnelles portant sur son organisation même, et sur l'approche axée sur les résultats à travers un nouveau processus de planification basée sur l'évidence en utilisant les outils appropriés et reconnus mondialement pour la planification sanitaire (OHT, EQUIST, etc.).

Grâce, à cette nouvelle dynamique et la volonté politique affichée pour ce secteur, beaucoup de réformes ont été menées et ont porté essentiellement sur :

- Une nouvelle démarche de planification sanitaire
- L'extension du financement basé sur les résultats
- Le lancement de l'étude de la carte sanitaire
- Le lancement de l'enquête démographique et de santé
- L'élaboration des comptes de la santé 2016-2017
- La diffusion de l'enquête SARA 2018
- La poursuite de la mise en œuvre de la Stratégie Nationale Communautaire en Santé (SNCS)
- Le renforcement du Centre National des Opérations d'Urgence de Santé Publique (CNOUSP)
- L'étude de l'extension de l'assurance de la CNAM
- La mise en expérimentation d'un processus de recherche-action pour un système de santé local couplé à un système d'assurance communautaire
- La mise en œuvre et le suivi des 32 mesures prises dans le cadre des engagements pris par le Président de la République dans le domaine de la santé dans son programme électoral.
- L'évaluation du PNDS II et l'Élaboration d'un nouveau PNDS III 2021-2026
- Création d'une autorité technique de qualité des services de santé pour s'assurer de la qualité des prestations aux usagers, aussi bien par les structures publiques que privées
- Intensification de l'appui à la CAMEC et au Laboratoire National de Contrôle de Qualité des Médicaments pour garantir la disponibilité et la qualité des médicaments
- Création d'une commission nationale de coordination et de pilotage de l'approvisionnement en médicaments pour encadrer la réforme et assainir le secteur
- Gratuité des frais de santé pour les soins maternels et infantiles
- Mise en place d'un système de gestion équitable et sans complaisance des RH pour garantir une répartition efficace des personnels de santé
- Révision du cahier des charges pour l'enregistrement des médicaments pour le strict respect des normes de la qualité
- Réorganisation et régulation du sous-secteur pharmaceutique public et privé

#### 4.1.8 Améliorer les prestations du secteur de la santé

##### 4.1.8.1 REALISATIONS

Plusieurs mesures ont été prises pour améliorer la santé de la mère et de l'enfant, telles que le recentrage du forfait obstétrical, l'audit des décès maternels, la gratuité des frais de santé pour les soins maternels et infantiles et la prise en charge du transport des évacuations sanitaires. Ceci impactera positivement la qualité des soins obstétricaux et néonataux d'urgence (SONU), la prévention de la transmission mère-enfant (PTME), la planification familiale (PF), l'assistance qualifiée à l'accouchement, la prévalence de contraception et la couverture en consultation prénatale (femmes enceintes ayant accomplie 4 visites CPN4). Il est, alors, attendu que le taux de mortalité maternelle et néonatale sera à un niveau plus faible, si cette tendance se poursuit.

Pour 2019, les indicateurs de santé de base sont les suivants :

Indicateur	Situation 2019	Source
Taux de mortalité infantile	43 p 1000	MICS 2015
Taux de mortalité infanto-juvénile	54 p 1000	MICS 2015
Ratio de mortalité maternelle	582 p 100.0002	RGPH 2013
Utilisation des services	59.28%	SNIS (2019)
Taux d'accouchement assisté	66.19%	SNIS (2019)
Prévalence contraceptive	10.76%	SNIS (2019)
BCG	101.73%	SNIS (2019)
Polio 3	85.73%	SNIS (2019)
Rougeole	86.95%	SNIS (2019)
Penta 3	88.51%	SNIS (2019)
Rota	84.58%	SNIS (2019)
PCV	84.37	SNIS (2019)

Au cours de cette période, le Ministère de la santé a recruté 686 personnels supplémentaires (toute catégorie confondue) pour renforcer les RHS afin de se rapprocher de la norme de 23 personnels de santé pour 10.000 habitants. Un recrutement supplémentaire des ressources humaines a été organisé pour combler les déficits constatés en réponse aux besoins urgents de certaines directions.

Pour les infrastructures et les équipements biomédicaux, l'effort déjà lancé a continué et le démarrage de nouveaux investissements sera désormais guidée par les résultats de l'étude de la carte sanitaire géo référencée en cours de réalisation à travers l'élaboration d'un plan de développement des infrastructures sanitaire à l'horizon 2030 couplé d'un plan de développement des ressources humaines pour

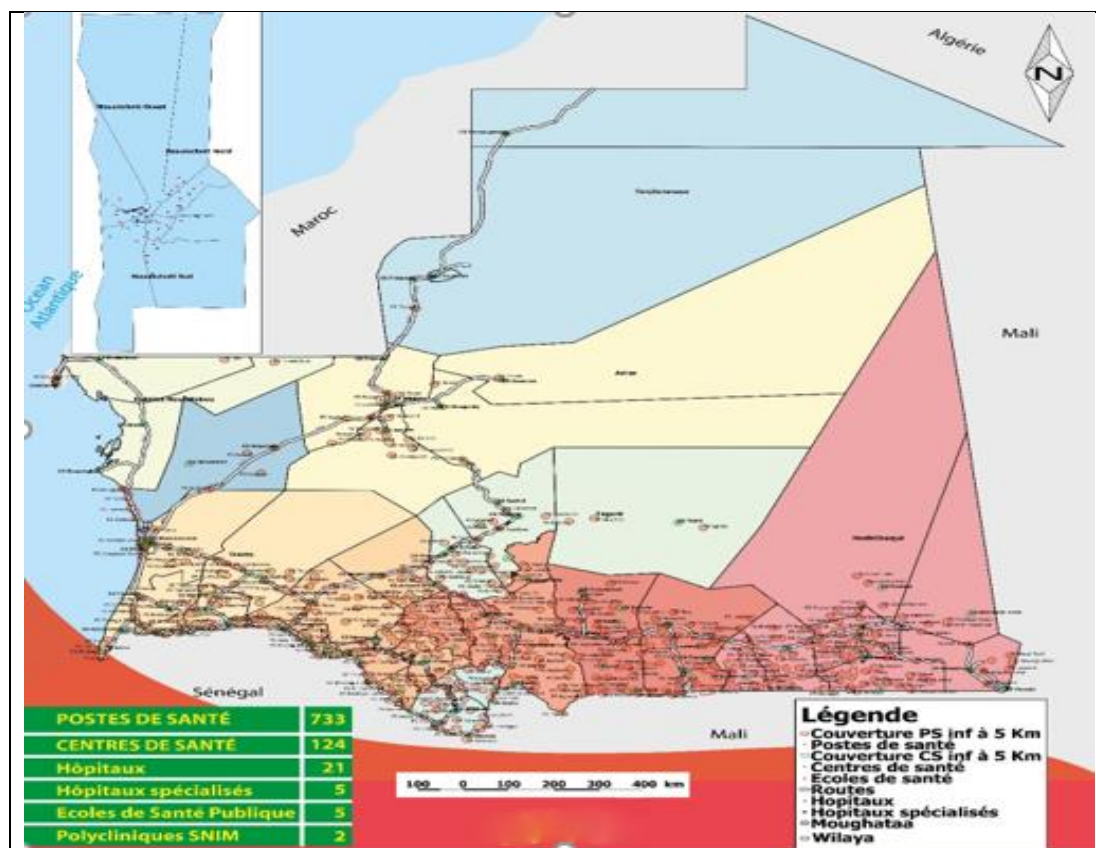
- Le développement des infrastructures sanitaires sur la base d'un plan de couverture dynamique des structures de santé ;
- L'amélioration de l'accès des populations aux soins de santé intégrés ;
- La rationalisation de l'utilisation des ressources ;
- La réduction des disparités régionales.

Ainsi, les travaux de construction et l'équipement de l'hôpital d'Atar, et du centre d'hémodialyse du CHN sont en phase d'achèvement et le projet de construction des hôpitaux de Sélibaby et de Tidjikja sont lancés.

#### **OFFRE ACTUELLE ET COUVERTURE SANITAIRE**

L'offre actuelle et la couverture sanitaire est matérialisée par la carte dans la figure qui suit :





#### POUR LES RESSOURCES HUMAINES

CATEGORIE	Effectif
Médecin Spécialiste	402
Médecin Généraliste	532
Dentiste	117
Pharmacien	76
Technicien Supérieur de Santé	526
Sage-femme/IO	1027
Infirmier d'Etat/IS	1556
Infirmier médical	2208
Prof technique de santé	6
Prof technique adjoint de santé	40
AMS/AP	1069
Autre	359
<b>TOTAL</b>	<b>7918</b>

Par ailleurs, l'absence d'une stratégie actualisée de développement des RHS décrivant clairement les responsabilités et les tâches, incluant un plan de formation continue et définissant des normes et des critères rigoureux et équitables dans la répartition du personnel, est en cours d'élaboration.

#### FINANCEMENT DE LA SANTE

Les ressources financières (fonctionnement et investissement) qui ont été allouées au Ministère de la santé sur le Budget de l'Etat ont été exécutées suivant les indications du tableau ci-après :

Rubrique budgétaire	Programmation	Exécution	Taux d'exécution
Fonctionnement, hors salaires	600.306.816	613.780.082	102%
BCI	409.500.000	390.840.1423	95%

Source : DGB/DAF/2018

### QUALITE DES SOINS

Par ailleurs, une autorité technique de contrôle de qualité des services de santé est créée pour s'assurer de la qualité des prestations aux usagers au niveau des structures publiques que privées à travers un système de supervision périodique.

Le commencement de la mise en application des 32 mesures du Programme du Président de la République relatif au secteur de la santé a fait l'objet d'un plébiscite populaire sans précédent et a donné un fort coup d'envoi à l'action sanitaire de façon générale mais surtout il a amélioré le climat de confiance dans le système de santé.

### LE MEDICAMENT

Le médicament en tant que moteur de la gestion du système de santé national, a été au centre de l'action sanitaire notamment en ce qui concerne les aspects d'approvisionnement, de qualité, de traçabilité et de prix.

A cet effet, plusieurs mesures d'ordre organisationnel et de régulation ont été prises, notamment pour ce qui est relatif au secteur pharmaceutique privé (grossistes-répartiteurs, pharmacies et dépôts pharmaceutiques) à travers l'application stricte de la loi en termes d'emplacement devant les hôpitaux, d'espacement réglementaire et de liste de médicaments autorisés à être vendus.

Pour le secteur médical privé notamment les cliniques, les cabinets médicaux et les cabinets de soins, un cahier de charges a été élaboré et validé avec les prestataires en vue de sa réglementation et son application par la force de la loi.

#### 4.1.8.2 CONTRAINTES, DEFIS ET DIFFICULTES RENCONTREES

Dans le domaine de la gouvernance, l'opportunité affichée par la volonté politique du Gouvernement à travers un engagement au plus haut niveau de l'État en faveur de la santé se matérialise par l'adoption de la SCAPP, l'adoption du PNDS comme unique stratégie de santé en Mauritanie pour la période 2012-2020 et la Politique Nationale de Santé vers 2030. L'évaluation à mi-parcours du PNDS (2012-2020) s'est achevée en 2016 ; elle constitue le créneau idéal pour amener les pouvoirs publics à intégrer les réformes en profondeur que nécessite le système de santé du pays pour lui permettre de contribuer plus efficacement à l'atteinte des ODD.

Le ministère de la santé a montré un intérêt accru pour lutter contre les inégalités à travers la mise en œuvre d'une stratégie de santé communautaire, y compris les trois principales maladies et la gestion de la malnutrition aiguë récurrente. Plusieurs dispositifs sont en place pour renforcer le système de couverture sanitaire universelle (CSU). La caisse nationale d'assurance maladie (CNAM) et la caisse nationale de sécurité sociale (CNSS) sont des leviers qui, bien opérationnalisés, constituent des opportunités pour moderniser le secteur et améliorer la santé de la population.

Cependant, le système de suivi, supervision et d'évaluation, dans sa globalité, représente une faiblesse pour le secteur. Il n'est, en effet, pas performant et ne prend pas en compte les secteurs privé et parapublic.

Dans le domaine de la disponibilité des services, le bon niveau de couverture du pays en formations sanitaires et leur équipement, représente une force pour le secteur.

Des stratégies de vaccination avancée et mobile, susceptibles d'intégrer d'autres activités, contribuent à atteindre les groupes de populations difficiles à toucher et les plus défavorisés en matière d'accès et de couverture sanitaire.

La disponibilité des services de santé est, cependant, menacée par la défaillance d'un système de référence et contre – référence des différents niveaux de soins et l'inexistence d'une stratégie de maintenance des équipements.

Dans le domaine de la nutrition plusieurs facteurs qui contribuent à la malnutrition de l'enfant sont toujours actuels (grossesses multiples - taille élevée des ménages - niveau d'éducation de la mère). La prise en charge des enfants souffrants de malnutrition se confronte aux insuffisances dans la collaboration entre les secteurs concernés (CSA, MASEF) et celui de la santé, tant au niveau central que régional, malgré l'existence d'un Conseil national de développement pour la nutrition (CNDN), de Conseils régionaux de développement pour la nutrition (CRDN) et la validation d'un Plan d'Action Intersectoriel de Nutrition (PAIN). Les Centres de récupération nutritionnelle en ambulatoire pour les cas sévères (CRENAS) et Centres de récupération nutritionnelle intensive (CRENI) gérés par les services de santé, ont permis d'atteindre un taux de guérison élevé. Cependant, des faiblesses dans la stratégie de prise en charge des malnutritions sont relevées : (i) l'abandon en cours de traitement reste important dans les CRENAS et CRENI, (ii) le système de référence et contre référence qui inclut un suivi des cas référés entre les CRENAM (Centre de récupération nutritionnelle ambulatoire pour les cas modérés) gérés par les autres secteurs à travers les OSC, et les CRENAS / CRENI, n'est pas opérationnel.

Dans le domaine des médicaments, une Liste Nationale des Médicaments Essentiels (LNME), un Code du médicament, un ordinogramme de prescription par niveau et une réglementation pour le recouvrement des coûts des médicaments, sont autant d'opportunité pour rendre accessibles des médicaments de qualité à un coût abordable.

Les principaux défis concernent l'agencement intelligent de ces dispositifs de façon à couvrir le maximum de segments de la population, surtout ceux les plus nécessiteux, de même que le maximum des services. Il apparaît ainsi important d'améliorer la cohérence des dispositifs en place, afin d'améliorer l'efficacité globale du système, gage d'une progression significative vers l'atteinte de la couverture sanitaire universelle.

Les cibles de l'ODD 3 ainsi formulées et les indicateurs adaptés, expriment l'engagement du pays (i) à poursuivre les efforts en vue de faire baisser la mortalité maternelle, néonatale et infantile et mettre fin aux trois grandes pandémies : sida, tuberculose et paludisme, et (ii) à prendre en compte la lutte contre les maladies non-transmissibles responsables d'une part de plus en plus grande des décès dans un contexte de transition épidémiologique. Pour ce faire, elles mettent en exergue le renforcement du système de santé, en intégrant le financement de la santé, la couverture sanitaire universelle, l'accès à du personnel de santé de qualité, la gestion des risques, l'accès à des médicaments et vaccins de qualité ou encore la lutte contre les différentes formes de pollution.

La disponibilité des données étant capitale pour le suivi des cibles, il est important de souligner la difficulté de mesurer à temps certains indicateurs de la santé, qui sont généralement très liés aux données sanitaires relevées par les formations sanitaires et les rares enquêtes sur les maladies, sujettes aux difficultés en rapport avec la qualité et le financement du système d'information sanitaire.

Il est ainsi recommandé de renforcer le système de santé à travers :

- l'amélioration de la collecte des données et de l'organisation du système d'information sanitaire,
- sa dotation d'une politique de recherche,
- et la mobilisation de ressources destinées à la recherche.

En matière de gouvernance plusieurs défis sont relevés par les acteurs, tant au niveau central, périphérique qu'au niveau des partenaires. Ils s'articulent autour de la faiblesse de la coordination du

secteur, l'insuffisance de développement de la recherche en santé, l'insuffisance constatée dans la planification et le manque du suivi de la mise en œuvre des actions du Ministère de la santé, la faible implication de la communauté dans la gestion du système de santé.

Dans le domaine des RHS, le défi majeur concerne la faible coordination de la gestion des ressources humaines entre les différentes structures étatiques impliquées, l'insuffisance du personnel et de la formation de base dans les écoles de santé, l'inefficacité des mesures d'incitation et suivi de la mobilité du personnel en faveur d'une répartition plus rationnelle des ressources humaines disponibles et l'insuffisance quantitative et qualitative des supervisions.

Par ailleurs, l'absence de suivi et de la mise en œuvre des curricula harmonisés dans les Ecoles de santé publique, la faible capacité des écoles en professeurs techniques pour assurer des formations selon les normes, la faible capacité des encadreurs de stages pour assurer une formation pratique de qualité des stagiaires et l'absence d'une inspection et de conseils pédagogiques, sont également de grands défis.

Le secteur de la santé investit d'énormes moyens pour doter les structures sanitaires d'équipements médicaux, cependant, les problèmes de maintenance impactent négativement la rentabilité de cet effort. Les défis à ce niveau se résument principalement à l'absence d'une véritable comptabilité matière pouvant permettre d'avoir un inventaire actualisé du patrimoine du secteur et l'inexistence d'un dispositif de maintenance des infrastructures et des équipements sanitaires.

En matière de fonctionnement des services de santé, plusieurs défis méritent une attention particulière. L'insuffisance dans l'application de certains documents de réforme, mais aussi l'inadaptation d'autres nécessitent ainsi leurs révisions ; Les besoins d'un renforcement des capacités institutionnelles en vue d'une meilleure organisation des services de santé, capable à atteindre les zones d'accès difficile ; Une faiblesse dans le développement du continuum de soins, notamment dans le domaine des capacités des services de santé à assurer les références et contre références.

Le renforcement du SNIS sera bénéfique au système en agissant sur sa capacité (RH, Matériels informatiques, financement) et la mise en œuvre du DHIS2.

#### 4.1.8.3 ORIENTATIONS ET PROGRAMMATION POUR 2020

Pour l'année 2020, le secteur de la santé poursuivra ses orientations telles que définies dans documents stratégiques et la SCAPP, mais surtout procédera à l'évaluation de la 3ème phase du PNDS et élaborera un nouveau PNDS pour la période 2021-2025, se préparera pour l'application du budget 2021 suivant l'approche programme et la réalisation d'un dossier d'investissement pour le SRMNIA dans le cadre du nouveau mécanisme de financement (GFF).

Dans le chantier stratégique d'amélioration des conditions d'accès aux services de santé du Levier 2 de la SCAPP, l'une des interventions principales prévoit d'améliorer la gouvernance du secteur de la santé, dont l'objectif serait d'améliorer l'efficacité des structures du secteur et le ciblage de ses interventions et à rationaliser l'utilisation de ses ressources.

Il s'agit d'agir sur les quatre domaines prioritaires du secteur comme suit :

1. Améliorer la gouvernance sanitaire par **L'INTRODUCTION DE LA GESTION AXEE SUR LES RESULTATS**, la prise en compte des impacts des changements climatiques et, le renforcement du financement et de la participation des acteurs du système de santé, en particulier les communautés. Les actions retenues dans cette intervention envisagent :
  - La continuité du processus de planification basé sur les évidences et les résultats déjà appliqués en 2019.

- La Mise en place d'un système de supervision permanent à tous les niveaux de la pyramide sanitaire.
- Une meilleure coordination du secteur, une amélioration du processus de planification, du suivi évaluation et un renforcement des capacités.
- Un renforcement de la communication et de l'implication de la communauté dans la gestion du système de santé.
- Le renforcement de la recherche, en particulier par la réalisation des études et enquêtes telles que l'Etude Démographie Santé (EDS), l'enquête STEP WISE, l'enquête SARA, les comptes de la santé 2018-2019 etc....
- Un renforcement de l'Inspection Générale de Santé (IGS), en ressources humaines, capacités techniques et appui en logistique pour assurer les missions de terrain.
- L'extension effective à la wilaya du Hodh Charghi du financement basé sur les résultats.

2. La deuxième intervention du chantier stratégique relative à *L'AMELIORATION DES CONDITIONS D'ACCES AUX SERVICES DE SANTE* du Levier 2 de la SCAPP, s'intéresse à l'amélioration des prestations de services du secteur de la santé. Son objectif est d'améliorer quantitativement et qualitativement les prestations du secteur et les rendre accessibles dans la perspective de la couverture santé universelle. L'action dans le secteur sera axée sur les trois domaines prioritaires que sont :

- Amélioration de la santé de la mère, du nouveau-né, de l'enfant, de l'adolescent et du jeune : pour se faire, le secteur prévoit pour 2020 de :
  - Renforcer les Paquets Minimum d'Activités (PMA) et les Paquets Complémentaires d'Activités (PCA) des formations sanitaires en y introduisant les paquets manquants, notamment la PTME.
  - Renforcer le suivi / supervision des structures déconcentrées.
  - Évaluer la qualité des soins de la mère et du nouveau-né dans les structures hospitalières de Nouakchott.
  - Réviser et diffuser les politiques, normes et procédures (PNP).
  - Mettre en place des Initiatives d'implantation des centres de dépistage des diagnostics des maladies.
- Contrôle des maladies transmissibles et non transmissibles à travers :
  - La mise en place d'une coordination multisectorielle de la surveillance épidémiologique.
  - Le renforcement des capacités en SIMR de tous les personnels de santé œuvrant dans la surveillance épidémiologique et le SNIS.
  - Le renforcement de la lutte contre la tuberculose, le paludisme et le VIH/SIDA.
  - Le renforcement des capacités des agents de santé en diagnostic et prise en charge correct des cas des maladies tropicales négligées.

3. *RENFORCEMENT DU SYSTEME DE SANTE ORIENTE VERS LA COUVERTURE DE SANTE UNIVERSELLE :*

En matière de ressources humaines :

- Elaborer le plan directeur de la formation continue.
- Elaborer le Profil pays des ressources humaines en santé.
- Mise à jour du nouveau Plan Stratégique de Développement des Ressources Humaines (PSDRH) qui est la réforme de base dans le domaine des ressources humaines en santé.
- Organiser un forum national sur les ressources humaines qui permettra d'obtenir un consensus national pour une meilleure gestion des ressources humaines.
- Préparer les écoles de santé à produire des cadres de santé tenant compte des besoins réels en ressources humaines du Ministère.

- Renforcer les normes et la réglementation des Ecoles de Santé Publique et mettre en place un mécanisme de suivi et évaluation de la mise en œuvre des nouveaux curricula des écoles et de la qualité des enseignements.
- Développer la télésanté comme approche de formation à distance.
- Evaluer la stratégie des Primes de Zones et de Technicité.
- Mise en place d'un système de rémunération adéquat.
- Porter une attention particulière au personnel prenant en charge la mère et l'enfant, notamment dans les zones périphériques.
- Poursuite et intensification de l'effort de formation des ressources humaines afin de se rapprocher de la norme de 23 personnels pour 10.000 habitants.

Dans le domaine des infrastructures, équipements et de la maintenance, les actions de renforcement du système de santé visent à :

- Disposer d'un état des lieux exhaustif des infrastructures et des équipements qui permettra d'alimenter dès 2020, une comptabilité matière à mettre en place au niveau central et déconcentré ; à travers l'exploitation des données de l'enquête sanitaire en cours.
- Elaborer une politique nationale de maintenance des infrastructures et des équipements qui permettra de disposer d'une stratégie de maintenance.

Dans le domaine des médicaments, l'action en 2020 permettra de :

- Poursuivre la mise en œuvre des dispositions de la politique pharmaceutique nationale et de l'appliquer à la liste nationale médicaments essentiels ; et prendre les mesures d'accompagnement nécessaires.
- Renforcer l'approvisionnement en médicament.
- Poursuivre les efforts d'appui à la CAMEC et au LNCQM.
- Redynamiser la Commission du médicament.

Le secteur connaîtra en 2020 la mise en place effective du DHIS2 et le renforcement des capacités des gestionnaires des données, en intégrant les données du SNIS de routine et les données de la surveillance épidémiologique ce qui permettrait de limiter les systèmes parallèles de données.

4. **LA SANTE COMMUNAUTAIRE** sera renforcée à travers son intégration avec la PCIME :

- L'édition et la diffusion des nouveaux outils de la SNCS et de la PCIME.
- La formation des ASC.
- La formation des prestataires PCIME.
- La formation des superviseurs.
- Le suivi et la supervision.
- La formation des membres des comités de santé des USB.
- L'adaptation des outils de la PCIME au contexte de santé communautaire (PCIME communautaire).

#### 4.1.8.4 RECOMMANDATIONS

En conclusion, l'année 2020 constitue une période de transition pour le secteur de la santé avec un PNDS II qui arrive à échéance et l'élaboration d'un nouveau PNDS 2021- 2030. Elle connaîtra aussi l'exploitation des résultats de l'enquête EDS qui permettront, d'une part, d'apprécier l'impact de la mise en œuvre du PNDS II et d'autre part de renseigner sur le taux de couverture des indicateurs d'effet et d'impact sur la base duquel vont se construire les orientations stratégiques du nouveau PNDS. Ces orientations sectorielles devront contribuer nécessairement à la réalisation des objectifs stratégiques du levier 2 de la SCAPP. Aussi, dans l'optique d'assurer une cohérence et un meilleur suivi du progrès sectoriel vers la



réalisation des objectifs de la SCAPP révisée, son cadre de performance doit tenir compte des indicateurs stratégiques retenus dans le PNDS III 2021-2026.

## 4.3 L'EMPLOI POUR TOUS ET PROMOTION DE LA JEUNESSE ET DU SPORT

### 4.3.1 Promotion de l'emploi productif et du travail décent pour tous

#### 4.3.1.1 OBJECTIF

Pour donner à la croissance économique un caractère inclusif, les orientations de la SCAPP visent à faire accompagner la transformation de l'économie par des programmes spécifiques de promotion de l'emploi, notamment en direction des diplômés, des jeunes, des femmes et des groupes vulnérables, avec l'utilisation, chaque fois que cela est possible, de l'approche "haute intensité de main d'œuvre" pour le développement des infrastructures.

De même, il est prévu que ces programmes soient encadrés par une actualisation de la politique de l'emploi et le renforcement de ses mécanismes de coordination et bénéficient de la mise à niveau des services publics d'emplois et la mise en place d'un partenariat dynamique avec le secteur privé.

Le secteur de l'emploi qui a été regroupé avec la Jeunesse et les Sports dans un même département ministériel à partir du 08/08/2019 a, depuis cette date, entrepris les actions suivantes :

- La préparation de la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de l'Emploi (SNE).
- L'insertion de 75 jeunes qui ont des précédents de délinquance.
- Le lancement d'une enquête prospective en vue d'évaluer le potentiel de création d'emplois dans les secteurs publics et privés.
- L'installation en cours d'une Unité de Gestion du Programme National d'Emploi.
- L'octroi en cours de Micro-crédits à 100 sortants des centres de formation professionnelle.
- L'opérationnalisation du Système d'Information sur l'Emploi mis en place au niveau de l'ANAPEJ.
- La préparation en cours de journées de concertation avec le Secteur Privé sur les meilleures voies de création d'emploi au profit des jeunes notamment.
- La Formation de 54 enquêteurs sur les techniques d'enquêtes sur l'emploi dans les Moughataas de Nouakchott.

#### 4.3.1.2 REALISATIONS

L'ANAPEJ a au cours de l'année 2019 réalisé les activités suivantes en lien avec l'insertion et la professionnalisation des jeunes demandeurs d'emplois :

- Formation en création et gestion des entreprises de 280 chercheurs d'emploi (CREE et GERME).
- Formation de 603 chercheurs d'emploi en bureautique dans les salles des agences locales.
- Financement de 232 projets au profit des jeunes chercheurs d'emploi (65 MPE au profit des sortants de l'enseignement universitaire, 130 AGR au profit des sortants de l'enseignement général, 37 AGR au profit des groupes spécifiques (Femmes, retraités actifs et les personnes ayants des besoins spécifiques) .
- Mise en stage au profit de 160 jeunes diplômés dans les secteurs publics et privés dans le cadre du programme Khoutwa.

### 4.3.2 Promotion de la jeunesse et des sports

#### 4.3.2.1 OBJECTIF

La stratégie à l'horizon 2030 vise comme objectif principal à placer les préoccupations des jeunes au cœur des activités de toutes les institutions du pays, dans le cadre d'une démarche innovante, intégrée et transversale. Le plan d'action de la mise en œuvre de cette stratégie se décline selon les axes suivants:

1. Renforcement des capacités des acteurs du secteur
2. Renforcement les capacités d'insertion sociale et économique des jeunes
3. Renforcement de la participation citoyenne des jeunes et le respect de leurs droits humains



4. Promotion du sport comme valeur de santé publique et d'unité nationale
5. Amélioration de la pratique des loisirs par les jeunes

#### 4.3.2.2 REALISATIONS

C'est dans ce cadre que les activités suivantes ont été entreprises au cours de l'année 2019 en vue de contribuer à l'atteinte des objectifs assignés :

##### *SUR LE PLAN JURIDIQUE ET INSTITUTIONNEL*

- L'Établissement d'un nouvel organigramme du Ministère incorporant le secteur de l'emploi.
- La ratification de la convention antidopage par notre pays en vue de se conformer aux normes internationales et afin de garantir plus de compétitivité et de transparence au niveau de la pratique sportive.
- La modification du statut de l'office du complexe Olympique (OCO) qui est ainsi passé d'un Établissement Public à Caractère Administratif (EPA) à un Établissement Public à Caractère Industriel et Commercial Administratif (EPIC) en vue de permettre de générer des ressources susceptibles d'assurer le fonctionnement et la maintenance de cette infrastructure qui vient d'être renouvelée.

##### *SUR LE PLAN DE LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES*

- L'application des orientations du Président de la république et du Premier Ministre relatives à la redynamisation et à la modernisation de l'administration ainsi que l'amélioration de l'accueil de ses usagers et le traitement rapide de leurs demandes.
- La formation des responsables de la DRH/ MJS sur la gestion des ressources humaines dans le cadre du programme de formation exécutée par le Ministère de la Fonction Publique.
- La formation initiale au niveau de l'Institut Supérieur de la Jeunesse et des Sports (ISJS) pour les deux promotions (2ème et 3ème années) pour les deux filières (Jeunesse et Sports). Le nombre d'étudiants qui suivent les cours à l'institut est de 118 dont 40 étudiantes.
- La fin de l'année scolaire 2019/2020 verra la sortie des premiers titulaires de License de l'ISJS pour les deux filières.

##### *DANS LE CADRE DE LA PROMOTION DE LA JEUNESSE*

- La participation de plus de 5000 jeunes issus du milieu associatif à la marche organisée par le Gouvernement, le 09/01/2019 contre la haine.
- La validation, lors d'une rencontre nationale, du plan de travail des trois chantiers retenus par les jeunes mauritaniens dans le cadre du projet « la Voix des jeunes du Sahel » / en partenariat avec le Centre HD.
- La tenue en collaboration avec l'Organisation Mauritanie Perspectives d'un Séminaire en vue de l'identification de projets porteurs en matière de bonne gouvernance priorisant les droits humains, la jeunesse et les migrations .
- L'organisation à Nouakchott d'un Forum national des jeunes sur le dividende démographique en partenariat avec l'UNFPA et le Projet SWEDD.
- L'organisation d'une Colonie de vacances au profit de 37 élèves méritants issus des écoles publiques des 3 wilayas de Nouakchott.
- La tenue à Kaédi d'une rencontre entre 130 jeunes provenant de 15 wilayas sur la citoyenneté, le civisme et la démocratie en partenariat avec le PNUD.
- L'organisation d'une caravane de sensibilisation sur la citoyenneté au profit de 300 jeunes de Nouakchott, du Trarza, du Brakna et du Gorgol.
- L'octroi de 57 subventions à des organisations de jeunesse opérant à Nouakchott, au Hodh Charghi, en Assaba, au Trarza, en Adrar et au Tiris Zemour dans le cadre du Projet PCPDI financé par l'Union Européenne.

**DANS LE DOMAINE DU SPORT**

Le département a réalisé, depuis le début de l'année 2019, un ensemble d'activités parmi lesquelles on peut citer :

- L'organisation du Tour Cycliste de Mauritanie : Le tour du sahel a vu cette année la participation de 68 cyclistes représentant 10 pays (l'Algérie, la Guinée, le Maroc, la Mauritanie, le Sénégal, la Gambie, la France, la Libye, le Mali et la Tunisie) en plus d'une caravane d'accompagnement comprenant 180 personnes issues des nationalités prenant part à la compétition.
- La célébration de la journée nationale du sport : cette 7ème Edition, patronnée et lancée par le Président de la République, le 06 Avril 2019.
- Le Marathon de Nouakchott Le coup d'envoi du Marathon a été donné par Son Excellence Monsieur le Président de la République et l'affluence des athlètes était significative et remarquable.
- Le salon des fédérations : Pour la 3ème fois consécutive une exposition a été organisée en vue de permettre aux différentes fédérations de faire connaître au public leurs disciplines sportives et les résultats obtenus lors des compétitions nationales et internationales.
- La Coupe du Président de la République pour le Kick Boxin.
- La tenue de l'édition 2019 de la Journée Nationale du Sport qui a vu l'organisation de 26 activités sportives animées par les fédérations opérationnelles à Nouakchott et au moins la tenue d'une manifestation sportive par wilaya à l'intérieur du pays.
- Participation des Mourabitounes à la CAN 2019 Le premier semestre de l'année 2019 a été marqué par la préparation de la participation l'équipe nationale à la CAN 2019 suite à sa qualification historique aux phases finales de cette grande compétition continentale et internationale.
- La fédération nationale de Handball a organisé le tournoi nommé Challenge Trophy féminin regroupant plusieurs pays de la sous-région Ouest Africaine.
- Aussi les Fédérations de Cyclisme, de Karaté, de Kick Boxing, de Tennis, de Tennis de Table, de Taekwondo, de JiuJitsu et de Keng Fu ont toutes participé à des compétitions et rencontres internationales où elles ont dignement représenté le pays en bénéficiant parfois de médailles d'or ou d'argent ou de bronze.

**SUR LE PLAN DE L'EQUIPEMENT ET DE L'OPERATIONNALISATION DES INFRASTRUCTURES EXISTANTES**

- L'acquisition d'équipements nécessaires au bon fonctionnement des maisons des jeunes est actuellement en cours (réception en cours).
  - L'équipement de l'Office du Complexe Olympique est en cours.
- Des subventions ont été accordées aux maisons des jeunes fonctionnelles au niveau de toutes les wilayas en vue d'assurer leur bon fonctionnement.

**VOLET INFRASTRUCTURES**

L'état d'avancement des constructions et réhabilitations des Infrastructures sportives et socioéducatives financées par l'État mauritanien et par les PTFs a très positivement évolué depuis le 01/01/2019. La situation globale d'avancement du volet infrastructure est caractérisée par :

- Le quasi-achèvement des travaux des infrastructures réalisées dans le cadre du Programme National Intégré de Décentralisation, de Développement Local et de l'Emploi (PNIDDLE) sur toute l'étendue du territoire national.
- La finalisation des études techniques pour la construction et la réhabilitation de stades et maisons des jeunes au niveau des 3 wilayas de Nouakchott.
- Le lancement de concours d'architecture pour la construction à Nouakchott d'un Stade 30000 places et d'une salle Omnisport.

- La réception définitive de l'Office du Complexe Olympique qui sera prochainement ouvert au public. L'équipement et la réalisation des travaux complémentaires nécessaires à son exploitation optimale et qui ne figuraient pas au cahier des charges exécuté par la partie chinoise sont en cours.
- La Réception de la réhabilitation de la maison des jeunes de Rosso réalisée dans le cadre du projet Prévention des Conflits et Promotion du Dialogue interculturel.
- L'inauguration de la Maison des Jeunes de Kiffa Financé dans le cadre du même projet.
- La réception de l'arène de lutte de Sebka exécutés par l'agence TADAMOUN sur financement de l'État.
- La réception des salles polyvalentes au niveau des 3 wilayas de Nouakchott ; leur équipement est en cours.
- La programmation de la construction du Stade de Nouadhibou.
- La transmission des études techniques du stade du Ksar au MHUAT en vue de sa réhabilitation en 2020.

Interventions	%	Total budget du chantier
Promotion de la culture, de la jeunesse et des sports	53%	1 539 062 684
Promotion de l'emploi productif et du travail décent pour tous	47%	

#### PROJETS ET PROGRAMMES LIES A LA COOPERATION BI ET MULTILATERALE

Au chapitre de la Coopération Internationale le MEJS a déployé plusieurs efforts aussi bien sur le plan bilatéral que sur le plan multilatéral en vue de la mise en œuvre de partenariat susceptibles de promouvoir les activités de jeunesse et le développement du sport au niveau national.

C'est ainsi que sur le plan bilatéral des conventions de partenariat sont en instance de signature avec la Tunisie, le Soudan, l'Égypte, l'Algérie et le Maroc. Au niveau multilatéral le contact s'est poursuivi avec les agences onusiennes (PNUD, UNFPA, UNICEF, OMS, OIM etc.) en vue de la mise en œuvre de la Stratégie Nationale d'Emploi et celle de la jeunesse, des Sports et des Loisirs.

La situation des Projets financés par les PTFs est la suivante :

- Le projet SWEDD (financement BM) a été prorogé jusqu'à fin 2020.
- Le Projet Prévention des Conflits et Promotion du Dialogue Interculturel (financement UE) vient d'être évalué puis clôturé. Il laissera place dès début 2020 à un deuxième projet dénommé SEMAH financé par le même partenaire avec plus de ressources et ciblant de nouvelles wilayas.
- Le projet autonomisation des jeunes connu sous le nom EMELI, financé par l'USAID et exécuté par l'Organisation Internationale des Migrations n'a pu être exécuté convenablement eu égard aux conditionnalités exigées par la partie américaine préalablement à la mobilisation des financements prévus dans la convention de partenariat entre les deux pays et l'OIM.
- Le Programme National de Volontariat en Mauritanie (PNVM) est en cours de démarrage et les négociations avec le PNUD et l'UNFPA en vue de l'appuyer sont en cours.
- Le projet de Promotion de la jeunesse et la prévention contre les IST/VIH se poursuivent.
- Un projet de la FIFA en vue du développement du Football en milieu scolaire verra bientôt le jour. Ses documents ont été signés par les Secrétaires Généraux du MENEFP, du MJS et de la FIFA le 18/11/2018 à Nouakchott.
- Dans le cadre du Programme National d'Emploi, dont l'unité de Gestion est en cours de mise sur pied, un projet financé par la Banque Mondiale sur l'Employabilité des Jeunes et un projet similaire sur financement de la BAD sont en cours de préparation.
- Le projet d'appui à l'ANAPEJ sur financement de la coopération espagnole est en cours d'exécution.

## 4.4 MEILLEURE RESILIENCE DES COUCHES LES PLUS VULNERABLES

L'objectif de ce chantier est d'augmenter la résilience des couches vulnérables et d'assurer qu'elles tirent le maximum de profit des fruits de la croissance. Il s'agit d'assurer une forte inclusion sociale par un accès équitable à des services de base de qualité à des coûts raisonnables et d'assurer une gestion durable de ces services. Le chantier comporte les 5 principales interventions suivantes :

- Eliminer l'insécurité alimentaire
- Améliorer la protection sociale, l'égalité et le genre ;
- Garantir l'accès de tous à des services d'approvisionnement en eau potable et à des services d'assainissement adéquats ;
- Garantir l'accès à l'électricité et un approvisionnement en hydrocarbures ;
- Promouvoir les secteurs du bâtiment et de l'habitat.

### 4.4.1 Sécurité alimentaire, Protection sociale, Égalité de Genre, Enfance et Famille

#### 4.4.1.1 REALISATIONS

##### *LES REALISATIONS EN MATIERE DE SECURITE ALIMENTAIRE ET DE NUTRITION*

##### **Programme EMEL**

Gestion et approvisionnement de 1715 boutiques dans plusieurs communes et villages ruraux dans le cadre du programme EMEL. Ces boutiques ont été approvisionnées avec plus de 65 000 tonnes de denrées alimentaires diverses à des prix réduits au profit des groupes vulnérables.

Dans le cadre ce programme, 1715 boutiques sont réparties sur le territoire national bénéficiant à 343 000 ménages pauvres soit près de 1 715 000 personnes. Ce programme a permis aussi la création de près de 2600 emplois.

##### **Opération Ramadan**

Elle a permis de disponibiliser et de vendre 2200 tonnes de produits alimentaires de première nécessité à des prix préférentiels au profit des couches vulnérables.

##### **Programme d'Assistance au Cheptel**

Mise en vente de 2000 tonnes d'aliment bétail au profit des éleveurs dans les zones les plus touchées par la baisse de la pluviométrie.

##### **Programme d'intrants agricoles**

Cette activité exécutée en concertation avec le Ministère du Développement rural a permis de distribuer d'importantes quantités d'intrants agricoles et de produits phytosanitaires au profit des zones agropastorales : 35000 tonnes de produits phytosanitaires et 335 000 litres de Propanil ont ainsi été distribués.

##### **Programme d'urgence**

- Distribution de 500 tonnes de produits alimentaires et leur distribution à 5640 ménages pauvres et vulnérables ;
- Distribution d'aides sociales dans le cadre des filets sociaux au profit de 3575 ménages pauvres soit près de 36 millions d'ouguiyas MRU ;
- Distribution de 459 lots de produits divers (tentes, nattes, couverture) au profit des ménages des villages ayant subi les effets des inondations et des tempêtes qui ont frappé quelques wilayas du pays ;
- La Commissariat apporte aussi son appui et son assistance aux réfugiés Maliens installés dans les camps de M'Berra à travers la distribution de produits alimentaires ;

- Microprojets : Financement de 200 microprojets pour la sécurité alimentaire pour un montant de 62 millions ouguiyas MRU ;

### Programmes de Nutrition

Ouverture de 45 centres de nutrition au profit des enfants de moins de 5 ans souffrant de malnutrition et femmes enceintes au niveau des wilayas de Nouakchott (2250 bénéficiaires) ;

### Suivi de la situation alimentaire

- Réalisation de deux enquêtes en février et en Aout 2019 pour le suivi de la situation alimentaire et pour l'appréciation du nombre de ménages pouvant être dans une situation difficile.
- Organisation de mission d'évaluation de la situation alimentaire et d'identification des communes à risque afin de définir les besoins spécifiques sur la base de la situation alimentaire ;
- Suivi régulier des marchés et appréciation du niveau de l'évolution des prix et de l'approvisionnement en produits de première nécessité ;

### Programmes de développement

Les travaux se poursuivent au niveau des 200 micro-projets présents dans six wilayas du pays. Ces projets d'une enveloppe de 62 millions MRU portent sur les clôtures grillagées, les aménagements, l'approvisionnement en eau, les activités génératrices de revenus, etc.

### Renforcement des capacités de stockage

Construction et mise en fonction d'un magasin de 30 000 tonnes à Nouakchott, et de deux autres magasins à Barkéol et Amourj avec une capacité de 200 tonnes chacun.

#### 4.4.1.2 LES DEFIS ET CONTRAINTES

Les défis et les contraintes sont les suivants :

- Absence d'une base de données harmonisée permettant d'identifier facilement ; les populations vulnérables de manière transparente.
- Les financements accordés sont faibles au regard des besoins et des défis auxquels le Département doit faire face.
- La multiplicité des intervenants et absence d'un cadre de concertation et de coordination.
- La poussée régulière de la sédentarisation anarchique augmente la pression sur l'exécution de certains programmes.

Au titre de l'année 2020, le Département envisage de mettre en œuvre diverses activités présentées ci-dessous pour renforcer la sécurité alimentaire et les mécanismes de coordination, de pilotage et de mise en œuvre :

- Mise en œuvre d'un système de suivi de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.
- Suivi des indicateurs de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.
- Mise en place d'un système de veille couvrant l'ensemble du territoire.
- Elaboration d'un mécanisme de gestion et constitution progressive du stock physique.
- Création d'un fonds spécial dédié au renouvellement du stock physique.
- Construction de nouvelles infrastructures de stockage et réhabilitation de celles existantes.
- Modernisation de la gestion des stocks.
- Acquisition de moyens logistiques.
- Modernisation de la gestion et de la maintenance du parc roulant.
- Développement de méthodes de ciblage et d'identification des bénéficiaires.
- Organisation d'opérations de distribution gratuite de vivres et du cash.
- Mise en place d'un plan de contingence.
- Mise en œuvre du programme d'assurance ARC.
- Assistance aux réfugiés maliens du camp de M'berra.

- Mise en œuvre du programme de vente à prix social de produits alimentaires (EMEL).
- Mise en œuvre de l'opération Ramadan.
- Ouverture de centres de récupération nutritionnelle en ambulatoire (CRENAM).
- Promotion du programme de cantines scolaires.
- Fourniture d'intrants agricoles (Engrais, Herbicides, Matériels agricoles, etc.).
- Protection des champs et zones agricoles.
- Réhabilitation des infrastructures agricoles et récupération des sols dégradés.
- Mise en place de mini laiteries.
- Réalisation d'équipements de forages et d'adductions d'eau potable.
- Création d'emplois saisonniers à haute intensité de main d'œuvre (Vivres contre travail ou cash).
- Mise en place d'activités génératrices de revenus.
- Elaboration de la politique nationale de sécurité alimentaire.
- Mise en place d'un dispositif de coordination des intervenants aux niveaux central et déconcentré.
- Amélioration de la transparence des rapports avec les partenaires étrangers.
- Développement d'outils de plaidoyer pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle.
- Modernisation des outils de gestion administrative et financière.
- Amélioration de la gestion du patrimoine.

#### 4.4.1.3 BILAN DES REALISATIONS EN MATIERE D'EGALITE DE GENRE, ENFANCE ET FAMILLE

Dans le cadre de la mise en œuvre de la *POLITIQUE DE PROTECTION SOCIALE* ciblant les catégories vulnérables, les actions suivantes ont été réalisées :

- La prise en charge de 71 malades évacués à l'étranger en particulier au Maroc et aucun malade pour la Turquie.
- L'affectation d'une subvention annuelle pour la prise en charge des malades indigents dans les Centres Hospitaliers qui sont estimés à 4843 malades.
- Prise en charge de 1292 cas de maladies chroniques, de 1 625 malades dialysés., la réalisation de Cash transferts au profit de 110 enfants polyhandicapés, Octroi d'assistance sociale au profit de 102 personnes handicapées dans l'incapacité de travailler ; Financement de 61 AGR individuelles au profit des personnes handicapées sans emplois , Accueil, prise en charge, enseignement et formation professionnelle des 245 enfants en situation d'handicap (sourds, aveugles, autistes et déficients intellectuels).
- Commande et distribution de 800 aides techniques pour la mobilité (400 fauteuils roulant, 400 béquilles et 50 déambulateurs).
- Mise en place de trois commissions techniques interdépartementale pour l'opérationnalisation de la carte de personnes handicapées (santé, éducation fondamentale et secondaire).
- Introduction d'un module spécifique au handicap au niveau de l'enquête démographique et de santé EDS en cours, prenant en compte les besoins des personnes handicapées.
- Construction, équipement et inauguration du siège de la fédération Mauritanienne des Associations de Personnes Handicapées.

*DANS LE DOMAINE DE LA PROMOTION FEMININE ET DU GENRE*, il y a eu l'organisation de plusieurs ateliers de formation et de renforcement des capacités du personnel et des responsables des coopératives féminines dont notamment :

- Atelier de formation des formatrices des Espaces Sûrs et préparation des formations régionales dans les zones d'intervention du SWEDD du 04 au 13 février 2019.
- Commémoration de la Journée Internationale "Tolérance Zéro MGF", 06 février 2019.
- Mission de lancement effectif du démarrage du transport scolaire dans les wilayas d'intervention du Projet SWEDD du 26 février au 10 mars 2019.
- Célébration de la Journée Internationale de la Femme, 08 mars 2019.
- Participation à l'atelier de formation des Maires adjointes des communes des wilayas de l'Adrar, de Dakhlet-Nouadhibou, du Tiris-Zemour et de l'Inchiri organisé à Atar par le MASEF en collaboration avec le PNUD du 11 au 12 juillet 2019 à Atar.

- Participation à l'atelier de formation sur la Méthode de Géo-capacitation du portefeuille (GEMS) organisé par le Secrétariat Technique Régional du Projet (UNFPA-WCARO) au profit des UGP des 7 pays couverts par le SWEDD, du 02 au 05 septembre 2019 à Abidjan, en Côte d'Ivoire.
- Participation à la mission de Redynamisation et formation du comité régional et des comités départementaux sur les VBG y compris les MGF.
- Remise de financements à 20 coopératives féminines lauréates et à 100 filles des espaces sûrs par le Projet le SWEDD.
- Participation à la formation sur le Protocole de Prise en charge des Victimes de Violences Sexuelles organisée par Médicos del Mundo – Espagne.
- Organisation d'une formation en cascade au profit de 50 femmes relais, du 14 au 16 Novembre 2019 dans les wilayas du Hodh El Charghi, Hodh El Gharbi et Guidimagha, et du 22 au 24 Novembre 2019 en Assaba / MASEF – Projet SWEDD.
- Organisation d'un Atelier régional de renforcement des capacités des Femmes Députées au niveau national du 18 au 19 novembre 2019 à Akjoujt (Inchiri), dans le cadre du Projet Participation Politique des Femmes.
- Réunion annuelle de la Coordination régionale de la Plateforme des Femmes du G5 Sahel .
- Réunion statutaire des Ministres en charge de la Femme et du Genre des pays membres du G5 Sahel.
- Participation à la Rencontre de Haut Niveau sur les violences à l'égard des femmes et des filles.
- Sortie de 173 filles et 81 en cours de formation du centre de formation et de promotion féminine durant l'année scolaire.
- Formation de 45 filles en teinture au niveau de Nouakchott et Néma.
- Organisation de quatre (4) sessions de formation des formateurs dans divers domaines.
- Formation et renforcement des capacités de 36 formateurs sur les approches pédagogiques.
- Renforcement des capacités de 07 formateurs en coiffure et cosmétique.
- Renforcement des capacités de 5 formateurs en restauration et pâtisserie.
- Formation de 4 unités qualifiantes sur la santé animale.
- Formation de 2 unités qualifiantes sur les techniques agricoles.
- Mise en œuvre de 23 projets générateurs de revenus au profit des filles lauréates du CFPF en 2019.

#### EN MATIERE D'ENFANCE ET DE LA FAMILLE

Les principales activités mises en œuvre ont porté sur:

- Elaboration et finalisation de la Stratégie Nationale de Protection de l'Enfant.
- Formation des coordinatrices régionales du MASEF et les chefs de division de l'enfance sur la Communication pour le Développement (C4D) et le développement de la petite enfance.
- Organisation à Nouakchott, pour la 1ère fois en Mauritanie, de la 23ième session de la commission de l'enfance arabe et de la 15ième réunion de suivi de la lutte contre les violences à l'égard des enfants et 9ième session de la commission de la ligue arabe pour la famille.
- Organisation d'une réunion du Conseil National de l'Enfance.
- Organisation d'une réunion du groupe de protection de l'enfant.
- Participation à l'élaboration du rapport périodique de la Charte Africaine des Droits et du bien-être de l'Enfant (CADBE).
- Formation de 60 acteurs de la protection de l'Enfant sur la Communication pour le Développement (C4D).

#### 4.4.1.4 BILAN EN MATIERE DE TRANSFERTS SOCIAUX

La mise en place du système de national de filets sociaux contribue à la mise en œuvre de la stratégie de protection sociale avec l'instrument clé du Registre Social qui donnerait à tout programme social un mécanisme pour cibler les pauvres et les plus vulnérables d'une manière efficace et transparente.



Dans le cadre de ce volet protection sociale diverses actions ont été menées au niveau de Ministère des Affaires Sociales de l'Enfance et de la Famille et au niveau de la Délégation Générale à la Solidarité Nationale et à la Lutte Contre l'Exclusion « TAAZOUR », (Programme National des Transferts Sociaux « Tekavoul » s'ajoutant à celles ayant trait à la sécurité alimentaire. Ces actions conjuguées doivent permettre à la Mauritanie de progresser dans l'atteinte de l'ODD 10. « Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre » – Cible 10.2 « 10.2 D'ici à 2030, autonomiser toutes les personnes et favoriser leur intégration sociale, économique et politique, indépendamment de leur âge, de leur sexe, de leur handicap, de leur race, de leur appartenance ethnique, de leurs origines, de leur religion ou de leur statut économique ou autre » et de respecter ses engagements internationaux en matière de protection sociale et de droits humains.

Dans le cadre du Projet Tekavoul, les principales actions réalisées en 2019 ont porté sur :

- La conduite de quatre (4) séances de promotion sociale sur les modules « Nutrition, hygiène et développement de la petite enfance » au profit de 20542.
- La distribution d'un montant de 180 535 500 MRU soit 1.805 355 000 MRO aux ménages les plus pauvres dans les Moughataas et communes de : M'bout, Selibabi, Ghabou, Oul Yengé, Barkéol, Kankoussa, Tintane et Koubenni.
- L'inscription de 3536 ménages bénéficiaires à Maghama.
- Le lancement d'une enquête de suivi (Midline) afin de pouvoir mesurer l'impact du programme Tekavoul.
- Le lancement d'une nouvelle activité de formation portant sur le dialogue au sein des ménages bénéficiaires de Tekavoul est en cours de conception et sera pilotée dans la Moughataa de Maghama à partir de juillet 2019.

**Tableau 11 : Financement des interventions en 2019 (source : LFs 2016, 2017, 2018 et 2019)**

Chantier stratégique d'une meilleure résilience des couches les plus vulnérables		
Interventions	Part du budget en 2019	%
Protection sociale, égalité genre, enfance et famille	3 609 384 014	68
Approvisionnement en eau potable et accès aux services d'assainissement	609 629 439	12
Garantir l'accès à l'électricité et un approvisionnement en hydrocarbures	597 647 329	11
Développement des secteurs des bâtiments et de l'habitat	481 151 510	9
Total budget chantier stratégique	5 297 812 292	100

#### 4.4.1.5 PERSPECTIVES/PLAN D'ACTION 2020

- Extension du programme Tekavoul pour atteindre 70.000 ménages avant la fin de l'année 2020
- Le volume des financements espérés en 2020 est de : 370 531 717 MRU

#### 4.4.1.6 RECOMMANDATIONS POUR 2020

- Améliorer davantage le taux de décaissement
- Mobilisation de fonds nécessaires pour permettre au programme d'atteindre les 70.000 avant la fin de l'année 2020
- Mobilisation des ressources humaines nécessaires à l'extension du programme

#### 4.4.2 Accès à l'eau potable et aux services d'assainissement

#### 4.4.2.1 OBJECTIF

L'objectif de cette intervention est de garantir l'accès de tous à des services d'approvisionnement en eau potable et des services d'assainissement de qualité, ainsi que la mise en place d'une gestion durable des réserves en eau (ODD 6).

#### 4.4.2.2 REALISATIONS

Ainsi, le Département a entrepris un vaste programme de projets structurants d'infrastructures destinés à améliorer le niveau d'accès des populations aux services d'eau et d'assainissement. Parmi ces projets structurants, on peut citer à titre d'exemple :

- Le Projet de Distribution d'eau potable de Nouakchott, qui fait suite au volet production achevé et mis en service depuis fin 2010, qui est en cours d'achèvement. Tous les lots sont quasiment terminés et les quartiers concernés par le projet sont déjà alimentés en continu avec des pressions de service dépassant 1.5 bars. Une phase complémentaire est en cours de lancement. Elle concerne les quartiers nouvellement lotis de Nouakchott.
- le Projet Dhar, dont la première phase du projet, achevée en 2012, a permis la réalisation de 24 forages répartis sur deux champs captants Boughla et Derwich. La seconde phase relative à la réalisation des systèmes AEP est en cours d'exécution pour l'axe sud, après l'achèvement des travaux dans l'axe nord. Cette phase vise l'alimentation en eau potable de certaines villes, centres et localités du Hodh Charghi pour une population estimée à 105 235 habitants à l'horizon 2030. De même, les travaux pour l'alimentation de Djiguenni et Aioun ont déjà commencé.
- le Projet Aftout Chergui dont l'objectif est la couverture des besoins en eau, à partir du barrage de Fom Gleita, de plus 180 000 personnes réparties dans 465 localités du triangle de l'espoir au niveau des wilayas du Gorgol, de l'Assaba et du Brakna.
- Le Programme National Intégré pour le Secteur de l'Eau en milieu Rural (PNISER) dans les Wilayas du Gorgol, du Brakna et du Tagant) au profit d'une population estimée à 120 000 habitants, 46 forages d'exploitation ont été réalisés sur les 50 prévus, 10 systèmes d'AEP ont été réhabilités.
- Le Projet Assainissement des eaux pluviales de Nouakchott, qui vise à évacuer les eaux pluviales et souterraines dans les zones basses de Nouakchott au profit d'une population d'environ 400 000 habitants. Il comporte un réseau de collecte de caniveaux fermés, un réseau de refoulement en tuyaux en fibres de verre et un parc de 4 stations de pompage. Ce projet est déjà mis en service.

#### 4.4.3 accès à l'électricité et approvisionnement en hydrocarbures

Il s'agit d'assurer un accès à des sources énergétiques fiables et à un coût abordable, à un plus grand nombre de citoyens. L'accès universel à l'électricité sera assuré à tous les ménages, en améliorant les prestations de service aux clients (ODD7, à travers l'extension et la qualité du réseau et la diversification des sources de production de l'électricité, en privilégiant les énergies propres (notamment solaire et éolienne). Dans le domaine des hydrocarbures, le prix de l'essence et du gazoil seront optimisés en vue de maintenir le pouvoir d'achat des ménages.

Dans le secteur de l'électricité, les efforts déployés en 2019 ont permis d'améliorer sensiblement l'accès des populations à des sources d'énergie fiables : plus de 420 MW de capacités additionnelles installées ces dernières années, et un mix énergétique diversifié (42% d'énergies renouvelables, près de 300.000 abonnés,

Pour plus de détails, voir Rapport bilan du Levier 1.

#### 4.4.4 Développement des secteurs des bâtiments et de l'habitat

##### 4.4.4.1 OBJECTIF T RESULTATS ATTENDUS

L'objectif dans ce domaine est l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi des stratégies du Gouvernement dans les domaines de l'Habitat, de l'urbanisme et du bâtiments et équipements publics, en vue d'assurer

les conditions d'accès au logement décent, des services de base de qualité par l'accès à la propriété foncière et immobilière, doter les villes des équipements sociaux de bases indispensables tels que, les équipements éducatifs, sanitaires, sportifs et administratifs.

Les résultats attendus à long terme comprennent notamment : (i) la viabilisation de 30.000 parcelles; (ii) la construction et l'équipement de 200 services collectifs; (iii) la construction de 5000 logements sociaux; et 2000 logements économiques, l'accroissement et la modernisation de l'offre nationale de bâtiments et équipements publics ainsi que l'élaboration et la généralisation des documents d'ordre stratégiques et opérationnels de planification et de gestion urbaine, sur toute l'étendue du territoire nationale.

#### 4.4.4.2 REALISATIONS

##### *EN MATIERE D'URBANISME*

En vue de réaliser l'objectif visant la mise en œuvre d'une politique de la ville, pour faire de celle-ci un espace de vie et de créativité, et d'assurer une organisation, planification et gestion urbaine maîtrisée de nos villes, le Département a élaboré pour la ville de Nouakchott, un certain nombre de documents stratégiques et opérationnels urbains.

Il s'agit entre autres, du schéma directeur d'aménagement et d'Urbanisme de la ville de Nouakchott (SDAU), qui définit les orientations majeures en matière de développement et de planification urbaine. Dans la même lancée, un plan local d'urbanisme de la commune de Tévragh Zeina fut élaboré, il porte un projet global d'aménagement et d'organisation de la commune, sur lequel doivent s'inspirer l'ensemble des opérateurs de la ville, pour respecter les prescriptions pour le développement durable, en harmonie avec les politiques d'urbanisme, d'Habitat et de déplacement urbain. Ce document facilite les interventions dans la ville et cadre les opérations en milieu urbain.

Sur le plan réglementaire, le département s'est aussi enrichi par l'élaboration des textes d'applications du code de l'Urbanisme, particulièrement ceux relatifs à l'instruction des permis de construire, et il s'appuie sur la banque mondiale dans le cadre du doing-business, pour une réglementation du traitement des demandes et la délivrance des permis de construire et des déclarations des travaux.

En matière d'opérations urbaines : Le département a prolongé son programme de lutte contre les occupations et installations irrégulières et illicites dans les villes de TINTANE, de SELIBABY et NOUAKCHOTT, à travers ces opérations de restructuration-remembrement entamées pour plus d'une décennie, le MHUAT vise un triple objectif qui est à atteindre : (urbain-foncier-social).

##### *EN MATIERE D'AMELIORATION DE L'HABITAT*

Le département a entamé le processus de mise à jour des textes juridiques relatifs à la promotion immobilière, en vue de préparer les conditions nécessaires pour la production des logements économiques et la création d'un mécanisme adéquat de financement de l'Habitat économique.

En prélude à la formulation et la mise en œuvre du programme « DARI », le Ministère a lancé, à titre de projet pilote, le projet de construction de 50 logements sociaux en matériaux locaux (construction avec des blocs en terre compressée (BTC) dans la nouvelle zone d'extension de la ville de Sélibaby, ce projet est conçu sous la forme chantier-école, dès lors que cette expérience réussit, le projet sera dupliqué vers d'autres villes du pays.

Par ailleurs le département a lancé une étude pour un programme de logements économique à Nouakchott, sous forme de partenariat public-privé (PPP) avec l'appui de la banque mondiale qui a déjà notifié sa non-objection pour la réalisation de cette étude.

En Outre, le département a réalisé un rapport de diagnostic, pour l'élaboration d'une stratégie nationale de l'Habitat, préconisant les mécanismes de financements et les moyens nécessaires pour la promotion immobilière en milieu urbain et rural.

#### 4.4.4.3 PERSPECTIVES

##### **EN MATIERE DE L'HABITAT ET DE L'URBANISME**

**Promouvoir un accès régulier et équitable à la propriété foncière :**

- Avancement des travaux en cours d'exécution du projet pilote des 50 logements construits en matériaux locaux à Sélibaby sous forme de chantier-école.
- Débuter l'élaboration de la stratégie nationale de l'Habitat préconisant les mécanismes de financements et les moyens nécessaires pour la promotion immobilière en milieu urbain et rural.
- Finalisation de l'étude relative au programme de logements économique à Nouakchott, sous forme de partenariat public-privé (PPP).

##### **Assurer un développement maîtrisé des willayas**

Le département compte poursuivre les réalisations citées ci-haut et de réaliser ce qui suit :

- Parachèvement, de l'opération d'extension et de la modernisation de la ville de sélibaby (route équipements, accès à la propriété foncière, service de base etc.), lancement de l'étude relative à l'amélioration du cadre urbain de kiffa (extension et modernisation de kiffa).
- Renforcer le système de planification et de gestion urbaine pour façonner des villes productives.
- Elaborer les documents d'urbanisme, de planification, d'organisation et de gestion des villes chefs-lieux de willaya.
- Produire des outils techniques et juridiques nécessaires à toute opération urbaine.

##### **Renforcement de la Cellule Contrôle des opérations d'Aménagement et de constructions (CCOAC) par des moyens logistiques et humains :**

- Mise en place d'un système d'information informatique de suivi.
- Collecter, conserver et vulgariser tous les textes législatifs et réglementaires régissant le secteur de l'urbanisme et de la construction.

##### **Le Programme National de Regroupement des Localités : un pas important vers la rationalisation de l'accès aux services de base pour près de 4000 ménages :**

- La construction d'une extension de l'école primaire du regroupement des localités SABHALLA, M'Bout, Gorgol (Construction de 08 classes, d'un kiosque scolaire, d'un restaurant scolaire avec une salle à manger et d'un espace sportif), pour une population de 1131 familles. La réception des travaux est prévue en avril 2020.
- Lancement des travaux de réalisation du regroupement des localités EL ATF, Kaédi, Gorgol : Démarrage des travaux de construction des équipements publics, (Une école primaire, un poste de santé, un complexe islamique, un marché et un marché à bétail). Population estimée à 200 familles.
- Lancement des travaux de réalisation du regroupement des localités MAGHA, Barkéol, Assaba : Démarrage des travaux de construction des équipements publics (Une école primaire, un centre de santé, un complexe islamique, un marché et un marché à bétail) et recensement des populations (441 familles recensé).
- Achèvement des travaux de réalisation du regroupement des localités TENWEMEND, Chinguiti, Adrar {Construction d'une école primaire, d'un centre de santé type B, et d'un complexe islamique et recensement des populations (925 familles recensé)}, réception des travaux prévue en juin 2020.

- Recensement des populations du regroupement des localités BOULEHRATH, Barkéol, Assaba (820 familles recensées).
- Recensement des populations et bornage du plan de lotissement du regroupement des localités MOUSFEYA, Amourj, HodhCharghui (246 familles recensées).
- Réalisation d'une étude d'impact et de faisabilité pour un regroupement de quelques localités dans la commune DAR EL AVIA, Boghé, Brakna (Population estimée à 1000 familles).
- Lancement d'un DAO pour la construction de 50 logements aux différents regroupements des localités réalisés ou en cours de réalisation, destinés aux fonctionnaires en services à ces regroupements.

#### **Programme National de Regroupement des Localités (CPNRL) :**

- Réception des Travaux de construction de l'extension de l'école primaire du regroupement des localités SABHALLA, M'Bout, Gorgol (Construction de 08 classes, d'un kiosque scolaire, d'un restaurant scolaire avec une salle à manger et d'un espace sportif), Le taux d'exécution actuel de ces travaux est de 98%.
- Installation du reste des populations recensées du regroupement des localités SABHALLA, M'Bout, Gorgol prévues avant la fin de l'année 2020.
- Achèvement et réception des travaux de construction du regroupement des localités EL ATF, Kaédi, Gorgol (Une école primaire, un poste de santé, un complexe islamique, un marché et un marché à bétail) , Recensement de la population à regrouper de deux cent familles et Bornage du plan de lotissement avant la fin de l'année 2020.
- Achèvement et réception des travaux de construction du regroupement des localités MAGHA, Barkéol, Assaba (Une école primaire, un centre de santé, un complexe islamique, un marché et un marché à bétail), Bornage des lots du plan de lotissement et installation des populations (441 familles recensé).
- Travaux de réalisation du regroupement des localités TENWEMEND (Chinguetti, Adrar) sont achevés et l'installation de la population aura lieu avant la fin de l'année 2020.
- Installation des populations du regroupement des localités MOUSFEYA, Amourj, HodhCharghui (246 familles recensée).
- Installation des populations du regroupement des localités BOULEHRATH, Barkéol, Assaba(820 familles recensées), dès la fin des travaux du raccordement au réseau d'eau potable d'Aftout Echarghui.

#### **DANS LE DOMAINE DES BATIMENTS ET EQUIPEMENTS PUBLIQUES**

Dans le cadre des efforts du Gouvernement pour accroître et moderniser l'offre en bâtiments publics, ont été démarrés les projets de construction du siège du Conseil Constitutionnel, du siège de l'Assemblée Nationale, et de deux bâtiments R+9 à usage de Bureaux à Nouakchott.

Tous ces projets sont au stade de l'élévation (planchers RDC coulés), de même, les travaux de construction de la chancellerie et de la Résidence de l'Ambassade de Mauritanie à Niamey ont été entamés.

Le démarrage des travaux des chancelleries et Résidences des Ambassades de Mauritanie à Riyad, Rabat et Abou Dhabi sont dans l'attente de l'achèvement des formalités préalables auprès des pays concernés. Par ailleurs le processus de passation des marchés pour la construction des sièges des Conseils Régionaux a été achevé et les travaux seront lancés incessamment.

**En ce qui concerne les infrastructures et équipements**, les travaux de construction de l'hôpital régional de Sélibaby, d'une capacité de 150 lits, ont été lancés, Les travaux de fondations et du mur de clôture sont déjà achevés.

**Dans le cadre de l'organisation de la CAN U23 prévue en mars 2021 à Nouadhibou**, le Département est en train de finaliser le dossier d'exécution du stade. Les travaux démarreront très prochainement pour une durée de 10 mois.

**Dans le domaine des infrastructures scolaires**, les projets en cours, sur toute l'étendue du territoire national, assureront la construction de 545 salles de classes (soit 15,6 %), pour un objectif de 3 500 salles en 5 ans. Pour le compte de la rentrée scolaire 2019-2020 en particulier, le Département a exécuté un programme d'urgence de réhabilitation des écoles dans 10 wilayas du pays. Cette action a permis la réhabilitation de 316 salles de classe pour 98 écoles.

**Dans le cadre des Travaux Réalisés en Matériaux Locaux**, des conventions pour la construction de bâtiments et de la clôture du Parc National d'Awleïgatt ont été réalisés. La clôture extérieure d'une longueur de 16 km devra être surmontée d'une grille métallique dont le processus de passation du marché est en cours. Aussi, un Bureau d'Etudes a été recruté pour la réalisation des études architecturales et techniques des autres bâtiments et locaux techniques.

**Dans le cadre des activités du Festival des Villes Anciennes**, le Département a accompagné celui de la Culture dans la mise en œuvre des travaux et aménagements préparatoires, notamment l'aménagement de la place, la réhabilitation de la tribune et de la scène et de certains bâtiments administratifs, ainsi que la conception architecturale et technique d'un village artisanal à Chinguitti.

Aussi, comme chaque année depuis 2015, le Département s'est vu confier, par le Comité Interministériel en charge de la préparation des festivités commémoratives de l'indépendance nationale, la réalisation des certains travaux et aménagements visant la mise à niveau de la ville d'Akjoujt. Dans ce cadre, les activités suivantes ont été réalisées :

- Réhabilitation et construction de 16 bâtiments publics ;
- Aménagements de trottoirs, de places publiques pour plus de 8 500 m<sup>2</sup>
- Aménagement de la place de la levée des couleurs et des tribunes pour les besoins du défilé militaire ;

Le ministère avait également engagé les études techniques et architecturales d'une **Foire internationale à Nouakchott**. Au final, le projet a été redimensionné et scindé en deux pour comprendre une foire et un parc international d'expositions à construire dans la zone de l'Aéroport Oum Tounsi et un village artisanal couplé à un centre de formation aux métiers de l'artisanat dans l'ancien site de la foire d'El Mina.

Le Département gère aussi un certain nombre de **projets en souffrance**. Sept d'entre eux ont été résiliés du fait de la défaillance des entreprises (bureaux des Hakems à OuldYengé et Kankossa, maison des Jeunes d'Aioun, maison des Jeunes de Tevragh Zeina, bureaux et logements des Hakems à Aioun, Tamchakett et Kobeni, Centre de santé de type A amélioré d'Aioun, Palais de justice de Sélibaby et maison des jeunes de Sélibaby). A la suite de la liquidation de l'AMEXTIPE, le ministère a réceptionné les dossiers correspondants à 183 projets classés comme suit :

- 31 projets achevés et réceptionnés.
- 84 projets achevés mais non encore réceptionnés.
- 18 projets non achevés et/ou en difficulté.
- 50 projets non démarrés (processus de passation de marché achevé, mais contrats non signés).

Après la réception de ces dossiers, le Département a diligenté des missions sur site en Novembre et Décembre 2019, ce qui a permis la réception définitive de 18 projets et la réception provisoire de 17 autres. Pour l'achèvement des projets en cours, le MHUAT a mis en place une équipe technique de suivi et de coordination qui travaillera en étroite collaboration avec les liquidateurs.

Et dans la perspective d'accroître d'avantage l'offre nationale en matière de **bâtiments et d'équipements sociaux de base**, il est important d'énumérer et de souligner l'ensemble des travaux réalisés par le département en termes d'infrastructures dans les domaines suivants :

**Renforcement des Infrastructures pénitentiaires et de Justice :**

- Construction d'un palais de justice d'Akjoujt (Achevé), Tevragh Zeina (35%) et Sélibabi (90%).
- Réhabilitation des prisons de Bir Moghreïn (achevé) et NBeika (achevé), du Ksar (non démarré), Dar Naim (non démarré).
- Construction Prison de Sélibabi (marché des travaux notifié).

**Renforcement et mise à niveau des bâtiments de l'administration territoriale et régionale :**

- Construction des bureaux et logement des walis à Akjoujt (100%), Nouakchott Sud (98%) et Tadjikja(25%).
- Construction des Bureaux du wali à Néma (100%).
- Construction bureaux et logements des Hakem à Boumdeïd (100%), Kiffa (100%), Aoujeft (100%), Akjoujt (100%), Sélibabi (98%), Maghama (98%), Tamchaket 90%), Aioun (90%) et Kobeni (90%);
- Construction Bureaux des Hakems à Ould Yengé (résilié à 80%), Kankossa (résilié à 85%), Boghé (98%) et Bababé (98%).
- Construction bureaux et logements des Hakem Ghabou et Bénichab (marchés en cours de signature pour les 2 sites).
- Construction bureaux et logements des chefs d'arrondissement de Tachott et M'hejjirate (marchés en cours de signature pour les 2 sites).
- Construction des sièges des 12 conseils régionaux de l'intérieur (remise des sites aux entreprises en cours).

**Dans le cadre des travaux d'akjoujt :**

- L'aménagement et pavage de 5 850 m<sup>2</sup> de la place publique et d'environ 10 ml de pavage de trottoir.
- Réhabilitation de plusieurs bâtiments administratifs (réhabilitations anciens bureaux et résidence du wali ; des locaux de l'IPN ; de plusieurs enceintes dans la zone administrative ainsi que les anciens bâtiments administratifs en banco (2 infrastructures de la Moughatta et le logement du délégué régional).
- Construction de plusieurs bâtiments administratifs et publics (les bureaux de la Moughatta et la résidence du Hakem ; un abattoir municipal).

**Dans le cadre des travaux en cours d'exécution de chinguity :**

- Travaux de réhabilitation du bureau et du domicile du Hakem.
- Travaux de réhabilitation de la tribune et du podium ainsi que d'aménagement de la place publique entre tribune et le podium.
- Construction de 2 blocs de latines et de la clôture du lycée.

**Construction et Renforcement du niveau des Infrastructures islamiques et culturelles :**

- Construction du Centre Culturel de Banjul (60%).



- Etude de la Mahadra Chinhuitiya Koubra à Akjoujt (100%) et de la Foire Internationale de Nouakchott (100%).
- Construction de la Foire Internationale de Nouakchott (Etudes à reprendre pour un village artisanal)
- Achèvement des travaux d'un complexe islamique à TENWEMEND.

#### **Constructions et réhabilitations des infrastructures d'éducation :**

- Construction Institut supérieure des langues Ndb (100%).
- Construction de 4 écoles primaires en préfabriqué (70%).
- Construction Collège Aghnodert (45%) et lycée Ould Hamoudi à Arafat (10%).
- Etude Université de Tidjikja (90%).
- Réhabilitation de l'ENS (Appel d'offres travaux en cours).
- Programme prioritaire « Aouleyati » : Construction des infrastructures nouvelles de l'Education (31 écoles primaires et 10 établissements du secondaire à Nouakchott et à l'intérieur du pays – Phase notification des marchés et remise des sites).
- Infrastructures de l'Enseignement de l'Ex-Amextipe : processus de parachèvement en cours.

#### **Infrastructures scolaires à Akjoujt :**

- Construction et équipement d'une école fondamentale dans l'ancien quartier d'El Kidiya.
- Réhabilitation terminée des travaux abritant le centre de promotion féminine.

#### **Réalisation d'infrastructures scolaires :**

- Construction d'une école primaire à Sélibaby : 90%.
- Construction d'une Ecole Primaire à Boumdeid : 90%.
- Construction d'une Ecole Primaire à ADAL (Kiffa) :30%.
- Construction d'une Ecole Primaire Daffort (O/Yengé) 20%.
- Construction d'une Ecole Primaire OUM Lehyadh 5% .
- Construction d'une Ecole Primaire Keurmmeccène : 5%.
- Ecole Primaire Nouadhibou : 5%.

#### **Construction et renforcement des équipements sanitaires :**

- Construction des centres de santé de Tamchaket (80%) et Kobeni (80%) et 2 postes de santé à Tindi (75%) et Americha (60%).
- Extension du CHN (15%) du CHS (70%) et du CHME (non entamé).
- Construction Hôpital 150 lits à Sélibaby (25%).
- Processus de parachèvement des infrastructures sanitaires de l'Ex-Amextipe engagées.
- Achèvement des travaux d'un centre de santé de type "B" à TENWEMEND : 100%.
- Construction d'un réservoir d'eau de capacité de 100 m<sup>3</sup> pour l'hôpital régional.

#### **Construction et renforcement du niveau des équipements sportifs et de jeunesse :**

- Construction des stades d'Akjoujt (100%), Néma (100%), Aioun (100%), Tidjikdja (100%), Aleg (95%), Boghé (80%) et Rosso (25%).
- Reconstruction stade de Nouadhibou (10%).
- Construction des maisons des jeunes d'Aioun (100%), Aleg (95%).
- Sélibabi (90%), TevraghZeina (40%), Rosso (30%) et Kiffa (65%).
- Rénovation du stade municipal.
- Rénovation et équipement de la maison des jeunes.

#### **Construction et Aménagement des espaces et équipements de récréations :**

- Aménagement de la promenade de Nouakchott.
- Construction de la clôture et des bâtiments au Parc National d'Awleigatt.

- Travaux de la Convention-I (16 km de clôture et bâtiment administratif) : terminés sauf grilles.
- Travaux de la Convention-II (divers bâtiments d'exploitation et de tourisme) : Etudes techniques terminées et travaux de l'atelier démarrés.

#### **Construction, réhabilitation et mise à niveaux des bâtiments administratifs et publics :**

- Construction d'un Immeuble R+9 (100%).
- Construction 2 Immeubles R+9 (30%) et des locaux du conseil Constitutionnel (70%).
- Construction siège de l'Assemblée Nationale (25%).
- Démarrage des travaux d'aménagement de l'aire d'accueil des quartiers généraux à Nouakchott du Groupement de la Sécurité Présidentielle (taux d'exécution d'environ 25%).

#### **Equipements collectifs publics :**

- Construction d'une gare routière à Sélibaby : 95%.
- Construction d'un abattoir à Sélibaby : 80%.

#### **En matière de bâtiments et équipements publics ;**

##### **Renforcement des Infrastructures pénitentiaires et de Justice :**

- Acheter les palais de justice de Sélibai et Teveragh Zeina.
- Attente décision conjointe du MJ et MIDEK pour démarrer les travaux des prisons de Ksar et Dar Naim.
- Démarrer les travaux pour la Prison de Sélibabi courant juillet 2020.

##### **Construire et Mettre à niveau des Chancelleries :**

- Attente décision conjointe du MJ et MIDEK pour démarrer les travaux des prisons de Ksar et Dar Naim.

##### **Construction et Mise à niveau des Chancelleries :**

- Finalisation des préalables pour obtention des autorisations de construire et démarrer les travaux à Riyad, Abu Dhabi et Rabat.
- Poursuivre la réalisation des travaux à Niamey.
- Réaliser les études et lancer les appels d'offres pour Ambassades Paris, Bruxelles et Dakar.

##### **Renforcer et mettre à niveau les bâtiments de l'administration territoriale et régionale**

- Réception bureaux et logement des walis Nouakchott Sud.
- Réception bureaux et logements des Hakem à Sélibaby et Maghama.
- Réception Bureaux des Hakems à OuldYengé, Kankossa, Boghéet Bababé.
- Démarrage des travaux à Ghabou, Bénichab, Tachott et M'hejjirite.

##### **Construire et Renforcer le niveau des Infrastructures islamiques et culturelles :**

- Achèvement Construction du Centre Culturel de Banjul.
- Achèvement du processus de sélection d'un consultant pour la réalisation des études pour un village artisanal à Nouakchott et lancement appel d'offres pour les travaux.

##### **Construire et réhabiliter les infrastructures d'éducation :**

- Achèvement des 4 écoles primaires et collège Aghnodert.
- Achèvement des gros œuvres du Lycée de Arafat.
- Démarrage des travaux de réhabilitation de l'ENS.
- Démarrage et achèvement des infrastructures nouvelles de l'Education.
- Réception des infrastructures de l'Enseignement de l'Ex-Amextipe.

##### **Infrastructures scolaires à Akjoujt :**

- Achèvement et réception des travaux de l'école.
- Programme Prioritaire EWLEWIYATI (Réalisation d'infrastructures scolaires : Démarrage des travaux.
-

**Construction et renforcement des équipements sanitaires :**

- Réception du CHS, des centres de santé de Tamchaket et Kobeni et 2 postes de santé à Tindi et Americha.
- Démarrage des travaux d'extension du CHME
- Poursuite des travaux extension du CHN et construction Hôpital 150 lits à Sélibaby.
- Réception des infrastructures sanitaires de l'Ex-Amextipe.
- Construction et renforcement de niveau, des équipements sportifs et de jeunesse.
- Réceptions des stades Aleg et Bogué Réception des maisons de jeunes de Aleg, Sélibabi, Tavrigh Zeina et Kiffa.

**Construction de la clôture et des bâtiments au Parc National d'Awleigatt :**

- Réception des travaux.
- Travaux à redémarrer et à achever (arrêt suite covid-19).
- Construction, réhabilitation et mise à niveaux des bâtiments administratifs et publics.
- Réception des locaux du conseil Constitutionnel.
- Poursuite des travaux construction 2 Immeubles R+9, du siège de l'Assemblée Nationale.
- Lancement appel d'offres pour les travaux de réhabilitation de l'Immeuble du Gouvernement.

**V. LEVIER STRATEGIQUE 3 : RENFORCEMENT DE LA GOUVERNANCE****5.1 GOUVERNANCE POLITIQUE, SECURITE, PAIX ET COHESION SOCIALE**

Ce chantier contribue à la création d'un contexte favorable à l'atteinte des objectifs de la SCAPP en mettant en place les conditions d'une gouvernance politique assainie et d'un climat de paix, de sécurité et de cohésion sociale. Il comporte cinq interventions : (i) Amélioration de la gouvernance politique ; (ii) Renforcement des moyens des forces de défense et de sécurité ; (iii) Construction durable de la paix et de la cohésion sociale ; (iv) Protection des jeunes contre la radicalisation et l'extrémisme violent ; et (v) Gestion saine des migrations.

**5.1.1 Amélioration de la gouvernance politique****5.1.1.1 OBJECTIFS**

Cette intervention vise à assurer une gouvernance politique plus performante qui repose sur des institutions démocratiques solides et permet une ouverture à l'ensemble des acteurs politiques grâce au rôle des institutions, au dialogue national et au renforcement des capacités des élus.

**5.1.1.2 REALISATIONS**

L'année 2019 a été marquée par la tenue de l'élection présidentielle Mauritanienne le 22 juin 2019 qui s'est conclue par la victoire de Monsieur Mohamed Ould Ghazouani, élu au premier tour avec 52% des suffrages pour un mandat de cinq ans. Le processus de déroulement de l'élection a été jugé crédible et transparent et la passation de pouvoir a lieu de manière pacifique. Ce progrès notable est l'aboutissement d'un long processus démocratique basé sur des réformes constitutionnelles et institutionnelles issues de dialogues politiques organisés en 2012 et 2016 et le referendum de 2017. L'année 2018, quant à elle, a connu une large participation des partis politiques aux élections législatives, régionales et locales pour la recomposition du paysage institutionnel à travers la mise en place de l'Assemblée Nationale, les conseils régionaux et les conseils municipaux. A cet égard, la Direction Générale d'Appui au Processus Electoral (DGAPE), a servi de conseil et d'assistance pour la CENI dans l'organisation des différents scrutins à travers la formation du Comité Directeur de la CENI sur le cycle électoral, la gestion des élections, la formation sur les textes électoraux. La DGAPE a aussi assuré les relations entre la CENI et l'Administration sur les questions électorales. Cette assistance a permis d'appuyer la CENI dans l'organisation des échéances électorales notamment les élections Législatives, Régionales et Municipales de 2018.

Par ailleurs, les réformes issues du dialogue politique ont permis :

- L'interdiction du nomadisme politique.
- La révision des missions, des règles d'organisation et de fonctionnement de la CENI.
- La révision de la loi portant sur la promotion de l'accès des femmes aux fonctions électives.
- La nouvelle répartition des sièges de l'Assemblée nationale.
- L'élection des députés représentant les Mauritaniens établis à l'étranger.
- La révision de la loi portant sur la promotion de l'accès des femmes aux mandats électoraux et aux fonctions électives.
- La loi constitutionnelle référendaire portant révision de certaines dispositions de la constitution du 20 juillet.
- La loi sur la Régionalisation.
- La réorganisation du découpage administratif par la création de nouvelles structures territoriales.
- La dissolution de 76 partis politiques n'ayant pu totaliser les scores requis en application des dispositions de la loi, ramenant ainsi le nombre des partis reconnus à 27 dont deux partis ont déclaré leur autodissolution volontaire et l'intégration de partis existants, soit un nombre de 25 partis.

## 5.1.2 Renforcement des moyens des forces de défense et de sécurité

### 5.1.2.1 OBJECTIF

L'objectif de la SCAPP à travers cette intervention est de maintenir la sécurité et donner aux forces armées et de sécurité les moyens de jouer pleinement leur rôle, au plan national, régional et international. En outre, il s'agit d'assurer le service l'identification nationale à l'ensemble des citoyens.

### 5.1.2.2 REALISATIONS

Pour accompagner l'évolution de l'urbanisation de la société, d'importantes réalisations en matière d'infrastructure en équipement en plus du renforcement des capacités matérielles et techniques des structures de sécurité et de maintien de l'ordre (Police nationale, Garde Nationale, Protection Civile et Sécurité des routes). A cela s'ajoutent le recrutement de cadres et d'agents, la mise en position de stages à l'étranger pour formation initiale de fonctionnaires de police, inspecteurs professionnels et élèves inspecteurs et la formation continue de policiers ainsi que le recyclage de 1000 policiers depuis 2009 à l'école nationale aux différents métiers de policiers. Aussi la réforme de 2018 sur l'adoption d'un nouveau statut de la Police Nationale a permis de renforcer la professionnalisation et la spécialisation par la création d'un corps technique. Également, pour une meilleure harmonisation avec les institutions similaires, un grade supérieur dans le corps des Commissaires dénommé Commissaire Contrôleur a été créé de nature à élever davantage le niveau hiérarchique dans l'Institution.

Les efforts de la Garde nationale se sont traduits par les actions de l'Etat Major essentiellement concernant :

- La construction du poste de commandement du groupement spécial de sécurité n°3 avec ses annexes.
- Le renforcement des capacités opérationnelles par le renforcement du Parc automobile d'intervention et l'équipement de la compagnie spéciale et du 2ème Escadron d'intervention de l'Etat-Major.
- L'acquisition de Véhicules de commandement et de services pour les formations, bureaux, directions et services de l'Etat-Major.
- La réhabilitation du Fort de Oualata et restructuration du Groupement Nomade et la construction à l'Ecole de la Garde à Rosso d'un Stand de tir, de salles de classe et d'une infirmerie de garnison (pour les forces armées et de sécurité de la garnison de Rosso).

En outre, une stratégie de sécurité est mise en place afin de rapprocher la sécurité du citoyen à travers des postes de proximité motorisés et notamment s'agissant d'infrastructures, d'équipements informatiques et de télécommunications.

En matière de maintien d'ordre public, un effort constant de la Police Nationale a permis d'établir l'ordre public en considérant les règles strictes édictées par le respect des Droits de l'Homme et des diverses dispositions réglementant les libertés publiques. Il est à noter également que pour un meilleur rendement de la DGSN, des programmes de formations spécifiques et les réalisations des projets en cours en matière de développement informatique et technologique opérés au sein de cette dernière permettront d'optimiser les procédures d'enquête. Ces efforts accompagnés de la mise en place d'une stratégie de proximité visant à rapprocher la sécurité du citoyen ont permis une nette amélioration dans la protection des personnes et des biens ces dernières années.

En matière de sécurité routière, un texte de loi est entré en vigueur pour permettre d'avoir un statut qui répond mieux aux missions et aux spécificités du Groupement Général de la Sécurité des Routes. Il est à noter que 300 agents ont bénéficié de formations continues, néanmoins des opportunités de formations à l'étranger pour officiers sont en cours de recherche. Par ailleurs, des actions ont été menées pour le développement d'infrastructures de l'institution, à savoir,

- La mise en place de deux directions régionales à Nouakchott, l'ouverture de nouvelles directions régionales à Rosso, Kaédi, Aleg et Kiffa ainsi que la Réhabilitation de certains bâtiments à Nouadhibou et au PC GGSR.
- L'extension du centre médical avec la construction d'un local destiné à l'installation d'une radiographie numérique.

Concernant la protection civile, l'acquisition de deux camions de lutte contre les incendies a augmenté la capacité durable d'intervention pour la protection de la population. Des efforts se sont concentrés également sur le renforcement des capacités du personnel de la Protection Civile à travers la formation en début 2019 de 18 Sous-officiers dans le cadre de la poursuite du programme d'Appui aux Protection Civile de l'Afrique de l'Ouest (APCAO).

Dans le domaine, particulièrement sensible, de lutte contre le terrorisme, d'importantes réalisations ont été accomplies afin de protéger le pays et ses habitants dans un contexte régional et mondial très difficile et complexe. La stratégie mise en place a donné les résultats jugés satisfaisants par l'opinion nationale et internationale et s'articule autour de i) la mise en place d'une plateforme de lutte contre la cybercriminalité et un centre technique de suivi dans le cadre de la lutte contre le terrorisme et ii) la création d'une unité d'intervention rapide et de protection dans le domaine de la lutte contre le terrorisme.

Par ailleurs, l'agence nationale du registre des populations et des titres sécurisés (ANRPTS) a enregistré des progrès cette année grâce à la Signature de deux contrats de modernisation dont l'un concerne nouveau design et les éléments de sécurité pour les documents d'actes d'état civil et l'autre concerne la signature d'un contrat de modernisation du Système de Gestion des Population et des Titres Sécurisés.

Concernant l'état civil biométrique, il y a lieu de mentionner, au cours des dernières années, la consolidation des acquis liés à la mise en place du Système Intégré de Gestion des Populations et des Titres Sécurisés (SIGPTS) portant sur l'enrôlement biométrique, la production des titres sécurisés et autres applications. En 2019, le cumul du nombre de personnes enrôlés s'élève à **3 664 875** individus. Le cumul du nombre des différents documents sécurisés produits figure dans le tableau ci-dessous.

**Tableau 12 : Nombres d'enrôlements par l'ANRPTS et des documents sécurisés produits**

Rubrique	Nombre
----------	--------

<b>Nombre de personnes enrôlées</b>	<b>3 664 875</b>
<b>Nombre de Cartes d'Indentification produites</b>	<b>2 717 394</b>
Nombre de Cartes d'Indentification distribuées	2 058 537
Nombre de visas délivrés	528 819
Nombre de résidents étrangers enrôlés	134 248
Nombre de cartes grises produites	27 032
Nombre de passeports produits	419 685
Ordinaire	389 025
VIP	6 987
Service	17 349
Diplomatique	6 324

**Source :** Situation ANRPTS du 31/12/2019

### 5.1.2.3 PERSPECTIVES

La DGSN compte procéder à un recrutement de cadres en plus du recrutement de 300 élèves agents déjà entamé. Un vaste programme de recyclage de spécialisation au profit de 1000 policiers est également envisagé. Il s'agit des formations sur les compétences essentielles pour les agents en charge de la gestion des frontières, des formations spécifiques sur la détection des documents, des formations sur les droits de l'Homme, des formations également sur la protection et le statut de réfugié, des formations sur les compétences informatiques et enfin des formations aux premiers secours.

En matière de maintien de l'ordre public, il est prévu de créer 10 nouveaux commissariats de sécurité publique dans des villes de l'intérieur. Il est à noter que les mesures nécessaires pour leur mise en place sont en cours de finalisation.

Dans le cadre de la montée en puissance du corps de la Garde Nationale et de la protection civile, il est prévu de renforcer les capacités opérationnelles de l'état-major de la garde nationale et de la Délégation Générale de la Sécurité Civile et de la Gestion des Crises.

En matière de sécurité des routes, les efforts se focaliseront sur la formation des agents et le renforcement d'infrastructures routières.

## 5.1.3 Protection des jeunes contre la radicalisation et l'extrémisme

### 5.1.3.1 OBJECTIFS

La SCAPP vise par le biais de cette intervention à protéger les jeunes contre la radicalisation, l'extrémisme violent et tout autre comportement déviant. Cette intervention se base sur deux axes majeurs : i) promouvoir l'esprit de dialogue et l'ouverture et ii) prendre les mesures sociales et économiques nécessaires d'accompagnement.

### 5.1.3.2 REALISATIONS

L'action entreprise en la matière a porté sur la promotion de cette importante composante démographique à travers la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de la Jeunesse, des Sports et des Loisirs ainsi que l'appui financier et logistique aux associations des jeunes et/ou sportives. Il s'agit de promouvoir l'éveil des jeunes, leur autonomisation ainsi que leur protection contre les comportements déviants. Cet appui permet aussi l'ancrage et l'extension de la pratique du sport à travers le pays. Malgré qu'aucune cible des 17 ODD n'est directement dédiée au sport, il est au centre des enjeux et facteurs de développement. Le sport et les investissements qui en dépendent seraient alors des atouts de marque pour atteindre les ODD.

A cet effet, les efforts se sont concentrés sur la promotion du dialogue et le renforcement de la diversité culturelle entre les différentes composantes sociales à travers l'organisation de manifestations culturelles et artistiques au cours de laquelle toutes ces composantes peuvent s'exprimer, s'entretenir, débattre des

questions se rapportant aux problèmes sociaux et économiques qu'elles partagent quotidiennement. Également, il y a lieu de noter la mise en place d'une plateforme de discussions, d'échanges à travers les réseaux de communications et le multimédia ainsi que l'organisation de colloques se rapportant aux thématiques consacrées à la lutte contre les défis qui bouleversent la communauté internationale à savoir : (i) la lutte contre l'extrémisme violent, (ii) la lutte contre le crime organisé et transfrontalier, (iii) la lutte contre le chômage et la pauvreté, (iv) l'encouragement de l'enseignement et la diffusion des langues nationales en faveur du renforcement de la cohésion sociale, (v) la création d'une école pour l'apprentissage de la citoyenneté et l'éducation civique et (vii) la mise en place un corps de volontaire au service de l'action civique et publique nationale.

Quant à la promotion de la jeunesse et la favorisation du changement social et de comportement vis à vis de la scolarisation des filles et leur autonomisation, d'intenses campagnes de sensibilisation ont été menées notamment aux échelles locale et nationale voire sous régionale. En effet, dans le cadre des initiatives pour la promotion de la jeunesse et la cohésion sociale, les actions suivantes ont été menées :

- Plus de 5000 jeunes des deux sexes ont été mobilisés pour la participation à la marche contre la haine organisée à Nouakchott le 09/01/2019.
- Une caravane de sensibilisation sur la citoyenneté et la cohésion sociale a été organisée. Elle a ciblé plus de 300 jeunes de Nouakchott, du Trarza, du Brakna et du Gorgol .
- La validation, lors d'une rencontre nationale, du plan de travail des trois chantiers retenus par les jeunes mauritaniens dans le cadre du projet « la Voix des jeunes du Sahel ».
- La tenue en collaboration avec l'Organisation Mauritanie Perspectives d'un Séminaire en vue de l'identification de projets porteurs en matière de bonne gouvernance priorisant les droits humains, la jeunesse et les migrations.
- L'organisation à Nouakchott d'un Forum national des jeunes sur le dividende démographique.
- L'octroi de 57 subventions à des organisations de jeunesse opérant à Nouakchott, au Hodh Charghi, en Assaba, au Trarza, en Adrar et au Tiris Zemour dans le cadre du Projet PCPDI.
- L'organisation d'une Colonie de vacances au profit de 37 élèves méritants issus des écoles publiques des 3 wilayas de Nouakchott.
- La tenue à Kaédi d'une rencontre entre 130 jeunes provenant de 15 wilayas sur la citoyenneté, le civisme et la démocratie.
- L'organisation d'une caravane de sensibilisation sur la citoyenneté au profit de 300 jeunes de Nouakchott, du Trarza, du Brakna et du Gorgol.

Au titre de l'année 2019, les projets qui œuvrent pour le développement du sport et des loisirs et la promotion de la cohésion sociale sont :

- Le Projet Prévention des Conflits et Promotion du Dialogue Interculturel. Il laissera place dès début 2020 à un deuxième projet dénommé SEMAH financé par le même partenaire avec plus de ressources et ciblant de nouvelles wilayas.
- Le Programme National de Volontariat en Mauritanie (PNVM) qui est en cours de démarrage ;
- Un projet de la FIFA en vue du développement du Football en milieu scolaire est en cours de démarrage également. Ses documents ont été signés par les Secrétaires Généraux du MENEFP, du MJS et de la FIFA le 18/11/2018 à Nouakchott
- Le projet d'appui à l'ANAPEJ est en cours d'exécution.

Cependant, le projet autonomisation des jeunes connu sous le nom EMELI n'a pu être exécuté convenablement eu égard aux conditionnalités exigées par la partie américaine préalablement à la mobilisation des financements prévus dans la convention de partenariat entre les deux pays et l'OIM.

Par ailleurs, la célébration de la 7ème édition de la journée nationale de sport, lancée le 06 Avril 2019, a été l'occasion d'organiser de nombreuses manifestations sportives à travers le pays dont notamment le



marathon de Nouakchott, le salon des fédérations, la coupe de kick boxing ainsi que l'appui aux compétitions nationales et internationales.

Il est à noter également que les constructions et réhabilitations des infrastructures sportives et socioéducatives a très positivement évolué depuis le début de l'année 2019.

#### 5.1.3.3 PERSPECTIVES

Une réflexion est actuellement menée en vue d'établir et d'adopter des textes portant organisation et développement de l'éducation Physique et des Sports et le fonctionnement des maisons des jeunes afin de les appliquer aux stades et autres infrastructures sportives en vue d'optimiser leur gestion.

En outre, pour la révision du cadre juridique régissant les fédérations et associations sportives, les arrêtés de délégation de pouvoir et d'agrément des fédérations sont en cours de finalisation.

#### 5.1.3.4 RECOMMANDATIONS

Malgré les progrès notables enregistrés au cours des dernières années, des efforts restent à fournir.

Notamment pour :

- Autonomiser les jeunes aux prises avec les difficultés conjoncturelles liées au déficit des ressources économiques disponibles pouvant être exploitées au service de la consommation.
- Mettre en place d'espaces fonctionnels destinés à l'apprentissage personnel.
- Créer les activités génératrices de revenus en faveur des composantes sociales les plus vulnérables.
- Accroître les institutions de l'apprentissage des métiers pour faciliter l'accès à l'emploi et à l'insertion dans la vie active.
- Renforcer la qualité de l'offre éducative à travers la mise en place d'un système d'enseignement adapté aux normes qualitatives et contemporaines.
- Outiller la jeunesse avec le multimédia et les nouvelles technologies d'information et de communication.
- Mettre en place un système d'apprentissage éducatif pour la promotion des talents et l'éclosion des pensées.

### 5.1.4 Construction durable de la paix et de la cohésion sociale

#### 5.1.4.1 OBJECTIF

Il s'agit de consolider la cohésion et l'unité nationales par la préservation des acquis et la création de toutes les conditions nécessaires pour une paix sociale durable. Il s'agit de promouvoir la culture de la paix, de la tolérance, de la solidarité nationale tout en luttant efficacement contre les séquelles de l'esclavage, les violences basées sur le Genre ainsi que le renforcement du dialogue et de la cohésion sociale. L'action est aussi orientée vers un travail de fond au niveau du système éducatif, en donnant des chances égales de réussite à tous les enfants, la mise en place de mécanisme d'amélioration des moyens d'existence et des conditions d'émancipation des populations affectées par les séquelles de l'esclavage, améliorer les conditions de vie des populations pauvres et mettre en œuvre des programmes ciblés d'insertion et de lutte contre la pauvreté.

#### 5.1.4.2 PRINCIPALES REALISATIONS

Une politique volontariste de lutte contre la pauvreté a été mise en œuvre par la délégation générale TAAZOUR ainsi que plusieurs autres programmes favorables aux populations les plus vulnérables, tels que l'aide alimentaire en période de soudure, les opérations urgentes du CSA (ODD2) ainsi que l'aide humanitaire d'urgence.

En vue de renforcer la cohésion sociale et l'unité nationale, la délégation générale TAAZOUR soutient la mise en place des principaux piliers du système national de filets sociaux et fournit des transferts monétaires ciblés aux ménages pauvres à travers le programme national des transferts sociaux TEKAVOUL.

Ce soutien se traduit par des opérations de ciblage communautaires des populations pauvres à travers les enquêtes de vérification et le programme TEKAVOUL de Cash transfert, qui lui se décline en deux composantes essentielles, à savoir :

1. Composante transferts monétaires réguliers comme soutien financier à 100 000 ménages des plus pauvres du pays (soit environ 620 à 700 000 individus bénéficiaires)
2. Composante promotion sociale visant à transmettre la connaissance des pratiques familiales essentielles et l'investissement dans le capital humain et la résilience des ménages. Dans la pratique, le programme soutiendra le développement de modules se rapportant aux thématiques liées à la santé, la nutrition, le développement de la petite enfance (DPE), l'éducation et la résilience.

Jusqu'en décembre 2019, la mise en œuvre du Programme s'est concrétisée à travers :

- Plus de 30 000 ménages pauvres bénéficient du transfert monétaire trimestriel contribuant à améliorer le bien-être des mères et des enfants au sein de ces ménages avec un identifiant unique plus une photo.
- Plus de 30 000 ménages pauvres bénéficient de séances de sensibilisation et de promotion sociale visant le changement de leur comportement.
- Plus de 250 566 individus au sein de ces mêmes ménages bénéficient du transfert monétaire trimestriel contribuant à améliorer leur bien-être.
- Plus de 380 Millions MRU MRU ont été distribués à ces ménages pauvres dont plus de 182 Millions distribués en 2019.

#### 5.1.4.3 PERSPECTIVES

Il est prévu de continuer à mutualiser et à capitaliser sur les acquis ainsi que les expériences et leçons apprises des années précédentes pour un meilleur impact nutritionnel et sanitaire sur la population cible grâce à :

- La poursuite et mise à l'échelle de la composante liée aux transferts monétaires réguliers et prévisibles avec une augmentation du montant du transfert.
- La poursuite et mise à l'échelle de la composante liée à la promotion sociale élargissement du curriculum de la PS pour couvrir de nouvelles thématiques.
- La mise en œuvre de mesures d'accompagnement productives en tant que stratégie de sortie des ménages du programme.

#### 5.1.4.4 RECOMMANDATIONS

- Accompagner d'avantage les jeunes et les femmes dans les activités génératrices.
- Assurer la consolidation de certains enseignements qui ne sont pas encore bien assimilés au sein de la population ciblée.

### 5.1.5 Gestion des migrations

#### 5.1.5.1 OBJECTIF DE LA SCAPP

L'intervention vise à contrôler les entrées et sorties du territoire en vue d'atténuer les effets pervers de la migration et exploiter pleinement ses aspects positifs, dans le respect de la réglementation internationale.

La stratégie de gestion de la migration consiste à : (i) redynamiser la Commission Nationale de Gestion de la Migration ; (ii) prendre en compte les aspects positifs de la migration pour le développement du pays ; (iii) assurer la protection des migrants et réfugiés conformément aux engagements internationaux ; (iv) assurer un meilleur contrôle des entrées et sorties dans le respect des accords bilatéraux et multilatéraux signés par le pays et (v) mettre en œuvre une nouvelle stratégie nationale de la migration 2016-2020. Il faut, en outre, renforcer les capacités des autorités nationales en matière de traitement efficace des

demandes d'asile, entreprendre des campagnes nationales d'information et de sensibilisation sur la réalité migratoire et équiper les postes frontières

#### 5.1.5.2 REALISATIONS

Le gouvernement dispose d'une stratégie de gestion de la migration axée sur (i) la redynamisation de la Commission Nationale de Gestion de la Migration ; (ii) la prise en compte des aspects positifs de la migration pour le développement du pays ; (iii) la protection des migrants et réfugiés conformément aux engagements internationaux ; (iv) un meilleur contrôle des entrées et sorties dans le respect des accords bilatéraux et multilatéraux signés par le pays et (v) mise en œuvre d'une nouvelle stratégie nationale de la migration 2016-2020. Il faut, en outre, renforcer les capacités des autorités nationales en matière de traitement efficace des demandes d'asile, entreprendre des campagnes nationales d'information et de sensibilisation sur la réalité migratoire et équiper les postes frontières.

Pour faire face au phénomène de la migration irrégulière, la Mauritanie mène également une action de surveillance du territoire et de lutte contre l'immigration clandestine qui s'articule autour des axes suivants :

- La surveillance générale de la frontière.
- La maîtrise des flux migratoires par l'enregistrement des entrées et des sorties du territoire national.
- La délivrance sur place des visas d'entrée.
- La lutte contre le crime organisé transnational par la recherche et la saisie des stupéfiants, arme produits prohibés, médicaments contrefaits etc...
- La lutte contre le terrorisme.
- Recherche des infractions et des renseignements en rapport avec la sécurité du pays.
- Renforcement des capacités des services de sécurité par une formation adéquate de leur personnel dans les différentes disciplines de la police de l'Air et des Frontières (Fraude documentaire, Trafic de migrants et le Trafic des êtres humains).
- Equipements des services en charge de lutte contre la migration irrégulière.
- Mise en place d'un état civil biométrique hautement sécurisé (passeports, Carte Nationale d'Identification), ainsi que celle des visas d'entrée et des titres de séjour biométriques pour les étrangers.
- Mise en place d'un logiciel appelé Oubour pour la gestion des flux migratoires sur l'ensemble du territoire national, ce qui a permis d'avoir des statistiques fiables des entrées et sorties du territoire national, ainsi que des données précises sur le nombre de résidents étrangers (court, moyen et long séjour).
- Mise en place d'une cellule d'analyse des risques.

#### Quelques chiffres relatifs à la migration

- Plus de 70.000 étrangers en situation irrégulière ont été reconduits à la frontière au cours de la décennie 2009 -2019.
- 73 Filières de trafic de migrants ont été démantelées et 891 étrangers ont été déférés en Justice pour infractions à la législation sur l'entrée et le séjour en Mauritanie.

#### Financement du chantier de la Gouvernance Politique, cohésion sociale Paix et Sécurité

Le budget alloué à ce chantier est de l'ordre de **948 917 045** MRU au titre de l'exercice 2019.

## 5.2 ETAT DE DROIT, DROITS HUMAINS ET JUSTICE

En matière d'Etat de droit, l'objectif stratégique est de parvenir à faire émerger une société multiculturelle solidaire dans un Etat qui respecte les principes et normes internationales en matière de séparation des pouvoirs, de respect des libertés publiques et qui donne force à la loi. Il s'agit de garantir à tous les citoyens le plein exercice de leurs droits humains, l'accès à une justice de qualité et la pleine participation dans les affaires publiques, y compris par le biais du contrôle de l'action publique.

Il s'agit de pérenniser le dialogue afin de renforcer les acquis démocratiques et enraciner la pratique de la démocratie.

Les interventions de ce chantier comprennent : (i) renforcement de la justice et de la gouvernance judiciaire ; (ii) le développement des droits humains ; et (iii) l'amélioration du contrôle citoyen de l'action publique.

## 5.2.1 Renforcement de la justice

### 5.2.1.1 OBJECTIF

L'accès à la Justice des personnes vulnérables et la préservation du droit des prévenus constitue l'un des piliers Majeur de la construction de l'Etat de Droit et occupe une place importante dans la SCAPP. Cette dernière vise à travers cette intervention à atteindre les ODD liés à l'accès à la justice plus particulièrement la cible 3 de l'ODD 16.

### 5.2.1.2 REALISATIONS

Un système de gouvernance et de justice performant et plus inclusif constitue l'instrument clef pour l'établissement d'un état de droit et présente un objectif global (ODD 16) dans le programme de développement durable à l'horizon 2030. Il permettra ainsi à tous les citoyens de mener une vie meilleure en toute sécurité. A cet égard, la Mauritanie s'est inscrite dans une dynamique internationale qui fait la promotion et la protection des droits de l'Homme par la ratification de la majorité des traités internationaux relatifs à ces derniers. De ce fait, une stratégie nationale d'accès à la justice (SNAJ) et s'inscrivant dans les ODD de l'agenda 2030 a été élaborée en 2018. Sa mise en œuvre est prévue pour 2020.

Conscients de l'impératif de justice plus performante et accessible à tous (ODD 16), les institutions judiciaires ont renforcé leurs infrastructures par des programmes de construction, de réhabilitation et d'équipements tout en axant leurs efforts sur :

- L'amélioration de l'indépendance et l'accès à la justice.
- Le renforcement de l'état de droit.
- Le renforcement des capacités des acteurs judiciaires.
- La modernisation de la justice.
- L'amélioration de l'administration pénitentiaire.
- La protection judiciaire de l'enfant.

## AMELIORATION DE L'INDEPENDANCE ET L'ACCES A LA JUSTICE

Les efforts se sont axés sur la mise en place d'un cadre juridique promouvant la protection des personnes et des biens, la justice sociale, le respect des droits humains, assorti d'un système judiciaire indépendant, accessible à tous et apte à en assurer l'application cohérente et uniforme. Ainsi, l'orientation des pouvoirs publics s'aligne parfaitement avec les Objectifs de développement durable (ODD 16) à travers l'atteinte de la cible 16.3.

En vue d'assainir le cadre juridique des activités économiques du pays, le code de procédure civile, commerciale et administrative a été actualisé. En effet, la nouvelle refonte du code innove des règles juridiques pour faire face aux difficultés liées à la lenteur du processus judiciaire, ainsi que la mauvaise utilisation par certains du droit d'ester en justice et les modalités qui s'y rattachent.

Il s'agit de :

- La promulgation de la loi n° 2019-020 du 29/04/2019 modifiant et complétant certaines dispositions du Code de Procédure Civile, Commerciale et Administrative.
- La promulgation de la loi n°2019-025 du 14/05/2019 modifiant certaines dispositions de l'ordonnance n° 2007-012 de la 08/02/2007 portant organisation judiciaire.

▪ La promulgation de la loi n° 2019-008 du 19-02-2019 modifiant et complétant certaines dispositions du Code de Procédure Civile, Commercial et Administratif sur la médiation judiciaire. Quant à la réforme du code de l'arbitrage, elle a porté sur la modernisation et la mise à niveau du code de l'arbitrage. La nouvelle loi n° 2019-019 du 29/04/2019 portant Code de l'arbitrage s'inscrit dans cette perspective pour moderniser les dispositions juridiques relatives à l'arbitrage, combler les lacunes de l'ancienne loi et édicter de nouvelles dispositions à même de renforcer l'accès à l'arbitrage comme mode alternatif de règlement de litiges. Ce qui va permettre de désengorger les tribunaux et d'éviter la lenteur des procédures judiciaires pour une justice performante. A cet égard, le champ de l'arbitrage a été élargi et partant, l'arbitrabilité des contrats de marchés publics et des contrats administratifs est désormais envisageable du fait de l'introduction d'une nouvelle disposition élargissant l'arbitrabilité subjective.

En matière d'amélioration du climat des affaires, la loi n°2017-019 en date du 18 Juillet 2017 a été adoptée pour combler le vide juridique qui entamait les procédures de règlement des petits litiges. En revanche, il devient nécessaire de réviser les dispositions de cette loi pour introduire les modifications adéquates, accompagner l'évolution des facteurs d'amélioration du climat des affaires.

Il est à noter que ces réformes ont été conçues conformément à la méthodologie Doing Business sur le temps, le coût et la gestion des affaires.

Des progrès notables ont été enregistrés en matière de « justice de proximité » à travers les deux programmes d'accessibilité géographique et financière à la justice pour atteindre la cible 16.3 de l'ODD 16. Les réalisations ont concerné la création des bureaux d'accueil, d'information et d'orientation dans les palais de justice de Nouakchott et de Nouadhibou ainsi que des bureaux d'assistance judiciaire dans les 15 wilayas du pays. En addition à cela, les actions suivantes ont été engagées par permettre le rapprochement de la justice des justiciables (ODD 16) :

- La détermination des honoraires des avocats désignés dans le cadre de l'assistance judiciaire.
- L'élaboration du cadre juridique fixant le barème des honoraires des avocats mandatés par leurs clients.
- L'initiation de la procédure d'octroi de terrains aux avocats.
- L'élaboration de l'arrêté déterminant le statut des para juristes.
- L'organisation de la délivrance du casier judiciaire en temps réel.
- Le renforcement des capacités face aux demandes de conservation de la nationalité mauritanienne.
- La révision du décret sur les frais de justice criminelle afin faciliter la prise en charge de toutes les activités liées à la dispense d'une justice diligente.
- L'élaboration de fiches de procédures simplifiées à l'adresse des justiciables (actuellement en voie de traduction en pulaar, soninké et wolof).
- L'élaboration d'un guide du justiciable en langue arabe actuellement en voie de traduction en pulaar, soninké et wolof.

Les efforts sur l'information et la sensibilisation du public, pour atteindre la cible 16.10 de l'ODD 16, quant à eux se sont traduits par la diffusion au début du mois de novembre, d'émissions hebdomadaires télévisées intitulées « les procédures ». Aussi, une émissions hebdomadaire radiodiffusée intitulée « Regards sur la justice » est en cours de programmation pour le mois de novembre. 2020 ?

En matière de sécurité des tribunaux et des palais de justice, le MIDEDEC s'est engagé à en assurer progressivement la sécurité à partir de 2020. Il est à noter que le Financement de l'assistance judiciaire est à concurrence de 10.000.000 MRU dans le budget de l'année 2020.

Il convient à noter également la mise en œuvre de nouveaux cadres juridiques concernant l'égalité des femmes sur le lieu de travail à travers la création d'une cellule pour l'institutionnalisation du genre dans le département de la justice (ODD 5, cible 5.c).

### *RENFORCEMENT DE L'ETAT DE DROIT*

En matière de droits de l'Homme, des programmes de lutte contre la criminalité, de lutte contre la corruption et de promotion des droits de l'Homme ont été conçus pour renforcer l'arsenal juridique et institutionnel afin d'assurer sa conformité et sa cohérence avec le droit international humain et les Objectifs de développement durable, notamment la cible 3 de l'ODD 16. Il s'agit de :

- L'élaboration des projets de loi portant modification des lois incriminant la traite et le trafic illicite des migrants.
- La promulgation de loi n° 2018-023 du 21/06/2018 portant incrimination de la discrimination.
- L'élaboration d'un plan d'action de suivi de l'exécution des décisions de justice condamnant les auteurs des pratiques (ODD 16, cible 16-b).
- La mise en place d'une cellule de veille en matière de lutte contre les pratiques esclavagistes (ODD 16, cible 16-b).
- L'élaboration du cadre légal relatif au casier judiciaire et au traitement en temps réel des infractions.
- La mise en place du système de rencontres périodiques avec les instances nationales des droits de l'homme.
- La promulgation loi n° 2019-025 du 29/04/2019 portant règlement des petits litiges, abrogeant et remplaçant la loi n° 2017-019 du 18/07/2017 instituant une procédure spéciale pour le règlement des petits litiges.

En matière d'affaires civiles, 81 personnes en 2019 ont pu garder leur nationalité mauritanienne, 6 ont été réintégrés et 5 ont été naturalisés.

### *RENFORCEMENT DES CAPACITES DES ACTEURS JUDICIAIRES*

Les efforts pour renforcer qualitativement et gérer plus rationnellement les ressources humaines et améliorer la productivité et le rendement du personnel pour atteindre la cible 16.6 de l'ODD 16 se sont traduits par :

- Le recrutement de 20 magistrats en octobre 2019 dans le cadre du programme de spécialisation de magistrats et auxiliaires de justice.
- La Formation dans le cadre de la loi 31/2015 réprimant l'esclavage : et précisément, le travail forcé. Cette formation a consisté à regrouper les personnels de la magistrature, du Greffe, de la Gendarmerie, de la police et de la société civile aux sièges des Cours d'Appel de Kiffa, du Brakna, de Nouadhibou et de Nouakchott qui ont reçu des enseignements ayant trait à l'esclavage dans son ensemble mais spécifiquement (le travail forcé).
- La formation dans le cadre de la révision des textes sur la traite des personnes et le trafic illicite de migrants. Cette action a consisté à procéder en regroupant les personnels : magistrats, greffiers, avocats gendarmes policiers et société civile aux sièges des Cours d'Appel de Kiffa, d'Aleg, de Nouadhibou et de Nouakchott pour leur soumettre les projets de Textes sur la traite des Êtres humains et le trafic illicite des migrants. Ceci a permis d'insérer la protection des victimes, leur régularisation dans le système de l'Etat Civil et la non-poursuite des victimes par rapports aux infractions commises sous la contrainte.
- L'élaboration du projet de loi portant création du fonds commun des greffes et du projet décret portant du fonds commun des magistrats et l'élaboration du cadre juridique déterminant les modalités du choix des fonctionnaires du département pouvant bénéficier d'éventuelles prises en charges pour effectuer le pèlerinage.
- La Formation-action des personnels de greffe des trois wilayas de Nouakchott (nord-ouest-Sud) et la wilaya de dakhlett Nouadhibou. Elle s'est déroulée au sein des tribunaux avec une phase théorique à raison de 30% du temps et une phase pratique à raison de 70%. Elle a concerné 65 personnels de greffe. Elle a permis de découvrir leur faiblesse dans le cadre des techniques de

greffe et la rédaction des actes du greffe et ont réalisé les corrections nécessaires pour une bonne administration des greffes des tribunaux et parquets.

- Le recensement dans un premier temps des actes et procédures au niveau des parquets des Wilayas de Nouakchott – Ouest/Nord et Sud et l’organisation dans un second temps d’une visite d’étude en France pour les trois procureurs et le procureur général près la cour d’Appel de Nouakchott afin de découvrir le fonctionnement de la chaîne pénale en France et la dernière a consisté à organiser deux ateliers de restitution des quatre procureurs à leurs collègues et les autres acteurs de la chaîne pénale à Nouakchott et Nouadhibou.

En outre, pour pouvoir également se défendre contre les menaces en ligne ascendantes et promouvoir la sécurité numérique, un séminaire sur la cybercriminalité a été organisé en 2019. En outre, pour mieux protéger la démocratie contre les diverses formes de diffusion intentionnelle de fausses nouvelles, un projet de loi pour la lutte contre la manipulation de l’information a été élaboré. Une Détermination par circulaire des modalités de stage dans la Chancellerie et les tribunaux pour injecter du sang neuf dans les administrations de l’état.

### *MODERNISATION DE LA JUSTICE*

La modernisation de la justice a pour ambition d’améliorer pour tous la justice du quotidien en la rendant plus proche, plus simple et plus efficace. A cet effet, des documentation et archives judiciaires et de gestion des ressources humaines sont élaborés pour la maîtrise de l’outil informatique pour répondre au défi quantitatif. L’accent a été donc mis sur :

- La mise en place d’une base de données de l’IGAJP afin d’obtenir des statistiques judiciaires bien étoffées et dépasser le suivi du nombre de détenus dans les prisons avec quelques critères sommaires (sexe, détenus condamnés et en préventive). Le fonctionnement de ce logiciel, doit être alimenté en données issues des greffes. En revanche, faute d’organisation de ces derniers, ce n’est le cas.
- La redynamisation de l’Inspection Générale de l’Administration Judiciaire et Pénitentiaire (IGAJP) pour permettre un meilleur contrôle du fonctionnement des juridictions et le respect de la déontologie professionnelle.
- La mise en place des commissions chargées de l’informatisation du registre de commerce.
- La mise en place d’un logiciel pour la gestion du personnel au niveau de la direction des ressources Humaines.
- La mise en œuvre d’une application permettant de suivre l’évolution des demandes de conservation de la nationalité mauritanienne.
- L’élaboration d’une circulaire sur le rôle de Ministère Public dans les affaires relatives à la protection des investisseurs.
- La création d’une commission chargée de la communication au sein du Ministère de la Justice ;
- L’élaboration de la stratégie de communication du Ministère de la Justice.
- La mise en place d’une messagerie sécurisée propre au Ministère de la Justice.

### *AMELIORATION DE L’ADMINISTRATION PENITENTIAIRE*

Dans le cadre du programme de politique pénale et de réinsertion pour améliorer l’administration pénitentiaire et régler progressivement ses problèmes structurels qui nécessite la réunion d’importants moyens et une mobilisation des départements ministériels concernés pour éviter des conséquences préjudiciables aux détenus, les effets se sont concentrés sur :

- L’affectation de femmes sapeurs-pompiers pour assurer la sécurité des prisons des femmes à Nouakchott et à Nouadhibou.
- Le transfert de 300 détenus de la prison de DaarNaim vers celle d’Aleg pour limiter la surpopulation carcérale.
- L’extension de la prison de Birmoghrein par l’augmentation de sa capacité de 300 places.



- Le recensement des infrastructures judiciaires désaffectées à l'intérieur du pays en vue d'en faire des centres d'accueil et de réinsertion des enfants en conflit avec la loi ou des prisons de femmes.
- L'élaboration d'une circulaire déterminant les modalités de contrôle des prisons et des documents concernant les détenus.

#### *PROTECTION JUDICIAIRE DE L'ENFANT*

La mise en œuvre en matière de justice pour les mineurs a consisté de mettre l'accent sur le contrôle des procédures judiciaires relatives aux enfants en conflit avec la loi, des procédures judiciaires relatives aux mineurs en conflit avec la loi ainsi que les établissements publics qui s'occupent des enfants en conflit avec la loi. L'accent a été mis également sur la formation des formateurs dans le domaine de protection judiciaire des enfants en mobilité et La formation sur la protection judiciaire des enfants en mobilité et sur les logiciels MGF et VBG.

Il est à noter que la loi n° 2018-024 du 21/06/2018 portant code général de protection de l'enfant a été promulguée. Aussi, la tenue de la journée de sensibilisation sur le droit des enfants détenues au centre fermé.

##### **5.2.1.3 PERSPECTIVES**

Pour promouvoir une approche cohérente du renforcement de la justice en Mauritanie, la politique sectorielle de la justice repose sur un cadre opérationnel et un cadre budgétaire. Ainsi, elle prévoit de

- Revoir, compléter et actualiser toutes les normes en vigueur pour les mettre en conformité avec les standards internationaux et les codifier.
- Adapter et consolider la législation civile, pénale, commerciale, administrative sociale et des droits de l'homme.
- Renforcer le climat des affaires en intégrant la Mauritanie dans les normes internationales en matière de droit commercial.
- Renforcer les capacités des acteurs de la justice grâce à une offre de formation adaptée à leurs besoins.
- Rénover dans le cadre de la formation initiale les contenus des enseignements et les méthodes pédagogiques.
- Mettre en œuvre un plan global de formation continue pluriannuelle destiné à tous les acteurs de la justice.
- Promouvoir l'accès à la justice en favorisant l'utilisation des modes alternatifs de la résolution des conflits, en soutenant le mécanisme d'aide juridictionnelle et en développant l'accès au droit ;
- Renforcer l'Inspection générale pour permettre un meilleur contrôle du fonctionnement des juridictions et le respect de la déontologie professionnelle.
- Renforcer la protection judiciaire des groupes vulnérables (femmes, mineurs, incapables, handicapés) notamment par la prise en compte de leurs spécificités.
- Rationaliser et simplifier le fonctionnement et l'organisation de l'administration pénitentiaire,
- Instaurer et concrétiser la réinsertion et la rééducation professionnelle des détenus.
- Renforcer la protection des groupes à risque (femmes, mineurs, incapables, handicapés) notamment par l'intervention de personnels féminins et d'éducateurs.
- Aligner les règles de sécurité sur les standards internationaux et promouvoir la réinsertion des détenus par le développement du travail en prison.
- Etatiser les infrastructures judiciaires et pénitentiaires.
- Singulariser les infrastructures judiciaires et pénitentiaires dans le sens de l'orientation et l'accessibilité des justiciables.
- Mettre en œuvre le plan de réhabilitation et de construction des bâtiments judiciaires et pénitentiaires.
- Développer un système d'information judiciaire global et intégré accessible aux justiciables et couvrant toute la chaîne judiciaire.

- Créer des bases de données interactives (archives, jurisprudence, législation...).
- Promouvoir un cadre juridique et structurel pour le système informatique judiciaire.

#### 5.2.1.4 RECOMMANDATIONS :

##### *MODERNISATION DES TEXTES*

Recensement et de mise à jour des textes et plus particulièrement l'organisation judiciaire, le procès équitable, le code pénal et le code de procédure pénale.

##### *FORMATION*

L'importance de la magistrature spécialisée (lutte contre le terrorisme, lutte contre la corruption) et la tendance sera à la spécialisation des juges dans d'autres domaines. Des moyens spécifiques à l'appui de cette évolution doivent être proposés. D'où la question de la création d'un institut spécialisé dans la formation des acteurs de la justice (magistrats, greffiers et auxiliaires) est abordée dans le document, la nécessité de la création de cette structure mériterait d'être plus explicite. La formation des magistrats aux droits de l'homme doit être mentionnée de manière plus explicite.

##### *ACCES A LA JUSTICE*

- Elaboration de la carte judiciaire.
- Renforcer le procès équitable.
- Moderniser la chaîne judiciaire.
- Spécialiser les juridictions.
- Assurer le fonctionnement des Bureaux d'accueil.

##### *POLITIQUE PENITENTIAIRE*

- La mise à niveau du code pénal et du code de procédure pénale doit être lancée rapidement.
- Assurer l'intégration de la chaîne pénale dans la chaîne pénitentiaire pour améliorer la gestion du dossier pénal des détenus.
- La mise en place d'un personnel pénitentiaire spécialisé (surveillance et réinsertion).

##### *INFRASTRUCTURES*

Tenir compte des normes internationales dans le domaine.

##### *SYSTEME D'INFORMATION ET COMMUNICATION*

Renforcer le système d'information et de communication par la spécialisation dans le domaine du journalisme judiciaire.

#### 5.2.2 Développement des droits humains

##### 5.2.2.1 OBJECTIF

La priorité de la SCAPP dans cette intervention est de lutter contre toute forme de discrimination raciale, de torture ou de traitements dégradant. Il s'agit de mettre en place les mécanismes garantissant le respect des droits de l'Homme. A cet égard, l'éducation constitue l'un des piliers majeurs de la SCAPP pour la promotion des Droits de l'Homme et ce en priorisant les cibles 1, 2, 3, 4 et 5 de l'ODD 4.

##### 5.2.2.2 REALISATIONS

Conscient de l'interdépendance des droits humains et du développement durable, la politique intégrée des droits de l'homme a mis les objectifs de développement durable au cœur de ses actions et a centré ses efforts en conséquence sur :

- La promotion des droits de l'Homme et de la cohésion sociale.
- Le suivi des engagements internationaux.
- Le renforcement de l'action humanitaire sur le territoire national.

- La résilience et la prévoyance humanitaire face aux risques de catastrophes.
- la Promotion de la société civile pour renforcer le contrôle citoyen de l'action publique.

Il est à noter qu'afin de mener à bien sa mission, le CDHAHRSC continue à renforcer les capacités humaines, institutionnelles et organisationnelles par l'acquisition d'équipements bureautiques et logistiques nécessaires et la formation continue du personnel tout en rationalisant les dépenses publiques et en appliquant les procédures administratives et financières nécessaires.

### ***PROMOTION DES DROITS DE L'HOMME ET DE LA COHESION SOCIALE***

Les efforts ont porté essentiellement sur des activités s'alignant sur les ODD 1,2,3,4, 5, 8, 10, 16 et 17. Ces activités sont axées sur la promotion des droits de l'homme, l'interaction avec les mécanismes régionaux et internationaux des droits de l'Homme, le suivi des engagements internationaux ainsi que le renforcement des capacités des membres du Comité Technique chargé d'élaboration des Rapports de l'Etat en matière de droits de l'Homme.

Afin de **promouvoir les droits de l'Homme**, les actions suivantes ont été menées :

- L'organisation d'un atelier de formation des magistrats, des fonctionnaires et des représentants de la société civile sur les dispositions de la Convention Internationale pour l'élimination de toutes les formes de discriminations Raciales et la loi 023/2018.
- La commémoration de la journée nationale de lutte contre les pratiques esclavagistes, le 06 mars à Nouadhibou.
- La commémoration de la journée de la Journée Arabe des Droits de l'Homme, le 16 mars.
- La commémoration de la journée africaine des droits de l'Homme le 21 octobre.
- La commémoration de la journée Internationale des Droits de l'Homme. Cette année, la célébration de cet événement important a été organisé avec les principaux acteurs concernés : CNDH, BHCNUDH et Organisations de la Société Civile représentées par le FONADH.
- L'élaboration d'un recueil des textes juridiques sur la promotion et la protection des droits de l'Homme. Le recueil a permis la collecte des principaux textes juridiques relatifs aux droits de l'Homme pour les mettre à la portée de tous les usagers, praticiens de droits, décideurs, organisations de la société civiles, chercheurs, étudiants et citoyens. Le recueil met en évidence le travail qui a été réalisé dans le cadre de l'harmonisation du corpus juridique national avec les dispositions des conventions internationales ratifiées.

Quant à **l'interaction avec les mécanismes régionaux et internationaux des droits de l'homme**, elle s'est traduite, par la soumission et la présentation de plusieurs rapports nationaux aux organes de traités. Dans ce cadre, le Commissariat a coordonné et piloté l'élaboration et la présentation des rapports de la Mauritanie en vertu des conventions internationales ratifiées. Rapports, qui ont mis en valeur les avancées multiformes enregistrées et dont on peut citer :

- Le rapport de suivi sur la mise en œuvre des recommandations du Comité contre la Torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradant.
- Le rapport de suivi sur la mise en œuvre des recommandations du Comité pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale.
- La présentation du deuxième rapport sur la mise en œuvre du Pacte International relatif aux Droits Civil et Politiques (PIDCP).
- La présentation du rapport initial sur la mise en œuvre de la Charte Africaine des Droits et du Bien-être de l'Enfant (CADEBE).

Par ailleurs, la participation avec succès à la 40<sup>ème</sup> session du Conseil des Droits de l'Homme à Genève (Suisse) et aux travaux de la 64<sup>ème</sup> et 65<sup>ème</sup> session de la Commission Africaine des Droits de l'Homme et

des Peuples, tenue respectivement au Caire et à Banjul. Au cours de ces sessions les acquis réalisés dans le domaine de la promotion et de la protection des droits de l'homme ont été présentés

La participation aux élections des organes de traités de l'ONU ont permis de renforcer la présence des experts nationaux au sein de deux comités conventionnels à savoir le Comité des Nations Unies pour l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et le Comité des Nations Unies pour la protection des droits de tous les travailleurs migrants et les membres de leurs familles. En juin dernier, le CDHAHRSC a supervisé avec succès ces élections.

Les échanges avec les organes de traités et les procédures spéciales des Nations Unies et des autres mécanismes internationaux ou régionaux relatifs aux droits de l'Homme se sont traduits par :

- Une visite d'échange au Bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme à Genève, Suisse.
- Une visite à la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples à Banjul, Gambie.

Par ailleurs, le dépôt de la candidature du pays au Conseil des Droits de l'Homme pour le mandat (2020–2022) et le suivi des activités connexes a été assuré. Suite à ces efforts, la Mauritanie a été élue au siège du Conseil des Droits de l'Homme pour le mandat 2020-2022.

Dans le cadre du **suivi des engagements internationaux**, il y a lieu de citer :

- La validation du Plan d'Action National de mise en œuvre des recommandations du 2nd cycle de l'EPU.
- L'achèvement du processus de ratification de la Charte Arabe des Droits de l'Homme.
- L'organisation, le 30 Octobre 2019, d'un atelier d'évaluation à mi-parcours de la mise en œuvre du plan d'action national de mise en œuvre des recommandations du second cycle de l'Examen Périodique Universel (PANÉPU 2015).
- Le lancement de l'étude de revue du Projet de Plan d'Actions National de lutte contre la Traite des Personnes. L'objectif de cette étude est d'améliorer le projet de plan d'actions à la lumière des nouvelles orientations issues du programme électoral du Président de la République et des observations soulevées par les partenaires et les acteurs de la société civile. La version finale convenue de ce travail servira de cadre juridique qui permettra une meilleure qualification des cas qui seraient assimilés à des cas de traite des personnes en Mauritanie.

Concernant le **renforcement des capacités**, un séminaire de formation a été organisé du 04 au 06 novembre un séminaire de formation au profit des membres du Comité Technique chargé d'Elaborations des Rapports sur le processus du 3<sup>ème</sup> cycle de l'Examen Périodique Universel.

### **ACTION HUMANITAIRE**

Les efforts se sont focalisés sur l'objectif de réduction des souffrances des populations victimes de la pauvreté ou de la marginalisation. A cet égard, des actions favorisant la protection, la prise en charge ou l'amélioration des conditions de vie des couches vulnérables ont été menées à travers des aides sociales au profit des malades, des indigents et des victimes d'incendies, à Nouakchott. En outre, les activités suivantes ont été réalisées :

- Appui aux populations sinistrées de Sélibaby en accordant une aide à cent familles touchées par les inondations.
- Insertion dans la vie active de soixante-quinze anciens détenus dans le cadre du programme TAHIL. Ces anciens détenus ont bénéficié d'une formation qualifiante dans des métiers demandés par le marché de travail et ont bénéficié d'un appui sous forme des Activités Génératrice de Revenus (AGR) par des kits nécessaires à leur insertion dans la vie active.
- Appui aux indigents, malades et victimes d'incendie.
- Appui aux pensionnaires de la prison de Nouadhibou.

Également, le processus pour l'élaboration d'une Stratégie de l'action humanitaire a été lancé.

### 5.2.2.3 PERSPECTIVES

La contribution à la protection et à la promotion des droits de l'homme pour l'année 2020 concernera essentiellement la responsabilisation des populations en les incitant à revendiquer et à affirmer leurs propres droits. Il s'agit notamment de la sensibilisation et l'éducation aux droits de l'Homme et de la cohésion sociale, à travers des activités concernant l'appui à l'organisation d'une activité commémorative de la célébration de la journée de réconciliation nationale et l'organisation d'ateliers sur la formation sur les droits de l'Homme au niveau des coordinations régionales. Également, des activités de sensibilisation dans le domaine des droits sont prévues.

En matière de renforcement de la cohésion sociale, un forum national sur la stratégie nationale pour le renforcement de la cohésion sociale sera organisé et un programme national pour le renforcement de la Cohésion Sociale sera mis en place.

Pour l'éradication des séquelles de l'esclavage, un guide relatif aux dispositions de la législation incriminant l'esclavage et les pratiques esclavagistes au profit des praticiens du droit va être élaboré, des caravanes de sensibilisation des personnes affectées par les séquelles de l'esclavage vont être également organisées à Dakhlet Nouadhibou et à Nouakchott.

Afin de mieux coordonner les activités de façon à adopter un mode d'approche cohérent et systématique dans l'application des droits de l'homme au niveau national, des échanges avec les organes de traités et les procédures spéciales des Nations Unies et d'autres mécanismes sont programmés.

En vue de renforcer et améliorer d'avantage le fonctionnement de l'ensemble des organes de traités des droits de l'Homme et mieux adapter le cadre législatif et politique aux conventions internationales des droits de l'Homme, des textes législatifs et réglementaires vont être adoptés. Il s'agit notamment de la collecte des textes législatifs et réglementaires en vue de leur harmonisation et la mise en place d'une base de données sur les textes législatifs et réglementaires non conformes aux instruments juridiques internationaux ratifiés par la Mauritanie en vue de leur harmonisation.

Aussi, l'assistance juridique et judiciaire au profit des personnes démunies en conflit avec la loi quant à elle va être renforcée à travers à la réception, le suivi et l'examen de leurs plaintes.

Dans le cadre de la collaboration avec les mécanismes internationaux des droits de l'Homme, le rapport de suivi sur la mise en œuvre de la convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et le rapport de suivi de la convention de la torture est sur le point d'être soumis et le rapport national relatif à l'examen périodique universel est en cours d'élaboration.

Afin de mettre en œuvre la politique nationale des droits de l'Homme, les plans d'actions nationaux de promotion et de protection des droits de l'Homme ont été dressés, à savoir, (i) l'élaboration du plan d'action national de promotion et de protection des droits de l'Homme, (ii) La réactualisation et l'adoption du projet de Stratégie nationale pour le renforcement de la Cohésion Sociale, (iii) la validation et la mise en œuvre du plan d'action national contre la traite des personnes et (iv) la validation du plan d'action national contre la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée.

Pour la mise en place de cadres juridiques et de politiques appropriées de prévention et d'intervention en cas d'urgence ou catastrophes, une stratégie nationale de l'action humanitaire va être élaborée et une politique nationale de réduction des risques de catastrophes et gestion des situations d'urgence va être adoptée et mise en œuvre.

Dans le but de renforcer les capacités nationales et régionales de réponse aux préoccupations d'ordre humanitaire, une étude a été réalisée en premier lieu pour la création d'un observatoire des catastrophes, des visites sont prévues dans les wilayas pour promouvoir la mise en œuvre de la politique humanitaire et un système assurant la coordination et la mise en œuvre pour les départements concernés par la thématique de l'action humanitaire.

Pour renforcer la résilience de la prévoyance humanitaire, un système de coordination et d'alerte précoce va être mis en place afin d'éviter les pertes humaines et réduire l'impact matériel et économique des catastrophes. Ainsi, pour rendre le système d'alerte précoce efficient et capable à développer une capacité de réponse immédiate aux urgences et impliquer activement les communautés exposées, des formations sur les réponses humanitaires aux situations d'urgence doivent être dispensées au profit des représentants de l'administration et des organisations de la société civile. Des pôles de développement vont également être intégrés dans les zones sensibles et des activités génératrices de revenu. Rappelons que le cadre d'actions pour la réduction des risques de catastrophes repose sur l'élaboration d'une cartographie de zones à risques d'une part et de plans d'évacuation de population en cas de catastrophe d'autre part.

Pour permettre à la société civile d'assumer effectivement et efficacement son rôle dans les progrès des droits politiques, sociaux, économiques et constitutionnels afin d'identifier et soulever des problèmes qui appellent une résolution collective, les efforts des autorités prévoient de mettre l'accent sur :

1. La modernisation du Cadre juridique ;
2. La promotion du partenariat entre l'état et les associations ;
3. L'évaluation du rendement et de la représentativité des Organisations de la société civile ;
4. L'amélioration du système de gouvernance des OSC.

#### 5.2.2.4 RECOMMANDATIONS

Le CDHAHRSC devrait être doté de moyens financiers nécessaires pour mener à bien sa mission.

### 5.2.3 Contrôle citoyen de l'action publique

#### 5.2.3.1 OBJECTIF

Cette intervention vise à permettre au citoyen d'avoir les moyens de contrôler l'action publique. L'objectif de la SCAPP est de mettre l'accent sur la formalisation et la promotion de la société civile et mettre en place des fonds pour les actions d'encadrement et de la réhabilitation des organisations de la société civile.

#### 5.2.3.2 REALISATIONS

En vue de mettre en œuvre une stratégie de communication pour le développement, des formations ont été réalisées pour la sensibilisation sur les Objectifs de Développement Durables (ODD) pour donner aux participants les clés d'analyse pour comprendre les enjeux du nouveau cadre de planification que constitue l'Agenda 2030. Il s'agit de former les participants à l'utilisation et à la maîtrise des outils pour assurer une prise en compte et une mise en œuvre effective des ODD dans la SCAPP à l'horizon 2030 et dans les autres Politiques, Stratégies, Programmes et Projets (PSP) de développement nationaux ou sectoriels, donner aux participants l'information actualisée sur le rôle attendu de la SC dans le cadre de la mise en œuvre de la SCAPP et informer les participants sur les ODD prioritaires.

### RENFORCEMENT DE LA SOCIETE CIVILE

Le processus de promulgation de la loi relative aux Associations, aux Réseaux et Fondations a été amorcé. Néanmoins, une reprise de cette loi est en cours sur certains aspects jugés fondamentaux pour l'émergence d'une société civile efficiente et professionnelle.

Par ailleurs, la participation des ONG à certains forums régionaux et internationaux a été facilitée. Il s'agit du Forum de la Société civile à Banjul et le Forum social qui s'est tenu à Genève dans le cadre de la 42<sup>ème</sup> session du Conseil des Droits de l'Homme au mois d'octobre dernier. Aussi la contribution des OSC au

rapport de la Revue Nationale Volontaire ainsi que leur participation au Forum Politique de Haut Niveau sur les ODD en Juillet 2019 à New York. Une bonne délégation des OSC mauritaniennes a pris part aux travaux de la COP25 sur les Changements Climatiques du 02 au 14 Décembre à Madrid (Espagne).

D'autre part, il est prévu de restructurer le FAPONG (Fonds d'Appui à la Professionnalisation des ONG) en vue de le rendre plus opérationnel. Dans ce cadre, une étude est en cours d'évaluation de cette structure.

Pour sa part, une étude portant sur l'évaluation de la PFANE (Plateforme des Acteurs Non Etatiques) est en cours de réalisation. Cette évaluation permettra d'apporter les correctifs nécessaires permettant de concevoir la meilleure structure faîtière qui pourrait accompagner ses objectifs visant l'implication des OSC dans la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques publiques.

En outre, certaines organisations de la Société Civile ont bénéficié d'appuis pour renforcer leurs capacités et les accompagner pour la réalisation de leur plan d'actions.

#### *INFORMATION, COMMUNICATION, SENSIBILISATION ET DOCUMENTATION*

Un suivi quotidien de l'actualité nationale et internationale et une meilleure communication ont été assurés par le CISD et ont permis une meilleure visibilité, avec la couverture de l'assistance aux victimes des inondations de Sélibaby, l'affaire RP 459/2019 S et la récente élection de la Mauritanie au Conseil des droits de l'homme.

L'information, la communication et la veille, ont été au centre des préoccupations au regard de la vision ambitieuse des autorités publiques quant à la problématique des droits humains et son impact sur la cohésion nationale ainsi que sur l'image du Pays au niveau international.

C'est dans ce cadre, qu'une politique volontariste de communication a été engagée ayant pour objectifs de lever les contraintes à court terme, en procédant à :

- L'évaluation de la mise en œuvre du Plan Stratégique de Communication (PSC).
- La livraison de l'évaluation d'un nouveau PSC adapté à la situation présente dans la perspective d'une nette amélioration de l'existant en vue de répondre aux défis identifiés.
- Le suivi-évaluation des actions retenues.

Par ailleurs, la Télévision Al Mauritaniya a produit un documentaire portant sur les missions et réalisations en matière de droits humains en plus de la relance du périodique « NECHRA ».

Ces actions donneront une meilleure visibilité à l'action du Gouvernement en matière de promotion et de protection des droits humains.

#### **Financement du chantier de l'Etat de Droit, Droits Humains et Justice**

Le budget alloué à ce chantier est de l'ordre de 1 582 557 591 MRU au titre de l'exercice 2019.

### **5.3 CAPTURE DU DIVIDENDE DÉMOGRAPHIQUE**

Le dividende démographique se décrit comme une hausse de productivité économique qui se traduit par l'accroissement du ratio de la population active par rapport à la population à charge. Pour y parvenir, il convient d'intégrer la dynamique de population dans la planification du développement à travers la bonne gouvernance, la maîtrise de la fécondité, l'investissement dans le capital humain et l'investissement dans l'emploi décent.

#### **5.3.1 Engagement politique en faveur du dividende démographique**



### 5.3.1.1 OBJECTIF

L'objectif de la SCAPP à travers cette intervention est d'œuvrer à accélérer la transition démographique et assurer la coordination des politiques socioéconomiques en faveur de la capture du dividende démographique.

### 5.3.1.2 REALISATIONS

Les efforts déployés se traduisent essentiellement par les interventions, du projet d'autonomisation des femmes (SWEDD) et le 8ème programme de coopération Mauritanie-UNFPA 2018-2022 en matière de population visant à améliorer le niveau d'autonomisation des femmes et des adolescentes et leur permettre d'accéder plus facilement aux services de santé reproductive, infantile et maternelle de qualité, et d'accroître la génération et le partage des connaissances des capacités et de la coordination régionale.

En termes de sensibilisation et d'engagement politique en faveur de la capture du dividende démographique, les efforts s'appuient sur les réseaux régionaux de parlementaires, les chefs religieux, d'organisation de la société civile, de femmes, de jeunes et de journalistes en plus d'une masse critique de cadres nationaux formés sur le dividende démographique pour favoriser un réel changement social et comportemental permettant la scolarisation des filles, l'autonomisation des femmes (ODD5) et la promotion de l'utilisation des méthodes de contraception modernes.

L'action entreprise consiste à générer tout d'abord la demande en SRMNIN, puis à travers plusieurs campagnes médiatiques et de communication impliquant les leaders religieux, mettre en œuvres les sous projets d'autonomisation des femmes favorables à la capture du dividende démographique. A cet égard, la Mauritanie a pris part au sommet de la francophonie sur le changement social et de comportements sur le thème : « Surmonter les obstacles en santé reproductive, maternelle, néonatale, infantile et de nutrition ». Suite à cela, des jeunes ont été encadrés sur le thème ainsi que des travaux en ateliers sur quatre thématiques : Planification familiale, Jeunesse, Civisme et Développement Durable. Et surtout ils ont été dotés des meilleurs moyens pour tirer profit du Dividende Démographique.

Par ailleurs la Mauritanie a participé par une forte délégation conduite par un membre du gouvernement en novembre, au Sommet de Nairobi sur la CIPD@25 et a pris à l'instar des autres pays des engagements pour accélérer la mise en œuvre des actions inachevées du Plan d'Action de la Conférence Internationale sur la Population et Développement (CIPD) du Caire en 1994. Les engagements de la Mauritanie au cours de ce sommet s'inscrivent dans le cadre du programme du Président de la République, la SCAPP et l'atteinte des ODDs à l'horizon 2030.

En matière de renforcement des capacités régionales en vue d'améliorer l'offre en produit SRMNIN, l'action repose sur (i) l'harmonisation régionale de l'enregistrement et du contrôle de sa qualité, (ii) l'amélioration des performances de la chaîne d'approvisionnement, (iii) la mise en place d'un système de suivi évaluation et (iv) l'appui aux institutions de formation des ressources humaines impliquées dans la SR. En effet, les réalisations ont concerné :

- L'harmonisation régionale de l'enregistrement et du contrôle de sa qualité via le renforcement des capacités du Laboratoire National de Contrôle de Qualité des Médicaments (LNCQM).
- L'amélioration des performances de la chaîne d'approvisionnement, RMNCHN en vue de mettre en place le projet « EMEL » de distribution au dernier kilomètre.
- La mise en place d'un système d'évaluation de la chaîne d'approvisionnement. Il s'agit d'un système régional de monitoring des produits contraceptifs dénommé SIGL Harmonisé National et l'outil itrack dédié au suivi des performances des chaînes d'approvisionnement.
- L'appui aux institutions de formation des ressources humaines impliquées dans la SR.

Par ailleurs, les principaux leaders religieux de la Mauritanie ont pris part, à Nouakchott du 13 au 15 février 2019, avec leurs pairs à l'atelier Régional pour la Formation de Formateurs de Leaders Religieux Sur les Questions de Population. A l'issue de cette formation, une formation concomitante a été organisée au profit

de 200 leaders religieux dans les quatre wilayas dans les capitales Aioun, Néma, Kiffa et Sélibaby du 29 avril au 1er Mai 2019. Par ailleurs 310 jeunes ont été sensibilisés et leurs connaissances renforcées sur le Dividende Démographique (DD) au cours (i) du Forum National des jeunes sur le Dividende Démographique organisé du 02 au 03 Mai 2019 auquel ont participé 160 jeunes dont et (ii) du Forum Panafricain des leaders jeunes 150 participants du 16 au 21 Décembre 2019.

Quant au renforcement du changement social et comportemental, une composante CCSC a été intégrée aux formations des mentors des espaces sûrs des relais communautaires pour assurer la prise en compte des facteurs influents sur le changement social et de comportements qui se sont déroulées du 25 mars au 1<sup>er</sup> avril 2019 dans les wilayas de Hodh El Charghi, Hodh El Gharbi, de l'Assaba et du Guidimagha. Aussi, une composante CCSC a été intégrée à la formation des animateurs des clubs des futurs maris pour assurer la prise en compte des facteurs influents sur le changement social et de comportements qui se sont déroulées du 28 mai au 2 juin 2019 dans les quatre wilaya cibles.

D'autre part, l'action relative au renforcement du dispositif favorisant la capture du dividende démographique a concerné :

- La constitution d'un réseau de quinzaine de journalistes mauritaniens, tout média confondu, pour accompagner et soutenir les engagements de la Mauritanie. Le réseau « Média Pop Dev » a ainsi vu le jour à l'issue d'un atelier pour la population le 17 et 18 novembre à Tiguint.
- La formation d'un pool de formatrices des mentors et chargées de suivi des espaces sûrs mis en place s'est déroulée en deux phases dont l'une en Mars et l'autre en Juillet 2019. Il convient à signaler que sur les 215 mentors, 209 ont participé aux formations.
- La formation et la mise en place d'un dispositif des activités génératrices de revenus à travers le marathon de l'entrepreneuriat « MOUNTIJA<sup>3</sup> » ainsi que les AGR relatives au transport scolaire des filles. Le marathon pour l'entrepreneuriat féminin a été organisé et doit aboutir à la formation de 1200 femmes à l'entrepreneuriat ainsi que la sélection des 100 micros entreprises de femmes. Il a concerné 16 localités et a été marqué par 3 activités majeures. Il s'agit de i) une formation des 20 lauréates de la compétition des produits phares des régions ; ii) le tirage au sort des 100 porteuses de micro-projets issues de ces localités ; et iii) la cérémonie officielle de remise des financements aux 20 lauréates. Les activités concernant le transport des filles ont facilité l'accès aux établissements du secondaire à plus de 8000 filles.
- La commémoration du 08 Mars 2019, journée internationale de la femme, sous le thème : « La décennie de la femme mauritanienne ».

En matière de campagne médiatique, l'action s'accomplit par le biais des mass médias et notamment Radio Mauritanie et touche plus de 280 000 personnes. En effet, les spots radio ciblent les adolescents, les adolescentes et leurs parents pour les sensibiliser sur les thématiques de la scolarisation des filles, l'autonomisation économique des femmes, le mariage des enfants, les violences basées sur le genre et l'espacement des naissances. Il convient à noter que le suivi de la diffusion est assuré par 12 trackers recrutés et formés à cet effet.

Dans le cadre de l'autonomisation des femmes et filles déscolarisées et non scolarisées et la lutte contre la baisse inquiétante du niveau de scolarisation des filles lors du passage de l'école primaire au secondaire ainsi qu'entre les deux cycles de celui-ci, il convient à noter :

- Plus de 6000 filles ont été ciblées, à savoir la fourniture de plus de 2 600 bourses aux filles d'une soixantaine d'établissements secondaires de la zone cible, le transport scolaire par une douzaine

<sup>3</sup> MOUNTIJA : mot arabe, synonyme du mot "productive" en français, utilisé dans le sens de la participation économique de la femme. Il est important de donner un nom local à cette activité qui pourra se répéter plusieurs fois en fonction des ressources disponibles.

de bus, l'organisation des cours de soutien au profit de plus de 5 000 filles en classe d'examens (brevet et BAC) et la création des espaces surs fréquentés par plus de 1 900 participantes.

- La mise en place de 6 écoles de futurs maris en impliquant les leaders religieux à travers un ensemble d'activités (ateliers, missions de terrain, etc.).

### 5.3.1.3 PERSPECTIVES

Il est programmé en 2020 de fournir davantage d'efforts concernant l'amélioration des services et produits SRMN. Il est également prévu de continuer à assurer l'approvisionnement des différents maillons de la chaîne disposant de ressources humaines qualitativement adéquates.

Par ailleurs, la priorité sera accordée à la mise en œuvre des engagements de Nairobi à travers l'élaboration d'un plan d'action, le plaidoyer pour l'adoption de textes incriminant les violences basées sur le genre, le mariage des enfants.

### 5.3.1.4 RECOMMANDATIONS

- Assurer la pérennité du transport scolaire et le faire bénéficier à plus de filles. Toutefois, il pourrait être opportun d'envisager à sa place la construction d'internat (plus durable) et offrant la possibilité aux filles de trouver un habitat propice à la continuation de la scolarité loin de la famille dans des conditions sécurisées.
- Il serait nécessaire de poursuivre 1) une campagne médiatique pour toucher le plus grand nombre et inclure les nouvelles wilayas ; 2) l'engagement des leaders religieux et communautaires de ces nouvelles et anciennes zones d'intervention ; 3) le développement des Clubs des maris et son élargissement à la zone étendue. Ceci pourrait accompagner la transformation opérée à l'aide des espaces surs qui seraient ainsi étendus à de nouvelles zones. Ce qui aurait une influence certaine dans la fréquentation accrue des services de santé de la reproduction : passage obligé vers une fécondité responsable et une réduction simultanée des mortalités maternelles, infantiles et des inégalités entre les sexes. Choses qui nécessitent d'encourager la rétention et la réussite des filles au secondaire ou dans les formations professionnelles. Mais aussi, l'accroissement des opportunités d'insertion économique. A cet effet, les bourses, les cours de soutien et les internats seraient des stratégies appropriées. Auxquelles viendraient s'ajouter des formations professionnelles des filles dans des métiers traditionnellement réservés aux hommes. Les internats pourraient offrir aux filles déplacées une habitation appropriée pour encourager les parents à laisser les filles continuer la scolarité ou la formation dans un cadre sécurisé loin de la famille. Les opportunités économiques offertes par les filières locales seront saisies et le microcrédit pourrait être un autre levier pour une autonomie économique des femmes et leur permettre de participer aux dépenses du ménage. En investissant dans la formation du personnel qualifié et en favorisant l'accès aux produits de santé de la reproduction ont contribuerait à la transition démographique recherchée. C'est dans cet esprit que le projet EMEL sera étendu à la zone d'intervention.

## 5.3.2 Accélération des politiques pro-dividende démographique

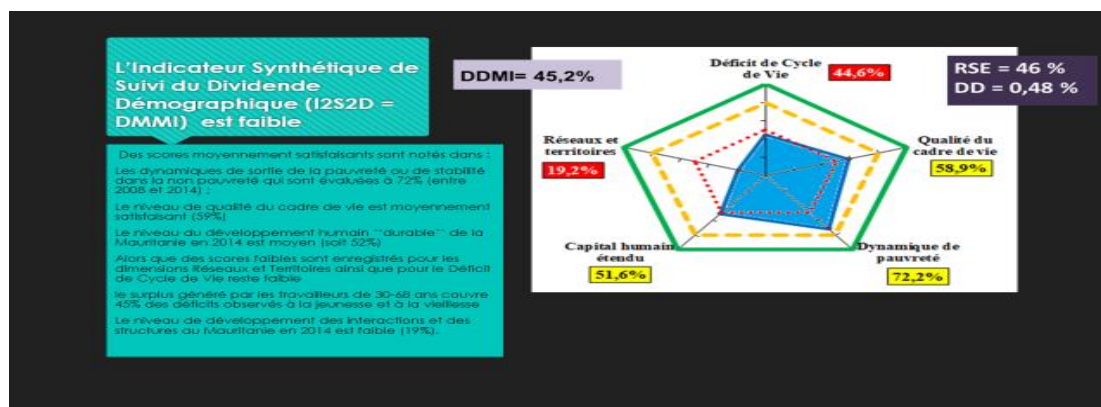
### 5.3.2.1 OBJECTIF

L'objectif de la SCAPP à travers cette intervention est d'assurer l'intégration du dividende démographique au sein des politiques de développement.

### 5.3.2.2 REALISATIONS

Le projet d'Autonomisation des Femmes et Dividende Démographique (SWEDD) avec l'appui de l'UNFPA en Mauritanie participe activement à mettre la capture du dividende démographique au cœur de la politique nationale de population (PNP). Ce qui pourrait contribuer aux efforts, pour l'inscription du DD dans les plans sectoriels et le développement d'un plan d'action en faveur du DD.

La mise en place de l'observatoire nationale du dividende démographique contribue activement au renforcement des capacités pour l'élaboration des politiques, de suivi et d'évaluation liées aux questions du dividende démographique. Avant d'arriver à sa formalisation par un décret du Ministre de l'Economie et de l'Industrie, un appui technique a été apporté pour renforcer les capacités de l'équipe nationale « National Transfert Account » (NTA) de l'observatoire. L'équipe a déjà produit le rapport national sur le suivi du dividende démographique. Par ailleurs et en matière de collecte et d'analyse des données, 52 cadres issus du système national de la statistique et des institutions de recherches ont été formés pour générer des données liées aux questions de population et une enquête EDSM intégrant un module VBG dans le questionnaire est en cours pour répondre aux besoins en la matière



### Indice de suivi du Dividende Démographique

Pour alimenter cet observatoire, les données collectées depuis l'enquête démographique de santé (EDS) seront utilisées, parmi d'autres, pour la production des rapports relatifs à l'index de suivi du dividende démographique. Ce qui contribue aux efforts, pour accompagner la vulgarisation de la SCAPP et la mobilisation des financements et permet l'inscription du dividende démographique dans les plans sectoriels.

Dans la même optique, une proposition pour appuyer l'Université de Nouakchott dans le processus d'intégration des questions de population dans ses curricula est en cours d'examen (ODD4).

Il s'est tenu en février 2019 à Nouakchott l'atelier régional de renforcement des capacités d'un groupe de formateurs nationaux. Cet atelier a permis de s'approprier un guide de programmation afin de passer de la théorie à l'action et faciliter l'intégration des défis liés au dividende démographique dans les documents de politiques nationales de développement. A cet effet, 106 cadres du niveau central et régional et élus locaux et PTFs ont été formés sur l'utilisation du Guide de programmation du Dividende Démographique pour renforcer la prise en compte du DD dans les politiques et programmes de développement.

Par ailleurs le processus de positionnement du DD dans l'élaboration des SCAPP régionales a été lancé pour consolider cet acquis. Une Assistance technique de proximité de l'UNFPA a été également apportée à l'Unité de Gestion du Projet (UGP)/SWEDD pour la mise en œuvre de celui-ci et un appui technique a été assuré pour la préparation de la seconde phase du SWEDD 2021-2023.

#### 5.3.2.3 PERSPECTIVES

Dans le cadre du plaidoyer pour la capture du dividende démographique, une série d'ateliers sont en cours pour toucher plus de 10 000 bénéficiaires en s'appuyant sur 200 leaders et mourchidates (50 par wilaya) qui auront été formés. Par ailleurs, les efforts seront orientés vers l'intégration du dividende démographique dans les politiques et stratégies sectorielles, les plans régionaux et programmes de

développement en plus de l'opérationnalisation de l'ONDD, le renforcement des capacités de recherche et d'analyse y compris l'impact socioéconomique du COVID 19.

#### 5.3.2.4 RECOMMANDATIONS

- Tenir compte de l'enclavement, la dispersion des sites d'intervention et la diversité linguistique constituent des difficultés dans la mise en œuvre des politiques d'intervention.
- Accélérer la formalisation de l'observatoire national du dividende démographique.
- Etendre la zone d'intervention sur toutes les wilayas disposant d'un indicateur de suivi du dividende démographique faible (DDMI<50%). Une alternative serait d'utiliser un outil priorisant les régions selon l'intensité des besoins et le potentiel de changement chez les jeunes filles vulnérables.

#### **Financement du chantier de la Capture du Dividende Démographique**

L'enveloppe octroyée à ce chantier s'élève à 1 692 267 047 MRU au titre de l'exercice 2019.

## 5.4 TRANSFORMATION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

Le chantier vise à élaborer et mettre en œuvre des avancées dans le domaine de la transformation de l'administration publique par le biais de (i) l'optimisation de l'administration publique, (ii) la gestion du personnel de l'état, (iv) le développement de l'administration et des services électroniques et (v) la planification et le suivi-évaluation des politiques publiques.

### 5.4.1 Optimisation de l'administration publique

#### 5.4.1.1 OBJECTIF

La SCAPP aspire, à travers cette intervention, à ce que l'état élabore et mette en œuvre une architecture fonctionnelle et rationnelle pour ses différents services et administrations.

#### 5.4.1.2 REALISATIONS

Afin de Renforcer l'efficacité des administrations, réduire les échelons hiérarchiques pour gagner davantage en efficacité et diminuer le poids des activités récurrentes, les autorités publiques se sont mobilisées pour conduire la transformation des directions. Ces efforts ont concerné essentiellement la mise en place d'une commission technique pour la relecture des textes juridiques et réglementaires. Il s'agit notamment de :

- Une analyse diagnostique sur la gestion des personnels des collectivités décentralisées en vue de mettre en place une fonction publique territoriale.
- Une étude comparative (droit comparé) pour la révision du système de retraite dans la Fonction Publique.
- L'élaboration d'une note technique accompagnée d'un projet de décret pour la séparation des emplois à caractère politique des emplois fonctionnels d'encadrement de l'administration.
- L'élaboration d'un projet d'arrêté qui fixe les règles et les modalités pratiques d'organisations des élections professionnelles dans Fonction Publique.

Également, dans le domaine de la modernisation de l'administration publique, des avancées notables ont été enregistrées, à savoir :

- La redynamisation de la commission technique instituée par arrêté conjoint N°216 MFPTMA/MEF du 02 Avril 2019, chargée de l'Appui du comité interministériel de la modernisation de l'administration publique. Cette commission a élaboré une version provisoire du Plan National Intégré de réforme pour la modernisation de l'administration (PNIRMA).
- L'élaboration et la diffusion d'une lettre circulaire Ministérielle N° 06/MFPTMA du 01 octobre 2019, relative au Service d'Accueil des Usagers, accompagnée d'un Guide d'Accueil portant les

directives et orientations des agents publics responsables de l'accueil dans les différents secteurs publics (Ministères et Etablissements publics à caractère administratifs).

- L'actualisation du projet de livret portant Code de Déontologie des Agent Publics.
- L'élaboration d'un rapport diagnostique d'analyse préliminaire des besoins en formation dans la fonction publique.

#### 5.4.1.3 RECOMMANDATIONS

L'action dans ce domaine devrait porter sur une revue des différents rapports et audits de l'administration, avec pour objectif de proposer l'organigramme le plus rationnel du Gouvernement et de revoir la cartographie des institutions de l'Etat pour éliminer toute confusion ou superposition de missions. Des mesures devraient également être prises pour répondre aux exigences de la LOLF. Notamment, dans le cadre du budget programme.

La gestion axée sur les résultats devrait être introduite, à travers l'élaboration de plans d'actions pluriannuels, l'attribution des ressources en fonction des objectifs et la mise en place d'instruments de suivi et évaluation. L'administration devrait être dotée de procédures et d'outils de travail adéquats. Le contrôle de l'action de l'administration publique inclura la vérification de l'atteinte des objectifs assignés et l'utilisation rationnelle des ressources mobilisées, y compris les ressources humaines.

### 5.4.2 Amélioration de la gestion du personnel de l'Etat

#### 5.4.2.1 OBJECTIF

L'objectif de la SCAPP est d'assurer une gestion rationnelle et une formation du personnel de l'état.

#### 5.4.2.2 REALISATIONS

L'amélioration de la gestion du personnel d'état est au cœur des réformes administratives de l'administration publique. A cet égard, une refonte des textes juridiques s'alignant sur les objectifs de la SCAPP et régissant le cadre réglementaire en matière de fonction publique permettra d'améliorer la gestion du personnel d'état. Il s'agit de :

- Décret portant sur l'harmonisation et la simplification du système de rémunération des Fonctionnaires et agents contractuels de l'Etat et de ses établissements publics à caractère administratif.
- Décret modifiant certaines dispositions fixant le statut particulier des corps de gestionnaires de ressources humaines des administrations de l'Etat et de ses établissements publics à caractère administratif.
- Parachèvement des opérations de régularisation des agents de l'Etat victimes des événements de 1989.
- Préparation de statuts particuliers de certains corps de fonctionnaires, il s'agit de :
  - Projet de décret portant sur le statut particulier du corps des conseillers juridiques.
  - Projet de décret portant sur le statut particulier des corps du Ministère des Affaires sociales de l'enfance et de la famille.
  - Projet de décret portant sur le statut particulier applicable aux corps de l'administration des affaires islamiques.

Par ailleurs, sur le plan d'améliorer la qualité des services de gestion du personnel de l'état, les efforts ont concerné :

- La réalisation d'une note technique sur la redynamisation de la formation et du perfectionnement des agents publics de l'Etat et ses établissements publics à caractère administratif.
- Le renforcement de la sécurité des Serveurs dédiés au nouveau système intégré de gestion des personnels de l'Etat.



- La mise à jour de la base de données des équivalences de diplômes.
- La numérisation des dossiers individuels des agents de l'Etat.
- La sécurisation de l'application Informatique (ELMAWARID).
- Le contrôle et la mise au point du nouveau système intégré de gestion des personnels de l'Etat.

#### 5.4.2.3 RECOMMANDATIONS

Malgré les avancées dans le domaine de l'administration publique, de défis majeurs restent à relever, notamment par rapport à l'insuffisance du cadre juridique et du dispositif statutaire de la fonction publique, la faiblesse de l'administration et de la GRH ainsi qu'une insuffisante maîtrise des effectifs et de la masse salariale et des problèmes liés à la valorisation des Ressources Humaines.

Ainsi pour gérer le personnel de manière rationnelle, la mise en place d'une politique de valorisation des ressources humaines doit constituer une priorité pour tous : l'adaptation du cadre juridique ; l'introduction de nouvelles techniques de gestion (analyse des emplois, formation continue, politique de rémunération plus motivante, évaluation individuelle...etc.).

L'assainissement de la situation des personnels de l'Etat est un préalable à toute politique de RH, notamment Un système de rémunération équitable, cohérent et suffisamment motivant pour permettre à l'Etat d'attirer et de garder les meilleures compétences.

### 5.4.3 Développement de l'administration et des services électroniques

#### 5.4.3.1 OBJECTIF

Doter l'administration d'une plateforme fiable et économique de traitement de l'information et développer les services en ligne transactionnels

#### 5.4.3.2 REALISATIONS

Afin de doter l'administration d'une plateforme fiable et économique de traitement de l'information et développer les services en ligne transactionnels, l'action a porté sur le renforcement de l'aspect juridique régissant la réglementation de la gouvernance de l'internet et la mise en place de l'Administration électronique notamment des services d'éducation électroniques par la mise en place d'un système de suivi des établissements d'enseignement technique et professionnel. A cet égard, plusieurs actions ont contribué au développement de l'infrastructure et de la plateforme électronique, à savoir :

- L'élaboration des décrets d'application du CJ-SMI (décrets relatifs à : i) l'Autorité de protection des données à caractère personnel ; ii) dématérialisation des procédures de marché public ; iii) conservation des données électroniques et au filtrage ; iv) service à compétence nationale sur la Sécurité des Systèmes d'Information et v) échanges électroniques).
- La Revue du projet de Stratégie nationale de cyber sécurité.
- La mise en place de la Stratégie de promotion du haut débit et d'accès universel accompagnée d'un plan d'actions opérationnel. Elle permettra le lancement d'un plan pour la couverture des localités non couvertes par les réseaux GSM et internet, dans le cadre de l'accès universel aux services de communications électroniques.
- Un projet important de sécurisation de la liaison internet internationale par câble sous-marin a été lancé. L'étude de faisabilité de ce projet a été réalisée et validée en 2019. Un accord a été conclu avec et le câble sous-marin EllaLink, afin de prévoir une unité de branchement sur ce câble en face de Nouadhibou. La recherche de financement a été entamée pour mobiliser le budget nécessaire à la construction de la liaison vers cette unité de branchement et la construction d'une station d'atterrissage.
- Une étude de faisabilité visant à préparer un programme e-Gouvernement a été réalisée. Elle permettra la dématérialisation des principales démarches administratives, la digitalisation des moyens de paiements du secteur public et la protection des données de l'Administration. Ce



programme vise aussi la mutualisation des systèmes d'information et la mise en place du patrimoine numérique de l'Etat.

- La création des nouveaux sites pour les Départements ministériel créés récemment.
- L'adaptation des sites existants avec les nouveaux besoins des Départements ministériels.
- Le développement d'un module de publication des résultats de permis de conduire pour le ministère de l'équipement et de transport.
- Le développement d'un module de publication et de recherche pour les services d'enseignement au profit de MEFREN et MESFTP.
- Le développement d'une version initiale du portail des services publics pour contenir les procédures et formalités administratives, organisées par thèmes, par rubriques et pour supporter la publication d'un ensemble de formulaires en ligne pour les usagers.
- La mise à niveau de l'application de Gestion de la scolarité « UNIGESCO » par l'intégration des nouvelles règles de progression pour la 2ème année de la licence au sein des établissements (FST, FSJE et la FLSH).
- L'intégration des nouvelles règles de dérogations et d'exclusion (changement de l'année universitaire) dans l'application de Gestion de la scolarité « UNIGESCO ».
- Le déploiement d'un serveur virtuel au sein du CREL en vue de l'hébergement d'une application de Préparation du déploiement de l'application « UNIGESCO » au sein de l'ISPLTI.
- Le développement d'un Portail de vérification des diplômes.
- L'acquisition de licences de sécurité informatique pour le parc de l'Administration et mise à jour des serveurs du Datacenter, des pare-feux et des certificats des sites web gov.mr.
- Par ailleurs, pour accroître la couverture géographique des réseaux à bande passante de grande capacité et de diminuer les coûts des services de communications sur le territoire national, le programme WARCIP propose une approche intégrée centrée sur : (i) une connectivité améliorée à travers l'accès concurrentiel à la bande passante internationale, (ii) la création d'un environnement propice et le renforcement des capacités institutionnelles pour éliminer les goulots d'étranglement qui contraignent la participation du secteur privé au développement de la connectivité nationale et régionale, et (iii) l'appui à la mise en œuvre du Programme dans le pays (y compris les clauses environnementales et sociales).

En plus, dans le domaine de la formation en TIC, le secteur a organisé plusieurs ateliers de formation en 2019 en coordination avec les institutions régionales et internationales comme suit :

Participation à un atelier au profit des points focaux des départements ministériels. Ces ateliers ont porté sur :

- Aperçu des concepts, institutions et perspectives historiques de la gouvernance de l'Internet,
- Techniques de cartographie des problèmes de gouvernance de l'Internet, des parties prenantes et des points de décision.
- Infrastructure Internet, architecture, normes, codes et protocoles.
- Les TIC dans le développement, politiques numériques et gouvernance de l'Internet.
- L'économie numérique et la gouvernance de l'Internet.
- Aspects juridiques et réglementaires de la gouvernance de l'Internet.
- Cyber sécurité et protection des infrastructures critiques.
- Aspect socioculturel de la gouvernance de l'Internet.
- Les aspects de la gouvernance de l'Internet liés aux droits.
- Cartographie des institutions et des acteurs de la gouvernance de l'Internet.

Participation aux ateliers de formation de l'UA "Atelier sur l'Harmonisation des TIC en Afrique- Comment suivre et évaluer, qui a eu lieu du 2-6 Septembre 2019 à Addis-Abeba, Forum mondial sur la cyber expertise (GFCE) du 8 au 10 octobre à Addis-Abeba".

## EN COORDINATION AVEC L'ESCWA ATELIER SUR :

- Politiques de données ouvertes : Défis et perspectives
- Internet des objets et villes intelligentes : Politiques et applications

## EN COORDINATION AVEC L'UIT :

Réalisation d'un atelier de formation sur les thèmes (l'incubation et l'entrepreneuriat dans le domaine des TIC), avec l'appui de l'Union Internationale de Télécommunications (UIT), du 2 au 6 septembre.

Participation à la 2ème Semaine régionale de la cybersécurité organisée par l'UIT, 27-31 octobre 2019 à Mascate

## EN COORDINATION AVEC La GSMA :

Organisation de deux Ateliers de formation, avec l'appui de l'Association GSM (GSMA), au profit des experts nationaux en TIC sur les thèmes : (i) Étendre la Couverture Mobile dans les Zones Rurales et (ii) Gestion avancée du spectre pour les télécommunications mobiles, la semaine du 16 septembre 2019

Les cadres du Département ont assisté à de multiples séminaires sur la gestion de l'internet, la cyber sécurité et l'économie numérique.

Participation à la troisième session du CTS de l'Union Africaine sur la communication et les TIC (CCITC-3 du 22 au 26 oct.), revue et validation de la Stratégie de transformation numérique pour l'Afrique (2020-2030) et revue des plans d'action des programmes continentiels dans le domaine des TIC « Initiative de politique et de réglementation pour l'Afrique numérique (PRIDA) et Programme de développement des infrastructures en Afrique (PIDA) ».

Participation de cadres techniques aux formations de (i) Développement web-digital ; (ii) Cycle Administrateur Linux ; (iii) Communication Digital : Haut débit.

#### 5.4.3.3 PERSPECTIVES

Pour la mise à niveau du cadre réglementaire, d'une gouvernance et d'un environnement adéquats et favorables à une administration électronique dématérialisée, l'action concernera la préparation d'un programme e-Gouvernement permettant la dématérialisation des principales démarches administratives, la digitalisation des moyens de paiements du secteur public et la protection des données de l'Administration. Il permettra aussi la mutualisation des systèmes d'information et la mise en place du patrimoine numérique de l'Etat. En effet, la nécessité d'améliorer l'administration électronique et les services de santé et d'éducation électronique passe par une mise en œuvre rapide des activités prioritaires suivantes :

- Adopter de la Stratégie nationale de cyber sécurité.
- Collecter le contenu (formalités) et mise en ligne du site d'une version initiale du portail des services publics pour contenir les procédures et formalités administratives.
- Alimenter le portail par les établissements d'enseignement supérieur et sa mise en ligne.

#### 5.4.3.4 RECOMMANDATIONS

En vue de renforcer l'administration et les services électroniques, il est impératif de renforcer les capacités financières et techniques, car la rareté des financements et le nombre réduit des ressources humaines techniques qualifiées restent les majeurs défis. Il convient à signaler que les financements du secteur des TIC restent essentiellement ceux mobilisables dans le cadre du Projet WARCIP-Mauritanie. Ce projet, ayant un plan d'action précis, ne permet pas de financer toutes les actions requises.

#### 5.4.4 Planification, coordination, suivi-évaluation de la SCAPP

##### 5.4.4.1 OBJECTIF

A travers cette intervention, la SCAPP vise à améliorer la conception et la convergence de la mise en œuvre des politiques, le pilotage et l'efficacité des projets et programmes de développement ainsi que la communication en informant sur les progrès dans la réalisation des objectifs poursuivis, en appuyant la prise de décision (opérationnelle et stratégique) et en permettant de s'assurer de la redevabilité de toutes les parties prenantes dans le processus de mise en œuvre de la stratégie.

Le principal résultat attendu porte sur la mise en place d'un mécanisme efficace pour assurer la coordination et le suivi-évaluation de la mise en œuvre de la SCAPP et des réformes et interventions publiques y inscrites, y compris un reporting régulier sur la mise en œuvre du plan d'actions de la SCAPP et des indicateurs pertinents de suivi et d'impact de cette stratégie.

##### 5.4.4.2 REALISATIONS

Suite à l'élaboration et à l'adoption de la Stratégie de Croissance Accélérée et de Prospérité Partagée (SCAPP 2016-2030) par le Gouvernement, une feuille de route a été élaborée en décembre 2017 pour le renforcement du système de suivi et évaluation (SSE) de la mise en œuvre de cette stratégie et a fait l'objet d'une large concertation avec toutes les parties prenantes, notamment les partenaires techniques et financiers (PTF) concernés.

Les principaux résultats atteints et progrès enregistrés ont porté d'abord sur l'opérationnalisation du cadre institutionnel et technique de SSE en procédant à la réforme de ses différentes composantes (Dispositif institutionnel, Indicateurs, Outils de reporting, Plan d'évaluation) et en intégrant les différents niveaux nationaux, sectoriel et régional. Parallèlement, un reporting régulier sur la mise en œuvre du plan d'actions de la SCAPP a été assuré. Suite à cela, l'année 2019 a été marquée par l'élaboration du rapport de mise en œuvre de la SCAPP pour l'année 2018 conformément au calendrier et au nouveau dispositif.

Une nouvelle loi d'orientation relative à la SCAPP a été votée par le Parlement le 26/4/2018 instituant le nouveau cadre d'orientation de la SCAPP qui consacre sa régionalisation et son étroite connexion avec la nouvelle loi organique relative aux lois des finances (LOLF). Cette loi sera complétée par un décret relatif au SSE de la SCAPP.

A cela s'ajoutent le renforcement des capacités techniques et matérielles des structures en charge du SSE de la SCAPP et le lancement du processus de la revue nationale volontaire (RNV) des ODD dont le rapport a été présenté en juillet 2019 à la session organisée par le Forum Politique de Haut Niveau (FPHN) des Nations Unies sous le thème « Autonomiser les gens et assurer l'inclusivité et l'égalité ».

#### **Financement du chantier de la Transformation de l'Administration Publique**

Le budget alloué à ce chantier est de l'ordre de **2 897 843 381** MRU au titre de l'exercice 2019.

### 5.5 GOUVERNANCE ECONOMIQUE ET FINANCIERE

Ce chantier vise à améliorer la gestion des affaires du pays, notamment la politique économique et financière, le cadre réglementaire et l'état de droit. Il vise également à lutter contre la corruption et tout abus d'autorité ou de confiance dans l'exercice de la puissance publique incitant davantage à la corruption.

#### 5.5.1 Gouvernance du secteur public et réduction du risque de surendettement

##### 5.5.1.1 OBJECTIF

L'objectif spécifique poursuivi est de renforcer le processus institutionnel de gouvernance du secteur public et de placer la dette publique sur une trajectoire descendante. Les principaux résultats attendus sont les suivants : (i) la dette publique est placée sur une trajectoire descendante ; (ii) l'endettement des

entreprises publiques et autres entités publiques est maîtrisé ; et (iii) la base de données sur l'aide au développement est complétée et rendue performante.

#### 5.5.1.2 REALISATION

Pour atteindre cet objectif et obtenir les résultats escomptés, les financements extérieurs du BCI ont été intégrés dans la loi de finances initiale 2018. De même, la soutenabilité et la viabilité de la dette publique a continué à être améliorée grâce à la mise en place du Cadre institutionnel de formulation, de sélection et de programmation de l'investissement public adopté par le Gouvernement en 2016. A ce titre, les progrès en 2019 ont essentiellement concerné l'actualisation des arrêtés du Comité National de la Dette Publique (CNDP). En plus, s'agissant de l'endettement des entreprises publiques, des rapprochements ont été faits avec les entreprises publiques et les recouvrements de la dette rétrocédée.

Le cadre de gestion de la dette extérieure est également renforcé grâce à la mise en place de la nouvelle application informatique SIGIP (Système intégré de gestion de l'investissement public) destinée à prendre en charge toutes les phases de gestion des projets d'investissement public. Ce nouveau système de gestion de l'investissement public aide à l'évaluation et à la priorisation des projets publics et permet également d'effectuer un suivi systématique des décaissements. Il vient remplacer l'outil Développement Assistance Data base (DAD) utilisé précédemment, notamment pour la gestion de l'aide publique au développement (APD) et dont l'opérationnalisation était prévue dans le plan d'action de la SCAPP.

Par ailleurs, des accords sont en cours de négociations avec les pays qui ont participé au moratoire de la dette et seraient signés au courant de l'année 2020.

Ces mesures de la politique budgétaire sont de nature à améliorer la prévisibilité des financements extérieurs et la mobilisation des ressources, d'une part, et l'efficacité et l'efficience du programme d'investissement public (PIP), d'autre part.

### 5.5.2 Gestion des finances publiques

#### 5.5.2.1 OBJECTIF

Les réformes des finances publiques engagées par le gouvernement visent globalement à atteindre les principaux résultats suivants : (i) l'amélioration du rendement fiscal, notamment celui de l'économie non extractive ; (ii) l'optimisation de l'allocation des ressources (iii) la rationalisation/maîtrise des dépenses publiques et ; (iv) le renforcement de la transparence du système de gestion des finances publiques ; et (v) garantir la soutenabilité des finances publiques à moyen et long terme.

La SCAPP place les réformes des finances publiques au centre des orientations stratégiques qu'elle préconise et ce à travers notamment la rénovation de leur cadre juridique grâce à l'adoption de nouvelle Loi Organique relative aux Lois des Finances (LOLF) voté en octobre 2018) et sa mise en œuvre qui constitue un véritable défi. En effet, cette nouvelle LOLF est porteuse d'un important lot de réformes structurantes dont la mise en œuvre est prévue sur une période de cinq ans avec une possibilité de prorogation de 2 ans après autorisation du Parlement.

#### 5.5.2.2 REALISATIONS

Au niveau des finances publiques, les efforts de consolidation budgétaire se sont poursuivis en 2019, en vue de dégager suffisamment de marge pour assurer la prise en charge des dépenses d'investissements et les transferts sociaux sans compromettre la viabilité budgétaire à moyen terme.

Les recettes totales mobilisées en 2019 ont atteint MRU 57,6 milliards contre MRU 56,7 milliards en 2018, soit une légère hausse de 1,6%, essentiellement liée à l'augmentation des recettes au titre des dons et, dans une moindre mesure, des recettes fiscales et non-fiscales.

De leur côté, les dépenses budgétaires ont totalisé un montant de MRU 51,7 milliards en 2019 contre MRU 50,6 milliards en 2018, soit un accroissement de 2,1%, attribuable principalement à la hausse des dépenses d'équipement et prêts nets. Rapporté au PIB, le montant total des dépenses a représenté 24,7 % en 2019, contre 27 % en 2018.

Au terme de l'année 2019, l'exécution des opérations financières de l'Etat s'est soldée par un excédent budgétaire global (dons compris) de MRU 5,9 milliards ou 2,1% du PIB contre MRU 6,1 milliards ou 2,4% du PIB en 2018.

Compte non tenu des dons, l'excédent budgétaire s'est établi à MRU 1,5 milliard, soit 0,5 % du PIB contre MRU 4,9 milliards ou 1,9% du PIB en 2018.

Pour ce qui est de la dette extérieure, son encours s'est établi à USD 4 101,1 millions en 2019 contre USD 4 038,1 millions en 2018, soit une légère hausse de 1% due à la hausse du solde net des flux de financements extérieurs. En pourcentage du PIB, l'encours de la dette extérieure est revenu à 54% en 2019 contre 57% en 2018. La dette publique reste majoritairement due aux créanciers multilatéraux avec une part de 62,6% contre 37,4% pour les bilatéraux.

Les efforts du Gouvernement au cours du dernier semestre de l'année 2019 ont visé à atteindre les objectifs de l'efficacité de la gestion des finances publiques, de la justice fiscale et le consentement à l'impôt, de la modernisation de l'administration des finances et la maîtrise des activités et les services à l'utilisateur.

C'est ainsi qu'en peu de temps, deux lois de finances ont été préparées et défendues devant le Parlement ainsi qu'une loi de règlement. Des novations ont été introduites dans le but de renforcer la responsabilisation des gestionnaires, d'améliorer l'efficacité de l'exécution des lois de finances et de gagner en transparence. Ainsi, pour la première fois, le projet de loi de finances 2020 prévoit une réduction significative des dépenses communes, comporte un tableau de financement, affiche l'intégralité des moyens affectés aux départements ministériels et respecte le calendrier budgétaire.

L'exécution budgétaire a été améliorée par l'achèvement de l'intégration des établissements publics administratifs dans la chaîne de la dépense RACHAD. A cela s'ajoutent d'autres avancées significatives en matière de rénovation des règles budgétaires, en matière douanière par l'adoption du tarif extérieur commun, par exemple, ou d'optimisation du rendement et de la mobilisation des recettes de l'Etat, sans oublier le développement et l'intégration continus des systèmes d'information des finances publiques.

### 5.5.2.3 PERSPECTIVES

En 2020, la priorité du Gouvernement restera l'amélioration de l'efficacité de la gestion des finances publiques. A cet égard, le nouveau schéma directeur de la gestion des finances publiques sera élaboré au cours de l'année 2020 sur la base de l'évaluation de la performance des finances publiques et de l'administration fiscale.

Le cycle de préparation des lois de finances sera également rénové ainsi que le cadre budgétaire et celui de la comptabilité publique et privée.

L'optimisation de la mobilisation et du rendement des recettes de l'Etat figure également parmi les objectifs visés par le Gouvernement en 2020, ainsi que la création d'un régime fiscal spécial et incitatif au niveau des ports de pêche, l'évaluation des politiques d'incitation fiscales du secteur des extractions et la valorisation des recettes foncières.

Parallèlement, la justice sociale sera instaurée via l'amélioration de la collecte et de la redistribution de la Zakat et une meilleure répartition de l'effort fiscal.

La viabilité de la dette publique à moyen et long terme sera recherchée, notamment par l'assainissement de la situation financière des entreprises publiques.

#### ENCADRE 2 : PROFIL DE L'EMPLOI EN MAURITANIE

##### **Profil de l'emploi selon l'enquête Nationale sur l'Emploi et le Secteur Informel 2017 (ENESI)**

- Le taux de chômage estimé à 11,8% en 2017 (12,85% en 2014)
- Le chômage est très élevé dans les centres urbains : 17% à Nouadhibou, 16% à Nouakchott,
- Le chômage est très élevé chez les jeunes (20-24 ans), 24,1% en 2017 contre 18,1% en 2012, soit une augmentation de 6 points,
- La grande majorité des travailleurs occupent des emplois non permanents (33,3%), précaires (54,1%) ou non décents (10,6%),
- Le flux annuel de demandeurs d'emploi est estimé à 50 000 personnes
- La capacité d'absorption du marché du travail ne dépasse pas 25 000 personnes
- Le secteur formel occupe 13,7% de la population active en milieu urbain
- Le secteur informel emploie 60% de la population active en milieu urbain

Les principaux secteurs d'activité en termes d'emploi sont : le secteur rural (31%), le commerce (25%), l'administration publique (14,3%)

### **5.5.3 Lutte contre la corruption et renforcement de la transparence**

#### **5.5.3.1 OBJECTIF DE LA SCAPP**

L'objectif de la SCAPP à travers cette intervention est d'accélérer la mise en œuvre des stratégies en matière de lutte contre la corruption et le blanchiment de l'argent.

#### **5.5.3.2 REALISATIONS**

Pour lutter efficacement contre la corruption et atténuer ses effets néfastes, tant sur le plan politique que sur le plan socio-économique, la Mauritanie a adopté, en 2010, une Stratégie Nationale de Lutte Contre la Corruption (SNLC) conformément aux recommandations de la Convention des Nations Unies Contre la Corruption (CNUCC). Les principaux axes de cette stratégie tournent autour de (i) l'information et la sensibilisation, (ii) les mesures de prévention, (iii) les mesures de sanction et (iv) la Coopération internationale. Plusieurs actions prévues par cette Stratégie ont été réalisées, ces dernières années, notamment dans le domaine de l'information et de la sensibilisation, aussi bien par les acteurs étatiques que ceux non étatiques. D'autres actions de plus grande portée ont également vu le jour, telles que l'adoption du Code des Marchés publics, le respect des normes de l'ITIE qui a valu à la Mauritanie le statut de « pays conforme » ; ou encore la création d'un parquet anticorruption. Le dispositif de suivi et d'évaluation de cette Stratégie doit reposer sur :

- La mise en place d'un Observatoire Indépendant de la Corruption. Il s'agit d'un organisme non gouvernemental dont le rôle principal est (i) la collecte des données relatives à la corruption, (ii) la réception des informations et des plaintes et l'assistance aux victimes de la corruption et (iii) la formulation d'avis et de propositions ; cet Observatoire a été mis en place au vu du récépissé numéro 0325 en date du 21 octobre 2012 et jouit d'un statut d'utilité publique en vertu du décret numéro 2018-084 en date du 14 mai 2018.
- La création d'un Comité de Suivi et d'Evaluation composé de représentants du gouvernement, du secteur privé et de la société civile. Si le décret instituant ce Comité a été adopté en 2016, sa mise en place tarde à se réaliser.

A l'effet d'une mise en œuvre effective de la SNLC, un Plan d'action a été établi en 2014. Devenu obsolète, un Plan d'action global de mise en œuvre de la Stratégie pour la période 2018-2022 a été élaboré en 2017. N'ayant pas été validé jusqu'à ce jour, ce Plan n'a pu donc connaître un début d'exécution.

Dans le cadre des conventions internationales, la Mauritanie a ratifié la Convention des Nations Unies Contre la Corruption (CNUCC), par décret numéro 87/2006 en application de l'ordonnance numéro 018/2006. Elle a également ratifié la Convention de l'Union Africaine sur la Corruption (CUAC), adhéré à l'Initiative sur la Transparence des industries extractives (ITIE) et suscité, par sa propre volonté, la création de la première Initiative de Transparence dans le Secteur de la Pêche (FiTI-Fisheries Transparency initiative). Il est à noter que l'application de la CNUCC par les Etats parties doit faire l'objet d'un examen par les pairs lors de deux cycles d'une durée de cinq ans chacun à partir de 2010.

La Mauritanie a entamé le premier cycle d'examen de conformité avec la CNUCC portant sur l'incrimination, la répression et la coopération internationale en 2012, en constituant le Groupe multisectoriel des experts nationaux. Accusant un retard de deux ans à cause de l'indisponibilité des examinateurs, le rapport d'évaluation issu de ce premier cycle-du reste très favorable au pays-n'a été publié que le 01/12/2017.

Pour le deuxième cycle d'examen portant sur les mesures préventives et le recouvrement des avoirs mal acquis, le Groupe multisectoriel des experts nationaux, mis en place depuis plus de trois mois, multiplie les efforts afin de respecter le délai imparti. Après avoir entrepris l'action d'information et de documentation nécessaire, il a organisé, en partenariat avec l'ONUDC, un atelier de renforcement des capacités à l'endroit de tous les acteurs impliqués, y compris le Secteur privé et la Société civile. Le Groupe des experts nationaux, qui a collecté les réponses au questionnaire adressé à l'ensemble des secteurs concernés, a déjà élaboré le projet de son rapport qu'il a envoyé à l'ONUDC pour être soumis aux examinateurs.

Par rapport à l'ITIE, le Comité National (Groupe Multipartite) vient de publier et disséminer ses Rapports 2015-2016-2017 ; celui de 2018 est en préparation. Le premier Rapport national Fity, en chantier depuis des mois, est attendu incessamment.

Par ailleurs, le Dispositif du Contrôle des Finances Publiques a joué un rôle non négligeable, tout au long des 15 dernières années, dans la lutte contre la corruption et la gabegie, sous toutes leurs formes. Ce Dispositif se compose des institutions suivantes : la Cour des Comptes (CC), l'Inspection Générale d'Etat (IGE), l'Inspection Générale des Finances (IGF), le Contrôle financier, les Inspections départementales, l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) et la Commission Nationale de Contrôle des Marchés Publics (CNCMP) ; en plus d'autres intervenants dans la lutte contre la corruption tels que : la Direction centrale de lutte contre la criminalité économique et financière, la Commission d'Analyse des Informations Financières (CANIF), la Commission Parlementaire et l'Observatoire Mauritanien de Lutte Contre la Corruption (OMLCC).

A titre d'exemple : la Cour des Comptes, l'IGE, l'IGF et DACIT ont restitué au Trésor public, entre 2005 et 2016, un montant de 4 557 808 661 MRO et transmis à la Justice des dossiers pour un montant équivalent à 12 156 402 076 MRO.

Entre 2017 et 2018, l'IGE a effectué 65 missions, restitué au Trésor une somme de 88 015 857 UM et transmis à la Justice 10 dossiers pour un montant de 2 108 955 312 UM. En plus du recouvrement des avoirs mal acquis et de la transmission des dossiers à la Justice, l'action de l'IGE a produit un effet, à la fois, préventif et dissuasif.



En octobre 2018, l'IGE a organisé, à Nouakchott, la 7ème Assemblée Générale et le 6ème Forum des Inspections Générales d'Etat d'Afrique et institutions assimilées. A l'issue de cette Assemblée Générale, l'IGE-Mauritanie assume, désormais, la présidence des IGE d'Afrique et institutions assimilées.

La Cour des Comptes vient de publier ses rapports dont les échos ne cessent de retentir. Elle enregistre des avancées dans l'adoption des lois de règlement pour les années budgétaires précédentes.

Récemment constituée, la Commission parlementaire poursuit ses enquêtes et interrogatoires qui doivent faire la lumière sur une dizaine d'opérations tous azimuts réalisés au cours des dernières années.

Si les institutions étatiques n'ont pas ménagé leurs efforts dans la lutte contre la corruption, la Société Civile n'a pas démérité. A travers l'OMLCC, elle a engagé de nombreuses actions d'information, de sensibilisation, de dénonciation et de lancement d'alerte. A titre d'exemples :

- Les émissions radiotélévisées comme celle intitulée « Une heure contre la corruption » diffusée pendant des mois sur les ondes de Radio Mauritanid ;
- La publication de « l'Argumentaire islamique contre la corruption » ;
- La réalisation du « Film contre la corruption » ;
- L'initiation à l'introduction de l'éducation contre la corruption dans les curricula scolaires.
- Commémoration régulière du 9 décembre, journée internationale de lutte contre la corruption.

Notons, par ailleurs, que le gouvernement a adopté, en 2016, une loi anticorruption qui a introduit, en autres améliorations :

a)- Obligation pour les structures de contrôle et d'investigation d'informer le Parquet ;

b)- Suppression de la mise en demeure et des circonstances atténuantes liées au remboursement avant poursuite.

Dans un souci de s'inspirer des expériences réussies et des bonnes pratiques et, aussi, de renforcement de capacités, les acteurs mauritaniens de lutte contre la corruption s'efforcent à ne rater aucune occasion pour profiter des forums et participer aux conférences en la matière.

Au cours de l'année 2019, par exemple :

- L'Observatoire Mauritanien de Lutte Contre la Corruption a participé à un séminaire avec la société civile du Maghreb, organisé à Rabat, sur la lutte contre la corruption.
- Des représentants du Ministère de l'Economie et de l'Industrie, ainsi que des représentants de la société civile mauritanienne ont participé à un séminaire sous le thème : « Renforcer l'intégrité des opérations de la Banque par des mesures anticorruption : défis et opportunités de la prévention, de l'investigation et de la vérification de conformité ».
- En décembre, s'est tenue à Abou Dhabi la 8ème session de la Conférence des Etats parties à la CNUCC. Y ont participé, côté mauritanien, le procureur général, le président de la Cour des Comptes et son conseiller, le président de l'OMLCC et la vice-présidente de la Coalition Contre la Corruption en Mauritanie (3CM).

L'indice de perception de la corruption (IPC) élaboré et publié par Transpency International place la Mauritanie au 137<sup>ème</sup> rang parmi 180 pays en 2019 contre la 144<sup>ème</sup> place en 2018 et la 143<sup>ème</sup> place en 2017, correspondant à des scores respectifs de 28/100 en 2019, 27/100 en 2018 et 28/100 l'année en 2017. En effet, L'IPC note 180 pays et territoires selon leurs niveaux perçus de corruption dans le secteur public, sur la base d'appréciations d'experts et d'hommes d'affaires. Ce score est à comparer avec le score moyen par pays qui est de 43/100 au niveau mondial et de 32/100 dans la zone d'Afrique.

### 5.5.3.3 RECOMMANDATIONS

L'objectif de la SCAPP, étant d'améliorer la mise mettre en œuvre de la SNLC, les recommandations suivantes doivent être envisagées avec toute le sérieux requis en perspective de la réussite de notre combat contre le fléau de la corruption qui mine notre Etat et notre société :

- Réactualisation de la Stratégie et de son Plan d'action.

- Renforcement des capacités humaines, techniques et financières du Dispositif du contrôle des finances publiques et de l'ensemble des acteurs anticorruption.
- Vulgarisation et application de la loi anticorruption.
- Publication des rapports de l'IGE.
- Vulgarisation et dissémination des rapports de la Cour des Comptes.
- Mise en œuvre de la norme ITIE 2019.
- Mise en œuvre de la norme FITY.

## 5.5.4 Gouvernance économique

### 5.5.4.1 OBJECTIF DE LA SCAPP

Les principaux résultats attendus de cette intervention concernent : (i) la cohérence entre les lois des finances, le CMDT (cadre budgétaire à moyen terme) et les priorités de la SCAPP à travers l'alignement systématique du contenu des lois des finances sur les priorités retenues dans le cadre de la SCAPP ainsi que les PIP et les CMDT ; et (ii) le renforcement du Système Statistique National (SSN) et l'amélioration de la qualité de la production statistique à travers la réforme du Système Statistique National (SSN), la cohérence entre la production et les besoins pour renseigner les indicateurs des ODD et autres indicateurs de développement économique et social, en tenant compte de la couverture géographique ainsi que la désagrégation la plus fine possible des données relatives aux populations les plus vulnérables pour faciliter les méthodes de ciblage et d'intervention.

### 5.5.4.2 REALISATIONS

Dans une dynamique de réflexion et planification économique, les autorités publiques se sont concentrées ces dernières années sur la mise en œuvre des différents dispositifs, de règles et de normes afin d'assurer une meilleure coordination des actions publiques.

En effet, l'année 2019 a été marquée par la mise en place d'un outil d'élaboration du cadrage macroéconomique et la confection d'un modèle d'équilibre général calculable pour mesurer l'impact des politiques publiques, qui répondent aux besoins ponctuels, quant à la formulation et l'analyse de la politique économique et notamment au suivi de la SCAPP. Malgré que ces nouveaux modèles ne sont pas encore opérationnels, leur mise à jour est en cours de réalisation et elle sera effective au courant de l'année 2020. En vue d'améliorer davantage l'action publique, un système de suivi-évaluation et audit des projets a été mis en place.

Conscients que les indicateurs de résultats sont un élément essentiel de la démarche objectifs-performances pour fonder l'appréciation des politiques, programmes et crédits publics, les pouvoirs publics Mauritaniens continuent à suivre assidument depuis 2016, les indices de classements du Pays (IDH, MO-Ibrahim, Global Integrity, CPIA BM, CPIA BAD etc.).

Sur le plan du renforcement de l'outil statistique, il y a lieu de noter la création d'un nouvel Institut Supérieur des Métiers de la Statistique (ISMS) au sein de l'Ecole Supérieure Polytechnique. Cet institut marque un nouveau jalon dans la formation et le renforcement des capacités statistiques qui constituent les piliers fondamentaux d'un système statistique solide et capable de répondre durablement aux besoins des utilisateurs et décideurs politiques en matière d'informations statistiques de qualité. Cette orientation sera consolidée par la création future d'une filière d'Ingénieurs Statisticiens Economistes (ISE) au sein de l'ISMS, dont l'ouverture est prévue en septembre 2020.

En termes de production statistique, il convient également à noter l'actualisation de l'annuaire statistique de Mauritanie 2017 et du répertoire des entreprises de pêche ainsi que la révision et la migration des comptes nationaux suivant le SCN 2008. A cela s'ajoutent la production et la publication des statistiques

conjoncturelles, dont la rénovation de l'IPI, la production de l'INPC, de l'ICC ainsi que l'actualisation du commerce extérieur 2018.

Par ailleurs, conformément au plan au plan d'action de la SNDS 2016-2020, deux enquêtes d'envergure nationales ont connu le lancement effectif en novembre 2019. Il s'agit de l'Enquête Permanente sur les Conditions de Vie des Ménages (EPCV 2019) et l'Enquête Démographique et de Santé en Mauritanie (EDSM 2019). Les résultats de ces deux enquêtes sont attendus d'ici la fin de l'année 2020. Ils permettront de fournir une série d'informations statistiques constituant un outil clé de la panoplie du pilotage, du suivi et d'évaluation des stratégies et politiques de développement et notamment la Stratégie de Croissance Accélérée et de Prospérité Partagée (SCAPP 216-2030).

De plus, il y a lieu de noter la création récente de l'Observatoire du dividende démographique et de l'Observatoire économique et social de la pêche (OESP) qui servent d'organes de veille et suivi permanent de la cohérence des politiques économiques et sociales. Ils servent respectivement à la production et l'analyse de statistiques en vue de planifier la conversion du dividende démographique en faveur de la croissance économique et à assurer une meilleure intégration des secteurs de la pêche dans le tissu économique du pays et de plus grandes retombées de ces secteurs au niveau social.

En outre, pour répondre aux besoins en données statistiques, l'ONS a lancé la préparation de deux enquêtes majeures : l'Enquête Permanente sur les Conditions de Vie des Ménages (EPCV 2019), l'Enquête Démographique et de Santé en Mauritanie (EDSM 2019). A cela s'ajoute la production et la diffusion régulière<sup>4</sup> de données statistiques dans les différents domaines de la vie économique et sociale pour supporter la planification, la mise en œuvre de réformes, la gestion et la prise de décision stratégique ou opérationnelle dans les domaines concernés.

S'agissant de la coordination statistique, on peut noter que des efforts notables ont aussi été déployés afin de renforcer le système statistique national. Ces efforts ont concerné le lancement effectif de la révision du cadre juridique et la réforme institutionnelle du SSN et l'organisation pour la première fois d'un forum national de la statistique sous le thème : « La statistique au service du Développement » dédié au plaidoyer en faveur du développement du SSN.

#### 5.5.4.3 PERSPECTIVES

Les perspectives visées en matière de statistique seront axées principalement sur la collecte, le traitement et la diffusion de l'information statistique. Ces perspectives tirent leur fondement des orientations de la Stratégie Nationale du Développement de la Statistique (SNDS) et du défi qui consiste à satisfaire convenablement en temps réel, les besoins statistiques du pays pour évaluer correctement l'effort des politiques de développement. Il est donc prévu de :

- Rendre disponibles des statistiques fiables respectant les normes internationales dans le temps et répondant aux besoins de suivi-évaluation et de la programmation des projets,
- Développer et moderniser, le site web de l'ONS à travers l'amélioration de son design et de sa plateforme pour faciliter son accessibilité et renforcer sa convivialité. En marge de son site web, l'ONS perfectionnera sa base de données cartographique en ligne (SIG-Web) à travers laquelle sera diffusée une importante masse d'informations à caractères cartographiques sur les lieux habités en Mauritanie et les principaux investissements et édifices réalisés à travers le pays.

#### 5.5.4.4 RECOMMANDATIONS

Des efforts restent à fournir pour assurer davantage pour assurer la cohérence entre le PIP, le CMDT et les lois de finances dans le cadre de la LOLF. Également, des efforts restent à déployer pour améliorer les performances du système statistique national, notamment par rapport au renforcement des capacités des

<sup>4</sup> L'ONS publie régulièrement les données disponibles sur son site [www.ons.mr](http://www.ons.mr)

ressources humaines. Par ailleurs, en matière de renforcement de la statistique, la Charte Africaine de la Statistique (CAS) par devrait être ratifiée par le gouvernement.

### 5.5.5 Environnement des affaires

Les résultats de cette intervention sont passés en revue dans la partie concernant le levier 1 : « Promotion du secteur et amélioration de la pratique des affaires ».

### **Financement du chantier de la Gouvernance Economique et Financière**

Le budget alloué à ce chantier est de l'ordre de **2 180 612 794** MRU au titre de l'exercice 2019.

## 5.6 DEVELOPPEMENT LOCAL ET DE LA DECENTRALISATION

L'objectif de ce chantier est de consolider les acquis en matière de décentralisation et de mettre en œuvre une politique d'aménagement du territoire efficace. Il comporte deux principales interventions :

1. le renforcement de la politique de décentralisation.
2. la réactualisation de la politique de l'aménagement du territoire.

### 5.6.1 Renforcement de la Décentralisation

#### 5.6.6.1 OBJECTIF DE L'INTERVENTION

L'objectif est d'asseoir une décentralisation effective et un développement local durable. Pour atteindre cet objectif, les principaux axes d'intervention de la SCAPP sont : (i) l'émergence de collectivités locales viables territorialement et financièrement ; (ii) améliorer durablement les conditions de vie des populations rurales et un ancrage des politiques publiques au niveau local ; (iii) l'harmonisation entre la programmation nationale et les réalités territoriales ; et (iv) favoriser le partenariat entre les collectivités locales.

#### 5.6.6.2 PRINCIPALES REALISATIONS

La politique de décentralisation et de développement local approuvée par le gouvernement en 2010 a permis d'installer durablement le principe de gouvernance locale au sein de la société mauritanienne. De ce fait, le dialogue national, lancé fin septembre 2016 par le gouvernement, a retenu plusieurs réformes institutionnelles dont la création de la région comme entité décentralisée à travers un conseil. Il faut rappeler que le lancement de la stratégie nationale de la décentralisation et du développement local le 19/03/2018 a réitéré l'engagement du gouvernement en faveur de la décentralisation dans le pays.

Le Programme d'appui au Développement Economique local et aux Initiatives Communales dans trois régions de Mauritanie (DECLIC) lancé en 2019 vise à améliorer les conditions de vie des populations des wilayas de Gorgol, de l'Assaba et de Guidimakha. L'objectif de DECLIC est de prévenir les conflits liés à la gestion des ressources naturelles en accompagnant l'ensemble des communes de ces wilayas dans la fourniture de services améliorés et la valorisation économique durable de leurs territoires, en lien avec les compétences qui leur sont transférées dans le cadre de la décentralisation.

Le cadre stratégique de décentralisation et de développement local a été dédié à l'organisation et à la gestion des ressources et des taxes communales, aux services rendus à la population, au renforcement des capacités institutionnelles et du système informatique des communes ainsi qu'à l'accompagnement des réformes régionales. Ce qui permettra d'établir un observatoire de données permettant aux autorités, aux communes et aux partenaires de connaître facilement toutes les informations sur les collectivités locales afin de s'en servir dans l'élaboration de programmes et de politiques spécifiques aux collectivités régionales notamment pour atteindre les ODD.

En effet, il s'agit de l'élaboration d'une Stratégie de Décentralisation et de Développement Local (SNDDL), à l'horizon 2029, bâtie sur un développement territorial équilibré. La vision de la SNDDL qui guidera l'action gouvernementale pour les 10 années à venir est ainsi définie. Les collectivités territoriales de Mauritanie sont devenues :

- Des acteurs incontournables d'une gouvernance territoriale inclusive.
- Acteurs d'un développement harmonieux du territoire national sur la base de l'accès de tous aux services de base.
- Porteuses d'initiatives de développement économique local permettant la mise en valeur des potentialités des territoires dans un souci de solidarité nationale.
- Des composantes essentielles de la construction d'un État fort, garant de l'intégrité et du développement équilibré et harmonieux du pays.

Cette vision est déclinée en plusieurs axes stratégiques qui permettent de guider et structurer la mise en œuvre de la SNDDL. Ils sont regroupés en deux grands blocs :

- 1) Créer les conditions d'un développement territorial inclusif et durable
- 2) Agir pour le développement territorial.

L'élaboration d'une stratégie nationale de formation des acteurs de la décentralisation (2020-2023) qui permettra de renforcer les ressources humaines des collectivités territoriales. Ce qui constituera un cadre de référence des actions de formation qui seront organisées au profit des acteurs de la décentralisation.

La mise en œuvre de la feuille de route de la stratégie nationale de développement économique local se traduit par :

- L'adoption formelle de la SNDDL par un décret.
- La création d'un conseil national de la décentralisation et du développement local.
- L'élaboration et l'adoption d'un code des collectivités territoriales.
- L'adoption d'un plan directeur de transfert des compétences.
- La révision du mécanisme de financement de la décentralisation et la définition du niveau de transfert financier aux collectivités territoriales.
- Le lancement d'une vaste campagne de communication sur la décentralisation.
- La mise en place d'un centre de formations et de renforcement des capacités.
- L'adoption d'un plan de conduite de la régionalisation.
- La mise en place d'une commission DEL au sein de CN-DDL.
- Le lancement d'un grand débat sur le rôle des villes dans le développement en Mauritanie.

La mise en œuvre du logiciel « Al mouhassil » de recensement, de gestion et de suivi des contribuables afin d'améliorer leurs performances en matière des finances publiques et de renforcer la redevabilité et la transparence vis-à-vis du citoyen. Il permet également d'accompagner les communes de Nouakchott dans la réalisation périodiques des recensements fiscaux exhaustifs, fiables et juste. Il s'agit notamment de :

- Assurer une assistance technique aux communes dans la modernisation et dans l'informatisation du processus de recouvrement fiscal.
- Assurer une formation de qualité aux communes dans les différentes composantes du logiciel ;
- Réalisation d'un manuel de procédures et un guide d'utilisation de la dernière version du logiciel EL MOHASSIL.

L'amélioration des capacités techniques et financières des collectivités territoriales à travers l'appui financier conséquent et l'étude de mise en place d'un mécanisme de financement durable pour les collectivités territoriales. Aussi, l'accompagnement des communes à travers la Répartition des subventions FRD pour leur transfert aux communes, l'approbation des budgets initiaux des communes chefs-lieux de wilaya, la conception et mise en œuvre volet déchets programme d'urgence 2020 et la répartition des subventions aux régions.

Conscients de ce qu'un système efficace et transparent de gestion des finances publiques est indispensable à l'atteinte des objectifs du développement portés par la mise en œuvre des politiques publiques, le cadre institutionnel et juridique a été révisé par la nouvelle réforme de la nomenclature budgétaire communale et le système intégré «Elbeledi» pour la gestion financière et la transparence des comptes de la mairie et ceux du serveur municipal a été finalisé. En effet, ce système permettra à la commune de faire son budget initial et complémentaire et d'inscrire ses dépenses et ses recettes en temps réel. Il permet également aux agents du trésor (contrôleur financier et receveur municipal) d'intervenir directement sur l'exécution du budget de la commune. Dans le cadre également du suivi de la gestion des finances publiques, le rapport annuel sur la mise en œuvre du fonds régional du développement et le rapport général sur son utilisation ont été élaborés et diffusés.

En matière de renforcement des capacités, un système informatique d'information sur les capacités institutionnelles des communes a été élaboré, des formations dans les domaines des finances locales, de la maîtrise d'ouvrage, de la gestion communale, du contrôle de la légalité et de l'informatique au profit des élus et des agents communaux ont été réalisées. Il est à noter également que des ateliers de vulgarisation des textes et manuels de gestion communale ont été organisés et plusieurs guides, études et manuels en Arabe et en Français et des recueils des textes applicables aux collectivités Territoriales en Arabe et en Français ont été diffusés.

Afin de maîtriser la fiscalité des collectivités, localiser les ODD au niveau de chaque commune, digitaliser, piloter et permettre le suivi et l'évaluation des mécanismes communaux, les actions ont concerné :

- La définition de stratégies de zonage, de tarification, de circuits de recouvrement, de contrôle et de formation des agents municipaux.
- La mise en ligne d'un système d'information pour la mesure des performances communales avec une base de données cartographiques des 219 communes, des 55 moughataas et de 15 wilayas de la Mauritanie. Ce système d'information communal a pour vocation de devenir un outil de suivi et de localisation des ODD à l'échelle local.
- La mise en ligne également de l'application mobile « Addelil el Beladi » qui est une mini version du système d'information des mesures de performance.
- Le déploiement du Logiciel « EL BELEDI » pour la gestion du budget communal dans 55 nouvelles communes.
- La digitalisation de l'opération de mobilisation de la taxe communale qui est un projet pilot (tevraghzeine et Sebkha) et son extension aux autres communes de Nouakchott. Il s'agit de l'utilisation des nouvelles technologies de l'information et la communication à des fins d'identification et de géo localisation des redevables).

Pour accompagner la réforme régionale, des consultations sont en cours de lancement pour l'élaboration de lignes directrices de développement, de diagnostics régionaux et des cartographies des projets et des financements dans les régions de l'Assaba, de Brakna, du Gorgol, de Guidimagha et du Hodh Echarghi ainsi que le financement de portail web au niveau de certaines régions.

### 5.6.6.3 PERSPECTIVES

Les réformes de décentralisation prévues pour améliorer les performances et réduire les inégalités concerneront :

- L'adoption par décret de la SNDDL.
- La création d'un Conseil National de la DDL.
- L'élaboration et adoption d'un Code des Collectivités Territoriales.
- L'adoption d'un Plan directeur de transfert de compétences.
- L'adoption d'un Plan de conduite de la régionalisation.
- La mise en place d'une Commission Développement Economique Local.



- La redéfinition de la fonction de la tutelle qui doit évoluer vers une fonction d'appui et de conseil au développement.
- Le développement de l'intercommunalité et les groupements de collectivités territoriales à travers les ententes.
- La forte implication des collectivités Territoriales dans la mise en œuvre de SCAPP.
- La mise en place d'un centre de formation et de renforcement de capacités.
- Le renforcement de l'encadrement technique de proximité des collectivités Territoriales et de leurs moyens d'action.
- Promouvoir une démocratie participative basée sur la bonne gouvernance, la transparence, et l'approche participative.
- Le renforcement des compétences des collectivités territoriales à travers le transfert financier, la maîtrise d'ouvrage, la formation, la mobilisation des ressources locales.
- La révision du mécanisme de financement de la décentralisation.
- Le développement des services publics locaux.
- Conduire des campagnes de communication sur la décentralisation.
- La révision du cadre juridique.
- La révision des organigrammes (redéfinitions des missions en fonction de la nouvelle dynamique.
- La modernisation des modes de travail par l'adoption et la généralisation de manuels de procédures de traitement des dossiers.
- La création de structure synthèse, d'analyse, de compilation des informations et de veille rattachée au MIDEDEC.
- L'introduction des nouvelles technologies dans le fonctionnement quotidien des directions (application, logiciels, programmation, suivi...).
- La révision du statut particulier du corps des administrateurs.
- La mobilisation dans les fonctions centrales supérieures d'un personnel hautement qualifié et expérimenté.
- La mise en œuvre d'un programme de perfectionnement.
- La mise en place d'un système de gestion électronique des entrées et sorties du personnel.
- Le renforcement des capacités techniques et logistiques de la DGAT et de l'IGAT pour le suivi évaluation, l'inspection et le contrôle de légalité des actes des autorités administratives et des collectivités locales.
- L'exploitation des rapports périodiques territoriaux.

### ENCADRE 3 : LE REGISTRE SOCIAL

#### **Le Registre social : Vers la mise en place de systèmes et de mesures de protection sociale pour les couches vulnérables**

La Mauritanie a mis en place une stratégie de protection sociale dont l'objectif est de venir en aide aux populations jugées vulnérables pour une amélioration substantielle de leurs conditions de vie et pouvoir faire face aux différentes crises (ODD 1, cible 1.2 et 1.3. Cette stratégie se fonde surtout sur une coordination parfaite des actions entre les différents acteurs et partenaires au développement dans le domaine de la protection sociale, à travers la mise en place de programmes viables et durables pour l'éradication de la pauvreté. Pour aboutir à ses objectifs, la stratégie s'appuie sur des mécanismes et outils efficaces comme le Registre social des ménages pauvres. Cet outil permet l'identification et le ciblage, à travers une approche participative, de l'ensemble des ménages pauvres et les mettre à la disposition des différents programmes. Ce registre garantit un ciblage d'une manière transparente des ménages pauvres et permet une bonne visibilité sur les statuts de chaque ménage. Le Registre Social, est une Direction créée en fin 2015 et placée sous l'autorité de la Direction Générale des Stratégies et Politiques du Développement du Ministère de l'Economie et de l'Industrie, avec pour objectif de constituer une source unique d'informations sur les ménages pauvres. Il couvre actuellement 151 073 ménages déjà identifiés, répartis sur 33 Moughataas, soit 76% de l'objectif des 200 000 ménages à atteindre d'ici fin 2020 sur l'ensemble du territoire, et 100 022 ménages avec des informations complètes, répartis sur 20 Moughataas, pour 643 457 personnes. Actuellement le Registre Social dispose de 8 utilisateurs qui sont : Tekavoul, CSA, Oxfam, PAM, SNDP, MEDICOS DEL MUNDO, ACF et Save Children. Durant la période de soudure de 2019, le Registre Social a été utilisé pour les interventions d'ALMAOUNA et différents partenaires dans quatre wilayas.



**ENCADRE 4 : LE PROGRAMME DE TRANSFERTS SOCIAUX TEKAVOUL****Le Programme National TEKAVOUL des Transferts Sociaux : Des actions concrètes destinées aux couches vulnérables**

Le Programme National TEKAVOUL des Transferts Sociaux est le programme phare de l'Agence Tadamoun qui opérationnalise la Stratégie Nationale de Protection Sociale. L'Objectif du Programme est d'améliorer l'investissement en capital humain des ménages en extrême pauvreté à travers la combinaison des transferts réguliers et des activités de promotion sociale visant à transmettre des connaissances sur les pratiques familiales essentielles, l'investissement dans le capital humain et la résilience des ménages.

Actuellement, huit moughataas bénéficient du programme Tekavoul (Mbout, Kankossa, Sellibabi, Barkéol, Ould Yenge, Ghabou, Koubeni et Tintane), soit environ 30.000 ménages bénéficiaires, L'objectif national du programme reste d'atteindre les 100.000 ménages les plus pauvres de Mauritanie.

Les principaux indicateurs du programme reflètent d'importants acquis en lien avec

1. L'amélioration des conditions de vie des populations pauvres à travers les transferts réguliers et prévisibles dont bénéficient actuellement 30370 ménages (soit 205911 individus). Les transferts monétaires trimestriels de Tekavoul se déroulent de manière satisfaisante (97% des bénéficiaires se déclarent satisfaits du processus de paiement en mars 2019)
2. L'amélioration de la nutrition, du développement de la petite enfance et de l'hygiène des enfants au sein des ménages pauvres à travers : la transmission de connaissances sur les bonnes pratiques à 91,67% des bénéficiaires du Programme. Les évaluations ponctuelles (spot-checks) réalisées en février et mai 2019 montrent que 92.5 % des ménages sont satisfaits ou très satisfaits du déroulement des séances et que 98% déclarent mettre en pratique les leçons apprises lors des séances.

**ENCADRE 5 : LA REFORME DE LA LOLF****La réforme des finances publiques : La nouvelle loi organique des lois de finances (LOLF)**

**Les principales innovations de la LOLF :** La nouvelle LOLF élargit son périmètre, continue à définir les règles relatives à la préparation, au contenu, à la présentation des Lois de finances et détermine désormais celles relatives à son adoption, à son exécution et au contrôle des lois de finances. Elle précise aussi les conditions dans lesquelles est arrêtée la politique budgétaire à moyen terme et fixe les principes fiscaux, budgétaires et comptables. Les lois de finances se voient conférer le monopole de légiférer en matière fiscale.

**Objectifs :** La nouvelle LOLF vise à :

- (i) Renforcer l'exhaustivité du budget par l'intégration de toutes les ressources quelle que soit leur origine ;
- (ii) Passer d'une approche normative des dépenses à une présentation par programme et une gestion axée sur la performance et le passage d'une logique de moyens à une logique de résultats ;
- (iii) Introduire la pluri annualité pour une meilleure articulation entre les stratégies nationales de développement pour une allocation plus efficace des ressources publiques ;
- (iv) Encadrer les crédits non répartis et la réserve budgétaire ;
- (v) Améliorer le cycle de préparation du budget : fixation de la date de présentation de la programmation budgétaire en conseil des Ministres ;
- (vi) Introduire la comptabilité générale et patrimoniale de l'État
- (vii) Intégrer la gestion des fonds des bailleurs : intégration des financements extérieurs dans le budget de l'Etat et des LF ;

**Progressivité de la mise en œuvre de la réforme :** 5 ans pour la mise œuvre avec possibilité de prorogation de 2 ans sur demande du MEF et autorisation du parlement.

**Les principales avancées de la mise en œuvre de la LOLF :** Partant de la progressivité de cette mise en œuvre, une feuille de route a été préparée qui prend en considération le fait que la phase actuelle est axée sur la mise en place du cadre conceptuel et normatif ainsi que les prérequis. Beaucoup d'activités ont déjà été réalisées mais elles sont plus en rapport avec les prérequis techniques et dont celles fondatrices en matière de mise en œuvre de la LOLF sont les suivantes :

- (i) Le décret prévu par la LOLF relatif aux délais d'entrée en vigueur des dispositions transitoires de la LOLF a été adopté, il fixe désormais les dates qui rythmeront la mise en œuvre de la LOLF ;
- (ii) La préparation des projets de maquettes programmatiques pour 18 ministères est en cours ;
- (iii) Le projet de décret sur la gestion budgétaire et comptable prévue par la nouvelle LOLF et remplaçant l'ancien règlement générale de la comptabilité a été adopté en conseil des Ministres ;
- (iv) Le Projet de décret sur la programmation budgétaire fixant les modalités de programmation et le calendrier budgétaire, prévu par la LOLF a été adopté en conseil des Ministres ;
- (v) En termes de prérequis la maquette de nomenclature budgétaire a été préparée, les formations en rapport avec la mise en œuvre de la LOLF ont été réalisées (plus 25 modules de formation réalisés) ;
- (vi) Le recueil des normes comptables est finalisé, en attente de son adoption formelle.

## 5.6.7 L'aménagement du territoire

### 5.6.7.1 OBJECTIF DE L'INTERVENTION

La stratégie de la SCAPP en matière d'aménagement du territoire doit être basée sur le Schéma National de l'Aménagement du Territoire (SNAT).

Cette stratégie est axée sur l'actualisation de la politique de l'aménagement du territoire afin de promouvoir la viabilité des territoires. Cette politique repose essentiellement sur le développement des pôles économiques intégrés et la valorisation du contenu local.

### 5.6.7.2 PRINCIPALES REALISATIONS

La politique nationale de l'aménagement du territoire a pour vocation d'assurer une répartition équitable et rationnelle des activités économiques, des équipements et des infrastructures sur tout le territoire pour un développement équilibré et durable. Les interventions des autorités publiques ces dernières années ont été marquées par les choix stratégiques s'inscrivant dans la loi d'orientation n°2010-001 du 07 janvier d'une part et relève de la mise en œuvre de la SCAPP qui constitue un cadre de référence aux politiques de développement économique et social du pays d'autre part. Ces réalisations ont concerné :

- La mise en place des commissions régionales de la toponymie dans toutes les wilayas.
- Le Programme National de Regroupement des Localités qui a permis la création de plusieurs pôles regroupant chacun plus de 10 localités et dont Chacun est doté des infrastructures socio-collectives indispensables.
- L'actualisation de l'ensemble des monographies régionales, eu égard à leur importance comme outils indispensables de suivi-évaluation du développement régional et local. L'opération d'actualisation a visé les wilayas de l'Adrar, du Brakna, de Dakhlet Nouadhibou, du Hodh Echerghi, du Hodh Elgharbi, de l'Inchiri, du Tagant, du Tiris Zemmour et du Trarza, de l'Assaba, du Guidimakha et du Gorgol.
- Le Programme Valorisation des Initiatives de Croissance Régionale Equitable (VAINCRE) a, au cours de cette année, enregistré d'importantes réalisations. Notamment sur le plan de l'assistance technique, en apportant de l'appui (institutionnels, passation de marchés, identification des projets, gestion des infrastructures, appuis administratifs, etc.) aux communes de l'Assaba, du Gorgol et du Guidimakha.
- L'actualisation de l'ensemble des monographies régionales, eu égard à leur importance s'agissant d'un outil indispensable de suivi-évaluation du développement régional. Ces monographies devant servir d'une part à être diffusées aux acteurs nationaux et, d'autre part, à la réalisation le moment venu d'études aussi bien à caractère régional (Schémas locaux et régionaux d'aménagement) que national (SNAT). Néanmoins, une revue de ces monographies est prévue pour des impératifs d'harmonisation dans leurs présentations tout en ne touchant pas à leurs contenus qui ont déjà été validés. L'objectif de l'harmonisation vise à disposer de rapports régionaux des monographies ainsi que des rapports de synthèses communales dont les présentations seront plus lisibles dans leur globalité et facilement comparables dans leurs contenus pour servir de modèles à répliquer dans le futur.
- Un projet de décret de sédentarisation dont l'objet est de préciser la typologie et les tailles des établissements humains et les règles générales de la sédentarisation, définition des infrastructures socio collectives.

### 5.6.7.3 PERSPECTIVES

Il est prévu d'incorporer les monographies des wilayas Hodh Echerghi, Hodh Elgharbi, Assaba, Tagant, Guidimagha, Gorgol, Brakna, Trarza, Adrar, Dakhlet Nouadhibou, Inchiri, Tiris Zemmour comme intrant dans les futures Systèmes d'Informations Géographiques (SIG) que la Direction compte mettre en place au niveau national et régional.

Dans le domaine de la cartographie, les actions suivantes seront engagées :

- La mise en place du Référentiel Altimétrique Mauritanien par la matérialisation de son origine (cote zéro) reposant sur un niveau moyen des mers local et un modèle de géoïde.
- La mise en place du Référentiel Planimétrique Mauritanien par l'élaboration d'un réseau géodésique national homogène et régulièrement réparti sur le territoire.
- La mise en place d'un Système d'Information du Territoire (SIT) et des Systèmes d'Informations Géographiques (SIG) associés.
- Production de plans urbains, à grande échelle, pour la planification urbaine et d'une cartographie de base, à petite échelle, de l'ensemble du territoire.

En matière d'aménagement du territoire, l'effort portera sur :

- Elaboration du Schéma National d'Aménagement du Territoire (SNAT) et des pôles de compétitivité (PC).
- Inventaires des toponymes (Arabe/Français) des Wilaya du Brakna, du Gorgol et du Guidimakha
- Réalisation de l'étude sur l'équilibre régional.
- L'identification et le développement de pôles de compétitivité territoriale notamment celui du sud-ouest Trarza centré sur le Port Multifonction de N'Diogo.
- La reformulation et l'intensification du Programme de Regroupement des Localités dans le cadre du Programme « Cheila ».

#### ENCADRE 6 : REALISATIONS DU PNIDDLE

##### Le Programme National Intégré d'Appui à la Décentralisation, au Développement Local et l'Emploi des Jeunes (PNIDDLE)

Le PNIDDLE a pour objectif global la consolidation de l'Institution communale en l'ancrant dans son environnement. Il s'inscrit dans la politique du Gouvernement en matière de renforcement de la Décentralisation, à travers l'amélioration de l'accès des populations aux services et infrastructures de base et le renforcement des capacités des communes ainsi que des structures de l'Administration centrale et décentralisée.

Le PNIDDLE a réalisé dans 100 communes 557 sous projets dans les domaines des équipements marchands (marchés, aires d'abattage, parcs à bétails, gares routières, fourrières) et socio-éducatifs (santé, éducation, maisons de jeunes, stades), des réseaux d'eau et d'électricité et des hôtels de villes. A cela s'ajoute le renforcement des capacités des communes bénéficiaires (Formation, appui technique de proximité, etc.). A son actif, notamment les réalisations suivantes :

- L'augmentation des revenus des populations dans le cadre de l'exécution des différents sous-projets, la création d'emplois pour les ouvriers des différents métiers du bâtiment, l'utilisation des produits et matériaux locaux, l'augmentation des chiffres d'affaires des commerçants locaux vendant ces produits et matériaux. Plus de 450 800 hommes-jours d'emplois ont été créés dans la réalisation des infrastructures des sous projets. Le tissu économique local a été renforcé à travers le recours aux entreprises locales.
- Environ 10,77 Milliards de MRO de revenus alloués aux chantiers PNIDDLE ont contribué à procurer des revenus, à travers le cantonnage, plus particulièrement aux jeunes qui ont par la même occasion acquis de l'expérience professionnelle ;
- La construction de 243 établissements contribue à la scolarisation grâce à la disponibilité de plus de classes et à une plus grande densification de la carte scolaire ;
- La construction de 86 structures sanitaires renforce la santé des populations et par conséquent leur disponibilité et leurs capacités à se consacrer davantage aux activités productives de richesses et de réduction de la pauvreté ;
- La construction des maisons de jeunes contribue à la création d'un environnement favorable à la promotion et à l'épanouissement de la jeunesse et donc au renforcement de leurs aptitudes à participer au développement.
- La construction et/ou l'équipement d'hôtels de ville ayant permis l'amélioration des conditions de travail, des services rendus aux populations et de l'image de la commune.
- La réalisation d'actions de formation de plus de 2500 personnes dans différentes thématiques dont la gestion, la planification, la maîtrise d'ouvrage, l'archivage, le montage des projets, etc... Les bénéficiaires de ces formations comprennent des élus, des personnels communaux, des cadres de l'administration et des services techniques déconcentrés (STD).

**Financement du chantier du Développement local et Décentralisation**

L'enveloppe octroyée à ce chantier est de l'ordre de **2 214 281 735** MRU au titre de l'exercice 2019.

**5.7 GOUVERNANCE ENVIRONNEMENTALE ET REDUCTION DES CATASTROPHES**

La SCAPP aspire à assurer la préservation et l'exploitation rationnelle des écosystèmes, la valorisation des ressources naturelles pour assurer le bien-être des citoyens ainsi que la protection des villes côtières contre l'incursion marine et les inondations.

**5.7.1 Politique intégrée d'exploitation durable des écosystèmes****5.7.1.1 OBJECTIF**

A travers cette intervention, la SCAPP vise à entamer une démarche ferme vers l'atteinte de l'objectif majeur de la SCAPP, qui est d'inverser les tendances de dégradation de l'environnement et de perte de la biodiversité et d'assurer une valorisation durable des ressources naturelles afin de contribuer à assurer une croissance verte et inclusive. Il s'agit de renforcer la cohérence des politiques dans le cadre d'une approche intégrée de conservation, de gestion et d'exploitation durable des écosystèmes marin et terrestre afin de réduire la dégradation de l'environnement. Il s'agit aussi de renforcer de manière durable la résilience des systèmes naturels et des moyens de subsistance des populations, notamment les femmes et les groupes vulnérables, face au risque du changement climatique et des catastrophes naturelles.

**5.7.1.2 REALISATIONS**

Conscients des enjeux environnementaux liés à la désertification et la dégradation des sols, la déforestation, la perte de la biodiversité, l'accroissement pollutions multiformes qui menacent la biodiversité et les écosystèmes, ainsi que les risques de dégradation du littoral, les autorités publiques ont mis en œuvre six axes stratégiques répondant à ces problématiques. Il s'agit de : (i) Renforcer et compléter le cadre législatif, réglementaire, normatif et de contrôle, (ii) Restaurer les terres dégradées et les forêts des zones arides et semi arides, (iii) Développer des mesures de conservation du Littoral, des aires protégées et des zones humides, (iv) Renforcer les mécanismes de gouvernance environnementale, (v) renforcer la gestion des connaissances et l'éducation environnementale et (vi) Améliorer la prévention et la gestion des risques de pollution.

La politique de l'environnement et du développement durable édicte le cadre de base dont s'inspireront les lois particulières qui régissent les différents domaines de l'environnement. Ces dernières années les autorités publiques ont mis en œuvre un ensemble cohérent de lois relatives à l'exploitation durable des écosystèmes. Il s'agit notamment de :

- L'élaboration et la signature d'un arrêté d'application de la loi 041-2018 permettant l'amendement des dispositions relatives au commerce illicite des Espèces de Faunes et Flore Sauvage.
- L'élaboration et la signature du décret d'application et d'un arrêté de la Loi 041-2018 relative à la Chasse et la gestion de la Faune.

Le plan de travail s'articule autour de la Stratégie Nationale de l'Environnement et du Développement Durable (SNEDD) et de son plan d'actions (2017-2021) qui visent à réduire les pressions sur les écosystèmes et les ressources naturelles, l'érosion de la biodiversité, les pollutions multiformes et les impacts dû au changement climatique. Pour ce faire, les efforts ont mis l'accent sur la vulgarisation des meilleures pratiques, la prévention de la pollution, l'information, la communication et l'éducation du grand public, à savoir :

- La finalisation de la quatrième communication nationale sur le changement climatique, élaborée sur la base des guides méthodologiques du GIEC de 1996 révisées et le guide de bonnes pratiques et gestion des incertitudes des IGES (GPG, 2000/2003).
- L'actualisation des données de l'Inventaire National des gaz à effet de serre élaboré au titre de la quatrième communication nationale sur le changement climatique (BUR2).

- Le suivi et le control de l'impact environnemental des activités des sociétés minières et des sites d'orpaillage sont exercés à travers des missions de contrôle de conformité, de surveillance et d'inspection environnementale. Ces missions doivent s'assurer de la conformité des activités économiques dans le pays avec la réglementation nationale, les standards et bonnes pratiques en termes de gestion environnementale. Les principaux secteurs concernés par ces missions sont : Pêche, Mine et Carrière, Infrastructures, Industrie, Elevage, Agriculture, Pétrole, Produits chimiques.
- L'examen des Etudes d'Impact Environnemental (EIE) et Plans de Gestion Environnementale (PGE) de plusieurs projets de développement publics et privés.
- L'élaboration d'un système d'information pour le suivi-évaluation des données environnementales et pour l'échange intersectoriel (en cours).
- Un atelier de sensibilisation des décideurs et des populations sur la problématique du changement climatique dans le cadre du Fonds Vert Climat a été organisé à Nouakchott.

Malgré les aléas climatiques et le besoins grandissants et prioritaires en matière d'adaptation couplés au niveau très limité de nos émissions, la Mauritanie s'est résolument engagée en 2015 (engagement non contraignant) à contribuer à l'effort mondial de réduction des émissions des gaz à effet de serres (GES) par une réduction de nos émissions de GES à hauteur de **22,3 % horizon 2030** assorti de nos besoins en financements, avec 2010 comme année de référence (88 % de cet engagement de réduction des émissions est conditionnée par la mobilisation des financements subventionnels internationaux et, **12%** comme engagement national inconditionnel).

Par cet engagement global, notre pays aura à contribuer, horizon 2030, à l'Accord Climat de Paris par une réduction de l'ordre de 33,56 Millions de tonnes eq CO<sub>2</sub> (Mt eq CO<sub>2</sub>) dont 4.2 Millions de tonnes équivalent dioxyde de carbone (Mt eq CO<sub>2</sub>) de réduction comme engagement national inconditionnel. En 2018, les émissions nettes de gaz à effet de serre « GES » de la Mauritanie sont estimées à 9944,618 Gg Eq-CO<sub>2</sub> (à base de dioxyde de carbone « CO<sub>2</sub> », de méthane « CH<sub>4</sub> », d'oxyde nitreux « N<sub>2</sub>O », et des hydrocarbures perfluorés « HFC »), soit 2, 5 tonnes Eq-CO<sub>2</sub> par habitant. Ces émissions ont pour sources principales les secteurs : d'Energies et d'Elevage (Cheptel).

Les secteurs, des énergies renouvelables, qui représentent aujourd'hui 40% environ du Mix énergétique national et, de l'AFAT (Agriculture, Foret et Affectation des Terres), constituent les principaux leviers d'atténuation des gaz à effet de serres au niveau national.

Dans le cadre de la dynamique d'une meilleure résilience face au changement climatique, plusieurs projets sont en cours de réalisations dont le projet PARSACC/MEDD, pour l'amélioration de la résilience des communautés et leur sécurité alimentaire face aux effets du changement climatique, qui couvre huit wilayas pour la période 2014-2019, le projet de développement d'un système innovant d'adaptation aux changements climatiques (DIMS/MEDD 2018-2021) qui couvre quatre wilayas et le projet d'adaptation et de résilience des zones humides continentales aux changements climatiques (ANGM/MEDD 2019-2022) qui couvre quant à lui trois wilayas.

Suite à l'ampleur des défis, dans un contexte aggravé du changement climatique, le Gouvernement compte augmenter le rythme actuel de restauration des terres et des espaces forestiers dégradés. Ceci nécessite d'importants financements et l'adoption d'une approche qui reconnaît que la santé des écosystèmes conditionne la sécurité alimentaire et la résilience socio-économique des populations.

Aussi, dans le cadre du suivi et de la réalisation des objectifs de la SCAPP pour l'intégration Pauvreté/environnement en Mauritanie, le projet d'Action Pauvreté-Environnement (APE) a réalisé :

- Une étude intégrant l'environnement dans la politique du MDR et une étude sur la fiscalité écologique.

- Un projet de loi sur la fiscalité écologique qui est en cours d'adoption.
- Une révision et mise à jour des indicateurs de la SCAPP.

En matière de gestion des aires protégées et de conservation de la biodiversité, chacune dispose d'un document de planification dénommé Plan d'Aménagement et de Gestion pour une période quinquennale. Ils sont régulièrement évalués et actualisés. Elles disposent d'un mécanisme de financement durable (Fonds fiduciaire pour la Conservation de la Biodiversité Côtière et Marine, BACoMaB) dont l'objectif est d'assurer un financement pérenne pour la mise en œuvre des Plan d'Aménagement et de Gestion.

Les Aires Marines Protégées (AMP) jouent un rôle important comme «sites sentinelles» où les effets du changement climatique peuvent être étudiés et des stratégies de gestion peuvent être développées pour s'adapter à de tels impacts négatifs. Les AMP individuelles et les réseaux d'AMP ont donc un rôle important à jouer pour améliorer notre compréhension et appuyer au développement de stratégies pour faire face au changement climatique.

La résilience des écosystèmes est l'un des principaux éléments pour faire face au changement climatique, il est important de souligner que les AMP présentent des écosystèmes en meilleure santé et des populations plus viables de plusieurs espèces par rapport aux sites non protégés. Ces éléments peuvent être essentiels pour la régénération des zones adjacentes où les impacts du changement climatique ont été plus importants.

#### 5.7.1.3 PERSPECTIVES

Les actions retenues pour les années à venir s'inscrivent dans une approche globale d'accélération de la transition écologique et d'amélioration de la performance environnementale du pays, au bénéfice d'un développement durable et inclusif. Le Plan d'actions contribue à la réalisation de plusieurs objectifs de développement durable : ODD1, 2, 6, 8, 9, 11, 12, 13, 14 et 15. Ces actions permettront la réduction des pressions sur les écosystèmes et les ressources naturelles, de l'érosion de la biodiversité, les pollutions multiformes et des impacts dû au changement climatique seront atteints à travers le renforcement du corpus législatif et du contrôle environnemental, la mise en place des mécanismes et outils visant à améliorer la gouvernance environnementale, le développement des connaissances et de l'éducation environnementale, ainsi que le soutien aux initiatives écologiques portées par des acteurs de la société. Le Plan d'actions a été formulé de façon à promouvoir la synergie des projets et programmes, dans le cadre d'une approche globale et intégrée, visant à améliorer l'efficacité et l'impact des interventions. Sa mise en œuvre sera axée sur l'approche participative communautaire, la concertation et, l'intégration des questions de genre. Un suivi périodique du plan d'action sera effectué afin d'apprécier la mise en œuvre des actions, sur la base des indicateurs retenus. Une évaluation finale interne du Plan d'action sera également réalisée fin 2020 afin de réfléchir (i) à la pertinence des actions engagées et des zones prioritaires retenues au regard des objectifs visés, (ii) au mécanisme de gouvernance du plan d'action, (iii) aux difficultés rencontrées lors de la mise en œuvre et (iv) à l'efficacité des résultats obtenus au regard des sommes dépensées.

Les axes d'interventions du plan d'actions se déclinent comme suit :

- Renforcer et compléter le cadre législatif, réglementaire et normatif, notamment celui du code de la chasse, de la gestion des déchets solides et de leur élimination, de la création de la Baie de l'étoile ainsi que de la biodiversité.
- Protéger et restaurer les terres dégradées et les forêts et renforcer la résilience des populations à travers le lancement de la campagne de protection des pâturages contre les feux de brousse, la mise en œuvre le programme national de la grande muraille verte, l'élaboration et la mise en œuvre du programme national de restauration et de gestion durable des ressources forestières 2020-2030, la mise en place d'un Centre national de semences forestières, la réduction des pressions exercées sur les ressources naturelles en développant des activités



alternatives génératrices de revenus et l'élaboration et la mise en œuvre du plan annuel de fixation des dunes et de lutte contre l'ensablement.

- Préserver et Restaurer la biodiversité et les écosystèmes sensibles (littoral, zones humides et autres zones d'intérêt écologique) en élaborant un état des lieux de l'occupation foncière du littoral, les Directives d'Aménagement du Littoral (DAL) de Nouakchott, Nouadhibou, et N'Diogo, lancer le processus de concertation pour la création d'une aire protégée dans la zone d'El Atf, colmater et sécuriser les brèches du cordon dunaire de Nouakchott, Construire la digue Nord de protection du Parc National de Diawling (PND) et maintenir les infrastructures hydrauliques, finaliser la mise en place des infrastructures, équipements et zoo du Parc national d'Awleigatt, réaliser une évaluation environnementale stratégique de l'exploitation du sable noir sur le littoral, procéder au classement de la Baie de l'étoile en réserve naturelle et réaliser l'étude pour la mise en place d'un observatoire sur les zones humides continentales (ZHC).
- Améliorer la prévention et la gestion des risques de pollutions en élaborant des normes nationales relatives aux rejets hydriques des industries extractives (hydrocarbures, accompagner la mise en place d'unités pilotes expérimentales de traitement de l'or sans mercure, la mise en place d'une Cellule spécialisée chargée de la gestion et du suivi des produits chimiques et déchets dangereux, assurer un suivi trimestriel des impacts des activités minières et d'orpaillage (Chami et Zouerate), acquérir des équipements pour le contrôle et le suivi de la qualité de l'air et l'élaboration et la conduite du programme annuel de contrôle environnemental des projets de développement.
- Améliorer la résilience et lutter contre le changement climatique avec le lancement des études relatives à la préparation du Plan National d'Adaptation (PNA) au changement climatique (ODD 13), lancement de la préparation de la Cinquième Communication Nationale sur le Changement Climatique (ODD 13), lancement du processus d'actualisation de la Contribution Déterminée au niveau National (ODD 13) et la promotion des bonnes pratiques d'adaptation agroécologiques et de gestion durable des écosystèmes.
- Accompagner la transition et l'innovation écologiques; Améliorer la gouvernance environnementale et renforcer les partenariats en organisant des ateliers de réflexion multi-acteurs sur les défis et les perspectives de la transition écologique et en accompagnant les initiatives et projets écologiques innovants; Améliorer la gouvernance environnementale et renforcer les partenariats en en Instaurant un mécanisme régulier de dialogue structuré avec la société civile, le secteur privé et les parlementaires, en révisant les dispositifs existants de concertation intersectorielle, en opérationnalisant l'Alliance Nationale de la Grande Muraille Verte pour renforcer les synergies et les partenariats entre les acteurs, la mise en place d'un système d'information sur l'environnement (SIE), l'élaboration des rapports de suivi de la mise en œuvre du plan d'action annuel du MEDD et en engageant une réflexion sur le Fonds d'intervention pour l'environnement (FIE) afin d'orienter la révision du Décret de création de ce Fonds.
- Mettre en place d'un système d'information sur l'environnement (SIE).
- Précéder à un audit et évaluation du fonds d'intervention pour l'environnement (FIE) afin d'orienter la révision du Décret du Fonds.
- Renforcer les connaissances, la communication et l'éducation environnementale à travers (i) L'élaboration et la mise en œuvre d'un plan global de communication institutionnelle du MEDD, (ii) l'élaboration et la mise en œuvre d'un programme d'éducation environnementale, (iii) l'élaboration du Profil Environnemental et des ressources naturelles des zones arides de Mauritanie, (iv) l'élaboration du 4ième rapport sur la biosécurité.

#### 5.7.1.4 RECOMMANDATIONS

- Renforcer la concertation entre les différentes structures concernées par les questions environnementales pour une meilleure synergie et cohérence des politiques et interventions.
- Améliorer l'harmonisation des textes de lois qui touchent aux questions environnementales.



- Renforcer l'application de la réglementation environnementale par les secteurs, les entreprises et les citoyens.
- Renforcer l'engagement et les capacités des Conseils régionaux et des communes pour leur permettre de jouer pleinement leurs rôles.
- Opérationnaliser l'Alliance Nationale de la Grande Muraille Verte.

## 5.7.2 Préservation et valorisation des ressources naturelles

### 5.7.2.1 OBJECTIF

Cette intervention vise à mettre l'accent sur la préservation et la valorisation durable des ressources naturelles dont dépend largement l'économie du pays et les moyens de subsistance des ménages.

### 5.7.2.2 REALISATIONS

L'action entreprise dans le domaine de l'environnement marin est portée par le ministère des pêches et de l'économie maritime qui dispose d'institutions opérationnelles pour le suivi de l'environnement et l'observation des zones de pêche. L'Institut Mauritanien de Recherches Océanographiques et de Pêche (IMROP) et l'Office National d'Inspections Sanitaires des Produits de la Pêche et de l'Aquaculture (ONISPA) suivent l'évolution de l'environnement marin à travers des indicateurs mesurés sur la bande côtière. Les données sur le milieu marin montrent une tendance à l'acidification du PH à partir de 2016. Ce qui pourrait refléter l'impact de rejets des unités industrielles.

Notons que sur le long terme, 90 % des principaux stocks halieutiques sont dans un état biologiquement viable.

La Mauritanie a connu des rudes épisodes de sécheresse qui ont affecté le couvert végétal. Elle enregistre un taux annuel de déboisement plus de trois fois supérieur à la moyenne de la sous-région subsaharienne. Pour la dégradation des sols, les efforts se sont concentrés en matière de lutte contre la désertification et les reboisements pour l'atteinte de l'ODD 15. A cet effet, la campagne nationale de protection des pâturages contre les feux de brousse à El Atef et Gorgol a été lancée. Aussi un vaste programme des travaux pare-feu a été réalisé par la société nationale d'aménagement agricole et des travaux sous la Direction de la Protection de la Nature, à savoir

- La réalisation de 8915 km linéaires de pare feux dont 270 km linéaires d'ouverture et 8645 km linéaires d'entretien de pare feux existant dans le cadre de la campagne nationale de protection des pâturages contre les feux de brousse.
- La réalisation de 1 229 ha de reboisement.
- La réalisation de 1 680 ha de mise en défens.
- La production de 1 058 000 plants forestiers.
- La plantation et le regarni de 11 520 plants forestiers au niveau du Centre des Conférences Al Mourabitoune et de l'Aéroport Oum Tounsi.
- La réalisation de 7 600 mètres linéaires de cordon pierreux pour la restaurer des sols dégradés au niveau des deux Hodhs et du Guidimagha.
- La restauration de 88 ha de bassins versants au niveau du Guidimagha et des 2 Hodhs.
- La réhabilitation de 4 puits équipés de système d'exhaure et de 12 unités d'exhaure d'eau par système solaire.
- La mise en place de 110 de kits solaires au profit de ménages démunis, 21 charrettes et 11 boutiques communautaires au niveau rural.

### 5.7.2.3 PERSPECTIVES

Les actions programmées pour protéger et restaurer les terres dégradées et les forêts afin de renforcer la résilience des populations sont :

- Le lancement de la campagne de protection des pâturages contre les feux de brousse.

- L'élaboration et la mise en œuvre du plan annuel de fixation des dunes (protection des villes, villages et infrastructures).
- L'élaboration et la mise en œuvre du plan national intégré de restauration des terres dégradées (ANGMV).
- L'élaboration et la réalisation du programme annuel intégré de reboisement.
- La caractérisation et la cartographie des forêts classées.
- Le développement des activités alternatives génératrices de revenus en vue de renforcer les moyens de subsistance des communautés vulnérables et réduire les pressions exercées sur les ressources naturelles.
- La Création de trois palmeraies modernes dans l'Adrar de 100 ha chacune.
- La mise en place un Centre national de semences forestières pour les besoins des programmes de reconstitution du couvert végétal et de conservation de la diversité biologique.
- L'élaboration des plans d'aménagement et de gestion des zones humides continentales d'intérêt écologique (Mahmouda, Bougari et TamourtNaaj).
- Le Lancement du processus de concertation pour la création d'une aire protégée dans la zone d'El Atf (réserve de pâturage et refuge d'antilopes).
- La Construction de la digue Nord de protection du Parc National de Diawling (PND) et maintenir les infrastructures hydrauliques.
- La Finalisation la mise en place des infrastructures, équipements et du Zoo du Parc national d'Awleigatt (PNA).

En matière d'Amélioration de la prévention et de la gestion des risques des pollutions, le plan d'actions prévoit de :

- Elaborer des normes nationales relatives aux rejets hydriques des industries extractives (secteurs mines et hydrocarbures).
- Mener une campagne de sensibilisation des industriels sur la Loi relative à la pollution de l'air et les valeurs limites d'émission ou de rejet de polluants dans l'air.
- Elaborer une feuille de route pour la prévention et la réduction de l'utilisation, des émissions et des rejets de Hg dans le secteur de l'exploitation artisanale de l'or (Art.7 de la Convention de Minamata).
- Mettre en place des unités pilotes de traitement de l'or sans utilisation du mercure (alternatives).
- Mettre en place une Cellule spécialisée chargée de la gestion et du suivi des produits chimiques et déchets dangereux.
- Mener un suivi trimestriel des impacts environnementaux des activités minières et d'orpaillage (Chami et Zouerate).
- Acquérir des équipements pour le contrôle et le suivi de la qualité de l'air.

#### 5.7.2.4 RECOMMANDATIONS

- Accroître l'échelle de la restauration des terres dégradées et des ressources forestières ;
- Relancer l'utilisation de la technique de l'ensemencement aérien.

### 5.7.3 Protection des villes côtières contre les risques d'inondations

#### 5.7.3.1 OBJECTIF

L'objectif de la SCAPP à travers cette intervention est de renforcer la protection de la zone côtière dans le cadre d'une approche de planification et de gestion intégrées qui tient compte du risque climatique.

#### 5.7.3.2 REALISATIONS

Le développement et la conservation du littoral, des aires protégées et des zones humides sont au cœur des préoccupations des autorités. En 2019, 40 ha de dunes du Littoral à Nouakchott ont été fixés pour empêcher la hauteur des dunes littorales de diminuer considérablement. A cela s'ajoutent la lutte contre

les plantes envahissantes dans les axes hydrauliques du PND, la fixation mécanique et biologique de 10 ha sur le littoral sud, au PND dans la commune de N'Diogo et la réalisation d'une étude pour la mise en place d'un observatoire de surveillance épidémiologique des zones humides continentales et l'élaboration de la situation de référence de l'environnement marin et côtier.

Le projet West African Coastal Area (WACA) prévu pour une période de cinq ans (2018-2023). Il s'agit d'un projet sous régional opérant sur la zone ouest africaine pour la résilience des populations et des zones côtières aux changements climatiques. Les principales actions de ce projet sont :

- L'organisation de campagne de sensibilisation autour du classement de la Baie de l'Etoile de Nouadhibou ;
- L'organisation d'un séminaire de sensibilisation des parlementaires sur l'Environnement
- La célébration des journées mondiales de la désertification, de l'environnement et la journée mondiale des océans.

### 5.7.3.3 PERSPECTIVES

En matière de gestion durable de l'environnement marin et côtier, le plan d'action prévoit d'assurer la conservation de la biodiversité et du littoral via :

- La révision de l'ordonnance du Littoral en intégrant l'aspect changement climatique ;
- L'élaboration et la validation des directives d'aménagement du Littoral (DAL) de Nouakchott, Nouadhibou, et N'Diogo ;
- Le Colmatage et la sécurisation de 18 brèches identifiées du cordon dunaire de Nouakchott ;
- L'élaboration d'un état des lieux de l'occupation foncière du littoral ;
- Réalisation d'une étude sur les risques et la vulnérabilité climatique du littoral ;
- L'organisation d'une journée thématique pour la conservation du Littoral, avec la participation de la société civile.

### **Financement du chantier de la Gouvernance Environnementale**

Le budget alloué à ce chantier est de l'ordre de **1 443 454 530** MRU au titre de l'exercice 2019.

## VI. BESOINS DE FINANCEMENT DU PLAN D'ACTION DE LA SCAPP

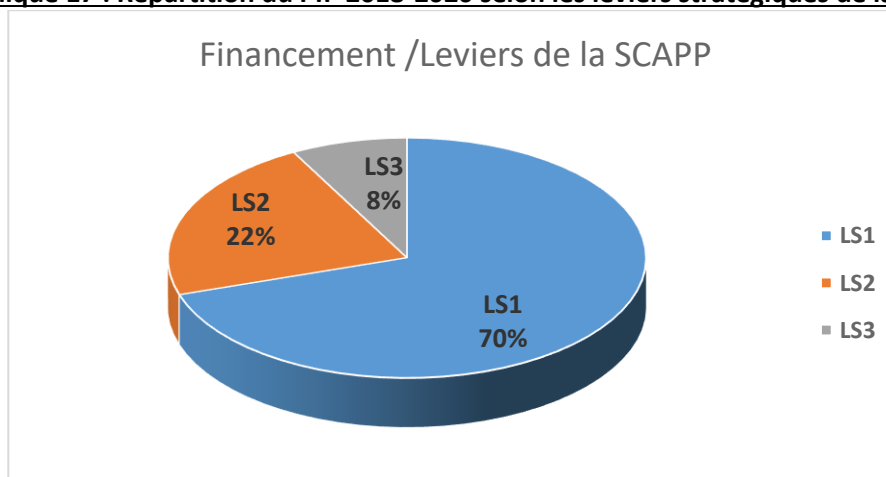
Les besoins de financement du plan d'actions de la SCAPP est présenté ci-dessous :

Budget globale en MRU (sources : LFs 2016, 2017, 2018 et 2019)		2019
<b>Leviers stratégiques : Renforcement de la gouvernance dans toutes ses dimensions</b>		<b>13 868 693 242</b>
<b>Chantier stratégique : Gouvernance Politique, cohésion sociale, paix et sécurité</b>		<b>948 917 045</b>
Interventions		
1	Amélioration de la gouvernance politique	240 575 755
2	Renforcement des moyens des forces de défense et de sécurité	240 575 755
3	Construction durable de la paix et de la cohésion sociale	240 575 755
4	Protection des jeunes contre la radicalisation et l'extrémisme violent	227 189 780
<b>Chantier stratégique : Promouvoir la participation citoyenne des femmes et la lutte contre les discriminations basées sur le genre</b>		<b>908 759 119</b>
1	Promotion de la participation citoyenne des femmes	454 379 559
2	Lutte contre les discriminations basées sur le genre	227 189 780
3	Gestion des migrations	227 189 780
<b>Chantier stratégique : Consolidation de l'état de droit, des droits humains et de la justice</b>		<b>1 582 557 591</b>
1	Contrôle citoyen de l'action publique	454 379 559
2	Renforcement de la justice	564 089 016
3	Développement des droits humains	564 089 016
<b>Chantier stratégique : Capture du dividende démographique</b>		<b>1 692 267 047</b>
1	Engagement politique en faveur du dividende démographique	564 089 016
2	Accélération des politiques pro dividende démographique	1 128 178 032
<b>Chantier stratégique : Transformation de l'administration publique</b>		<b>2 897 843 381</b>
1	Optimisation de l'administration publique	597 929 899
2	Développement de l'Administration et des services électroniques	730 315 766
3	Coordination de l'action de l'administration	1 367 996 611
4	Amélioration de la gestion du personnel de l'Etat	201 601 104
<b>Chantier stratégique : Meilleure gouvernance économique et financière</b>		<b>2 180 612 794</b>
1	Renforcement des processus institutionnels et de la gouvernance du secteur public en vue de réduire le risque de surendettement	564 089 016
2	Gestion des finances publiques	589 798 227
3	Gouvernance économique	237 950 987
4	Environnement des affaires	587 173 460
5	Lutte contre la corruption et renforcement de la transparence	201 601 104
<b>Chantier stratégique : Développement local et décentralisation</b>		<b>2 214 281 735</b>
1	Renforcement de la politique de décentralisation	1 733 130 225
2	Réactualisation de la politique de l'aménagement du territoire	481 151 510
<b>Chantier stratégique : Meilleure gouvernance environnementale</b>		<b>1 443 454 530</b>
1	Politique intégrée d'exploitation des écosystèmes	481 151 510
2	Préservation et valorisation des ressources naturelles	721 727 265
3	Protection des villes côtières contre les risques d'incursion marine et les inondations	240 575 755

**Tableau 13 : Répartition du PIP 2018 -2020 selon les leviers stratégiques de la SCAPP**

Leviers stratégiques	2018-2020 (MRU) (en millions)	%
LS1 : Croissance	101 146,78	69,89%
LS2 : Capital humain	31 963,82	22,00%
LS3 : Gouvernance	11 366,33	7,60%
<b>Total</b>	<b>144 476,93</b>	<b>100%</b>

Source : PIP 2018-2020/DGIPCE/MEI

**Graphique 17 : Répartition du PIP 2018-2020 selon les leviers stratégiques de la SCAPP**

Source : PIP 2018-2020/DGIPCE/MEI

**Tableau 145 : Répartition du financement acquis du PIP 2018- 2020 selon le type**

PIP Acquis		
Type de financement	2018-2020 en M.MRU	%
Quasi-Don	1 932,48	3%
Don	11 414,28	17%
Budget	25 609,15	37%
Prêt	29 442,72	43%
<b>Total</b>	<b>68 398,63</b>	<b>100%</b>

Source : PIP 2018-2020/DGIPCE/MEI

## VII. MATRICE DES INDICATEURS DE SUIVI DE LA SCAPP

Indicateurs généraux									
	Indicateurs	Périodicité	Année Réf	Valeur	Année	Valeur	Année	Valeur	Cible 2020
	Taux de croissance du PIB réel aux prix du marché		2015	1,90%					5%
	Création additionnelle moyenne d'emplois par an		2015	15 761					27 404
	Taux d'inflation (en moyenne annuelle, %)		2015	0,50%					5,10%
	Déficit courant (en % PIB)		2015	18,80%					4,30%
	Déficit budgétaire (en% du PIB)		2015	5,70%					5,70%
	Indice d'extrême pauvreté		2014	16,60%					6%
	Incidence globale de la pauvreté (en % de la population totale)		2015	28,3					
	Indice d'inégalité (Gini)		2015	0,41					

### Levier stratégique 1 : Promouvoir une croissance économique forte, inclusive et durable

1. Chantier stratégique : Promotion d'une croissance plus diversifiée des secteurs porteurs											
Interventions	Indicateurs	Périodicité	National								
			Année Réf	Valeur	Année	Valeur	Année	Valeur	Année	Valeur	Cible en 2020
Promotion d'une agriculture à la fois productive, compétitive et durable	Incidence de la pauvreté en milieu rural	4 ans	2014	44,40%							
	Rendement du riz (tonne/hectare)	Annuel	2015- 2016	5	2016- 2017	5,8	2017- 2018	5,6	2018- 2019	5,1	5,9
	Rendement des céréales traditionnelles (tonne/hectare)	Annuel	2015- 2016	0,494	2017- 2018	0,489					0,893
	Taux de couverture des besoins de toutes céréales confondues (%)	Annuel	2014	336327 tonnes/....	2018	431185 tonnes /.....					62,5%
	Emplois dans le secteur de l'agriculture (% de l'emploi total)	5 ans	2012		2017	16,19% (109819 )	2018				
	Rendement du blé (tonne/hectare)	Annuel	2015- 2016	1,2 T/h	2017- 2018	1,8 T/h					
	Superficie agricole mise en valeur (en ha)	Annuel	2105- 2016	280934	2016- 2017		2018- 2019	298476			
	Importation des produits agricole céréalière	Annuel	2015	25000							45000

Développement des filières animales compétitives et gestion durable du système d'élevage extensif	Emplois dans le secteur de l'élevage (% emploi total)	5 ans	2014 EPCV	14,6%	2017 ENESI		2018				
	Production usinée de lait (tonne)	Annuel	2016		2017		2018				
	Production contrôlée de viandes rouges (tonnes)	Annuel	2016		2017		2018				
	Production de peaux et cuirs (millions de pièces)	Annuel	2016		2017		2018				
Préservation du patrimoine halieutique et environnemental marin et intégration accrue du secteur de la pêche dans l'économie nationale et mondiale	Emplois dans le secteur de la pêche (% de l'emploi total)	5 ans	2016		2017		2018				
	(Total admissible des captures)	Annuel	2016		2017		2018				
	Emplois dans le secteur extractif (% de l'emploi total)	5 ans	2016		2017		2018				
Impulsion au secteur industriel	Emplois dans le secteur industriel (% de l'emploi total)	5 ans	2016		2017		2018				
Promotion du commerce et consolidation des conditions d'un fonctionnement équilibré et transparent des marchés	Emplois dans le secteur du commerce (% de l'emploi total)	5 ans	2016		2017		2018				
Redynamisation et développement de l'activité touristique	Emplois dans le secteur du tourisme (% de l'emploi total)	5 ans	2016		2017		2018				
Promotion d'un artisanat créatif, conservateur de mémoire et générateur de revenus et d'emplois décents	Emplois dans le secteur de l'artisanat	5 ans	2016		2017		2018				
	Nombre d'infrastructures disponibles et fonctionnelles pour la promotion d'un artisanat créatif, conservateur de mémoire et générateur de revenus et d'emplois décents		2016		2017		2018				
<b>2. Chantier stratégique de la promotion du secteur privé et de l'amélioration de la pratique des affaires</b>											
Interventions	Indicateurs	Périodicité	Année Réf	Valeur	Année	Valeur	Année	Valeur	Année	Valeur	Cible en 2020
Accélération des réformes engagées pour l'amélioration du climat et de la pratique des affaires	Délais (en jours) pour la création d'entreprise		2016		2017		2018				
	Délais à l'exécution de toutes les formalités requises d'obtention d'un permis de construire		2016		2017		2019	104			
	Coûts liés à l'exécution de toutes les formalités requises d'obtention d'un permis de construire						2019	500 MRU			
	Délais de raccordement au réseau électrique						2019	67 jours			
	Coûts de raccordement au réseau électrique						2019	4267,4 MRU			



	Indicateur Doing Business	Annuel	2015	168 <sup>ème</sup>			2019	51,99			
Renforcement du partenariat public-privé	Volume du financement privé garanti par l'Etat	Annuel									
	Part des PPP dans l'investissement total	Annuel					2018	500 Million de Dollar /T ines			
Promotion d'un secteur financier solide et inclusif	Taux de bancarisation des ménages	4 ans	2015	10%			2018	20%	2019	30%	30%
	Accès aux sources de financement : crédit intérieur accordé par les banques (en% du PIB)	Annuel	2015	42,8%	2016		2018	46,3%	2019		
	Taux d'intermédiation bancaire	Annuel	2015	0,25			2018	30%			
	Nombre de structures de microfinances créées au cours de l'année	Annuel							2019	2	
Développement de l'investissement privé et des investissements directs étrangers	Volume des IDE/PIB	Annuel	2015	10,4 %			2018	16,6%			
Promotion de la création des PME	Proportion des entreprises du secteur informel ayant contracté un prêt ou une ligne de crédit.	4 ans			2017		2018	1,13%			

### 3. Chantier stratégique de renforcement des infrastructures de soutien à la croissance

Interventions	Indicateurs	Périodicité	Année Réf	Valeur	Année	Valeur	Année	Valeur	Année	Valeur	Cible en 2020
Renforcement des investissements en infrastructures des secteurs de l'équipement et des transports	Nombre de linéaire de routes bitumées (KM)	Annuel	2015	4811							7500
	Proportion de la population rurale vivant à moins de 2 km d'une route praticable toute l'année	Annuel									
	Nombre de linéaire de routes réhabilitées (KM)	Annuel	2015	459							459
	Nombre d'infrastructures portuaires réalisées	Annuel	2015	5							8
	Nombre d'accidents routiers par an	Annuel									
	Taux de mortalité lié aux accidents de la route par an	Annuel	2017	44,85 / 1 Million Habitant							

Développement du secteur de l'hydraulique	Coût de raccordement à l'eau pour les entreprises	Annuel								
	Délais de raccordement à l'eau pour les entreprises	Annuel					2018	21 jours		
Promotion de l'innovation et des Tic	Proportion de la population ayant accès à un réseau mobile par type de technologie	Annuel	2014	90,4%						
	Abonnements à une connexion à l'Internet à haut débit fixe pour 100 habitants, par vitesse de connexion	Annuel								
	Proportion de la population utilisant l'internet.	3 ans								

## Levier stratégique 2 Développement du capital humain et d'accès aux services de base

### 4. Chantier stratégique : Relèvement de la qualité de l'éducation et de la formation professionnelle

Interventions	Indicateurs	Périodicité	Année Réf	Valeur	Année	Valeur	Année	Valeur	Cible en 2020
Garantir à tous une éducation de base, d'au moins 10 ans, assise sur un enseignement préscolaire élargi et de qualité	% d'élèves de 5 ans inscrit au préscolaire	Annuel	2015	9,3%					
	Rapport fille/garçon - primaire	Annuel	2015-2016	1,07	2016-2017	1,02	2017-2018	1,02	
	Taux net de scolarisation - primaire	3 ans	2015-2016	75%	2016-2017	84,40%	2017-2018	86%	
	Taux d'achèvement - primaire	3 ans	2015-2016	80%	2016-2017	91%	2017-2018	90%	
	% d'élèves ayant obtenu au moins 50% du score global aux examens de fin d'études fondamentales (CEP)	Annuel	2015-2016	36,6%	2016-2017	37,4%	2017-2018	47,4%	
	Ratio Elèves-classes - au primaire	Annuel	2015-2016	39	2016-2017	44	2017-2018	44	
	Proportion d'enseignants sortants de l'ENI - pour le primaire	Annuel	2015-2016	79%	2016-2017	85%	2017-2018	87%	
	Indice infrastructure – primaire (proportion d'établissement primaire ayant accès à	Annuel							
	Taux brut de scolarisation - Sec. 1ier cycle	Annuel	2015-2016	42%	2016-2017	44%	2017-2018	46%	
	Rapport fille/garçon - Sec. 1ier cycle	Annuel	2015-2016	0,90	2016-2017	0,94	2017-2018	0,97	
	(Taux de transition au 1 <sup>er</sup> Cycle secondaire)		2015-2016	54%	2016-2017	62.7%	2017-2018	59.8%	

	Taux de rétention au 1 <sup>er</sup> Cycle secondaire (info à rechercher)								
	% d'élèves ayant obtenu au moins 50% du score global au BEPC	Annuel	2015 - 2016	28%	2016 - 2017	29%	2017 - 2018	33.2%	
	Proportion enseignants sortants de l'ENS au niveau - Sec. 1er cycle	Annuel							
	Indice infrastructure - Collège	Annuel							
	Proportion des élèves du privé	Annuel	2015 - 2016	26%	2016 - 2017	24.41%	2017- 2018	24%	
Développer l'accès et la qualité du second cycle du secondaire	Rapport fille/garçon - Sec. 2ième cycle (	Annuel	2015 -2016	0.82	2016 - 2017	0.92	2017 - 2018	0.97	
	Proportion enseignants qualifiés - Sec. 2ième cycle	Annuel							
	Taux de réussite au bac (par filière à supprimer pour être en conformité avec le mode de calcul)	Annuel	2015 - 2016	12.19	2016 - 2017	14.7	2017 - 2018	23.64	
Améliorer l'accès, la qualité et la pertinence de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique	Nombre d'étudiants au niveau supérieur pour 100 000 habitants	Annuel							
	Nombre d'étudiants au niveau supérieur - STEM pour 100 000 habitants	Annuel							
	Budget de recherche des Universités	Annuel							
Développer la formation technique et professionnelle	Nombre d'étudiants dans les écoles et centres de FTP par filières	Annuel							
	Taux de participation des jeunes et des adultes à un programme d'éducation et de formation scolaire ou non scolaire au cours des 12 mois précédents, par sexe (non disponible)								
Promotion de l'enseignement originel et lutte contre l'analphabétisme	Taux d'alphabétisation des jeunes	Annuel							

5. Chantier stratégique : Amélioration des conditions d'accès aux services de santé									
Interventions	Indicateurs	Périodicité	Année Réf	Valeur	Année	Valeur	Année	Valeur	Cible en 2020
Améliorer la gouvernance du secteur de la santé	% du budget alloué au secteur de la santé	Annuel	2016	5%	2017	7%	2018	6%	
	Total des dépenses en santé en pourcentage du PIB	Annuel	2016	3%	2017	4%	2018	3%	5,2%
	Espérance de vie à la naissance	10 ans	2013	60,3					65
	Taux de mortalité maternelle	10 ans	RGPH 2013	582 pour 100 000 NV					218,95
	Taux de mortalité néonatale	3 ans	2015	29 pour 1000					16
	Taux de mortalité infantile	3 ans	2015	43 pour 1000					40
	Couverture sanitaire (%)	Annuel	2016	79%	2017	83%	2018		90%
	Prévalence contraceptifs (%)	3 ans	2015	17,80%	2017	17,8%	2018		25%
	Pourcentage d'enfants âgés de 12-23 mois ayant reçu toutes les vaccinations recommandées dans le programme national de vaccination avant leur premier anniversaire.	3 ans	2015	23,6%	2017		2018		
6. Chantier stratégique Emploi pour tous, promotion de la jeunesse, de la culture et du sport									
Interventions	Indicateurs	Périodicité	Année Réf	Valeur	Année	Valeur	Année	Valeur	Cible 2020
	Taux de chômage (15-24 ans)	5 ans	2012		2015		2017	20%	
	Proportion de jeunes (15-24 ans) non scolarisé et sans emploi	5 ans							
	Proportion d'emplois informels dans le secteur non agricole	5 ans							
	Taux d'activité	5 ans	2013 RGPH	44,1%			2017	41.2%	
	Promotion de l'emploi productif et du travail décent pour tous	Taux de chômage (15 à 64 ans)	5 ans	2012	10,1%	2014	12,85	2017	11,8%

Promotion de la culture, de la jeunesse et des sports	Proportion de jeunes (15-35 ans) pratiquant le sport	Annuel							
	Nombre d'infrastructures (culturelles et sportives) mises en place	Annuel							
<b>7. Chantier stratégique 7 : Meilleure résilience des couches les plus vulnérables</b>									
Interventions	Indicateurs	Périodicité	Année Réf	Valeur	Année	Valeur	Année	Valeur	Cible en 2020
Protection sociale, égalité genre, enfance et famille	Nbre de ménages pauvres bénéficiant de programmes d'assistance sociale	4 ans	2016	5154	2017		2018	22000	
	Indice de développement du jeune enfant	3 ans	2015	60,0%					
	Prévalence du retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans	3 ans	2015	27,9%			2018	23,3%	
	Prévalence de l'insuffisance pondérale	3 ans	2015	24,9%			2018	19,5%	
	Nombre de cas déclarés de violence basés sur le genre.	3 ans	2015	3815					
	Prévalence de la mutilation génitale féminine/excision (MGF/E) chez les filles/femmes	3 ans	2015	66,6%	2016		2018		
	Nombre de jeunes filles âgées de 15-19 ans actuellement mariées	3 ans	2015	27,8%					
Approvisionnement en eau potable et accès aux services d'assainissement	Proportion de la population ayant accès à une source d'eau potable	3 ans	2015	62%					
	Pourcentage de membres des ménages utilisant des installations sanitaires améliorées non partagées	3 ans	2015	41%					
Garantir l'accès à l'électricité et un approvisionnement en hydrocarbures	Taux d'accès à l'électricité	3 ans	2014 (EPCV)	37,5%	2015 (MICS)	39,5%	2018 (MPeMi)	42%	75%
Développement des secteurs des bâtiments et de l'habitat	Proportion de la population adulte totale qui dispose de la sécurité des droits fonciers et de documents légalement authentifiés et qui considère que ses droits sur la terre sont sûrs								
	Proportion de ménages vivant dans des habitats précaires (Tente, Case/hutte, Baraque et M'bar)	4 ans	2014	35,9%					

### Levier stratégique 3 Renforcement de la gouvernance dans toutes ses dimensions

<b>8. Chantier stratégique. Gouvernance Politique, la cohésion sociale, la paix et la sécurité (ODD 8,16)</b>									
Interventions	Indicateurs	Périodicité	Année Réf	Valeur	Année	Valeur	Année	Valeur	Cible en 2020
Amélioration de la gouvernance politique	Nombre de scrutins organisés dans les délais	Annuel					2018	100%	
Renforcement des moyens des forces de défense et de sécurité	Part de dépenses allouées aux forces de défense et de sécurité dans le budget de l'Etat	Annuel	2016		2017		2018	12.4%	
Protection des jeunes contre la radicalisation et l'extrémisme violent	% de jeunes déclarant avoir une connaissance sur le danger de l'extrémisme violent	3 ans	2016		2017		2018	12.4%	
Garantir à tous une identité juridique, notamment grâce à l'enregistrement des naissances	Proportion d'enfants de moins de 5 ans ayant été enregistrés par une autorité d'état civil	Annuel							
Gestion des migrations	Nombre d'immigrants refoulés à la frontière par an	Annuel							
<b>9. Chantier stratégique Consolidation de l'état de droit, des droits humains et de la justice</b>									
Interventions	Indicateurs	Périodicité	Année Réf	Valeur	Année	Valeur	Année	Valeur	Cible en 2020
Contrôle citoyen de l'action publique	Nombre d'OSC membre des instances de suivi des politiques nationales	Annuel							
	Nombre de radios et TV privés autorisés	Annuel							
Renforcer la justice	Proportion de la population carcérale en instance de jugement	Annuel							
Développer les droits humains	Taux de réalisation des recommandations issues des EPU	Annuel							
<b>10. Chantier stratégique Capture du dividende démographique</b>									
Interventions	Indicateurs	Périodicité	Année Réf	Valeur	Année	Valeur	Année	Valeur	Cible en 2020
Engagement politique en faveur du dividende démographique	Nombre de stratégies qui prennent en compte le dividende démographique	Annuel	2015						
Accélération des politiques pro dividende démographique	Nombre d'activités en faveur du dividende démographique financées	Annuel	2015						
<b>11. Chantier stratégique Promouvoir la participation citoyenne des femmes et la lutte contre les discriminations basées sur le genre</b>									
Interventions	Indicateurs	Périodicité	Année Réf	Valeur	Année	Valeur	Année	Valeur	Cible en 2020
Lutte contre les discriminations basées sur le genre	Taux de prévalence des violences physiques, sexuelles et psychologiques au cours des 12 mois	Annuel	2011	68%			2019		

Promotion de la participation citoyenne des femmes	Proportion de sièges occupés par des femmes à l'Assemblée Nationale	Annuel	2017	21.08%	2018	19.74%			
	Proportion de sièges occupés par des femmes dans les parlements nationaux et les administrations locales	Annuel		2013	33%	2018		31.06%** et 35%*	
	Proportion de femmes occupant des postes de direction	Annuel					2018	10.7%	
<b>12. Chantier stratégique Transformation de l'administration publique</b>									
Interventions	Indicateurs	Périodicité	Année Réf	Valeur	Année	Valeur	Année	Valeur	Cible en 2020
Planification, coordination, suivi-évaluation de la SCAPP	Proportion d'indicateurs SCAPP renseignés	Annuel	2016-2020	54%			2019	64%	
	Proportion d'indicateurs du développement durable établis à l'échelle nationale, ventilés de manière exhaustive en fonction de la cible conformément aux Principes fondamentaux de la statistique officielle	Annuel	2016-2020	27%			2019	37%	
	Proportion d'élaboration des SCRAPP	Annuel	2016-2020	40%			2019	60%	100%
	Taux de satisfaction des usagers de l'administration	Annuel							
	Taux d'achèvement de la mise en œuvre de la LOLF	Annuel							
Amélioration de la gestion du personnel de l'Etat	% des employés de l'État ayant un statut précaire	Annuel							
Développement de l'Administration et des services électroniques	Nombre de visiteurs sur les sites internet de l'État	Annuel							
	Nombre de services de sécurité informatique, de centre de lutte contre la cybercriminalité	Annuel							
	Dimension de l'intranet du gouvernement (en Km)	Annuel							
	Nombre de sites intégrés dans l'intranet	Annuel							
<b>13. Chantier stratégique Meilleure gouvernance économique et financière</b>									
Interventions	Indicateurs	Périodicité	Année Réf	Valeur	Année	Valeur	Année	Valeur	Cible en 2020



Lutte contre la corruption et renforcement de la transparence	Proportion de personnes ayant eu, au moins une fois, affaire à un agent public auquel elles ont versé un pot-de-vin ou qui leur a demandé un pot-de-vin au cours des 12 mois précédents	..							
Gestion des finances publiques	Pourcentage des dépenses publiques agrégées réalisées en fonction des dépenses budgétisées	Annuel					2018	96%	
	Composition du budget public réalisé en fonction du budget prévu (variance)	Annuel	2016		2017		2018	96%	
	Solde Global du TOFE	Annuel					2018	-0,43 (MMRU)	
Environnement des affaires	Indicateur Doing Business	Annuel							
	L'observatoire National du Dividende Démographique est opérationnel	Annuel							
Accélération des politiques pro dividende démographique	Taux de dépendance démographique	3 ans	2014	45,2%					
Accélération des politiques pro dividende démographique	Taux de dépendance économique	5 ans							
	Indicateur synthétique du Dividende Démographique	Annuel							
<b>14. Chantier stratégique Développement local et décentralisation</b>									
Interventions	Indicateurs	Périodicité	Année Réf	Valeur	Année	Valeur	Année	Valeur	Cible en 2020
Renforcement de la politique de décentralisation	% du budget de l'Etat alloué aux collectivités territoriales	Annuel							
	Adoption d'un nouvel échelon de décentralisation correspondant aux régions.	Annuel							
	Nbre de compétences transmises						2018	9/16	
	Nbre de projets dont la maîtrise d'ouvrage revient aux collectivités locales								
Réactualisation de la politique du territoire	Nombre de pôles régionaux de développement mis en place	Annuel							
<b>15. Chantier stratégique Meilleure gouvernance environnementale</b>									
Interventions	Indicateurs	Périodicité	Année Réf	Valeur	Année	Valeur	Année	Valeur	Cible en 2020

Politique intégrée d'exploitation des écosystèmes	Proportion de stock de poisson se situant à un niveau biologiquement viable ;	Annuel							
	Proportion de surfaces protégées et préservées (AMP)	Annuel							
Préservation et valorisation des ressources naturelles	Proportion des ménages utilisant des combustibles autres que le bois et le charbon pour la cuisson des aliments	3 ans	2015	40%					
	Part des EnR dans le Mix (interconnecté de la SOMELEC)	Annuel	2015	32%			2018	42%	
	Superficieensemencée de façon aérienne	Annuel							
Protection des villes côtières contre les risques d'incursion marine et les inondations	% du budget alloué à la protection des communautés côtières et fluviales contre l'érosion des berges et les inondations	Annuel							